

ÉTUDES DE L'IRSEM

2012 – N°20

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

GILLES DORRONSORO (*Université Paris I Panthéon-Sorbonne*)

CHRISTIAN OLSSON (*Centre d'études sur les conflits*)

RAPHAËL POUYÉ (*Centre d'études sur les conflits*)

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

GILLES DORRONSORO, CHRISTIAN OLSSON, RAPHAËL POUYÉ

Parler d'une *Sociologie de la contre-insurrection*, c'est se placer d'emblée dans le cadre proposé par la redécouverte récente, par quelques officiers américains, des enseignements longtemps occultés de la contre-insurrection classique. Principal acquis doctrinal de l'occupation de l'Irak, elle est connue sous l'abréviation familière « *COIN* » et son adoption au milieu des années 2000 par les armées américaines a été présentée comme la clé du retournement de la situation sécuritaire en Irak observé lors du « *surge* ». Dans un premier temps, cette étude explore les enjeux d'une « sociologie de la contre-insurrection ». Dans un deuxième temps, la réflexion en termes de sociologie politique est appliquée à l'analyse des enjeux concrets du conflit afghan pour voir quels peuvent en être les apports, notamment dans la compréhension des ressorts sociétaux de la guerre. Dans un troisième temps, l'étude revient sur le conflit irakien et examine en quoi le « *surge* » contre-insurrectionnel est lié à la réduction de la violence à partir de 2008, et quels sont les enjeux de la transition de la contre-insurrection à la stabilisation.

Cette étude a été réalisée par le professeur Gilles DORRONSORO (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), Christian OLSSON (Centre d'études sur les conflits) et Raphaël POUYÉ (Centre d'études sur les conflits).



IRSEM

Ecole militaire

1 place Joffre - Case 46 -

75700 Paris SP 07

www.defense.gouv.fr/irsem

ISSN (1) : 2109-9936

ISSN (2) : en cours d'attribution

ISBN : 978-2-11-129695-4



INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

*Gilles DORRONSORO (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)
Christian OLSSON (Centre d'études sur les conflits)
Raphaël POUYÉ (Centre d'études sur les conflits)*

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

Ce document constitue le rapport final de l'étude inscrite sous le numéro 2009-948 au catalogue des études politiques et stratégiques (EPS) de la DAS et pilotée par l'IRSEM. Cette recherche a été commanditée au Centre d'études sur les conflits, au titre du marché 0954557, notifié le 22 juin 2009.

ÉTUDES DE L'IRSEM DÉJÀ PARUES :

- 1- LES CRISES EN AFGHANISTAN DEPUIS LE XIX^e SIÈCLE
- 2- DES GARDES SUISSES À BLACKWATER / VOLUME 1 ; ARMÉES PRIVÉES, ARMÉES D'ÉTAT / VOLUME 2
- 3- ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES
- 4- OTAN : CONTINUITÉ OU RUPTURE ?
- 5- LA PERCEPTION DE LA DÉFENSE FRANÇAISE CHEZ NOS ALLIÉS
- 6- DU *NETWORK-CENTRIC* À LA STABILISATION : ÉMERGENCE DES « NOUVEAUX » CONCEPTS ET INNOVATION MILITAIRE
- 7- CHAOS, RÉVEIL ET SURSAUT SUCCÈS ET LIMITES DE LA STRATÉGIE DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)
- 8- DU PÉTROLE À L'ARMÉE : LES STRATÉGIES DE CONSTRUCTION DE L'ÉTAT AUX ÉMIRATS ARABES UNIS
- 9- ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT – ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE
- 10- ENQUÊTE SUR LES JEUNES ET LES ARMÉES : IMAGES, INTÉRÊT ET ATTENTES
- 11- L'EUROPE DE LA DÉFENSE POST-LISBONNE : ILLUSION OU DÉFI ?
- 12- L'UE EN TANT QUE TIERS STRATÉGIQUE
- 13- UTILISATION ET INVESTISSEMENT DE LA SPHÈRE INTERNET PAR LES MILITAIRES
- 14- L'ÉVOLUTION DU DÉBAT STRATÉGIQUE EN ASIE DU SUD-EST DEPUIS 1945
- 15- ANALYSE COMPARÉE DE LA STRATÉGIE SPATIALE DES PAYS ÉMERGENTS : BRÉSIL, INDE, CHINE
- 16- RELATION HOMME-ROBOT : PRISE EN COMPTE DES NOUVEAUX FACTEURS SOCIOLOGIQUES
- 17- PROBLÉMATIQUE DU RECRUTEMENT POUR LES ARMÉES PROFESSIONNELLES
- 18- ÉTUDE COMPARATIVE DES LIVRES BLANCS DES 27 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE : POUR LA DÉFINITION D'UN CADRE EUROPÉEN
- 19- LE PAQUET DÉFENSE : QUELS IMPACTS JURIDIQUES ET INDUSTRIELS ?

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire a pour mission de produire et de valoriser la recherche sur les questions de défense.

Il favorise une analyse pluridisciplinaire, croisant les regards des chercheurs universitaires et des militaires, des observateurs et des acteurs des grandes questions stratégiques. En collaboration avec les principales composantes du ministère (État-major des armées, Enseignement militaire supérieur, Délégation aux affaires stratégiques, Secrétariat général pour l'Administration, Direction générale de l'Armement), et en lien avec le tissu français et international de la réflexion stratégique, l'Institut renouvelle les perspectives conceptuelles, encourage une nouvelle génération de chercheurs sur ces domaines, participe à l'enseignement militaire, et fait rayonner la pensée stratégique française par des partenariats internationaux.

Les activités de recherche de l'IRSEM se répartissent en 7 domaines d'études abordés sous l'angle de la pensée stratégique :

- Étude des conflits
- Armement et économie de défense
- Sécurité européenne et transatlantique
- Pensée stratégique comparée
- Défense et Société
- Histoire de la défense
- Enjeux juridiques de la défense

L'ensemble de nos **activités** et **publications** est annoncé sur le **site de l'IRSEM** :

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

- Trois **collections** y sont consultables en ligne : les Etudes, les Cahiers, les Paris Papers.
- Deux collections ne sont disponibles que sous **format digital** : le Laboratoire, la Lettre de l'IRSEM.
- Une **revue académique** est éditée par *La Documentation française* : les Champs de Mars.

Évènements et partenariats

- Cycles de conférences thématiques
- Évènements scientifiques et programmes de recherche menés avec nos partenaires
- Notre programme doctoral réunit chaque mois les jeunes chercheurs de l'IRSEM au cours d'un séminaire.

**INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À
PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN**

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	9
Chapitre I : D'une sociologie de la contre-insurrection à une sociologie des insurgés	
Introduction : la difficile approche sociologique d'une « contre-insurrection sans insurgés »	15
I - Une redécouverte tardive et difficile.....	17
1. Les « guerres irrégulières » ou le contre-paradigme de la doctrine militaire classique	17
2. Les non-dits persistants de l'après Viêt Nam	18
3. Réhabiliter l'insurrection comme objet militaire légitime	20
4. La difficile prise en compte de l'historicité des phénomènes insurgés	21
II - Une définition phénoménologique restrictive.....	23
1. Le modèle maoïste de la guerre révolutionnaire	23
2. Face au maoïsme : protection et coercition dans la doctrine classique de contre-insurrection....	24
3. Elargir la définition strictement militaire : l'apport intermittent et ambigu des sciences sociales	25
4. La sociologie apolitique des contre-insurgés.....	27
III - Pour une lecture politique des insurrections contemporaines	28
1. Une approche empirique du post-maoïsme.....	28
2. Structurer le post-maoïsme : la narration alternative de David Kilcullen.....	30
3. Dépasser l'illusion apolitique des insurrections et résistances contemporaines	32
IV - Insurrections contemporaines et constructions identitaires	33
1. Penser l'insurrection comme « mouvement social ».....	33
2. Pour une approche relationnelle des phénomènes d'escalade et de « désescalade » : l'exemple du Kosovo	35
3. <i>Being, not doing</i> : des insurrections « identitaires » à l'échelle stratégique	36
4. Les « stratégies victimaires » : normes humanitaires et invention d'une « nationalité morale » .	38
5. L'« autre » de l'insurrection post-maoïste : la persistance d'insurrections et de contre-insurrections « maoïstes ».....	40
Conclusion - Choix de la violence et mémoires insurgées	41
Bibliographie du chapitre 1	43

Chapitre II : Doctrine, stratégie et pratiques de la contre-insurrection en Afghanistan

Introduction.....	47
I - Les obstacles cognitifs	48
1. La tribu imaginaire des stratèges occidentaux	48
2. Les illusions du local	55
3. Un Etat artificiel ?.....	58
4. Le mythe de la stabilisation par le développement.....	60
5. L'ennemi incompris.....	61
6. Les Taliban existent-ils ?.....	61
7. Le filtrage des données	63
II - Doctrine, stratégie et pratiques de la coalition	65
1. Les apories du <i>shape, clear, hold, and build</i>	65
2. La faute stratégique : le pari sur le Sud.....	68
3. Pourquoi Marjah ? L'hypothèse du <i>sunk cost trap</i>	69
4. Kandahar et l'absence de stratégie politique.....	72
5. Les pratiques.....	73
6. Le fonctionnement de la coalition	73
7. Les compétences.....	74
8. Le répertoire de la coalition	75
9. Retour d'expérience : la Kunar et Uruzgan	76
10. L'espace de la guerre	77
Conclusion	78
Bibliographie du chapitre 2	79

Chapitre III : Irak - Surge, Stabilisation, Retrait ? Les enjeux de la transition progressive de la « contre-insurrection » US au « retrait »

Introduction.....	85
I - Invasion, insurrection et contre-insurrection en Irak (2003-2007)	86
1. Aspects d'une sociologie des conflits armés en Irak : « Moqawama » contre l'occupant, lutte à mort autour des (ou contre les) nouvelles institutions, « guerre contre le terrorisme ».....	86
2. Considérations sur la « Moqawama » et effets pervers du discours américain initial sur le « terrorisme » irakien.....	90

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

3. Les mécanismes de l'ascension aux extrêmes du conflit, les facteurs aggravants, les effets de prophétie auto-réalisatrice et de prophétie auto-négatrice.....93
4. La doctrine COIN et son application en Irak avant le « surge » : ruptures, continuités et blocages.....94

II - Le *surge* en rétrospective : mythe ou plan providentiel ?.....96

1. « Impuissance de la puissance » ou « puissance de l'impuissance » ?96
2. Le cœur politique du *surge* : la perspective du retrait définitif des forces étrangères, les luttes politiques autour de l'après-occupation, la politique américaine d'« impartialité active »98
3. Le rôle du *tribal flip* et l'échec partiel de la loi d'amnistie, tous deux antérieurs au *surge* et impulsés par des acteurs irakiens100
4. Face à la guerre civile : protéger la population ?.....102
5. Orientalisme ou influence posthume de Saddam Hussein : un facteur tribal surestimé ?102
6. Les ratios troupes/population dans la contre-insurrection : une fausse « bonne idée » ?104

III - Les enjeux de la « transition » de la contre-insurrection US à la « stabilisation » et au retrait des troupes étrangères (2009-2011)105

1. Transition à quoi ? Transition comment ?106
2. *Leading from behind* ou la guerre de Darth Vader108
3. *Senior partners, friends, allies*... Les forces de sécurité irakiennes comme *battlespace* principal des forces armées américaines ?110
4. Les incohérences de la stratégie de statebuilding américaine, le rôle des contractors et le difficile passage de relais des militaires aux diplomates113
5. La pérennité du contre-terrorisme « conjoint » ?115
6. Scénarios envisagés et incertitudes116

Conclusion : retour au protectorat ou retrait des troupes US en décembre 2011 ?.....117

Bibliographie du chapitre 3120

Conclusions Générales124

Insurrection et contre-insurrection124

Afghanistan et Irak.....125

De quelques perspectives futures.....127

**INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À
PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN**

■ INTRODUCTION GENERALE

« Puisque la contre-insurrection n'existe qu'en réaction à une insurrection, les problèmes stratégiques qui se posent aux loyalistes ne peuvent se comprendre qu'une fois connue la doctrine de l'insurgé¹ »

Un conflit est toujours une relation. Dans un conflit impliquant un « insurgé » et un « contre-insurgé », l'un ou l'autre ne peut être compris que selon une approche dite « relationnelle », c'est-à-dire dans son rapport à l'adversaire. Accepter d'étudier, comme le recommande David Galula, « les causes de l'insurrection »², c'est ainsi s'interdire de distinguer formellement les « bons » insurgés des « mauvais ». Le terme « insurrection » a pourtant rarement été aussi chargé négativement qu'il l'est aujourd'hui : s'il symbolise une inflexion récente du discours américain de la « Guerre mondiale contre la Terreur », il n'en est pas moins associé aux techniques de belligérance de ces « ennemis » que les Etats-Unis se reconnaissent, de l'Irak au Yémen, et de l'« AfPak » à la Somalie.

Le paradigme de la « guerre irrégulière » ou du « conflit asymétrique » serait donc passé, au tournant des années 2000, d'une histoire de libération nationale sur laquelle les pays occidentaux portaient un regard parfois sympathique (Erythrée, Kurdistan irakien, Kosovo, etc.) à celle d'une insurrection souvent islamique et usant notamment de l'arme du terrorisme transnational contre des intérêts identifiés comme « occidentaux » (Irak, Afghanistan, Pakistan, etc.). Dans un contexte stratégique modifié en profondeur par la menace, réelle comme symbolique, du « terrorisme islamiste », et par l'arrivée aux affaires d'une administration Bush aux méthodes nouvelles, des groupes insurgés longtemps tolérés sont devenus les protagonistes d'un conflit qu'ils conçoivent comme se jouant « contre l'Occident ». Cependant, à l'occasion de l'invasion de l'Irak, de nouveaux groupes se sont formés, dont l'image d'« ennemi ou allié des Etats-Unis » s'est ensuite révélée fort mouvante tout au long du conflit.

L'utilisation même du terme « contre-insurrection » pour parler de la phase la plus récente de la « Forever War » (Filkins)³ des Etats-Unis aux Proche et Moyen-Orient pose un problème immédiat. En effet, une « insurrection » désigne, selon la définition la plus couramment citée, « a struggle between a nonruling group and the ruling authorities »⁴, ou encore, selon le Département américain à la Défense : « an organized movement aimed at the overthrow of a constituted government through the use of subversion and armed conflict »⁵. Quant à « l'insurgé » lui-même, il est défini comme un « rebel who is not recognised as a belligerent ».⁶ Les définitions, on le voit, ne sont pas innocentes. Or qu'il s'agisse de l'Irak ou de l'Afghanistan, il est d'autant plus difficile de les accepter qu'elles tendent à attribuer une légitimité a priori aux autorités en place. Car c'est bel et bien ce postulat de légitimité qui permet aux gouvernements de qualifier certains de leurs ennemis de « combattants irréguliers », c'est à dire d'« insurgés ». Concernant, par exemple, l'opposition armée à la Coalition Provisional Authority jusqu'au « transfert de souveraineté » aux nouvelles autorités irakiennes en avril 2004, l'usage du vocable « insurgés » est contestable et profondément contre-intuitif. Ici, la supposée « insurrection » s'est en effet manifestée dans les semaines qui suivent une invasion étrangère qui se veut « transformative ». Le manuel FM 3-24 « Counterinsurgency », sorte de Bible de la contre-insurrection depuis sa distribution aux militaires américains en 2006, est d'une rare honnêteté à ce sujet. La spécificité des groupes irréguliers irakiens et afghans y est traitée sous une rubrique séparée de celle traitant des insurgés « classiques ». Il s'agit, selon les illustres auteurs de ce manuel, d'une « exception to [the] pattern of internal

¹ GALULA (David), *Contre-insurrection, Théorie et Pratique*, Paris : Economica, 2006 (édition française). p. 67.

² *op. cit.* p. 30

³ FILKINS (Dexter), *The Forever War*, New York: Alfred A. Knopf, 2008.

⁴ O'NEILL (Bard), *Insurgency and Terrorism. Inside Modern Revolutionary Warfare*, Dulles (Virginie): Brassey's, 1990.

⁵ United States Department of Defense, *Joint Publication 1-02 - Dictionary of Military and Associated Terms*, 2007. http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp1_02.pdf

⁶ *Oxford English Dictionary. second edition 1989* « insurgent B. n. »

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

war involves resistance movements, where indigenous elements seek to expel or overthrow what they perceive to be a foreign or occupation government »⁷.

On ne peut donc parler d'insurrection en 2010 comme on pouvait le faire en 1999, lorsque les miliciens kosovars de l'UÇK recevaient le soutien explicite de Madeleine Albright, ou en 1985, lorsque les Etats-Unis entraînaient ses propres insurgés (anti-communistes) contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua d'alors⁸. Il existe ainsi des définitions contextuelles de l'insurrection, intimement liées aux procès en illégitimité que la puissance intervenante mène contre ses adversaires non-étatiques du moment. Si parler d'insurrection implique que l'on porte un regard comparatif sur la « longue durée » des insurrections contemporaines, le faire en 2010 est aussi un appel à examiner les seules situations où l'appellation « insurgency » constitue l'usage officiel. L'Irak et la zone Afghanistan-Pakistan, dite « AfPak », constituent ainsi le cœur de cette étude.

L'étude de la « contre-insurrection » ne doit donc pas échapper à la mise en contexte que réclame « l'insurrection ». La redécouverte, dans l'Irak du milieu des années 2000, des méthodes de « guerre parmi les populations »⁹ par quelques officiers iconoclastes a constitué un acte de dissidence à l'égard de la « doctrine Rumsfeld », prédominante à l'époque. Principal acquis positif de la guerre en Irak, la « Counterinsurgency » ou « COIN »¹⁰ est, pour ses promoteurs une « révolution » des mentalités au sein, d'abord, de l'US Army. Pourtant, comme l'ingérence humanitaire des 1990 et le nation building des années 2000, la COIN est un dispositif discursif de guerre bureaucratique avant d'être un mode opératoire militaire pleinement cohérent. Les généraux Petraeus ou Chiarelli, et les colonels Nagl et Kilcullen, tous pionniers de la réhabilitation d'une « contre-insurrection » mise à l'index après la Guerre du Viêt Nam, n'ont cessé de répéter à quel point leur démarche a consisté à « convaincre [...] les militaires d'abandonner des voies traditionnelles et de s'adapter à de nouvelles situations »¹¹.

Dans ce contexte, on a plus souvent entendu parler de « contre-insurrection » que d'« insurrection ». A tel point que le principal bestseller de la COIN, *Eating Soup with a Knife*, ne consacre que quinze pages à un survol des phénomènes insurrectionnels dans l'histoire. Plus encore, la définition que les « COINistas » retiennent de l'insurrection, est soit purement juridique, soit calquée sur le modèle de la « guerre révolutionnaire » formulé par Mao dans les années 1930. Ce défaut de mise à jour est manifeste dans le manuel FM 3-24, et s'avère préoccupant à l'heure du développement de mobilisations transnationales qui semblent bien éloignées d'un hypothétique paradigme « maoïste » émergent. Il est dans ces conditions d'autant plus surprenant que la COIN puisse faire l'objet d'une adulation presque idolâtre de la part de vastes segments de l'institution militaire américaine. Certes, la COIN est d'abord un produit dérivé de l'échec de l'« anti-terrorisme » et du « nation building » en Afghanistan et en Irak. Elle est aussi la formulation a posteriori du « tribal flip », ce « divorce » présumé entre milices sunnites irakiennes et jihadistes étrangers, qui aurait offert aux Américains des alliés irakiens inespérés, à l'origine d'une réduction de la violence sans précédent à partir de 2007.

Tournant ambigu dans l'occupation américaine en Irak, le « tribal flip » a souvent caricaturé en une histoire dont les officiers « COINistas » sont les héros. L'intrigue de ce storytelling de la COIN rapporte que c'est par leur approche « contre-insurrectionnelle » que ces militaires atypiques ont su, dans le « Triangle sunnite », « saisir une chance historique » et amorcer un cycle vertueux de réduction de la violence. Or plutôt que d'être un effort conscient d'analyse des dynamiques sociologiques de « l'insurrection », la COIN semble se cantonner à n'être qu'une « attitude ». A en croire les généraux Petraeus ou McChrystal, elle somme toute affaire de capacité d'écoute, de patience, voire de manière de saluer les gens ou de s'asseoir par terre. Erigé en histoire édifiante de la contre-insurrection moderne, le « retournement des tribus sunnites » s'avère finalement bien pauvre en enseignements sur

⁷ PETRAEUS (David H.) and AMOS (James F.), *Field Manual No. 3-24 Counterinsurgency*, Headquarters, Department of the Army, Washington, DC, décembre 2006. p. 2.

⁸ KLARE (Michael T.), KORNBLUH (Peter) (eds), *Low Intensity Warfare, Counterinsurgency, proinsurgency and antiterrorism in the eighties*, New York: Pantheon Books, 1988.

⁹ SMITH (Général Rupert), *The Utility of Force. The Art of War in the Modern World*, Penguin, Londres, 2005.

¹⁰ Le terme populaire « COIN » est utilisé ici pour désigner la vogue des années 2000 en faveur des techniques de « contre-insurrection » héritées des guerres de décolonisation des années 1950-1960 (Malaisie, Algérie, Viêt-Nam, etc.)

¹¹ Tiré de « *Pacification in Algeria, 1956-58* » de David Galula et cité en exergue de l'introduction à GALULA (David), *Contre-insurrection, op. cit.* p. 1.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

les « dynamiques relationnelles » de la « stabilisation » du fameux « triangle sunnite ». L'« amélioration » supposée de la situation irakienne est elle-même problématique. L'armée américaine peut-elle réellement se prévaloir d'un progrès seulement relatif, et sans commune mesure avec la dégradation causée d'abord par l'opération « Iraqi Freedom » et ses suites ?

Toujours est-il que les années 2008-2009 ont donné lieu à une réévaluation positive par les Etats-Unis de leur occupation de l'Irak, et à une transposition à l'Afghanistan des méthodes supposément éprouvées en Iraq. L'élection de Barack Obama a simultanément donné le ton d'une transition dans ces deux pays par la désignation de dates indicatives de retraits. En presque dix ans de guerre, le chemin a donc été parcouru à rebours : alors que certains évoquaient en 2003 le modèle du « nation building » de l'Allemagne et du Japon occupés après 1945, la (re)construction de l'Etat semble désormais passer par le réapprentissage d'humbles leçons tirées des Aurès ou des jungles de la Malaisie des années 1950. La « contre-insurrection » est en effet inséparable du projet de « construction d'Etat », y compris dans ses formes les plus dégradées ou ambiguës, comme notamment en Irak. Réseaux militarisés, les insurrections sont presque toujours porteuses d'un projet national, véritable proposition politique concurrente de celle des forces contre-insurrectionnelles. Comprendre le couple insurrection/contre-insurrection comme la lutte entre deux projets de (re)construction nationale, c'est aussi aller au-delà du simple examen – au demeurant indispensable – d'une « dialectique des volontés ». La leçon du « tribal flip » des Sahwa (« Conseils du Réveil ») en Irak – quand bien même elle s'appuie sur une reconstitution partielle des faits – réside dans la grande plasticité des alliances qui font et défont un jeu insurrectionnel à acteurs multiples. A ce titre, la recherche d'une théorie susceptible d'anticiper et de susciter la transformation de l'ennemi en partenaire de négociation est devenue le Graal de la science moderne de la contre-insurrection. Le déchiffrement des mécanismes de retournements d'alliance, mais aussi de radicalisation ou de désescalade, implique d'analyser les insurgés comme autant d'acteurs d'une dynamique de transformation sociale.

Or, la « Doctrine Petraeus » demeure marquée par une vision surannée de l'insurrection qui fait l'économie d'une mise à jour du paradigme « maoïste ». Face à des groupes émancipés des règles unitaires et linéaires de la guerre révolutionnaire de l'ancien modèle, il devient urgent de « remettre à plat » le paradigme dominant. Ceci passe par une analyse de l'amont et de l'aval de la simple acceptation tactique – et souvent éphémère – de l'occupant par les populations. Cet aspect, on le sait, représente l'essentiel des efforts d'une COIN qui a su limiter son recours à la force et améliorer sa collecte de renseignement humain. Les insurrections contemporaines, entreprises cohérentes à l'échelle stratégique, se placent aux antipodes des « organisations politico-militaires » centralisées du modèle maoïste et portent la bataille de l'opinion sur des enjeux globaux de légitimité. S'il faut résister – au contraire des principaux COINistas – à la parallèle facile avec la conquête coloniale, il faut reconnaître une certaine clairvoyance au colonel Callwell qui notait en 1896 que « the fundamental asymmetry between insurgency and counterinsurgency lies in the fact that, while tactics favour the regular army, strategy favours the irregular »¹².

Face à la pléthore de phénomènes « insurrectionnels » d'autant plus nombreux que l'on se refuse à distinguer les « bons » des « mauvais » insurgés, le parti pris de cette étude est de porter en priorité le regard sur le phénomène contemporain de la COIN, interne à l'armée américaine, et sur ses manifestations externes contemporaines, en Irak et en Afghanistan. Cette « sociologie de la contre-insurrection » sera donc surtout une « sociologie de la COIN ». L'observation des terrains irakien et afghan confirme au demeurant le paradoxe d'une « contre-insurrection » qui a longtemps semblé vouloir se passer d'insurgés. Il existe en effet un « malaise de la COIN » niché au creux de la contradiction suivante : alors que les COINistas clament à qui veut l'entendre que « tout est politique », dans les faits, ils se contentent le plus souvent du recyclage d'a priori essentialistes hérités de la pacification coloniale ou du réchauffage de la théorie de la « guerre révolutionnaire ». Il existe certes, en théorie plus qu'en pratique, une tendance à réclamer, comme le demande David Kilcullen, conseiller australien du général Petraeus, une « Counterinsurgency Redux ». Celle-ci prendrait acte des mutations en cours, et ainsi, mettrait fin à des années de « dé-historisation » et de dépolitisation de l'adversaire – et partenaire – insurgé.

¹² BETZ (David), « Review: *The Insurgent Archipelago* », 10 February 2010 : <http://kingsofwar.org.uk/2010/02/review-the-insurgent-archipelago/>
David Betz cite ici l'étude fondatrice du colonel britannique Callwell : CALLWELL (C.E.), *Small Wars, Their Principles and Practice*, Bison Books, Lincoln (Nebraska), 1996 (première édition britannique : 1896).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

La COIN a-t-elle d'ailleurs besoin d'insurgés ? La question mérite d'être posée. Kilcullen souligne souvent à quel point la COIN est d'abord été une arme de guerre... bureaucratique : « We were almost like insurgents in the US government » dit-il.¹³ Sa conquête de l'institution militaire n'est d'ailleurs pas terminée et connaît, avec l'Afghanistan, d'importants revers. Le limogeage du général McChrystal, causée par la défiance qu'il aurait manifestée à l'égard de ses donneurs d'ordres politiques, en est le cinglant rappel¹⁴. L'épisode souligne au demeurant cette autre constante de l'institution imaginaire de la contre-insurrection : les contre-insurgés s'y voient presque toujours vainqueurs sur le terrain et attribuent souvent la défaite éventuelle aux seules incohérences présumées des « politiciens » qui les dirigent.

Or, une « sociologie de la contre-insurrection » n'est pas une « sociologie de l'insurrection ». C'est là toute l'originalité d'un sujet dont les termes – inédits – sont presque la reconnaissance d'un « malaise dans la contre-insurrection ». Malaise, qui, selon certains, préfigure un crépuscule de la COIN¹⁵, ne se réduit pas au limogeage du général McChrystal ou à l'habillage embarrassé des revers essuyés en pays pachtoune. Les transformations des forces armées américaines induites par le « tournant contre-insurrectionnel » actuel se heurtent en effet à de très fortes résistances institutionnelles. Il importe donc de se pencher sur les dynamiques sociales et représentations à l'œuvre dans l'« institution imaginaire » (Castoriadis¹⁶) de la « contre-insurrection », dans l'espace politique américain en général, et dans l'armée de ce pays en particulier. Celle-ci ne se résume pas à la seule mode contemporaine de la COIN. Elle recouvre un très large éventail d'actions militaires que les Britanniques ont un temps qualifiées d'« Operations Other than War » (OOTW)¹⁷. L'establishment politique américain, tout comme ses élites militaires, porte de longue date un regard méfiant à l'égard de missions militaires à forte teneur politique. C'est là une caractéristique fondamentale de la COIN que de constituer une énième tentative de réhabilitation de missions hétérodoxes en regard de la vulgate clausewitzienne. Etablir une « sociologie » de l'émergence de la COIN comme registre discursif spécifique au contexte institutionnel américain est un préalable à l'étude, plus poussée, du principal non-dit du discours de la COIN : l'urgent besoin d'une redéfinition politique des insurrections contemporaines, et ce par la mobilisation d'une « sociologie des conflits ». Celle-ci, nécessairement relationnelle, doit rendre de toute urgence aux contre-insurgés de plume l'adversaire qu'ils ont aimé passer sous silence : les insurgés.

La problématique fondamentale est donc de s'interroger, à mi-chemin entre une « sociologie de la contre-insurrection » et une « sociologie des insurgés », sur les causes profondes, les manifestations institutionnelles comme épistémologiques, et surtout les applications militaires, d'un impensé du politique dans la « contre-insurrection » contemporaine. Le recours à la sociologie de la mobilisation doit dessiner les contours d'un « espace relationnel » du conflit, et permettre d'échapper à la simple confrontation duale entre insurgé et contre-insurgé. Il s'agit en particulier de se prémunir contre les explications causales trop schématiques des conflits contemporains (modernistes, développementalistes, ou « essentialistes ») et d'élucider les rationalités qui relèvent de jeux à plusieurs acteurs et de stratégies dites « sacrificielles ». S'appuyant sur un travail de terrain, cette étude porte le regard sur les modalités d'émergence des mouvements insurgés contemporains, dans les motivations affichées, les doléances, les rationalités, les ressources et la base sociale. C'est aussi par la mise à jour des mécanismes fondamentaux de leurs dynamiques d'action collective. Il doit ainsi être possible de saisir l'ambiguïté de leur rapport à la violence, clé supposée de toute victoire contre-insurrectionnelle.

De fait, les trois chapitres qui suivent s'emploient chacun à une « re-politisation » des insurrections contemporaines. Celle-ci passe par une prise de conscience de l'immense diversité de ces phénomènes, parfois

¹³ LOZADA, Carlos, « A Conversation With David Kilcullen », *The Washington Post*, 22 mars 2009.

¹⁴ HASTINGS (Michael), « The Runaway General », *Rolling Stone Magazine*, No. 1108/1109, 25 juin 2010. Disponible sur <http://www.rollingstone.com/politics/news/17390/119236>

¹⁵ Voir par exemple, la réflexion sur le sujet de David Ucko de King's College, « Is Counter-insurgency an Empty Concept », 26 mars 2010 : <http://kingsofwar.org.uk/2010/03/is-%E2%80%98counterinsurgency%E2%80%99-an-empty-concept/> ou encore de Ann Marlowe, « What if COIN Just Doesn't Work? », 20 mai 2010: http://www.worldaffairsjournal.org/new/blogs/marlowe/What_if_coin_just_doesnt_work?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+kow-reading+%28Kings+of+War-Reading%29

¹⁶ CASTORIADIS (Cornelius), *L'institution Imaginaire de la Société*. Paris : Seuil ? &çè(;

¹⁷ Voir le manuel britannique : *Director General Doctrine and Development Tactical Handbook for Operations other than War*, United Kingdom Ministry of Defence, 1998.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

transnationaux, parfois ethno-nationalistes, parfois recourant aux attentats suicides, parfois non-violents à la manière du gandhisme, mais surtout, et toujours politiques. En cela, ils sont inscrits dans une trajectoire diachronique qui interdit toute réification de l'adversaire en un « insurgé de toujours », image souvent ressassée par les prophètes de la COIN. Aussi, le premier chapitre, en s'appuyant sur un passage en revue de la littérature disponible, propose un état des connaissances problématisé mettant en scène la trajectoire historique de l'interaction entre doctrines contre-insurrectionnelles et sciences sociales de l'insurrection.

Les deux chapitres suivants, fondés sur une connaissance intime des terrains irakien et afghan, s'appuient, précisément, sur une lecture sociologique des insurrections étudiées. Il s'agit d'une approche historique complexe, qui puisse rendre compte de la diversité immense des situations observées et proposer une critique constructive des approches adoptées par les contre-insurgés. Après une approche sociologique de l'émergence institutionnelle de la contre-insurrection, puis l'ébauche du cadre analytique d'une sociologie des insurrections contemporaines, les deux chapitres « de terrain » offrent une observation de première main de la réalité d'une COIN par ailleurs fort incantatoire. Les ambivalences d'une doctrine souvent « hors sujet » en Irak, et contre-productifs en Afghanistan doivent être ici évalués dans toute leur richesse. C'est à travers cette grille de lecture critique que sont étudiés les principes et mécanismes généraux à l'œuvre sur ces deux théâtres d'opérations. Sont ainsi examinées l'approche dite des « cœurs et des esprits » et son interaction paradoxale avec l'objectif de contrôle territorial, généralement source de rejet par les populations, l'adoption de l'argumentaire de la « protection des civils » peu convaincant sur le terrain, les limites dans un sens comme dans l'autre de l'usage de la violence, et enfin, la possibilité de traduire en autant de victoires politiques des succès tactiques à l'échelle d'un quartier irakien ou d'un « terroir » afghan.

Les missions de guerre « parmi les populations¹⁸ » sont sans doute appelée à demeurer la « guerre probable¹⁹ » de la génération actuelle. Dans ce contexte, que la vogue de la COIN survive ou non à la guerre afghane et aux élections américaines de 2012, il existera toujours un besoin de technique « contre-insurrectionnelle », et par conséquent, un besoin de problématisation de ses enjeux sociologiques spécifiques. C'est là le besoin auquel cette étude doit tenter de répondre.

¹⁸ SMITH (Général Rupert), *The Utility of Force. The Art of War in the Modern World*, Penguin, Londres, 2005.

¹⁹ DESPORTES, Vincent, *Penser autrement – La guerre probable*, Paris : Economica, 2007.

■ CHAPITRE I : D'UNE SOCIOLOGIE DE LA CONTRE-INSURRECTION A UNE SOCIOLOGIE DES INSURGES

Introduction : la difficile approche sociologique d'une « contre-insurrection sans insurgés »

« In recent years insurgent movements have become a major concern of governments throughout the world and a phenomenon of renewed interest to social science. It is inevitable that research will be stimulated by this interest. However there is danger that immediate problems of counter-insurgent policy will overshadow the deeper sociological issues which escape the stereotyping categories of immediate political power interests. If this is allowed to happen, scientific understanding of the role of violence in history will develop in truncated form²⁰. »

Associer contre-insurrection et sciences sociales n'a en soi rien de nouveau. On rappelle souvent que certains pionniers de l'ethnographie officiaient comme administrateurs coloniaux, et ce, parfois, au beau milieu de campagnes de pacification²¹. Les quelques lignes présentées en exergue sont là pour nous rappeler l'ancienneté d'une relation difficile. D'une remarquable actualité, elles datent de 1967 – soit un an avant l'offensive du Têt et la remise en question radicale (déjà) des méthodes américaines de contre-insurrection au Viêt Nam.

Si cette thématique est ancienne, le sujet Sociologie de la contre-insurrection, par sa formulation paradoxale – n'est-on pas plutôt tenté de parler de sociologie de l'insurrection ? – questionne les savoirs de la contre-insurrection plutôt que de l'insurrection. Il n'invite pas, par conséquent, à une approche directe de la sociologie des insurrections contemporaines. Or, parler en 2010 d'une Sociologie de la contre-insurrection, c'est se placer d'emblée dans le cadre conceptuel proposé par la thématique générale de la « COIN ». Cette abréviation populaire américaine du terme « contre-insurrection » désigne en effet un phénomène bureaucratique récent et largement médiatisé²². Formulée au moment de la remise en question dramatique des modes opératoires des forces américaines en Irak, la COIN a réintroduit certains principes de la contre-insurrection « classique » des années 1950 et 1960 au cœur de la doctrine militaire américaine²³.

Entreprendre une sociologie de la contre-insurrection contemporaine pose dès lors plusieurs questions immédiates, qui doivent précéder l'examen critique des présupposés méthodologiques et des contradictions de la COIN. Il importe, en effet, que soit d'abord esquissée une approche – sociologique – des conditions d'émergence de cette dernière dans l'armée américaine au milieu des années 2000.

Pour commencer, il importe d'abord de poser la question de la légitimité de l'objet d'étude. Comme l'ingérence humanitaire des années 1990 ou le nation building des années 2000, la COIN est un discours promotionnel davantage qu'un programme d'action concret. Son caractère orienté, ainsi que ses évidentes conséquences létales, exigent une indispensable mise à distance préalable. Par ailleurs, il importe de situer la renaissance de la contre-insurrection dans son contexte. Comme dans le Pierre Ménard de Borges²⁴, ce que l'on dit de la COIN en 2010, année

²⁰ STANLEY, Manfred, « The Turn to Violence: A Sociological View of Insurgency », *International Journal of Comparative Sociology*, Volume 8 (2): 232, September 1967, p. 1.

²¹ C'est le cas par exemple de Jacques Berque, administrateur colonial dans le Haut-Atlas et critique des politiques françaises dans le Protectorat du Maroc. Voir : BERQUE, Jacques, *Opera Minora, Vol.1 -Anthropologie juridique du Maghreb (période dans l'administration)*, Éditions Bouchène, Paris, 2001.

²² Voir notamment COLL (Steve), « The General's Dilemma, David Petraeus, the pressures of politics, and the road out of Iraq », *The New Yorker*, 8 septembre 2008, BACEVICH (Andrew J.), « The Petraeus Doctrine », *The Atlantic Magazine*, octobre 2008 ou encore, CROWLEY (Michael), « COIN Toss. The cult of counterinsurgency », *The New Republic*, 4 janvier 2010.

²³ Par souci de clarté, le terme COIN est utilisé ici exclusivement pour désigner la doctrine et l'ensemble du « storytelling » lié au retour sur le devant de la scène politique américaine des principes de la contre-insurrection classique. La doctrine plus ancienne, dont les principes ont été établis lors des campagnes malaisienne et algérienne, sera par contraste désignée uniquement par le mot « contre-insurrection ».

²⁴ BORGES (Jorge Luis), « Pierre Ménard, auteur du *Quijote* », *Fictions*, Gallimard, Paris, 1974 (première édition argentine en 1944).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

de la mise en échec de la COIN en Afghanistan, veut dire bien autre chose qu'en 2008, lors du « triomphe » supposé de la « Doctrine Petraeus » en Irak, et moins encore dans le Viêt Nam de la fin des années 1960...

Par ailleurs, la littérature de la COIN comme ses modes d'action (observés ici en Irak et Afghanistan) témoignent d'un profond défaut d'analyse des dynamiques politiques et sociales de l'insurrection. De ce point de vue, l'intitulé Sociologie de la contre-insurrection énonce en somme, par son caractère inédit²⁵, un criant besoin de sociologie. La doctrine militaire de contre-insurrection entretient en effet une relation paradoxale avec les sciences sociales : ses promoteurs n'ont cessé de marteler que l'action politique au profit des « populations » est la clé de tout succès et présente le principe de « turning the loyalty of the people²⁶ », comme la seule approche valable en la matière. Pourtant, malgré ce primat du politique, les « COINistas », comme on les surnomme souvent, font l'impasse sur une mise à jour du cadre d'analyse classique des mouvements insurgés, hérité des guerres de décolonisation²⁷. Rares sont ceux, en effet, qui soulignent à quel point la « Doctrine Petraeus » mise en œuvre en Irak et en Afghanistan reste marquée par le modèle, en partie obsolète, des insurrections du modèle dit « maoïste ».

Ce paradoxe est d'autant plus vif qu'il va à rebours d'une recommandation importante de David Galula, l'auteur « classique » de la contre-insurrection très souvent cité par les promoteurs de la COIN. Cet officier français, « ancien » d'Algérie expatrié aux Etats-Unis, avait souligné que « puisque la contre-insurrection n'existe qu'en réaction à une insurrection, les problèmes stratégiques qui se posent aux loyalistes ne peuvent se comprendre qu'une fois connue la doctrine de l'insurgé²⁸ ». N'ayant pas mis à jour leur cadre d'analyse, les COINistas n'ont-ils fait que plaquer sur les situations irakienne et afghane les leçons malaisiennes de Robert Thompson ou algériennes de David Galula ? Comme le souligne Kilcullen, « classical counterinsurgency seems curiously divorced from contemporary reality ».²⁹ Cette réalité contemporaine est en effet celle de groupes insurgés qui diffèrent très sensiblement des « organisations politico-militaires » centralisées du modèle révolutionnaire d'il y a un demi-siècle. Faute de mise à jour de la définition de l'adversaire, la COIN ressemble souvent à une « contre-insurrection sans insurgés ».

Ayant pour but d'ouvrir une étude portant sur les cas irakien et afghan, ce chapitre présente les grandes problématiques de ce « malaise dans la COIN » que révèle la difficile prise en compte d'une politique de l'insurrection. Il est donc structuré à partir de l'hypothèse suivante : si certaines indigences conceptuelles de la COIN peuvent s'expliquer par sa nature avant tout polémique et médiatisée, d'autres sont le reflet de carences propres à la doctrine militaire américaine. Il semble en effet exister une difficulté structurelle de l'institution militaire américaine à penser le lien entre guerre et politique.

L'argument est articulé de la manière suivante : il débute par une étude des conditions historiques de la permanence d'un impensé politique de l'armée américaine. Il examine ensuite la sociologie de l'ignorance mutuelle dans laquelle se sont longtemps tenues institution militaire et sociologie américaines, puis l'adoption par l'armée de la vision dépolitisée d'une sociologie des « nouveaux conflits »³⁰. Dans un second temps sont présentés quelques éléments d'une sociologie des mouvements insurgés contemporains, en proposant notamment un renversement de l'ordre d'antériorité entre violence et politique, qui doit permettre de dégager des acteurs, des stratégies – violentes et non-violentes – et des répertoires d'action insurgée.

En s'appuyant sur les enseignements tirés par les deux autres auteurs de l'étude sur leurs terrains irakien et afghan, ce chapitre présente ainsi, par une large revue de la littérature spécialisée, un état des connaissances – militaires et civiles – puis un cadre d'analyse sociologique renouvelé. Celui doit permettre une meilleure prise en compte du caractère proprement « post-maoïste » des insurrections contemporaines.

²⁵ Une recherche Google sur "sociologie de la contre-insurrection" ou "sociology of counter-insurgency" n'offre aucun autre résultat que l'étude en cours ou des travaux similaires par l'un des ses auteurs.

²⁶ NAGL (John A.), *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago: Chicago University Press, 2005. p. 26.

²⁷ David Kilcullen est sans doute le seul représentant de cette mouvance à proposer un cadre d'analyse innovant. Voir KILCULLEN, David, *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Londres: Hurst, 2009 (pages 7 à 38).

²⁸ GALULA (David), *La Contre-insurrection, Théorie et Pratique*, Economica, Paris, 2008 (réédition). p. 67

²⁹ KILCULLEN (David), « *Counterinsurgency Redux* », *Survival*, 48, no. 4 (2006). pp. 111-130. p. 112.

³⁰ KALDOR (Mary), *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*, Cambridge: Polity Press, 1999.

I - Une redécouverte tardive et difficile

1. Les « guerres irrégulières » ou le contre-paradigme de la doctrine militaire classique

Une *sociologie de la contre-insurrection*, c'est en premier lieu une sociologie des rapports, notamment imaginaires, que l'institution militaire entretient avec les tâches contre-insurrectionnelles – qu'elle choisit d'embrasser ou de rejeter. L'émergence de la COIN au milieu des années 2000 a alimenté sur ce sujet un *storytelling* particulièrement riche. Le retour en grâce de méthodes militaires héritées des guerres de conquête coloniale puis de décolonisation, y est scénarisé à la manière d'une intrigue hollywoodienne. Une poignée d'officiers supérieurs basés en Irak y lutte pour faire reconnaître à leur hiérarchie la validité des pratiques de contre-insurrection classique mises à l'index depuis la Guerre du Viêt Nam. Ce récit, en invoquant un héritage oublié depuis les années 1970, offre aux « COINistas » une légitimité historique qui contraste avec le goût pour les tables rases du néo-conservatisme jusqu'alors dominant.

La longue occultation des savoirs contre-insurrectionnels classiques n'est toutefois pas une spécificité américaine. Le théoricien militaire contemporain Rupert Smith, général britannique, souligne lui-même combien les armées occidentales ont longtemps partagé un déni commun de la « guerre irrégulière ». Ce type de belligérance, « *guerre parmi les populations* »³¹, a souffert d'être trop différent du modèle fondé au 19^{ème} siècle par Clausewitz et Jomini. Il représente en effet l'« *antithèse de la guerre industrielle inter-étatique* ». Sa définition juridique relève d'un refus d'accorder le statut de combattant aux insurgés et s'inscrit ainsi dans le cadre normatif clausewitzien, qui définit l'insurgé comme un « *rebel who is not recognised as a belligerent* »³². Concomitante des guerres napoléoniennes, la pratique de la « *petite guerre* » (ou « *guerrilla* », en castillan) par les insurgés espagnols contre les troupes de l'Empire constitue, dans cette histoire quasi officielle, l'acte de naissance de cet « autre » de la guerre clausewitzienne. Le « *contre-paradigme* » de la guerre irrégulière aurait ainsi, selon Rupert Smith, évolué simultanément au « *paradigme de la guerre industrielle* », mais sur une voie parallèle (« *on twin parallel tracks* »³³), traversant pourtant les mêmes époques et les mêmes guerres³⁴, sans gagner la pleine reconnaissance des doctrines militaires occidentales.

Il existe cependant un malaise propre à l'institution militaire américaine à l'égard du « contre-paradigme » représenté par les tâches de stabilisation politico-militaires qu'implique tout effort contre-insurrectionnel. L'échec du Viêt Nam ne constitue pas, loin s'en faut, la première fois que Washington met à l'index une doctrine de « guerre irrégulière ». Etudiant la permanence d'un questionnement identitaire sur le thème de l'« *innocence* » depuis les Pères fondateurs,³⁵ les exégètes de la diplomatie américaine ont souligné le caractère fondateur de la *Farewell Address* de 1796. Dernier discours public de George Washington en tant que président, ce texte énonce un impératif existentiel pour les Etats-Unis : pratiquer une politique étrangère minimale, limitée au négoce et excluant toute alliance permanente avec des puissances étrangères. Le refus de ratifier le statut de la Société des Nations, pourtant créé à l'initiative du président Wilson, est une illustration parmi d'autres de cette approche. Dans le même esprit, l'armée américaine doit à l'origine être peu nombreuse – c'est le cas jusqu'en 1917 – et consacrée à la préservation de l'intérêt national au sens le plus strict. C'est là toute l'ambiguïté d'un imaginaire de la politique étrangère américaine, tiraillé entre wilsonisme, jeffersonisme et jacksonisme, et qui, malgré sa tendance avérée à l'interventionnisme militaire, frappe d'illégitimité les tâches de *stabilisation* de long terme.

De ce point de vue, le Viêt Nam n'a pas été le tombeau seulement de la « contre-insurrection ». Le « *nation building* » y a connu le même sort. Ce sont là les deux approches suspectes aux yeux d'une grande partie de la scène politique de Washington. Partageant avec les guerres de décolonisation le privilège douteux d'être présentée souvent comme « *gagnée militairement, mais perdue politiquement* », le Viêt Nam a réactivé une défiance profonde dans la hiérarchie militaire américaine à l'égard de toutes les tâches politiques suspectées de détourner l'armée de son

³¹ SMITH (Rupert), *The Utility of Force. The Art of War in the Modern World*, Penguin, Londres, 2005. p. 152.

³² *Oxford English Dictionary. second edition 1989* « *Insurgent* B. n. »

³³ SMITH (Rupert). *op. cit.*, p. 152

³⁴ *ibid.* p. 156

³⁵ SHEEHAN (Neil), *A Bright Shining Lie: John Paul Vann and America in Vietnam*, New York : Vintage, 1989.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

métier de défense de l'intérêt national et de faire peser sur elle un risque de dérive coloniale. Dans ce contexte, la qualification de « *politique* » se rapporte à une nébuleuse qui recouvre les contestataires des campus, les hommes politiques américains, ou encore le gouvernement corrompu de Saïgon. Cette gamme d'actions militaires connue sous la catégorie très large de « stabilisation », sera ainsi dénigrée pendant des décennies sous l'appellation péjorative de « *nation building* », avant de renaître au milieu des années 2000 sous les oripeaux d'une « *counterinsurgency* » de nouveau populaire.

Conscients de ce passé douloureux, les promoteurs contemporains de la COIN, généralement américains eux-mêmes, citent en priorité des précédents européens. Ils évoquent par exemple T.E. Lawrence (« Lawrence d'Arabie »), et ne mentionnent pas l'expérience « contre-insurrectionnelle » de la « Conquête de l'Ouest », politiquement peu fréquentable³⁶. De même, on préfère au souvenir des débarquements de *Marines* dans les Caraïbes, celui, *so British*, de l'« *Emergency* » en Malaisie (1948-1957). L'impasse n'est toutefois plus aussi systématique qu'elle l'a été. Max Boot a par exemple su tirer de l'oubli les nombreuses opérations amphibies menées par les Américains au 18^{ème} siècle, puis surtout entre 1898 (la Guerre Hispano-américaine à Cuba et aux Philippines) et 1941 (Pearl Harbor)³⁷. John Fischel et Max Manwaring ont pour leur part souligné l'apport théorique apporté à la contre-insurrection par le corps des *Marines*, et contenu dans un *Small Wars Manual* régulièrement mis à jour depuis 1940. Quant aux « gouvernements militaires » américains au Japon et en Allemagne, à partir de 1945, ils ont connu leur heure de gloire, vers 2003, lors de l'éphémère retour en grâce du concept médiatisé de « *nation building* » à l'occasion de l'invasion de l'Irak³⁸.

Les explorations d'une histoire proprement américaine de la contre-insurrection ont longtemps eu des allures de subversion dans une armée traumatisée par son incapacité à gagner une guerre « politique » dans la péninsule indochinoise. A tel point que l'*US Army* aurait tenté, selon John Fischel, de faire disparaître les dossiers de la contre-insurrection durant les années 1970.³⁹ Si l'on en croit cet auteur, ceux-ci auraient été sauvés in extremis par un certain lieutenant-colonel Vought, qui les auraient transférés, comble d'ironie, vers un dossier tout nouveau à l'époque : l'anti-terrorisme.

2. Les non-dits persistants de l'après Viêt Nam

Dans leur entreprise de réhabilitation de la contre-insurrection historique, les COINistas se réfèrent aux leçons du Viêt Nam, ou, à défaut, à la Malaisie et l'Algérie. Cette tendance est devenue si systématique que l'on en finirait par croire que rien ne s'est passé en matière de contre-insurrection entre l'évacuation de Saïgon en 1975 et le *surge* irakien trente ans plus tard. Certaines traditions spécifiques à l'armée américaine, politiquement trop sensibles, ne figurent en effet jamais dans l'inventaire américain des leçons apprises en matière de contre-insurrection. Par cette entreprise de mémoire sélective, la COIN participe ainsi activement à l'occultation qu'elle dénonce si volontiers.

Pourtant, après le Viêt Nam, les Américains ont continué de mener des opérations de ce type en Amérique latine, notamment, redécouvrant une réalité qu'ils désignent sous l'appellation de « conflits de basse intensité » – ou LICs selon l'acronyme anglais en usage. Il ne s'agit donc pas d'un abandon complet des pratiques de la COIN, mais bien plutôt de l'enfoncement de celles-ci dans un secret toujours mieux gardé – en partie justifié par le caractère parfois inavouable des opérations en question. La période est par ailleurs ponctuée d'épisodes traumatiques, qui remettent

³⁶ John Grenier est l'un des très rares historiens à offrir un compte rendu détaillé de cette histoire oubliée de la "première manière de faire la guerre" dans les treize colonies puis dans les Etats-Unis d'Amérique indépendants. Voir GRENIER (John), *The First Way of War: American War Making on the Frontier, 1607- 1814*, Cambridge : Cambridge University Press, 2005.

³⁷ Max Boot dresse l'inventaire suivant : - pendant tout le 19^{ème} siècle : Iles du Pacifique, Chine, et Corée, puis pendant la première moitié du vingtième siècle : Les Philippines (1899-1902), Cuba et les Caraïbes (1898-1914), Haïti (1915-1934), la République Dominicaine (1916-1924), le Mexique (1916-1917), la Russie (1918-1920), le Nicaragua (1926-1934) et de nouveau la Chine (1901-1941). Voir BOOT (Max), *The Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*, New York: Basic Books, 2002.

³⁸ Voir par exemple DOBBINS, (James) (ed.) *America's Role in Nation Building. From Germany to Iraq*, Santa Monica (Californie): RAND Corporation, 2003.

³⁹ « *In the late 1970s there was even a concerted effort to purge the CGSC files of any curriculum references to COIN* » in FISCHEL, John T. et MANWARING, Max G., « The SWORD Model of Counterinsurgency: A Summary and Update » – John T. Fishel and Max G. Manwaring. Document téléchargeable sur www.smallwarsjournal.com. p. 1.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

toujours un peu plus en cause l'engagement américain dans des missions de stabilisation. L'attentat de Beyrouth, en octobre 1983, tue 241 soldats américains. Dix ans plus tard, la « première bataille de Mogadiscio » coûte la vie à 19 d'entre eux. En Somalie, l'armée américaine s'est engagée en effet dans un « nation building » expéditionnaire particulièrement coercitif qui n'a rien à envier à certaines des opérations de la guerre du Viêt Nam⁴⁰. Pourtant, Mogadiscio illustre l'amalgame fréquent entre « lutte anti-subversion » coercitive et contre-insurrection politique. Dans l'histoire militaire américaine, les échecs liés à l'usage inconsidéré de la première (l'« attrition » dans le langage spécialisé) ont souvent causé un rejet en bloc de ces deux formes d'action anti-insurrectionnelle, sans l'analyse fine qui auraient permis d'identifier les défaillances attribuables à l'approche coercitive. Seule l'occupation de l'Irak au milieu des années 2000, aura – tardivement – donné l'impulsion de cet examen salutaire.

La Somalie marque un point d'arrêt à la redécouverte progressive des opérations de stabilisation après la Guerre froide. Les COINistas ne citent jamais – faut-il s'en étonner ? – les épisodes de cette période mêlant contre-insurrection, nation building et maintien de la paix. La *Presidential Decision Directive 25* (PDD-25)⁴¹ du Président Clinton marque le 3 mai 1994 un tournant symbolique comparable à la chute de Saïgon. Prenant acte de la « plus sanglante défaite de troupes américaines depuis le Viêt Nam », il y exclut alors de facto les troupes américaines de toute opération de paix de l'ONU.

En 2000, Condoleeza Rice s'associe à cette défiance renouvelée de l'establishment militaire américain à l'égard des missions dites « politiques » : « carrying out civil administration and police functions is simply going to degrade the American capability to do the things America has to do. We don't need to have the 82nd Airborne escorting kids to kindergarten⁴². » La « Doctrine Rumsfeld », héritière de certains principes de la « Doctrine Powell » qui ne conçoit la guerre américaine que sous l'angle d'une supériorité conventionnelle écrasante, est à l'origine du désastre de l'occupation américaine de l'Irak entre 2003 et 2007. Elle fait, plus que toute autre, l'impasse sur la doctrine de la guerre irrégulière. Ce n'est donc qu'après une décennie de « révolution des affaires militaires », soutenue personnellement par le premier Secrétaire à la Défense de George W. Bush, que la COIN a émergé. Déjà remise en question pour ses faibles résultats en Afghanistan, elle se situe sur cette planche glissante des retours en grâce de la « guerre irrégulière » à l'américaine : toujours éphémères et invariablement suivis d'un retour de bâton doctrinal.

Il existe cependant une autre dimension à la réticence proprement américaine vis-à-vis de la contre-insurrection. Celle-ci s'alimente de considérations sans doute plus directes – réelles ou feintes – relatives à l'intégrité morale de l'armée américaine. Ainsi, la théorisation discrète de la « basse intensité » dans les années 1980 s'effectue, dans un contexte de rejet public des pratiques anti-subversives pratiquées au Viêt Nam. Les « opérations grises » menées notamment en Amérique latine constitueront ainsi une forme de « mal nécessaire » que l'on préférera taire au public⁴³. Illustration de cette démarche ambiguë, le *US Military Advisory Group* forme les forces paramilitaires salvadoriennes dont le bilan, en matière de droits humains, est peu glorieux. Les médias américains de l'époque, héritiers d'un journalisme de guerre né dans les jungles vietnamiennes, parviennent à révéler certains des aspects les moins avouables de cette guerre « au contact des populations. »⁴⁴ Illustration sans doute la plus connue de cette période, le scandale de l'« Irangate » laissera des traces profondes sur l'image de la politique menée par Washington en Amérique centrale, utilisant les profits de ventes d'armes à l'Iran pour financer leurs alliés « contras » au Nicaragua...

⁴⁰ Le tabou institutionnel qui entoure la tradition américaine de la stabilisation n'est jamais aussi fort que lorsqu'il a pour objet des « expéditions » américaines hors de la zone d'influence traditionnelle de la Doctrine Monroe et du « Corollaire Roosevelt », à savoir, l'Amérique latine et les Caraïbes.

⁴¹ Le document intégral est disponible à l'adresse suivante : <http://www.fas.org/irp/offdocs/pdd25.htm>

⁴² Cité pour la première fois dans : GORDON, Michael R. « The 2000 Campaign: The Military; Bush Would Stop U.S. Peacekeeping in Balkan Fights. » *The New York Times*, 20 octobre 2000.

⁴³ Les violations des droits humains au Salvador par le régime allié des Etats-Unis sont cependant tôt entrées dans la conscience politique américaine, par le biais de médias de masse particulièrement actifs sur le sujet (notamment le film *Salvador* d'Oliver Stone).

⁴⁴ TRINQUIER, Roger, *La Guerre moderne*, Paris : La Table Ronde, 1960

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Les « conflits de basse intensité » (LICs)⁴⁵ font voir à l'armée américaine la « guerre non-conventionnelle » dans toute son ambiguïté. L'Amérique centrale – et les autres « guerres par procuration » présumées de la Guerre froide – la placent simultanément aux côtés d'insurgés et de contre-insurgés. A quelques centaines de kilomètres de distance, les « terroristes » (communistes) du Salvador ressemblent assez aux « combattants de la liberté » (anti-communistes) du Nicaragua. Il s'agit alors de penser counter-insurgency et pro-insurgency comme deux facettes opérationnelles d'une même médaille, et de se façonner ainsi une familiarité nouvelle avec des alliés insurgés... Les « conflits de basse intensité » n'apparaîtront cependant que très peu dans le mainstream de la pensée militaire américaine. De fait, au moment de l'invasion de l'Irak, en 2003, « existing doctrine for counterinsurgency was slim. The Special Forces community had a doctrine for foreign internal defense and low intensity conflict, but it was not widely disseminated and was narrowly focused. »⁴⁶.

3. Réhabiliter l'insurrection comme objet militaire légitime

La redécouverte de l'insurrection n'est pourtant pas que le corollaire automatique de la réhabilitation de la contre-insurrection. Elle témoigne, dans le contexte de l'occupation de l'Irak, d'une urgence à faire accepter aux armées « l'insurrection » comme un adversaire réel et légitime. Bing West rappelle, dans son récit de l'occupation de l'Irak, à quel point il fut difficile de faire admettre aux cercles dirigeants américains l'existence même d'une insurrection irakienne⁴⁷. Une fois de plus, ce trait, s'il est grossi dans la culture militaire américaine, ne lui est pas exclusif. Il faut, à chaque fois, convaincre des institutions militaires focalisées sur la « grande histoire » clausewitzienne, qu'elles sont engagées dans la « petite guerre » depuis plusieurs siècles, et qu'elles font parfois de la contre-insurrection à la manière de Monsieur Jourdain – sans le savoir.

Modifier les perceptions qui faisaient jusque là de l'insurrection une forme de banditisme passe ainsi par l'étape paradoxale d'une réhabilitation de celle-ci. Cette entreprise emprunte par moments des détours piquants, comme lorsqu'un William Polk, ancien diplomate américain, rappelle ce que l'indépendance des Etats-Unis doit au rôle des insurgés contre la Couronne britannique, antérieurs de deux décennies aux fameux « guerrilleros » espagnols de l'occupation napoléonienne.⁴⁸ Il s'agit en effet, grâce à ce regard historique, de reconnaître aux insurgés leur légitimité en tant qu'adversaires proprement militaires et ainsi faire un sort à l'idée selon laquelle la contre-insurrection serait une « opération autre que la guerre ».

Réintroduire le « conflit asymétrique » dans la doctrine militaire contemporaine passe donc par le rejet des euphémisations qualifiant la lutte anti-insurrectionnelle d'« opérations de police » ou de « rétablissement de l'ordre ». La tâche est d'autant plus difficile que l'immédiat après-Guerre froide a donné lieu à une réévaluation des conflits dans l'ancien « Tiers Monde ». Dans les années 1990, la multiplication apparente de guerres civiles dans des zones de relative faiblesse de l'Etat ont fait émerger la désignation trompeuse de « nouvelles guerres⁴⁹ ». Irrégulières, fortement privatisées, et porteuses de logiques stratégiques et/ou politiques peu explicites, ces guerres civiles se sont prêtées à des interprétations souvent contestables : la première hypothèse faisait état d'une violence dite « irrationnelle » ; l'autre, d'une violence motivée pour l'essentiel par la recherche du profit matériel. C'est dire l'importance qu'il y a à affirmer, une fois n'est pas coutume, que : « both the problem of the guerrilla amongst the people and the manner in which it is to be fought have not changed in substance over the years⁵⁰. » S'en tenir dans ce

⁴⁵ Voir KLARE (Michael T.), KORNBLUH (Peter) (eds), *Low Intensity Warfare, Counterinsurgency, proinsurgency and antiterrorism in the eighties*, New York : Pantheon Books, 1988

⁴⁶ DAVIDSON (Janine), « Principles of Modern American Counterinsurgency: Evolution and Debate » *Brookings Counterinsurgency and Pakistan Paper Series*, The Brookings Institution, New York, 2009.

⁴⁷ WEST (Bing), *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, New York: Random House, 2008. p. 20.

⁴⁸ POLK (William R.), *Violent Politics. A History of Insurgency, Terrorism & Guerilla War, from the American Revolution to Iraq*, New York: Harper Perennial, 2008. On lie l'invention du terme « guérilla » à la résistance espagnole à l'occupation du pays par les troupes napoléoniennes, plus de trente ans après le déclenchement de l'insurrection américaine contre l'Angleterre.

⁴⁹ KALDOR (Mary), *New and Old Wars*, Cambridge: Polity, 1999.

⁵⁰ SMITH (Rupert), *op. cit.* p. 177

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

type de contexte à une description statique et strictement militaire du phénomène insurrectionnel peut ainsi s'avérer utile.

La définition la plus généralement citée semble ainsi faire fi de toute spécificité historique : « *Insurgency may be defined as a struggle between a nonruling group and the ruling authorities in which the nonruling group consciously uses political resources (e.g., organizational expertise, propaganda, and demonstrations) and violence to destroy, reformulate, or sustain the basis of legitimacy of one or more aspects of politics.*⁵¹ » Elle correspond presque exactement à celle proposée par le Département américain à la Défense : « *An organized movement aimed at the overthrow of a constituted government through use of subversion and armed conflict.* »⁵². Nous verrons par la suite ce que présuppose cette présentation militaire de l'insurrection comme phénomène nécessairement violent. La définition pose un cadre analytique clair, qui permet notamment d'abolir l'interchangeabilité des termes « insurrection », « guérilla », « terrorisme », et « guerre révolutionnaire⁵³ ». En présentant l'insurrection comme la prise des armes du faible contre le fort, elle ouvre un champ sémantique large, mais réservé aux mouvements *armés*. Il s'agit d'une vue exclusivement *militaire* sur l'insurrection.⁵⁴

Phénoménologique, cette définition présente toutefois la faiblesse d'offrir une vision *anhistorique* et largement *réifiée* du phénomène insurgé. Elle n'intègre en effet ni les « motivations » politiques de l'insurrection, ni les dynamiques modernes de *changement*. La typologie d'O'Neill, distingue certes entre soulèvements « *anarchistes, égalitaires, traditionalistes, pluralistes, réformistes et « préservationnistes* ». Elle formule ainsi, en droite ligne des recommandations de Galula, l'ébauche d'une discrimination selon les « *objectifs* » des groupes insurgés. La route demeure cependant longue qui va de la perception des insurgés comme « *bandits* » indignes de l'intérêt d'armées modernes, à la prise en compte réelle de l'identité non plus seulement *militaire*, mais également *politique* – et ce, à la faveur d'une lecture de leurs *trajectoires historiques* propres.

4. La difficile prise en compte de l'historicité des phénomènes insurgés

Il manque en effet souvent à la littérature de la COIN une capacité à rendre compte de l'*historicité* des phénomènes insurrectionnels. Mackinlay est l'un des rares à l'avoir souligné, en insistant sur le fait que l'insurrection « *changes at the same speed as the society from which it arises*⁵⁵. » Tout à son entreprise de réhabilitation de la contre-insurrection classique, et bridée par une lecture qui s'arrête à la chute de Saïgon en 1975, la COIN a par exemple éludé l'aventure du « *foquismo* » (parfois rendu en français par le néologisme « foquisme »), tel qu'il se développe dans les années 1960 sous l'impulsion de « *Che* » Guevara. Pourtant, s'il ne rencontre jamais le succès, ce nouveau type de guerre révolutionnaire sans mobilisation préalable des populations civiles, semble constituer la base doctrinale de certains terroristes révolutionnaires de la décennie qui suit⁵⁶. En un raccourci saisissant, Vladimir Ilitch Ramirez, dit « Carlos », s'est ainsi réclamé de cette filiation idéologique avec « *Che* » Guevara.

Les COINistas répètent souvent ce postulat – bien peu sociologique – d'une insurrection intemporelle et rétive au changement. En contradiction totale avec ce qu'il avance ailleurs, Mackinlay annonce sans rire, que « *for 2,000 years the nature of rebellion [has] remained essentially unchanged*⁵⁷. » Or oser dire, comme le fait Fischel, en se référant en 2006 au manuel *Small Wars* du colonel Callwell (1896) que « *most of the right answers have been stated before as well as have critiques of wrong answers - many times* » revient également à postuler – entre autres choses – que l'ennemi insurgé n'a guère changé. Il y a d'ailleurs matière à s'interroger sur le sens de cette supposée validité

⁵¹ O'NEILL (Bard), *Insurgency and Terrorism. Inside Modern Revolutionary Warfare*, Dulles (Virginie) : Brassey's, 1990. p. 13.

⁵² United States Department of Defense, *Joint Publication 1-02 - Dictionary of Military and Associated Terms*, 2007. http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp1_02.pdf

⁵³ O'NEILL (Bard), *op. cit.* p.11

⁵⁴ CHALIAND (Gérard), *Les guerres irrégulières (XXème—XXIème siècle)*, Paris : Gallimard, 2008. p. 17.

⁵⁵ MACKINLAY (John), *The Insurgent Archipelago*, Londres: Hurst, 2009. p. 10.

⁵⁶ Sauf, une fois de plus, David Kilcullen qui évoque l'approche selon lui « *foquiste* » des Taliban. Voir KILCULLEN, (David), *The Accidental Guerrilla*, *op. cit.* p. 86. John Mackinlay évoque le « *foquisme* » en trois lignes pour en souligner l'échec, et par conséquent, le maintien d'un monopole du maoïsme comme seule forme d'insurrection jusqu'à l'émergence du jihadisme transnational. MACKINLAY (John), *op. cit.* p. 36. ⁵⁷ *ibid.* p. 46.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

contemporaine d'un manuel de conquête coloniale de l'ère victorienne soutenant qu'il importe, pour « *chastise the rebels* » de « *depriving them of their belongings or burning their dwellings* ». ⁵⁸ Cette lecture, en faisant fi de toute mise en contexte historique, est lourde de perceptions qui feront des insurgés, des « *indigènes* » de l'imaginaire colonial, ou encore des « *masses fanatisées* » par la subversion révolutionnaire.

Il manque également à la COIN une capacité à rendre compte de la *pluralité* des phénomènes insurrectionnels. Cette difficulté se manifeste également par la manière qu'ont les COINistas de désigner l'« *insurrection* » au singulier. Assez systématique, cette démarche prête – de manière parfois explicite – une identité *réifiée* à l'Insurrection, agrémentée de la *personnalité* anthropomorphe d'un ennemi ancestral. C'est le danger d'une représentation qui en fait un « *flu virus searching for potential weak spots in its environment* » ⁵⁹ tout en dessinant une « *trajectoire évolutive [...] de Mao à Oussama Ben Laden* ». L'insurrection y est présentée comme un invariant de l'histoire largement insensible aux différences géographiques, historiques et autres. Ainsi, William Polk, affirme avec certitude que : « *for more than a century, insurgency has been a focal point in foreign affairs; its principal tactics — have been employed from Indonesia to Ireland and from Colombia to China. People of all races, cultures, climates, economies, religions and languages have engaged in it* » ⁶⁰. » La démarche de réhabilitation de « l'insurgé ancestral » a donc surtout consisté à élargir le champ sémantique de l'insurrection, au point que le terme finisse par désigner *tout ce qui n'est pas* la guerre clausewitzienne.

Il existe d'ailleurs, en marge de la production littéraire de la COIN, un phénomène éditorial entièrement consacré à réhabiliter l'histoire des insurrections. Les guerres américaines de la décennie 2000 ⁶¹ ont inspiré cette littérature qui se présente ouvertement comme un complément aux pamphlets plus militaires des COINistas. ⁶² Ouvrages de vulgarisation historique, ils demeurent cependant distincts de la littérature universitaire sur le sujet que les COINistas ne citent que rarement. Mackinlay, dans son *Insurgent Archipelago*, se positionne comme aucun anthropologue n'oserait jamais le faire : « *Our collective failure to learn [...] has now cost us several years of reactive and ineffectual campaigning* » ⁶³. »

La COIN s'est soucié, avant toute chose, de réformer le mode de fonctionnement militaire aux Etats-Unis – et de promouvoir ses plus brillants représentants. La citation de Galula que le général Petraeus et le colonel Nagl ont choisi de retenir dans leur introduction de Contre-insurrection, Théorie et Pratique, est d'ailleurs la suivante : « Je n'écris pas pour tenter de prouver un quelconque génie, mais pour montrer combien il est difficile de convaincre les autres, en particulier les militaires, d'abandonner des voies traditionnelles et de s'adapter à de nouvelles situations ⁶⁴ ». Il était donc essentiel de convaincre la hiérarchie de la nature de la guerre en cours, et de celle de l'ennemi à affronter. Or au stade actuel – précoce – de son développement, la COIN n'a guère consacré de temps à une étude détaillée des formes d'insurrection qu'elle rencontre. De même que l'armée « *still trained for the war it wanted to fight, not the one it was then fighting or most likely to fight* », la COIN ressasse en fait un modèle d'insurrection en partie obsolète ⁶⁵. Tout à son effort consistant à prouver que la guerre irrégulière a toujours existé, et qu'elle constitue un adversaire légitime des armées d'Europe depuis – et malgré – Clausewitz, la COIN n'a pu rendre compte de la diversité des formes d'insurrection et du changement de ses formes historiques.

58 CALLWELL (Colonel C. E.), *Small Wars. Their Principles and Practice*, Bison Books, Lincoln, (Nebraska), 1996 (première édition britannique : 1896) p. 145.

59 MACKINLAY (John), *op. cit.* p. 61.

60 POLK (William R), *op. cit.* p. xiii.

61 FILKINS (Dexter), *The Forever War*, New York: Alfred A. Knopf, 2008.

62 William Polk explique ainsi à la fin de son ouvrage historique qui ne traite pas spécifiquement du cas irakien : « *The latest answer is given in the December 2006 Counterinsurgency Field Manual, edited by Lieutenant General David H. Petraeus [...] This plan gives us a remarkable insight not only into what we can expect in Iraq but also elsewhere in the years to come.* » POLK (William R), *op. cit.*

63 MACKINLAY (John), *op. cit.*

64 Tiré de « *Pacification in Algeria, 1956-1958* » de David Galula et cité en exergue de l'introduction à GALULA (David), *Contre-insurrection. op. cit.* p. 1.

65 Post de John FISCHER dans le blog de *Small Wars Journal* : <http://council.smallwarsjournal.com/showthread.php?t=2327>

II - Une définition phénoménologique restrictive

1. Le modèle maoïste de la guerre révolutionnaire

Pourtant, les insurrections qui ressortent, en creux, de la présentation des « *best practices* » de la contre-insurrection classique répondent à un modèle unique. Le « *prototype* »⁶⁶ de l'insurrection moderne, comme le désignent les COINistas, est le paradigme de la « *guerre révolutionnaire* » formulé par Mao Zedong dans ses *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*, puis son *De la guerre prolongée*⁶⁷. Même O'Neill, qui s'efforce de présenter la typologie la plus large et variée possible des phénomènes insurrectionnels, cède, dans son titre, à ce monopole de fait du modèle maoïste. Son ouvrage est en effet sous-titré « *Inside Modern Revolutionary Warfare*. »

De même, s'il ne consacre à l'insurrection que quinze pages de son bestseller *Learning to Eat Soup with a Knife*, John Nagl affirme en des termes presque naïfs le changement fondamental qui fonde ce quasi monopole du maoïsme dans la littérature de la COIN : « *What has [...] made guerrilla warfare an altogether more potent form of conflict for the accomplishment of political goals, is the addition of revolutionary politics to the mix* ». En plaçant la construction de la légitimité politique au cœur de l'insurrection, Mao se trouve ainsi dans la position paradoxale d'avoir « inventé » la contre-insurrection classique. Celle-ci s'est en effet dessinée en Malaisie, en Indochine, puis en Algérie, pour ne nommer que les campagnes les plus souvent citées par les COINistas. Le modèle malaisien occupe sur ce point une place de choix car il représente sans doute la première *rencontre victorieuse* d'une puissance coloniale avec des insurgés maoïstes.

Ce paradigme de la guerre de « libération nationale » – par la décolonisation ou par la sécession – découpe le cycle révolutionnaire en trois phases principales : la première est celle de l'organisation, de la consolidation et de la préservation. La deuxième est celle d'expansion progressive. La troisième – finalement très clausewitzienne – est celle, décisive de mobilisation générale de la population et de destruction de l'ennemi.⁶⁸ Cette description des trois temps de la guerre révolutionnaire s'inscrit dans une longue durée historique chère aux théoriciens marxistes-léninistes. Il s'agit de la « longue résistance » détaillée par le théoricien vietnamien Truong Chinh, cité par Hugues Tertrais : « Notre longue résistance comporte trois étapes, l'étape de la défensive, l'étape de l'équilibre des forces, l'étape de la contre-offensive générale⁶⁹. » Or, cette longue résistance ne peut démarrer qu'à la condition d'un travail politique préparatoire de mobilisation soit mené. Hô Chi Minh indique ainsi qu'« on ne peut pas à n'importe quel moment entreprendre la formation de détachements armés de paysans [...]. La lutte armée des paysans étant une forme de la lutte de masses surgit dans certaines circonstances politiques [...] [quand] les masses exploitées ont pris conscience de l'impossibilité de continuer à vivre comme autrefois et réclame des changements⁷⁰. ».

C'est sans doute Vô Nguyễn Giap, artisan de la victoire du Viêt-Minh contre les Français, qui décrit le mieux les dimensions fondamentales du travail politique des armées révolutionnaires, également résumées dans le manuel de bonne conduite militaire de Mao intitulé les « Trois règles et les huit remarques⁷¹. » Le général Giap résume en ces termes : « le travail politique est l'âme de l'armée. [...] Notre armée a toujours organisé des journées d'aide aux paysans dans les travaux de production, dans la lutte contre l'inondation ou la sécheresse. Elle a toujours adopté une attitude correcte dans ses relations avec le peuple. Jamais elle n'a porté atteinte à ses biens [...] elle a tout mis en œuvre pour défendre la vie et les biens des simples gens [...] elle a suivi strictement les consignes du Parti et du Gouvernement, ce qui lui gagna le soutien sans réserve des plus larges masses. [...] Issus des couches laborieuses,

⁶⁶ MACKINLAY (John), *ibid.* p. 15.

⁶⁷ Cités par Gérard Chaliand. Voir : « La guerre révolutionnaire » in CHALIAND (Gérard), *op. cit.* p. 583.

⁶⁸ Etapes détaillées notamment par NAGL (John), *op. cit.* p. 23

⁶⁹ TRUONG (Chinh), « La résistance vaincra » (1947), *Ecrits*, Editions en langues étrangères, Hanoi, 1977. (p. 117). Cité par TERTRAIS (Hugues), « Résistances, insurrections, guérillas : le cas des guerres d'Indochine » (p. 98) in SELLIN (Corentin) (dir.), *Résistances, insurrections, guérillas*, Les géopolitiques de Brest, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010.

⁷⁰ HO (Chi-Minh), *L'insurrection armée*, Maspero, Paris, 1970. Cité par Gérard Chaliand dans « Le travail militaire du parti parmi les paysans » in CHALIAND (Gérard), *op. cit.* p. 576.

⁷¹ Malgré l'alignement des révolutionnaires vietnamiens sur Moscou à la suite de la rupture entre Union soviétique et Chine populaire, les méthodes d'insurrection paysanne du Viêt-minh sont incontestablement maoïstes.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

officiers et hommes de troupe servent [...] les intérêts du peuple et se dévouent sans compter à la cause de la nation et de la classe ouvrière.⁷²».

D'un point de vue opérationnel, la révolution représentée par Mao consiste, selon Mackinlay, à modifier le centre de gravité de l'action asymétrique. Celui-ci, qui était, selon un hypothétique modèle pré-révolutionnaire de la guérilla, le contrôle du territoire, devient sous l'influence du leader chinois, « *la possession de la population*⁷³. »

2. Face au maoïsme : protection et coercition dans la doctrine classique de contre-insurrection

L'apport du maoïsme relève, on l'a vu, de son postulat du « *tout politique* » par la construction de la loyauté de la population, progressivement « *conscientisée* » par le parti, son guide. Comme le rappelle Rupert Smith, « *in revolutionary war, force is being used to form the people's intentions as to their governance: throughout all lines of operations the revolutionary is working to increase the acceptance of the people to be governed by the revolution*⁷⁴. ».

Cependant, la centralité de ce paradigme dans la doctrine contre-insurrectionnelle porte également sur un aspect que les manuels chinois et vietnamiens de guerre révolutionnaire tendent naturellement à passer sous silence : la part coercitive de mobilisation des populations. L'encadrement du parti n'est en effet pas seulement doctrinal et social, il emprunte également les chemins d'une coercition directe et indirecte. De manière indirecte, d'abord, l'insurrection suscite par ses attaques contre les colons ou l'armée d'occupation les représailles indiscriminées du contre-insurgé – civil ou militaire – contre les populations civiles. Cette étape, qui peut se répéter, est singulièrement importante dans la première phase de l'insurrection car elle constitue souvent le premier mécanisme de ralliement de portions croissantes de la population autour de « *l'avant-garde* » du parti. La coercition directe constitue la procédure permanente de lutte contre les « *traîtres à la cause* », qui impose, par des sanctions meurtrières et parfois collectives, l'alignement de chaque habitant du côté de l'insurrection ou de la « *réaction* ». Cette dimension coercitive, directe et indirecte, est au cœur des débats doctrinaux qui fondent la COIN classique.

Il est en effet acquis, au moins depuis la Guerre des Boers, que la population doit être « séparée » de l'encadrement politique insurgé par une politique de déplacements forcés et de concentration dans des « *hameaux stratégiques* ». Il s'agit, selon une formule usée jusqu'à la corde, de « *séparer le poisson de l'eau* », afin de priver les partisans de leur environnement humain de soutien et de dissimulation, soit les civils non-belligérants. Tout en libérant l'espace de manœuvre pour l'élimination des cellules insurgées, cette méthode est présentée comme une mesure de « protection » de la population. En offrant protection et services sociaux concurrents de ceux du parti révolutionnaire, le contre-insurgé entend gagner la loyauté des civils. Il s'agit là de la part la plus visible et la plus politiquement correcte d'une contre-insurrection classique qui se fonde en opposition des méthodes les plus violentes de la pacification coloniale. Toutefois, l'ambivalence de l'action protectrice de l'armée occupante représente un point de tension fondamental de la doctrine contre-insurgée : s'agit-il seulement d'isoler les civils des opérations de combat ou plus encore de les mettre à l'abri du système de représailles systématiques par le parti contre les civils non-alignés ou ralliés à l'occupant ? C'est là le cœur d'un débat fondateur de la COIN classique, traditionnellement présenté comme l'opposition entre le principe de la « différenciation » soutenu par David Galula et la dimension mimétique de l'approche, beaucoup plus coercitive, d'un Roger Trinquier. Là où la première prétend gagner la loyauté de la population par une action à l'égard de la population qui la « différencie » des méthodes insurgées, la seconde a revendiqué la possibilité de répondre à la violence insurgée par une coercition équivalente – y compris à l'égard des civils – destinée à forcer par l'exemple l'alignement de la population.

La redécouverte des écrits de David Galula et de Robert Thompson a ainsi réintroduit dans la COIN la thématique moderne de la « protection des civils » (PoC), qui forme, depuis le début des années 2000, le fondement du mandat de toutes les opérations de paix votées par les Conseil de sécurité⁷⁵. La PoC a ainsi été présentée comme la

⁷² GIAP (Vô Nguyễn), *Guerre du peuple. Armée du Peuple*. Editions de Hanoi et *Guerre de libération*, Editions de Hanoi, Editions sociales. 1970. Extraits de ces deux livres cités par Gérard Chaliand dans « Guerre du peuple et art militaire » in CHALIAND (Gérard), *op. cit.* p. 619.

⁷³ MACKINLAY (John), *op. cit.* p. 17.

⁷⁴ SMITH (Rupert), *op. cit.* p. 168

⁷⁵ OLSSON (Christian), « Contre-insurrection et « responsabilité de protéger » : panacée ou supercherie ? », *Sécurité globale*, n° 10/Hiver 2009-2010.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

rationalité fondamentale de la « Doctrine McChrystal » en Afghanistan – le plus souvent sans convaincre. Bien au contraire, la principale tendance récente en matière de COIN semble relever d'une réhabilitation partielle du principe du « mimétisme » de Trinquier, sous la plume notamment de David Betz.⁷⁶ Le principe selon lequel la « protection » des civils peut efficacement susciter leur alignement en faveur des contre-insurgés a fait l'objet de réévaluations critiques récurrentes. Les résultats très mitigés de l'application de la COIN sur le théâtre afghan leur apporte chaque jour un crédit croissant (voir chap. III), à tel point que certains COINistas de la première heure se posent désormais la question : « what if COIN doesn't work?⁷⁷ »

A l'inverse des enseignements opérationnels du maintien de la paix, intégrés dans la plus grande confidentialité tant le sujet reste sensible dans les rangs de l'armée américaine, le « post-maoïsme » est souvent évoqué, mais ne fait guère l'objet de mises à jour doctrinales. Il en va ainsi du « foquisme » guévariste, du jihadisme mondialisé des années 2000, des mobilisations transnationales (violentes ou non) ou encore de la médiatisation du statut des victimes civiles. Si les COINistas ont mis au grand jour une partie « enterrée » de l'héritage contre-insurrectionnel, ils ont longtemps semblé oublier tout ce qui a suivi la guerre du Viêt Nam, au point de n'élaborer que tardivement les prémisses d'une COIN plus adaptée à l'actualité de la menace. Il est ainsi paradoxal que les méthodes dites, d'« alliance tribale » (dont Gilles Dorronsoro montre ici la profonde aporie (voir chapitre III) et par analyse des « réseaux sociaux » aient émergé simultanément à remise en question du dogme non coercitif de la protection.

3. *Elargir la définition strictement militaire : l'apport intermittent et ambigu des sciences sociales*

La COIN, on l'a dit, semble manquer d'outils théoriques susceptibles de l'informer sur la sociologie même des phénomènes insurrectionnels. La doctrine militaire et les sciences sociales auraient ainsi, tout comme la guerre clausewitzienne et la guerre irrégulière, vécu pendant des décennies « *on twin parallel tracks*⁷⁸. ». Ne se rencontrant qu'occasionnellement, et ce, le plus souvent, à la faveur de malentendus durables, sociologie et contre-insurrection sont donc longtemps restées mutuellement hermétiques. La « sociologie » du fossé qui sépare institution militaire et sciences sociales en matière d'étude des insurrections constitue de fait une étape indispensable à une meilleure compréhension du regard partiel et souvent déformé que la COIN porte sur son adversaire insurgé.

Plus que d'un malentendu, ces deux voies divergentes d'approche des phénomènes insurrectionnels relèvent d'un désaccord plus profond, qui porte sur l'ontologie même de l'insurrection. Alors que les COINistas peinent à évoquer l'insurrection autrement que comme un invariant anhistorique et réifié de l'histoire de la guerre, les sociologues tendent au contraire à souligner la très grande hétérogénéité du phénomène. Au milieu des années 1970, Walter Laqueur, dans sa « *Guerrilla Warfare* » affirmait déjà l'immense diversité des insurrections, au point de douter de la capacité de la sociologie à l'étudier en tant qu'objet unique et homogène. Ainsi, dit-il, « *what Boris Goldenberg wrote about the Cuban revolution applies mutatis mutandis to guerrilla warfare everywhere: in view of its unique character it is a topic for the historian and not the sociologist*⁷⁹. » Surtout, comme le souligne Laqueur, les années 1960 et surtout 1970 sont marquées par une contre-insurrection directement associée par les milieux universitaires aux crimes de guerre et aux formes les plus brutales de la contre-subversion⁸⁰. Par contraste, la violence politique des insurgés est souvent lue à cette époque selon une grille d'analyse marxiste qui y voit le moteur d'une « dialectique » historique en marche. Derrière un Frantz Fanon ou un Jean-Paul Sartre, les sciences sociales des années 1970 se voient ainsi « interpellées par diverses luttes qui peuvent avoir des dimensions violentes. [...] Par ailleurs, les mouvements de libération nationale, ou certaines guérillas [...] alimentent des sympathies jusqu'au cœur des sociétés les plus avancées⁸¹. » Une sociologie des insurrections – au service de la contre-insurrection – est alors impensable, sinon sous la forme de manuels d'action révolutionnaire. Robert Thompson, le principal inspirateur de la stratégie

⁷⁶ BETZ (David), « *Review of John Mackinlay's The Insurgent Archipelago* », Blog collectif du Department of War Studies de King's College London. Disponible à l'adresse suivante : <http://kingsofwar.org.uk/2010/02/review-the-insurgent-archipelago/>

⁷⁷ Voir le débat du même titre sur le blog du Department of War Studies : <http://kingsofwar.org.uk/2010/05/the-64000-question-what-if-coin-doesnt-work/>

⁷⁸ SMITH (Rupert). *op. cit.*, p. 152.

⁷⁹ LAQUEUR, (Walter), *Guerrilla Warfare. A Historical and Critical Study*. Little, Brown, Boston. 1976. p. 324.

⁸⁰ *ibid.* p. 378.

⁸¹ WIEVIORKA (Michel), *La violence*, Hachette, Paris, 2005. p. 169.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

britannique de l'Emergency en Malaisie, présente cette opposition sans ambages, et de la plus directe des manières. Selon lui, les chercheurs occidentaux en sciences sociales sont le principal handicap structurel du contre-insurgé. Ainsi, dit-il, « the main weakness of the West lay in the attitude of the intellectual community which never gave its own government the benefit of the doubt⁸² ». Plus tard, les intellectuels seront volontiers présentés comme responsables de la défaite au Viêt Nam.

Il existe cependant une mobilisation de la science politique – moderniste et développementaliste – dans la contre-insurrection américaine des années 1960. Ainsi, au Viêt Nam, où sociologues et anthropologues participèrent à l'enrôlement de tribus montagnardes contre le « Viêt Kong ». Les polémiques suscitées par l'engagement de certains de ces chercheurs est cependant très vive, et produit de graves schismes, dont Eric Wakin rappelle l'importance⁸³. Une grande partie des outils – et des a priori – méthodologiques de cette approche développementaliste réapparaîtront après la Guerre froide. C'est durant cette période que la science politique s'attache à décrypter les formes dites « nouvelles » de belligérance, qui se concentrent notamment à l'intérieur des frontières d'Etats dits « en développement ». La qualification la plus utilisée est alors celle de « civil conflict », plutôt que d'« insurgency », signe sans doute d'un relatif « désengagement » concernant des guerres qui ne sont plus lues à l'aune de l'affrontement Est-Ouest. Ces travaux, tout au long des années 1990, portent sur des conflits dans lesquels les armées occidentales ne sont impliquées que par le biais indirect du maintien de la paix. Dans *The State, War, and the State of War*, le politologue américain Kalevi Holsti voit dans la faiblesse de l'Etat post-colonial la cause la plus fréquente de ces conflits de l'après-guerre froide. Soulignant le caractère fondateur de cet effondrement du cadre étatique dans l'émergence de ces conflits, Stathis Kalyvas qualifiera plus tard cette violence de « hobbesienne⁸⁴. » Le cadre conceptuel de la faillite de l'Etat post-colonial présenté en 1995 par William Zartmann fait alors émerger deux grands courants d'études de la guerre non-conventionnelle.

Le premier postule la nouveauté de ces formes de violence armée et en souligne le caractère irrationnel. C'est le cas de Mary Kaldor⁸⁵, mais surtout d'essayistes qui, comme Hans Magnus Enzenberger, s'arrêtent sur la sauvagerie présumée de ces guerres « moléculaires⁸⁶ ». Le second, au contraire, fonde son analyse sur la recherche des déterminants scientifiques de l'émergence de phénomènes violents et postule la « banality of civil war »⁸⁷. A partir de la formule classique du sociologue Ted Gurr selon laquelle l'éruption d'actes violents serait liée à une « privation relative » dont les critères sont quantifiables, une sous-catégorie des sciences sociales américaines émerge au début des années 1990⁸⁸.

Dans les deux cas, on est désormais bien loin d'un engagement intellectuel justifiant par principe le recours à la violence. D'une part, comme le décrit Michel Wieviorka, la violence n'est tout simplement plus perçue *a priori* comme inséparable du conflit social, selon une lecture d'inspiration marxiste alors en net déclin⁸⁹. D'autre part, en postulant – de manière historiquement très contestable – la nouveauté des conflits internes de l'Etat effondré, les sociologues ont artificiellement tranché le lien qui relie luttes révolutionnaires indépendantistes des 1970 aux guerres civiles qui perdurent dans ces mêmes pays jusque dans les années 1990. Par exemple, la guerre menée par l'UNITA contre le gouvernement (MPLA) en Angola dans les années 1990 est présentée comme une « nouvelle guerre », et pensée, dans de larges comparaisons transversales avec d'autres conflits, en isolement des conflits précédents, maladroitement englobé sous la catégorie de « guerre froide par procuration ». D'autant que l'approche de ces prétendues « nouvelles guerres », mettant en jeu autant de « nouveaux barbares⁹⁰ », fait des insurgés des « spoilers »

⁸² Cité par LAQUEUR (Walter), *op. cit.* p. 378

⁸³ WAKIN (Eric), *Anthropology Goes to War: Professional Ethics and Counterinsurgency in Thailand*, University of Wisconsin Center for Southeast Asian Studies, Madison (WI), Monograph No. 7, Madison, 1992.

⁸⁴ KALYVAS (Stathis), *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2006.

⁸⁵ Voir KALDOR (Mary), *op. cit.*

⁸⁶ ENZENBERGER (Hans Magnus), *La grande migration*, suivie de *Vues sur la guerre civile*, Gallimard, Paris, 1995.

⁸⁷ *Mueller ? Citer article*

⁸⁸ Voir en particulier les travaux de Paul Collier et Anke Hoefler, et ceux de David Latin and James Fearon. COLLIER (Paul) and HOEFFLER (Anke), « *Greed and Grievance in Civil War* », *Policy Research Paper 2355*, The World Bank, 2000 et FEARON (James), and LAITIN (David), « *Ethnicity, Insurgency, and Civil War* », *American Political Science Review* 97, 1, 75-90, février 2003.

⁸⁹ WIEVIORKA (Michel), *La violence*, Paris : Hachette, 2005.

⁹⁰ RUFIN, Jean-Christophe, *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris : Jean-Claude Lattes, 1991.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

irrationnels ou des êtres « *traditionnels* » soumis à la rationalité toute relative du présumé lien « *tribal*⁹¹ ». Cette vision par l'armée américaine de la carte militaire irakienne et afghane en termes de « tribus » répond pour sa part à un archétype ethnographique de la violence en système *segmentaire*⁹² (Evans Pritchard) dont Alain Mahé a bien démontré le caractère déterministe et stéréotypé⁹³.

4. La sociologie apolitique des contre-insurgés

Le courant quantitatif d'études de la guerre civile dans les années 1990-2000, associé aux travaux de Paul Collier pour la Banque mondiale, est sans doute le plus prolifique de cette période. Il influence la perception de l'insurrection d'une manière diamétralement opposée, mais paradoxalement, revient à également priver le phénomène de tout déterminant politique. Ainsi, les études quantitatives de Collier et Hoeffler, puis, dans une moindre mesure, de Laitin et Fearon⁹⁴, procèdent à l'évaluation statistique des déterminants de la guerre civile et n'en retiennent que des déterminants économiques au niveau individuel. Leur conclusion principale, largement diffusée à l'époque de sa parution, revient à présenter les comportements opportunistes de captation des ressources par la violence – le « *greed* » – comme beaucoup plus important que la motivation politique individuelle – la « *grievance* ».

Il existe un autre courant d'étude des guerres civiles, qui, derrière Jeremy Weinstein, étudie sur un mode cette fois *qualitatif* les pratiques de violence au sein même des groupes combattants irréguliers. Weinstein parle de « *rébellions opportunistes* », motivées sur le contrôle des ressources, et de « *rébellions activistes* », dont l'objectif est d'abord politique⁹⁵. Claire Metelits évoque pour sa part la distinction entre « *insurrections contractuelles* » et « *insurrections coercitives* », selon la manière par laquelle les groupes armés procèdent à l'extraction des ressources au sein de la population civile. Si le facteur politique n'y est pas entièrement occulté, l'accent de ces études porte incontestablement sur des déterminants matérialistes de la mobilisation insurgée dans ces guerres, qui ne laissent guère de place à la mobilisation proprement collective et politique⁹⁶.

En 1996, David Snow va jusqu'à postuler, selon Mackinlay, que ces « nouveaux » conflits sont « apolitiques » en tant qu'activités autonomes séparées de la sphère de la revendication politique⁹⁷. Mahmood Mamdani a raillé cette vision de conflits – africains pour l'essentiel – qui ramène l'enjeu politique à un malentendu qui n'attendrait qu'une initiative *occidentale* de « *réconciliation* » consistant essentiellement en un « paquet » d'incitations sonnantes et trébuchantes⁹⁸. On est donc bien loin, dans les années 1990, de la mobilisation des sociologues des années 1960 et 1970, engagés aux côtés d'insurrections « *progressistes* ». L'approche *taxinomique* adoptée par les universitaires américains privilégie en effet une lecture micro-économique des déterminants de la prise des armes au niveau individuel, sans guère d'étude du mode de fonctionnement, de mobilisation, et de changement, au sein d'un mouvement politique présumé cohérent. S'ils sont effectivement ou encore, comme des individus rationnels motivés par des facteurs micro-économiques quantifiables. Les déterminants politiques – et fondamentalement *collectifs* – de ces mouvements insurgés sont par conséquent occultés. Mackinlay ira jusqu'à dire, dans la droite ligne de Snow, que la « *research showed that a rebel force's declared aims were rarely their real motivation for violence—that the rhetoric of insurgency was indeed just rhetoric*⁹⁹. »

L'enjeu est majeur, car priver l'insurgé de sa motivation politique, c'est lui ôter son éventuelle légitimité. Ne plus vouloir entendre sa « voix », c'est ainsi faire l'impasse sur toute nécessité de dialogue. De fait, il faut s'interroger

⁹¹ Voir les développements détaillés présentés dans les chapitres II et III de cette étude.

⁹² EVANS-PRITCHARD (Edward E.), *Les Nuer. Description des modes de vie et des institutions politiques d'un peuple nilote*, 1937, trad. fr. 1968, Paris : rééd. Gallimard, 1994.

⁹³ MAHE (Alain), « Guerre et paix dans la théorie de la segmentarité » in HANNOYER (Jean), *Guerres civiles. Economies de la violence, dimensions de la civilité*, Karthala – CERMOC, Paris – Beyrouth, 1999. pp. 47-67.

⁹⁴ FEARON (James) et LAITIN (David), *op. cit.*

⁹⁵ WEINSTEIN (Jeremy), *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, New York: Cambridge University Press, 2006.

⁹⁶ ELLIS (Stephen), *The Mask of Anarchy. The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, Londres: Hurst, 1999.

⁹⁷ MACKINLAY, (John), *op. cit.*

⁹⁸ MAMDANI (Mahmood), *Saviors and Survivors, Darfur, Politics and the War on Terror*, New York: Random House, 2009.

⁹⁹ MACKINLAY, (John), *op. cit.* p. 37.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

sur les conséquences implicites de l'usage par la sociologie américaine du terme « *insurgency* » au milieu des années 2000. S'agit-il du simple souhait de bénéficier commercialement d'une mode éditoriale ? Ou la démarche reflète-t-elle plutôt une prise de position *implicite* qui fait des « *insurgés* » des belligérants de statut symbolique, voire juridique, *inférieur* ? Il faut se remémorer la précarité juridique du statut accordé par l'administration Bush aux « *combattants ennemis étrangers*, » plus tard qualifiés d'« *insurgents* », pour prendre toute la mesure de l'enjeu moral et déontologique de ce changement. Mahmood Mamdani souligne le contraste saisissant entre les positions adoptées par les universitaires américains face à la guerre du Viêt Nam, et trente ans plus tard, l'immense discrétion de sa génération devant l'occupation de l'Irak¹⁰⁰.

De fait, en résumant la mobilisation *insurgée* à l'agrégation des déterminants micro-économiques d'un choix individuel, et d'autre part, à l'étude de mécaniques de coercition interne essentiellement motivées par la recherche du gain matériel, des sociologues comme Paul Collier ou Jeremy Weinstein peuvent être considérés comme les principaux inspirateurs d'une « *sociologie de la contre-insurrection* », si l'on désigne par ces termes l'idéologie dominante qui sous-tend l'action contre-insurrectionnelle américaine en Irak et en Afghanistan. En effet, ce corpus scientifique des années 1990 et 2000 a représenté un renfort théorique et une source de légitimité universitaire considérable à des modes d'actions contre-insurrectionnels finalement fort proches des modèles des années 1950 et 1960. Ainsi, « *protéger les populations* » (de la coercition imposée par les insurgés) et « *soutenir les projets de développement économique* » (susceptibles d'emporter le choix rationnel des individus) dans les zones insurgées, constituent, somme toute, les deux principaux modes d'actions de la contre-insurrection classique, malaisienne ou algérienne.

C'est là tout le paradoxe d'une COIN qui n'explicite jamais ses sources théoriques, et qui ne détaille jamais les dynamiques de l'insurrection autrement qu'en ressassant le modèle (contre-) maoïste des origines. Les modélisations statistiques des guerres civiles ont donc eu pour résultat de produire une vision apolitique et réifiée des insurrections, réactualisant ainsi les lieux communs *essentialistes* de la période coloniale. Alimentant stéréotypes guerriers et micro-économiques, elle a constitué la justification doctrinale d'une approche faite d'hypothétiques « *alliances tribales* » et de « *sécurité humaine* », toujours pensées à une échelle *infra-politique*.

Le Comité exécutif de l'Association anthropologique américaine ne s'y est sans doute pas trompé en se prononçant le 6 novembre 2007 contre l'utilisation de jeunes anthropologues par l'armée américaine dans le cadre du « *Human Terrain System* » (HTS) : « *In the context of a war that is widely recognized as a denial of human rights [...], the Executive Board sees the HTS project as a problematic application of anthropological expertise, most specifically on ethical grounds [and] as an unacceptable application of anthropological expertise*¹⁰¹ ». Il existe bien entendu une autre anthropologie et une autre sociologie, qui refusent la dépolitisation des insurgés, et qui ne disent pas aux contre-insurgés ce qu'ils souhaitent entendre. C'est le cas notamment de spécialistes de l'Irak comme Ahmed Hashim, ou de l'Afghanistan comme Antonio Giustozzi, qui ont su poser les bases d'une anthropologie *locale* et d'une *sociologie historique* des mouvements insurgés dans ces deux pays. Les deux chapitres qui suivent traitent de ces phénomènes insurrectionnels en détail. Enfin, contre la COIN et ce qu'ils perçoivent comme une tentative politique de redorer le blason notamment de l'occupation irakienne, certains sociologues, anthropologues et journalistes américains, mènent une contestation qu'ils ont appelée avec humour la « *counter-counterinsurgency*¹⁰² ».

III - Pour une lecture politique des insurrections contemporaines

1. Une approche empirique du post-maoïsme

Les écrits les plus représentatifs de la COIN témoignent en effet d'une méconnaissance de la sociologie politique des conflits. Plus que d'une méconnaissance, il s'agirait doute d'une forme d'indifférence mutuelle, que reflète bien le faible volume d'échanges et d'interactions, ainsi que de références à des travaux universitaires dans la

¹⁰⁰ MAMDANI (Mahmood), *op. cit.* pp. 60-61.

¹⁰¹ American Anthropological Association, *Executive Board Statement on the Human Terrain System Project*, 6 Novembre 2007.

¹⁰² Conférence « Contre-insurrection », Sciences Po., 14 et 15 juin 2010, Paris.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

littérature promotionnelle de la COIN. De fait, si les approches sociologiques de la guerre civile, puis des insurrections, sous les angles économétrique, coercitif et tribal méritent le titre railleur de « *sociologie de la contre-insurrection* », c'est surtout parce qu'elles reflètent le mieux les biais des contre-insurgés – directement observés dans cette étude – sur les terrains irakien et afghan. La situation est en effet contradictoire d'une COIN qui se réclame d'un paradigme maoïste de l'insurrection tout en se nourrissant, sans toujours le savoir, d'une sociologie contre-insurrectionnelle qui réactive les lieux communs de la pacification coloniale.

La question de la validité contemporaine du modèle maoïste mérite en effet d'être posée. Comme le dit David Kilcullen, critique, « *classical counterinsurgency constitutes the dominant paradigm through which practitioners approach today's conflicts [...] The 1960s theorists cast a long shadow*¹⁰³. » C'est en effet le sophisme principal de la COIN que de se référer systématiquement aux « grands anciens de la tradition classique » tout en affirmant que l'insurrection est en mutation permanente. David Betz l'exprime clairement : « *whereas the study of insurgency and counterinsurgency has been static and repetitive for decades, meticulously combing through the same campaigns — Malaya, Vietnam and Algeria, for the most part — and, more or less, coming up with the same conclusions, the practice of insurgency has not; it is constantly changing and therefore what worked to defeat it in the past may not necessarily work again*¹⁰⁴ ». Thématique *militaire* développée par des officiers d'active ou retraités, la COIN doit d'abord prendre acte des changements les plus directement susceptibles d'affecter ses dimensions strictement opérationnelles.

La définition des insurgés dans le manuel FM 3-24 « *Counterinsurgency* » des généraux Petraeus et Amos, postule ainsi que : « *1-5. [...] Insurgencies [...] normally seek to achieve one of two goals: to overthrow the existing social order and reallocate power within a single state, or to break away from state control and form an autonomous entity or ungoverned space that they can control. [...] 1-6. The exception*¹⁰⁵ *to this pattern of internal war involves resistance movements, where indigenous elements seek to expel or overthrow what they perceive to be a foreign or occupation government*¹⁰⁶ ». Pierre angulaire de la doctrine moderne de la COIN, le FM 3-24, publié en 2006, est structuré pour faire face à une menace de type maoïste. C'est par l'adjonction d'un simple paragraphe supplémentaire que Petraeus et Amos rendent compte des spécificités des insurrections irakienne et afghane, plus proches d'un modèle « *résistant* » que « *révolutionnaire* ».

Les indices ne manquent pas en effet pour signaler une modification profonde du paradigme maoïste. Tout d'abord, les formes *nouvelles* d'insurrection ne présentent pas toujours un rapport exclusif à l'égard d'un territoire, ou même d'une population déterminée « *à libérer* ». Elles se distinguent également par leur émergence au confluent de la multiplication d'acteurs sub-étatiques et/ou para-étatiques, de l'essor des communications de masse, du facteur migratoire, et de l'émergence d'une dimension dite « *virtuelle* » – c'est à dire liée à des modes d'action médiatique. Plus hétérodoxe encore, il existe des cas de passage à l'acte armé antérieurs à la mobilisation politique des masses – qui constitue *normalement* l'étape de formulation officielle des objectifs de la guérilla. C'est là un retournement de la logique maoïste de mobilisation des populations civiles. Selon le « *foquisme* », en effet, un foyer insurrectionnel, même très réduit, peut faire basculer les populations civiles du côté de l'insurrection. Guevara a ainsi indiqué qu'« *il n'est pas toujours nécessaire d'attendre qu'apparaissent toutes les conditions pour la révolution ; le foyer (« foco ») insurrectionnel peut les créer*¹⁰⁷. » Cette approche de l'insurrection, véritable hérésie du maoïsme, fait – à ses dépens – l'impasse sur des mécanismes éprouvés de mobilisation et/ou de contrôle des populations. Elle est en cela annonciatrice de formes contemporaines d'insurrection transnationale qui s'appuient notamment sur la « *propaganda of the deed* » (parfois appelée, en français, « *propagande de l'acte* »)¹⁰⁸. On désigne ainsi la méthode

¹⁰³ KILCULLEN (David), « *Counterinsurgency Redux* », *op. cit.* p. 111.

¹⁰⁴ BETZ (David), *op. cit.*

¹⁰⁵ Souligné par l'auteur.

¹⁰⁶ PETRAEUS (David H.) and AMOS (James F.), *Field Manual No. 3-24 Counterinsurgency*, Headquarters, Department of the Army, Washington, DC, décembre 2006. p. 2.

¹⁰⁷ « *No siempre hay que esperar a que se den todas las condiciones para la revolución; el foco insurreccional puede crearlas.* » in GUEVARA, (Ernesto « Che »), *La Guerra de Guerrillas*, New York: Ocean Press, 2006 (première édition 1960.)

¹⁰⁸ MACKINLAY (John), *op. cit.* p. 165.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

qui consiste à galvaniser la population par des actes audacieux frappant l'imagination et qui constitue un trait majeur du terrorisme international contemporain.

Comme le *foquisme*, les formes contemporaines d'insurrection font souvent l'économie d'une mobilisation de masse et d'un projet d'encadrement politique de la population. Elles recourent en effet, dans leurs étapes initiales de la mobilisation, à une stratégie – somme toute classique – de provocation délibérée de représailles sur la population civile. Cependant, dans le cas du *jihadisme* contemporain, comme dans celui des « insurrections sans guérillas » évoquées plus loin, le pari d'une réaction indiscriminée contre les civils est un moteur central de la stratégie insurgée. Chez Ben Laden, elle doit *prouver, concrètement et de manière médiatique*, le récit *takfiri* de la guerre supposée des « *mécéants* » occidentaux contre l'*Oumma* islamique. Chez les insurgés d'inspiration *gandhienne*, actifs au Timor Oriental ou au Kosovo des années 1990, elle est au cœur de « *stratégies victimaire*s » délibérées et assumées publiques¹⁰⁹.

Surtout, différence majeure avec le maoïsme, les objectifs politiques des insurrections contemporaines sont très peu explicites, au point que Simon Murden évoque, purement et simplement, l'« *absence d'objectifs finaux plausibles* »¹¹⁰. C'est d'ailleurs un corollaire probable de l'effacement de l'encadrement politique préalable des populations. Si Ben Laden a souvent répété que l'objectif de son action était la création d'un Emirats islamique mondial, dans les faits cependant, l'action révolutionnaire ne vise plus un objectif de *souveraineté* politique au nom d'une population à libérer – par le renversement d'un régime ou par la sécession. Désormais largement déterritorialisés, ces mouvements s'appuient sur des diasporas transnationales dont ils font leurs « publics cibles » et les chevilles ouvrières d'une « *internationalisation* » qui doit infléchir en leur faveur les positions des puissances.

Enfin, les insurrections contemporaines ne triomphent généralement plus à l'issue de la fameuse troisième phase de la guerre révolutionnaire, à savoir un assaut conventionnel final¹¹¹. En effet, rares sont les mouvements insurgés contemporains qui obtiennent la victoire à l'issue d'un Dien Bien Phu. De fait, dans les dernières décennies, seuls les insurgés anticomunistes éthiopiens et érythréens du début des années 1990 ont remporté ce type de victoire inconditionnelle. Ailleurs, la « révolution », ou ce qu'il en reste, se joue bien souvent sur le terrain des opinions publiques, en forçant le contre-insurgé à improviser une « *stratégie de sortie* » précipitée.

2. Structurer le post-maoïsme : la narration alternative de David Kilcullen

Il est, dans ce contexte, essentiel de revenir à une approche de l'insurrection qui rende compte des déterminants politiques de l'action des insurgés. David Kilcullen, le conseiller australien du général Petraeus, est sans doute le seul à proposer ainsi une mise à jour empirique complète. Il propose les instruments d'une « *Counterinsurgency Redux* », adaptée aux nouvelles formes d'insurrection. Car s'il considère qu'un « *enormous amount of classical counterinsurgency remains relevant* »¹¹², il insiste sur l'urgence de procéder à des « *fundamental re-appraisals of conventional wisdom* »¹¹³. Il croise pour cela les niveaux tactiques et stratégiques de la relation insurrection/contre-insurrection. Il combine ainsi également le facteur central de la mobilisation transnationale et celui, plus énigmatique, la faible lisibilité des objectifs de l'insurrection.

Sa mise à jour de la typologie classique des insurrections découle de deux constats préalables : d'une part, les insurrections modernes ne constituent plus des défis lancés à un Etat fonctionnel, mais bien plutôt des tentatives de capter les ressources d'une zone non- ou mal- gouvernée. D'autre part, les insurgés contemporains sont plus souvent réactifs et qu'offensifs, à l'image de l'insurrection irakienne, entièrement « créée » par le fait de l'occupation américaine. Kilcullen remarque à ce sujet, avec une ironie rentrée, que certaines des caractéristiques de ces « nouvelles » insurrections post-maoïstes sont celles des résistances pré-maoïstes et assurément non-révolutionnaires

¹⁰⁹ BOUGAREL (Xavier), *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris : La Découverte, 1996.

¹¹⁰ MURDEN (Simon), « Comprendre l'insurrection globale contemporaine : vers une cartographie des effets de la guerre mondiale contre le terrorisme (GMCT) » in SELLIN (Corentin), *op. cit.*

¹¹¹ SMITH (Rupert), *op. cit.* p. 169.

¹¹² KILCULLEN, David, « Counterinsurgency Redux », p. 111

¹¹³ *Idem.*

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

que rencontraient autrefois les armées européennes lors de leurs conquêtes coloniales. Il va même jusqu'à avancer que dans ces confrontations nouvelles, le « révolutionnaire » est le contre-insurgé, contre un « insurgé » traditionaliste. Enfin, les insurrections modernes incluent des éléments selon lui *entièrement nouveaux* liés aux « effets de la globalisation », notamment par un usage stratégique des médias transnationaux à des fins de mobilisation et de communication.

Kilcullen propose ainsi *sept principes* qui préfigurent sans doute un « nouvel art de la contre-insurrection » : 1) tenir compte des trois niveaux, global, régional et local, de mobilisation de la population est la clé du succès du contre-insurgé, 2) la « zone d'intérêt » des belligérants se conçoit désormais à l'échelle mondiale, 3) le contre-insurgé doit contrôler un écosystème complexe de violence plutôt que de tenter de vaincre un adversaire donné, 4) la contre-insurrection moderne peut fonctionner plus efficacement par une coordination inter-agences et non une intégration totale de la nébuleuse contre-insurrectionnelle, 5) la contre-insurrection peut être politique à 100% du fait de la couverture médiatique qui fait de tout combat un exercice de « guerre politique », 6) la contre-insurrection passe davantage par un « *permanent containment* » que par une victoire décisive et finale. Enfin, 7) la contre-insurrection moderne peut faire un meilleur usage de la « *situational awareness* » que de la collecte traditionnelle de renseignement.

L'Australien a surtout le mérite de proposer une grille de lecture qui rend compte de l'interaction complexe entre insurgés stratégiques, et insurgés « *accidentels* ». Son modèle est suffisamment complet et mis à jour pour justifier, une fois n'est pas coutume, l'usage du terme « *Insurgency* » au singulier. Dans son ouvrage récent « *The Accidental Guerrilla* », il postule en effet – c'est très contestable pour ce qui concerne l'Irak – un rôle d'initiateur d'Al Qaïda et ses représentants auto-proclamés. La stratégie jihadiste consiste, dit-il, à « *provoke America into actions that will destroy its credibility and that of the "apostate" regimes it supports, inciting the ummah to rise up*¹¹⁴. » Ses modes d'action sont les suivants : « *provocation, intimidation, protraction, exhaustion*¹¹⁵. » La richesse de l'argumentaire de Kilcullen consiste surtout dans la *combinatoire* qu'il propose entre actions de niveau stratégique – la conquête des « cœurs et des esprits » des fidèles musulmans à travers le monde – et de niveau tactique, la guérilla à proprement parler.

« *Le syndrome de la guérilla accidentelle*¹¹⁶ » consiste donc en la manière dont l'action d'Al Qaïda évolue d'un « *terrorisme expéditionnaire à un terrorisme de guérilla*¹¹⁷. » Le schéma est celui d'un cercle vicieux de l'insurrection débutant par une « *infection* » – on retrouve ici la métaphore virale, très contestable, utilisée par Mackinlay – à savoir l'établissement d'une base d'Al Qaïda dans une zone instable et non gouvernée. Le second moment de ce cycle est celui de la « *contagion* », par laquelle Al Qaïda exploite cette base pour la diffusion de son idéologie et pour mener des actions violentes à l'étranger. Troisième étape, « *l'intervention* » correspond à l'ingérence de forces militaires extérieures décidées à détruire et/ou chasser Al Qaïda, selon le modèle de l'intervention américaine de fin 2001. Enfin, la quatrième phase est celle dite du « *rejet* », marquer la réaction négative de la population locale à l'égard de l'intervenant internationale, alimentant ainsi toujours plus d'« *infection* » (phase 1) et renforçant toujours l'action insurgée en cercle vicieux.

Cette lecture est essentielle, car elle intègre parfaitement l'usage fait par les insurgés contemporains des « dommages collatéraux » qu'impliquent les actions coercitives des insurgés en réponse à une « provocation » assumée. De manière remarquable, Kilcullen renouvelle l'axiome classique de la protection des populations, en le plaçant à la pointe de sa phase 4 (le « rejet »), durant laquelle se joue la crise de légitimité politique mettant en concurrence insurgés et contre-insurgés. L'interaction entre insurgés et contre-insurgés est donc présentée dans un cadre d'analyse *relationnelle* qui place au cœur de l'action contre-insurrectionnelle le « *retournement* » des insurgés accidentels présentés comme les « *fence sitters* » à convaincre. Kilcullen présente un cadre d'analyse des *dynamiques relationnelles* d'escalade ou de désescalade qui lient insurgés et contre-insurgés dans des configurations spécifiques, au niveau tactique comme stratégique.

¹¹⁴ KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla*, op. cit. p. 29.

¹¹⁵ *ibid.* pp. 30-32.

¹¹⁶ *ibid.* p. 35

¹¹⁷ *ibid.* p. 32

3. *Dépasser l'illusion apolitique des insurrections et résistances contemporaines*

Toutefois, la démarche de Kilcullen, en insistant sur les caractères « *acéphale* » et « *déstructuré*¹¹⁸ » des insurrections contemporaines, apparaît vulnérable aux défauts qui, dans les années 1990, avaient fragilisé l'analyse de conflits civils en pleine mutation. D'aucuns, on l'a vu, avaient alors succombé à la facilité de présenter ces types de guerre comme « *nouveaux* » ou « *irrationnels* ». De même, l'image que propose Kilcullen d'un « *self synchronising swarm* » semble trop superficielle : en postulant que l'insurrection post-maoïste, à l'image d'un « *essaim d'abeilles* », serait moins structurée encore que ce que les analyses en termes de réseaux ou de nodes¹¹⁹ ont suggéré, il s'abandonne à une description superficielle et trop peu *sociologique* du phénomène. Il est en effet facile d'escamoter les motivations politiques des formes post-maoïstes d'insurrection contemporaine. Postuler l'inintelligibilité des motifs de l'insurrection, c'est risquer une *réification* de la violence et une *déshumanisation* subreptice de l'adversaire, réduit au rang de menace et exclu de tout protocole de dialogue. Or, à seulement décrire le post-maoïsme sur des bases empiriques, le risque est grand de céder à la tentation d'une dépolitisation de l'adversaire insurgé, alimentée par l'observation superficielle d'un terrorisme *jihadiste* perçu comme « *nihiliste et vain, faute d'objectifs réalistes ou négociables*¹²⁰. »

Définir une « *sociologie des insurrections* » renouvelée passe ainsi par une réintégration du *déterminant politique*. Traversées de réseaux de solidarité transnationale, structurées de manière réticulaire et cellulaire, fondées sur des loyautés parfois réinventées à l'aune d'un néo-traditionalisme de circonstance (« *segmentaires* »), visant à la fois objectifs « *localistes* » et globaux, conservatrices, nationalistes et/ou religieuses plutôt que révolutionnaires, les insurrections contemporaines sont en effet des entreprises cohérentes à l'échelle stratégique.

L'exemple de l'Irak montre ainsi qu'une occupation militaire suscite surtout une extrême multiplicité des mouvements de résistance. Celle-ci semble calquée sur le kaléidoscope d'engagements personnels et collectifs de la Résistance française décrite par Pierre Laborie. Loin d'être irrationnel, le phénomène composite de résistance à une occupation présente en effet des caractères propres qui le situent loin de l'idéal monolithique du parti révolutionnaire, qui par contraste, est initiateur du cycle de violence, dont il maîtrise en particulier la séquence. Si renouveler le cadre conceptuel des insurrections est un objectif valide, la « *quête d'une définition opératoire de la résistance s'apparente à celle du Graal*¹²¹ » tant « *l'idée de résistance n'a aucune autonomie conceptuelle*¹²². » En somme, à trop vouloir intégrer la résistance à une « *méta-catégorie* » de l'insurrection, la COIN semble vouloir s'offrir une sociologie des insurgés *sur mesure*. En calquant sa définition de l'insurrection sur une lecture largement *artificielle* des formes irakiennes de « *résistance* », et en assimilant le « *retournement* » des milices du réveil – un phénomène surtout interne aux factions insurgées – à un succès de la politique de contre-insurrection, la COIN produit des instruments analytiques inadaptés et sans doute trompeurs.

Il est donc essentiel de penser une *sociologie des insurrections* tenant compte du caractère sinusoïdal, fragmenté, voire erratique, de la violence politique contemporaine. Car on sait que les conflits contemporains ne sont pas linéaires et ne connaissent bien souvent pas « *l'ascension aux extrêmes* » de Clausewitz que l'on retrouve en filigrane dans la pensée de Mao. Déjà, les supposées « *nouvelles guerres* » des années 1990, dans des zones d'ordinaire peu fréquentées par les armées occidentales, avaient pour caractéristique de se dérouler sans que soit formulés de buts de guerre explicites. On sait pourtant, depuis les études socio-historiques de Charles Tilly sur la formation de l'Etat en Europe occidentale, que les groupes armés les plus directement impliqués dans la coercition et dans l'accumulation primitive du capital ne sont pas les moins décisifs dans la production de formes d'organisation

¹¹⁸ KILCULLEN (David), « Counterinsurgency Redux », *op. cit.* p. 115.

¹¹⁹ *Idem.*

¹²⁰ KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla*, *op. cit.* p. 40.

¹²¹ Citation de Laurent Douzou par LABORIE (Pierre), « La notion de Résistance à l'épreuve des faits : nécessité et limites d'une approche conceptuelle » in SELLIN (Corentin) (ed.), *op. cit.* p. 18.

¹²² *Idem.*

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

politique¹²³. De même, sous le « *Mask of Anarchy*¹²⁴ » des conflits africains des années 1990, se dessinent des dynamiques profondes, qui faute d'être explicites, n'en sont pas moins productrices de formes politiques pérennes. Ainsi, la révolte Mau Mau au Kenya – qui a inspiré le penseur classique de la contre-insurrection, Franck Kitson – a joué un rôle majeur dans l'« invention » du nationalisme kenyan. Pratiquant une clandestinité aux accents occultistes, ce mouvement d'initiés de l'ethnie *kikuyu*, le Mau Mau a paradoxalement joué un rôle essentiel dans la modernisation du pays.

Il s'agit en effet de ne pas confondre les processus de « *construction* » et de « *formation* » de l'Etat. Selon Berman et Lonsdale, la construction de l'Etat constitue l'« *effort conscient de créer un appareil de contrôle* ». La « *formation de l'Etat* »,¹²⁵ par contraste, désigne « *le processus historique conflictuel, involontaire et largement inconscient, conduit dans le désordre des affrontements et des compromis par la masse des anonymes* »¹²⁶, et fait « *de conflits, de négociations et de compromis entre divers groupes* ». ¹²⁷ De même, il existerait des révolutions nationales dénuées de tout discours explicite de mobilisation, ou du moins, procédant de « *registres discursifs* » spécifiques d'un rapport local au politique, formant une narration inintelligible à l'observateur extérieur. C'est en effet souvent « *offstage*¹²⁸ » (Scott) que ces registres discursifs se sont cristallisés, fondant une identité politique dans la lutte clandestine contre l'occupation. Simon Murden a ainsi raison d'insister sur le fait qu'introduire le levier de la motivation politique permet de rendre de nouveau intelligible des mobilisations parfois confuses, et surtout de rouvrir le champ de la négociation.¹²⁹ Vouloir connaître les modalités opérationnelles les plus efficaces de la contre-insurrection, c'est nécessairement se rendre disponible à l'idée d'une « *raison de l'insurgé* », qui varie nécessairement d'une communauté (insurgée et/ou résistante) à l'autre.

On le voit, les insurrections contemporaines sont très diverses dans leurs modes d'organisation comme dans leurs « objectifs ». Surtout, elles interagissent non plus seulement avec les forces contre-insurrectionnelles, mais également avec les populations locales et des audiences diverses à l'échelle régionale ou mondiale, par le biais notamment de « *mises en discours* » médiatiques. Les dynamiques des conflits insurrectionnels contemporains ne peuvent donc plus être conçues à l'aune de la seule interaction stratégique entre groupes insurgés et armées contre-insurrectionnelles. Elles appellent à un élargissement du champ d'analyse des stratégies d'acteurs.¹³⁰ Les exemples du Kosovo, du Timor, et du Sud-Soudan notamment, soulignent l'importance de dessiner le contour d'un *espace relationnel* du conflit, et de s'échapper de la seule confrontation duale entre insurgé et contre-insurgé avec pour seul enjeu la loyauté de la « population locale ». Il s'agit de sortir des explications causales trop simples (modernistes, développementalistes, ou « essentialistes ») et d'élucider les rationalités qui relèvent notamment de jeux à plusieurs acteurs et de stratégies dites « *sacrificielles* ». D'autant que les effets de tel ou tel mode d'action insurrectionnel sur les audiences transnationales (diasporiques, religieuses, « occidentale ») ne concordent pas toujours avec la stratégie initiale et peuvent causer des mutations en chaîne des représentations politiques et des modes d'action des mouvements insurgés.

IV - Insurrections contemporaines et constructions identitaires

1. Penser l'insurrection comme « mouvement social »

Evoquer ces dynamiques contemporaines des insurrections revient ainsi à postuler une définition de l'insurrection qui tienne compte de la très grande diversité de ses manifestations. Ne se manifestant plus uniquement par leur caractère de luttes armées *a priori*, les insurrections « post-maoïstes » doivent d'abord être envisagées comme autant de « *mouvements sociaux* ». La ressemblance toute relative des insurrections contemporaines avec le

¹²³ TILLY, Charles, « War Making and State Making as Organized Crime » in EVANS, Peter, RUESCHEMEYER, Dietrich, and SKOCPOL, Theda, *Bringing the State Back In*. Cambridge: Cambridge University Press, 1985. pp. 169-187.

¹²⁴ ELLIS (Stephen), *op. cit.*

¹²⁵ BERMAN (Bruce) et LONSDALE (John), *Unhappy Valley, – Conflict in Kenya and Africa*, Londres: Longman, 1992.

¹²⁶ BAYART, Jean-François, « L'historicité de l'Etat importé », *Les Cahiers du CERI*, Paris, n°15 – 1996. p. 4.

¹²⁷ HIBOU, Béatrice, « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale* n°1 - automne 1998. p. 153.

¹²⁸ SCOTT (James C), *Domination and the arts of resistance: hidden transcripts*, New Haven: Yale University Press, 1990.

¹²⁹ MURDEN (Simon), *op. cit.* p. 35.

¹³⁰ MCADAM (Doug), TARROW (Sidney) et TILLY (Charles), *Dynamics of Contention*, Cambridge: Cambridge University Press, 2001.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

canon du maoïsme impose cette approche renversée qui regarde les groupes insurgés pour *ce qu'ils sont*, c'est-à-dire des mouvements *politiques* avant d'être des soulèvements *armés*. Les épisodes violents, sporadiques ou continus, ne sont en effet qu'une étape, ou une phase, dans un conflit *politique*, pensé dans sa dimension *diachronique*.

Il est à cet égard préoccupant de constater que l'étude des guerres civiles depuis les années 1990 n'a que marginalement examiné « *the dynamics of civil war: what kinds of noncivil war contention they come from and how they evolve internally*¹³¹. » Plus largement, on note que la généalogie *gandhienne* des mobilisations politiques transnationales a été totalement éludée par les auteurs COINistas, alors même que celle-ci a suivi une trajectoire historique *parallèle* de celle du maoïsme.¹³² On retrouve ici la démarche d'un Manfred Stanley, qui en 1967 déjà, s'inquiétait de voir escamotée l'étude du passage de la lutte politique civile à la révolte armée, du fait d'un intérêt trop opérationnel pour les seuls faits de guerre. On a vu en effet à quel point la redécouverte des insurrections, après le Viêt Nam a causé une focalisation excessive sur la dimension strictement militaire du phénomène. A tel point que Thomas Hammes, pourtant pionnier en matière de post-maoïsme, puisse laisser échapper que « *Mao Tse Tung was the first to define modern insurgency as a political struggle*¹³³. » En laissant supposer que la lutte armée précéder la causalité politique du projet insurrectionnel, il alimente une vision à rebours trop fréquente car causée par une approche militaire trop phénoménologique du fait insurgé. Illusion d'optique de la COIN, cette démarche exige un *renversement du rapport d'antériorité présumé entre passage à l'acte violent et mobilisation politique*.

Sociologue des mobilisations transnationales, Sidney Tarrow s'est lui-même inquiété de la manière dont les spécialistes des guerres civiles « *hobbesiennes* » avaient pu *réifier* leur objet d'étude, la violence, au point d'en omettre l'examen des causalités politiques. En présentant l'insurrection contemporaine non plus seulement à partir de ses modes d'action militaires, mais également comme ensemble de revendications de nature politique, l'analyste ouvre la piste d'une sociologie capable de rendre compte des stratégies spécifiques des mouvements d'insurrection. D'autant que cette approche, en rendant possible une lecture des motivations du passage à la violence, offre la perspective d'offrir un *levier politique opérationnel* adapté aux objectifs de la contre-insurrection. Tarrow propose ainsi d'évaluer « [the] *escalation to civil war from nonviolent contention or from less lethal forms of violence; [the] transitions from civil wars to post-civil war conflict* ». ¹³⁴

Ainsi, en cessant de lire l'insurrection au travers de la focale exclusive de la révolution, il est possible de faire apparaître les dynamiques sociales de l'éventail des techniques de violence – directe ou sacrificielle – dans lequel les mouvements insurgés contemporains puisent leurs modes opératoires en fonction de contraintes tactiques et stratégiques changeantes. Il importe alors d'analyser les modalités d'émergence des mouvements insurgés contemporains en examinant à la fois leurs motivations affichées, leurs rationalités, leurs ressources et leur base sociale. Surtout, ce sont leurs dynamiques d'action collective qui doivent rendre intelligible le passage à la violence au-delà d'une reconstitution artificielle de calculs rationnels. Le Kosovo, le Kurdistan irakien, ou encore le Darfour, tous offrent des exemples d'utilisation graduelle de la violence instrumentale selon des modes spécifiques à leurs trajectoires historiques individuelles. Aux antipodes des « organisations politico-militaires » centralisées du modèle maoïste, elles s'inscrivent dans un dialogue ou une confrontation de long terme avec la puissance étrangère et *importatrice* d'autorité étatique.

Etudier le développement d'un mouvement insurrectionnel, c'est aussi s'attacher à comprendre son fonctionnement routinier, ses modalités de recrutement, d'organisation, de financement, de communication et d'administration parallèle. On touche ici également la question du *désarmement des esprits* et de la démobilisation *morale* qui doit faire suite à une insurrection politique – victorieuse ou non. Au confluent des enjeux de la contre-insurrection et de la construction d'Etat post-conflit, la question de l'adaptation de l'insurrection au temps de paix doit informer la réflexion sur la reconstruction d'Etat. Sidney Tarrow propose, face à ces phénomènes, de recourir à une « *sociologie des conflits* » qui rende compte de la dynamique des « *complex relations between militarized insurgencies*

¹³¹ TARROW (Sidney), « *Inside Insurgencies: Politics and Violence in an Age of Civil War* », *Perspective on Politics*, Vol. 5/No. 3, septembre 2007.

¹³² CLARK (Howard), *Civil resistance in Kosovo*, Londres: Pluto Press, 2000.

¹³³ HAMMES (Thomas X.), « *Insurgency: Modern Warfare Evolves into a Fourth Generation* », *Strategic Forum*, Institute for National Strategic Studies - National Defense University, no. 214, janvier 2005. <http://www.ndu.edu/inss>. p. 2

¹³⁴ TARROW (Sidney), *op. cit.* p. 592

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

and the communities in which they operate¹³⁵. » Il s'inspire pour cela de la théorie dite de la « mobilisation des ressources¹³⁶ » en utilisant la méthode développée par Charles Tilly à partir de son étude pionnière de sociologie historique, « *La France conteste* ». Il s'agit en effet d'observer comment la structure et le contenu des « répertoires de l'action collective », c'est-à-dire de « répertoires limités d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés », peuvent permettre de décrypter, pour chaque groupe insurrectionnel, les modes d'actions non-violente ou violente, ainsi que d'escalade et de désescalade en fonction des revendications du groupe insurgé étudié. En effet, « ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique¹³⁷ » et justifient une étude précise et mise en contexte de chaque mouvement insurgé et de sa culture politique propre¹³⁸.

2. Pour une approche relationnelle des phénomènes d'escalade et de « désescalade » : l'exemple du Kosovo

La « déstructuration de la guérilla sunnite¹³⁹ » à partir de 2006 constitue, on le sait, l'illustration archétypale de la mutation de « mauvais insurgés » en « bons insurgés » dont les COINistas semblent chercher la formule. Véritable « pierre philosophale » de la contre-insurrection, l'histoire de l'approfondissement des différends entre jihadistes *takfiri* et tribus sunnites¹⁴⁰ a été présentée comme la « preuve » du succès de la méthode Petraeus. Selon la légende, les forces américaines auraient su changer radicalement leurs modes d'action et profiter enfin de cette évolution favorable du paysage ennemi¹⁴¹. Comme le dit Sidney Tarrow, « it is not quantities but interactions that are the key to the dynamics of violence in civil wars¹⁴². » Si un conflit est avant tout une relation, c'est de cette relation qu'une sociologie des insurrections doit présenter les mécanismes. C'est tout l'enjeu de la compréhension des logiques d'escalade et de désescalade des phénomènes insurrectionnels, ou encore des retournements d'alliance, provoqués ou subis. En effet, la perception fine des mécanismes déclencheurs de la transformation de l'ennemi en partenaire de négociation constitue le mécanisme de la contre-insurrection moderne. Kilcullen, on l'a vu, place cette dimension au cœur de son analyse, et présente ainsi, sur le pic de la phase 4 de son cycle de « *guérilla accidentelle* », le mécanisme d'action par lequel le contre-insurgé peut intervenir de manière efficace sur le cercle vicieux de renforcement de l'insurrection/résistance. Simon Murden parle lui-même à ce sujet de « *l'avènement de la guerre de négociation asymétrique* ». ¹⁴³

Approche complexe de la mobilisation, cette grille de lecture des insurrections post-maoïstes n'est valable qu'à condition de rendre compte de l'immense diversité des groupes et formes d'action que recouvrent les insurrections contemporaines. Chaque situation historique ou contemporaine présente des mécanismes « relationnels » spécifiques entre insurgé et contre-insurgé. Charles Tilly est extrêmement clair à ce sujet, soulignant que « chaque représentation [dans le répertoire de l'action collective] se joue entre deux parties au moins – l'initiateur et l'objet de l'action¹⁴⁴. » En dehors de son caractère particulièrement heuristique, car surmontant la rupture artificielle entre action non armée et action armée, cette approche offre les bases d'un outil « opérationnalisable » de négociation. Ainsi, produire une théorie explicative des escalades, désescalades et retournements d'alliance demande d'analyser les insurgés comme acteurs s'inscrivant dans une logique de transformation sociale. Il s'agit de prendre en compte les dynamiques sociales de l'usage de la violence, parmi d'autres formes d'action collective. Il importe pour ce faire de procéder à l'identification, d'abord, des acteurs principaux et leurs caractéristiques sociologiques, de définir les termes de leurs rapports aux différents registres d'action collective. Il est également crucial d'identifier le « public cible », c'est-à-dire l'opinion publique que l'insurgé tente d'influencer et l'éventuel succès de cette démarche.

¹³⁵ TARROW (Sidney), *op. cit.* p. 587

¹³⁶ WIEVIORKA, Michel, *op. cit.* p. 169

¹³⁷ TILLY, Charles, *La France conteste*, Fayard, Paris, 1986 (trad. française). p. 541.

¹³⁸ TARROW (Sidney) (2000), « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, N°38-39, Été/automne 2000.

¹³⁹ MURDEN (Simon), *op. cit.* p. 51

¹⁴⁰ WEST (Bing), *The Strongest Tribe. War, Politics, and the Endgame in Iraq*, Random House, New York, 2009.

¹⁴¹ GOYA (Colonel Michel), *Les Armées du chaos*, Paris : Economica, 2008.

¹⁴² TARROW, *op. cit.* p. 596.

¹⁴³ MURDEN (Simon), *op. cit.* p. 35.

¹⁴⁴ *ibid.* p. 541.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Le cas spécifique du Kosovo entre 1996 et 1999 présente l'exemple intéressant d'un tournant vers la violence (« *turn to violence* ») reposant sur un calcul ostensible des déterminants de l'action diplomatique des puissances de l'OTAN dans les Balkans. En effet, la sociologie de l'insurrection armée qui débute au Kosovo en 1996 ne peut être conçue en isolement d'une campagne non-violente de désobéissance civile qui a façonné tout au long des années 1980 et 1990 le sentiment national *kosovar*. Menée sous l'égide d'un parti politique conçu sur un modèle marxiste, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), cette stratégie non-violente fut progressivement critiquée pour son inefficacité à faire cesser la politique ségrégationniste alors menée par les autorités serbes. A l'origine d'une « insurrection morale » qui se manifeste par le maintien très strict d'une discipline de désobéissance non-violente à l'égard des forces serbes, la LDK, ressemble en tout point à un parti révolutionnaire maoïste, à la seule exception que sa lutte nationale est résolument non-violente¹⁴⁵. Son contrôle politique de la communauté albanophone du Kosovo est alors si complet, que l'on a pu parler la concernant, avec ironie, d'un « *monopole de la non-violence légitime*¹⁴⁶. » Au milieu des années 1990, de nouveaux acteurs albanophones, également mobilisés en faveur de l'indépendance, mais plus jeunes et issus d'une diaspora d'origine rurale, se convainquent donc de l'inefficacité du mode d'action non-violent.

S'attribuant l'héritage réinventé des « bandits d'honneur » de la tradition montagnarde albanaise, ils fondent l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en défi d'abord contre ce qu'ils présentent comme « *l'occupation* » serbe, mais également comme remise en question du parti État en puissance qu'incarne la LDK. A partir de 1996, l'UCK va lancer des actions de type « foquiste » contre les forces de sécurité yougoslaves, et provoquer des représailles¹⁴⁷. Or, alors que dans le modèle insurrectionnel classique, la recherche de représailles contre sa propre population est un mode de mobilisation interne des civils contre l'opresseur, elle n'est dans le cas du Kosovo, que la première étincelle d'une stratégie délibérée visant à susciter l'intervention armée de l'OTAN. Ainsi, l'un des négociateurs albanophones présent à la Conférence de Rambouillet en 1999 explique dans les termes les plus crus : « *The more civilians were killed, the chances of international intervention became bigger, and the KLA of course realized that*¹⁴⁸. » L'intervention internationale, quelques mois plus tard, donnera raison à ces militants de l'UCK, qui avaient « *fait le compte*¹⁴⁹ » du prix humain à payer pour obtenir l'ingérence libératrice. Pourtant l'itinéraire historique du conflit du Kosovo ne peut s'arrêter, on le verra, à ce simple récit relationnel de la dialectique des volontés entre les différents protagonistes.

Dans les mouvements maoïstes, la dimension politique de l'insurrection ne s'arrête pas, en effet, à la seule mobilisation interne de la communauté insurgée, ni au rapport d'interaction avec le contre-insurgé. La politique d'internationalisation du combat nationaliste du *Front de libération nationale* (FLN) algérien témoigne bien de l'importance stratégique prêtée à l'évolution des opinions publiques tour à tour arabes, tiers-mondistes, et occidentales. Cette remarque appelle donc à revenir à une généalogie de l'insurrection qui rendrait à la « *non-violence stratégique*¹⁵⁰ » toute sa part dans les trajectoires mondialisées de certains groupes indépendantistes. Il existe une généalogie *gandhienne* parallèle de celle du maoïsme, et dont certaines « *insurrections sans guérilla* » se sont réclamées. Toute l'action du *Mahatma* Gandhi, dès les premières mobilisations de la communauté indienne de Durban, consiste en une « *mise en scène* » de l'injustice, formulée à l'endroit des opinions publiques de l'Etat perçu comme coupable de l'injustice.

3. *Being, not doing* : des insurrections « identitaires » à l'échelle stratégique

L'une des intuitions les plus fines de David Kilcullen, on l'a vu, est de définir les insurrections contemporaines selon le principe de « *being, not doing*¹⁵¹ ». Très simple, cet axiome familier permet de sortir de l'aporie de groupes

¹⁴⁵ CLARK (Howard), *op. cit.*

¹⁴⁶ PULA (Besnik), 'The emergence of the Kosovo "parallel state," 1988–1992' *Nationalities Papers* Volume 32, Number 4 / December, 797 – 826, 2004.

¹⁴⁷ KUPERMAN (Alan J.), « The Moral Hazard of Humanitarian Intervention: Lessons from the Balkans », *International Studies Quarterly*, Volume 52, Issue 1, pp. 49–80, mars 2008.

¹⁴⁸ Dugi Gorani, cité dans le documentaire *Moral Combat* de la chaîne de télévision BBC 2 : LITTLE (Allan), « Moral Combat: NATO at War » *A BBC2 Special (documentaire filmé)*, 12 March 2000.

¹⁴⁹ Entretiens de l'auteur à Pristina/Prishtinë et Peja/Pec avec d'anciens leaders de l'UCK. Juillet-août 2003.

¹⁵⁰ MELLON (Christian) et SEMELIN (Jacques), *La Non-violence*, Paris : Presses Universitaires de France, 1994.

¹⁵¹ KILCULLEN (David), « Counterinsurgency Redux », *op. cit.*

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

armés apolitiques et dénués d'objectifs politico-militaires tangibles, et de comprendre, comme le souligne David Betz, que « [the insurgents'] *milieu is the increasingly globally networked and borderless human society that will mean that it is the 'virtual territories of the mind' that they will seek to exploit*¹⁵². »

Or, ce que confirme le modèle kosovar, c'est que le « *principe de la rationalité de l'action* », central dans l'analyse de la violence conflictuelle par « *mobilisation des ressources* », est limité par la nature même des répertoires *identitaires* de l'action, violente ou non violente.¹⁵³ Ce ne sont en effet pas seulement de simples calculs d'opportunité qui ont incité d'une part les élites urbaines, notamment universitaires, ou les bourgeoisies locales influencées par les confréries soufies, aient choisi l'action non-violente, alors que d'autres groupes aient préféré le registre de l'action violente. Car c'est tout l'intérêt, paradoxal, de la notion de « répertoires » que de définir le caractère *limité* des modes d'action conflictuelle auquel un groupe donné peut avoir recours. Les limites du répertoire d'action collective d'un groupe donné n'étant, bien entendu, jamais celles du répertoire, nécessairement différent, d'un autre groupe donné, chaque mode d'action armé ou non, dépendra du contexte spécifique de son émergence et de son développement.

Tarrow dit avec justesse que la « *political culture matters [and] the attribution of injustice is necessary to produce collective action*¹⁵⁴. » Or, parler de culture veut dire, pour autant que l'on s'interdise toute tentation « *essentialiste* » (Geertz), parler de « *répertoires discursifs du politique* » (Bayart) constitués en récits identitaires en permanence négociés et re-négociés, sur la longue durée historique du conflit social. L'évolution des lexiques identitaires, en changement perpétuel, en est l'illustration même, et atteste d'échanges constants entre les groupes constitutifs du conflit. Il en est ainsi de l'appellation « *kosovar* » qui a longtemps distingué les adeptes de la non-violence stratégique des tenants de l'insurrection armée, marquée par une lecture ethnique du fait national et n'acceptant que l'appellation d'« *albanais* ». Illustration très claire de l'imbrication entre production de « registres discursifs de l'identité » et choix de modes d'action collective dans une insurrection contemporaine, cet exemple peut être répliqué à l'infini dans toutes les autres insurrections contemporaines.

D'autant que l'on n'a *jamais* affaire, au Kosovo ou ailleurs, à des groupes sociaux stables et imperméables aux interactions, notamment symboliques, qui scandent l'évolution d'un conflit social. Il faut donc saisir toute la porosité et le caractère contextuel et relationnel des alignements identitaires en évolution permanente dans sa dimension *diachronique*¹⁵⁵ (Bayart). En effet, ces groupes se font et se défont tout au long du processus diachronique de conflit social, interdisant, comme le montre bien l'exemple de l'insurrection analysé ici par Olsson, toute vision monolithique et fixe des différents courants de l'insurrection. Ainsi, au Kosovo, nombreux sont ceux qui ont pu être leader étudiant non-violent le jour et insurgé violent la nuit, sans qu'il soit légitime de postuler que l'une ou l'autre de ces postures ait été la plus « sincère » des deux. C'est d'ailleurs l'un des enjeux les plus cruels et vains des après-guerres que de déterminer politiquement la gradation et la sincérité des engagements résistants.

Pour ne citer qu'un exemple, la totale ambivalence affichée par les élites politico-militaires *dinka* du Sud-Soudan est également éloquente. Comment, en effet, déterminant de manière univoque les identités mouvantes de ces cadres du *Sudanese Peoples Liberation Movement* (SPLM) à la veille du référendum d'autodétermination de 2011 ? Certains d'entre eux, tout en se réclamant encore d'un « *Nouveau Soudan* » unitaire et démocratique défendu par leur leader disparu John Garang, fourbissent leurs armes en vue de la contestation probable de l'indépendance de leur futur Etat, le Sud-Soudan, tout en s'assurant de la primauté politique de leur communauté, les *dinka*, dans le nouvel ensemble. Comble d'ironie, cette lutte pour la domination *ethnique* au sein de l'appareil étatique de contrôle en cours de formation, s'effectue au nom de la loyauté à la cause nationale – soudanaise ou sudiste? – supposément plus grande chez les *dinka* que chez, par exemple, leurs compétiteurs *nuer* ou *shilluk* – pourtant indépendantistes eux aussi...

¹⁵² BETZ (David), *op. cit.*

¹⁵³ WIEVIORKA (Michel), *op. cit.*

¹⁵⁴ TARROW (Sidney), *op. cit.*

¹⁵⁵ BAYART, Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris : Fayard, 1997.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

4. Les « stratégies victimaire » : normes humanitaires et invention d'une « nationalité morale »

Il importe ainsi d'observer les insurrections contemporaines à l'échelle qui leur correspond. Du « besoin d'atrocités » perçu comme condition exclusive du soutien international aux Musulmans bosniaques¹⁵⁶, à la compétition de la pitié à laquelle se livreraient des « marchands de moralité¹⁵⁷ » comme le Dalai-Lama ou le « sous-commandant Marcos », le combat pour la conquête d'une « opinion publique mondiale » largement imaginaire s'est joué sur le terrain asymétrique des « stratégies victimaire » mondialisées. Ces diverses stratégies ont ainsi pu fonder des « insurrections libérales », axées sur la recherche de l'ingérence, et dont le rapport à la violence est toujours demeuré instrumental, et en principe, maîtrisé. Dans la Cisjordanie et Gaza de la fin des années 1980 et l'Afrique du sud d'Apartheid à la même époque, l'accession des insurgés à certains de leurs objectifs politiques est passée par une combinatoire complexe – toujours relayée par les médias internationaux – de méthodes « terroristes » et d'action non-violente, à l'origine de mouvements d'opinion transnationaux et de fortes pressions internationales.

Or, on sait depuis les années 1960 au moins, « que les systèmes de croyance et les délibérations [jouent] un rôle éminent dans la formation des préférences, la prise de décision et la mise en œuvre de l'action publique. A travers la délibération, le public, les commentateurs et décideurs spécifient la situation et lui attribuent un cadre de référence¹⁵⁸. » Il importe donc, pour comprendre comment une insurrection peut ou non prétendre à la victoire sur la scène globale, de connaître le mode de formation d'un discours identitaire fondé sur la revendication d'un respect de normes humanitaires supposées. Véritable « arme des faibles¹⁵⁹ » (Scott) sur la scène internationale, l'exploitation de ces normes dans la recherche de l'ingérence s'est manifestée, non pas par la recherche de victoires sur le terrain, mais bien plutôt par des « appels d'Empire »¹⁶⁰ mis en scène comme autant de « stratégies victimaire¹⁶¹ ». L'approche constructiviste des relations internationales se prête bien à l'analyse de ces mobilisations qui font de la « norme morale » une arme de mobilisation transnationale, et un pari sur la capacité de ces mobilisations à influencer de manière décisive sur les politiques étrangères des puissances.

Martha Finnemore a su montrer comment la formation de « normes » morales de l'action internationale est affaire de construction discursive et quel poids elle peut avoir dans la fabrique des décisions politiques¹⁶². Les mouvements insurgés à l'échelle globale ne sont pas étrangers à ces processus, eux qui justement, fondent beaucoup de leurs stratégies sur une politique médiatisée d'instrumentalisation de la norme humanitaire. En faisant sur la scène mondiale de la destruction des civils par le contre-insurgé une question de droits de l'homme que l'insurgé parvient souvent à faire plier bagages aux forces qu'il combat. Cette guerre d'identités globales est donc, sans d'ailleurs que les insurgés recourent nécessairement à la lutte armée, une guerre de communication et de médias. C'est en effet le plus souvent par ce mode que les registres discursifs de l'identité nationale, communautaire ou individuelle se renouvellent sans cesse, par une mise en scène morale des conflits contemporains.

En intégrant à ce modèle une étude des dynamiques d'acteurs de ces mobilisations transnationales, Helen Lutz et Kathryn Sikkink ont posé des jalons méthodologiques majeurs qui s'avèrent largement transposables à celle des insurrections contemporaines¹⁶³. Egalement transnationale, celles-ci entretiennent le plus souvent un rapport à la violence qui est, on l'a vu, fonction de leurs « répertoires d'action collective » propres. La contre-insurrection contemporaine doit donc prendre en compte les grandes mobilisations politiques à l'œuvre à l'échelle stratégique. D'autant que le rapport à des normes humanitaires associé au pouvoir des nations occidentales constitue une ressource majeure de l'émergence des phénomènes insurrectionnels contemporains, qu'il s'agisse de les exploiter pour réclamer une ingérence occidentale, ou au contraire, en précipiter la fin. David Betz rappelle le contraste

¹⁵⁶ NICOLAS (Guy), « De l'usage des victimes dans les stratégies politiques contemporaines », *Cultures & Conflits* 8: 129-163, 1992-1993.

¹⁵⁷ BOB (Clifford), *The Marketing of Rebellion: Insurgents, Media, and International Activism* Cambridge: Cambridge University Press, 2005.

¹⁵⁸ VENNESSON (Pascal), « Les "Réalistes" contre les interventions : arguments, délibérations et politique étrangère », *Annuaire français des relations internationales*, vol. 2, Bruxelles, Bruylant, 2001 pp. 234-235.

¹⁵⁹ SCOTT (James C.), *op. cit.*

¹⁶⁰ SALAME (Ghassan), *Appels d'Empire, ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris : Fayard, 1996.

¹⁶¹ BOUGAREL (Xavier), *Bosnie, Anatomie d'un conflit*, Fayard, 2001.

¹⁶² FINNEMORE (Martha), « Constructing Norms of Humanitarian Intervention » in KATZENSTEIN (Peter J.) (ed.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York: Columbia University Press, (pp. 153-185), 1996.

¹⁶³ KECK (Margaret) et SIKKINK (Kathryn), *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca: Cornell University Press, 1998.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

structurel entre insurgés et contre-insurgés que Callwell avait identifié dès la fin du XIX^{ème} siècle : « *the fundamental asymmetry between insurgency and counterinsurgency lies in the fact that, while tactics favour the regular army, strategy favours the irregular*¹⁶⁴. »

Ainsi, la question même du « retournement » des tribus sunnites d'Al Anbar contre les jihadistes d'Al Qaïda en Irak (AQI), pose la question des conséquences complexes, à l'échelle du monde arabo-musulman, de l'émergence de l'enchevêtrement de « stratégies victimaires » croisées. Ainsi, alors qu'AQI a, comme tout autre groupe insurgé moderne, mené en une campagne victimaire relayée par les chaînes arabes, et consistant à provoquer des représailles sur les civils devant frapper de discrédit la puissance américaine et provoquer leur départ, l'inverse se serait finalement produit. En effet, faut-il voir dans le « retournement » des tribus sunnites d'Al Anbar une simple rupture entre deux grandes mouvances sunnites et anti-américaines ? Plusieurs commentateurs de la région ont rapporté l'hypothèse beaucoup plus audacieuse d'un divorce des opinions arabes avec les méthodes d'un groupe comme AQI, consistant à provoquer des représailles toujours plus massives de l'appareil militaire américain. La prise de conscience du gâchis humain suscité par ces « stratégies victimaires » illimitées, aurait été alimentée par des débats théologiques sur la question des normes humanitaires de l'Islam sous l'égide notamment de Sayyed Imam 'Abdulaziz ash-Sharif, plus connu sous le nom de « *Dr. Fadl* ». Ce théologien égyptien, ancien maître à penser d'Ayman Az-Zawahiri et d'Oussama Ben Laden, aurait ainsi prêché avec succès l'abandon de ce type de *jihad*, discrédité pour son irrespect de la vie de civils musulmans¹⁶⁵.

Or, se montrer au monde en tant que « *nation martyre* », c'était aussi poser la trame morale d'une certaine conception de la citoyenneté¹⁶⁶. Au Kosovo, être de la frange non-violente du mouvement nationaliste albanais n'a jamais signifié simplement vouloir se rendre « fréquentable » aux yeux des décideurs internationaux, c'était aussi œuvrer activement contre une tradition de vendettas familiales qui continuait de saboter l'unité nationale.¹⁶⁷ Au Timor oriental, passer d'un mouvement armé marxiste de libération nationale – d'abord contre les partisans d'une décolonisation plus lente, puis contre les troupes d'occupation indonésienne – à un mouvement civil de réconciliation nationale sous la bannière de l'Eglise catholique, a représenté bien plus qu'une entreprise de séduction des opinions publiques occidentales. Il s'agissait plutôt de l'entreprise consciente de constitution d'une citoyenneté timoraise *moderne*. Dans un pays où la construction du sentiment national contre les logiques centrifuges d'appartenances locales, avait été un « *chantier prioritaire* » des commissaires politiques du FRETILIN¹⁶⁸, ce changement était, comme au Kosovo, essentiel. Ces deux cas font écho à ceux des Territoires palestiniens et du Kurdistan irakien où deux partis nationalistes se sont longtemps opposés sur le thème de la permanence des allégeances dites « traditionnelles » contre la rénovation modernisatrice (islamiste ou socialiste). Les modes opératoires de la lutte indépendantiste, et par conséquent, de la lutte insurrectionnelle, n'ont donc pas toujours été choisis, loin s'en faut, sur le seul examen de leur efficacité présumée.

Les mouvements d'insurrection à échelle mondiale alimentent ainsi un sentiment d'appartenance fondé sur le langage commun d'une « *nationalité morale* » qui se forge sur l'histoire longue d'insurrections déterritorialisées. Plutôt que d'une ethnographie des tribus montagnardes, largement réifiée et d'une valeur scientifique douteuse, la COIN aurait sans doute besoin de cette « *ethnographie cosmopolite, ou macroethnographie*¹⁶⁹ » réclamée d'urgence par Arjun Appadurai et qui permettrait de saisir de manière concrète « *l'impact de la déterritorialisation sur les ressources imaginaires locales* »¹⁷⁰. C'est aussi la raison pour laquelle on peut s'interroger, au vu de la profondeur des constructions identitaires en jeu à l'échelle de la longue durée des interactions insurrectionnelle, sur la validité opérationnelle des instruments de la « *Fourth generation warfare* » de Thomas Hammes¹⁷¹. Selon lui, en effet,

¹⁶⁴ BETZ (David), *op. cit.*

¹⁶⁵ WRIGHT, Lawrence, « The Rebellion Within, An Al Qaeda mastermind questions terrorism », *The New Yorker*, 2 juin 2008.

¹⁶⁶ JEPPEPERSON, Ronald L., WENDT, Alexander, and KATZENSTEIN, Peter J. (1996), "Norms, Identity, and Culture in National Security" in KATZENSTEIN (Peter J.) (ed.) *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press.

¹⁶⁷ REITAN (Ruth), "Strategic Nonviolent Conflict in Kosovo", *Peace & Change* Volume 25. Issue 1, janvier 2000. p. 70.

¹⁶⁸ *Frente Revolucionaria de Timor Leste Independente* fondé en 1974 par l'élite indépendantiste « progressiste » du Timor Oriental, alors colonie portugaise en voie d'émancipation « encadrée » par la République portugaise.

¹⁶⁹ APPADURAI (Arjun), *Après le colonialisme*, Payot & Rivages, Paris, 2001. (première édition française), p. 93.

¹⁷⁰ *ibid.* p. 94.

¹⁷¹ HAMMES (Thomas), *op. cit.* p. 2.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

l'essentiel de l'innovation opérationnelle réside dans le fait que l'insurgé pratique désormais des opérations d'information (InfoOps) en direction de ses adversaires gouvernementaux : « *specific messages are targeted toward policymakers and those who can influence them. Although tailored for various audiences, each message is designed to achieve the basic purpose of war: to change an opponent's political position on a matter of national interest*¹⁷². » La contrepartie – des contre-insurgés vers les insurgés – est-elle vraie ? Les exemples développés dans la seconde et la troisième partie de cet ouvrage permettent d'en douter, tant les stratégies contre-insurrectionnelles semblent superficielles et éphémères en comparaison de ces véritables mouvements sociaux à l'échelle internationale que représentent les insurrections contemporaines.

5. L'« autre » de l'insurrection post-maoïste : la persistance d'insurrections et de contre-insurrections « maoïstes »

Certes, pour jouer sur la scène médiatique mondiale et prétendre en exploiter les normes humanitaires à son profit, il faut en gagner l'accès. Or, ce n'est pas le moindre des paradoxes que certains mouvements insurrectionnels majeurs aient singulièrement échoué à se promouvoir sur la scène mondiale de la compassion. Sur ce « *marché de la morale* » comme l'a surnommé le sociologue Clifford Bob, il existe un brutal contraste entre les causes insurgées qui ont su formuler leur lutte en des termes moraux universels, à savoir, un discours civil, victimaire et largement dépolitisé, et d'autres, qui, du fait souvent de leur organisation de type maoïste, n'ont pas formulé une « stratégie d'extraversion » leur permettant de capter la ressource discursive de la norme globalisée. Le contraste, par exemple, entre les rebelles du Darfour et ceux du Tchad voisin, est particulièrement éloquent. Quant à la différence de traitement médiatique des deux génocides qui ont ensanglanté, tour à tour, les Etats jumeaux que sont le Rwanda et le Burundi voisins, elle est une illustration saisissante du caractère souvent arbitraire du traitement médiatique de l'actualité.

Or, ce sont généralement les mouvements les plus structurés qui ont le plus de difficulté à se porter sur la scène de ces guerres identitaires. Il en est ainsi des Tigres Tamouls du Sri Lanka, qui, jusqu'à leur écrasement en 2008, pouvaient s'appuyer sur un appareil militaire considérable, et une diaspora très engagée. Enfin, à l'exception du mouvement palestinien, les insurrections arabo-musulmanes semblent généralement se cantonner aux enjeux « moraux » de l'espace public spécifiquement islamique, par le biais le plus souvent, des chaînes télévisées du Golfe persique et des grandes universités du monde arabe. Seule exception sans doute, les groupes insurgés du Darfour, *tous musulmans*, sont demeurés entièrement l'apanage de réseaux de soutien occidentaux au discours parfois anti-islamique¹⁷³.

Quelques rares mouvements de type maoïste – qu'ils revendiquent ou non ce qualificatif – apportent une contradiction convaincante à la COIN comme à un post-maoïsme désormais dominateur. Certains groupes insurgés ont su remporter des victoires tout en demeurant fidèles aux principes organisateurs de l'insurrection de type maoïste. C'est notamment le cas des insurgés népalais, qui ont pu accéder à un pouvoir partagé à la suite d'un accord de paix et d'élections libres en 2007 alors même qu'ils n'avaient guère sollicité le moindre soutien d'une hypothétique opinion publique internationale¹⁷⁴. De même, les groupes naxalistes en Inde semblent connaître un regain notable d'activités dans les campagnes de l'est du Deccan.

Cependant, l'écrasement par la force, ces dernières années, de plusieurs mouvements insurgés actifs de longue date, a semblé renforcer l'opinion des opposants militaires à la COIN qui, les colonels Gentile ou Peters¹⁷⁵

¹⁷² *ibid.* p.2

¹⁷³ PRUNIER (Gérard), *Le Darfour, un génocide ambigu*, Paris : La table ronde, 2005.

¹⁷⁴ International Crisis Group, « Nepal's Election and Beyond », *Asia Report N°149, Katmandou/Bruxelles*, 2 Avril 2008.

¹⁷⁵ Voir GENTILE (Colonel Gian P.), « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army », *Sécurité globale*, n° 10/Hiver 2009-2010 ou PETERS (Ralph), « COIN lies we love: Dissecting the myth that the military has only a supporting role », *Armed Forces Journal*, avril 2009.

Disponible sur : <http://www.armedforcesjournal.com/2009/04/3978447/>

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

rappellent, en reprenant une formule célèbre de Harry Summers, que « *a war is a war is a war*¹⁷⁶. » La diffusion de plus en plus fréquente par les télévisions mondiales, des corps de leaders insurgés tombés sous les bombardements en est l'illustration même. L'élimination du leader tchéchène Dzhokhar Dudayev en 1996, celle de Sheikh Yassine en mars 2004 suivie de celle son successeur à la tête du Hamas, Abdel Azziz Ar-Rantissi le mois suivant, puis de celle du leader tamoul Vellupilai Prabhakaran en mai 2009, ou encore celle « Mono » Jojoy, leader des FARC, en septembre 2010 sont quelques exemples d'une longue liste d'insurgés de haut rang tombés sous les coups d'une « *attrition* », si souvent critiquée par les apôtres de la COIN¹⁷⁷.

Or, c'est surtout par ses synthèses modernes que le modèle maoïste présente certains des mouvements insurgés les plus efficaces. Il en est ainsi du Front patriotique rwandais, arrivé au pouvoir en 1994 durant les derniers jours du génocide. Ce parti représente une hybridation sans doute la plus aboutie entre un parti organisé selon le modèle « maoïste », autoritaire et nationaliste, et un mouvement qui a su jouer très habilement de « stratégies victimaire » complexes, et ce notamment, au cours de sa guerre de conquête du pouvoir depuis ses replis ougandais, et ce durant le génocide lui-même. Ces stratégies ont continué de fonctionner et de garantir au pays un soutien sans commune mesure avec son importance stratégique tout au long des deux guerres du Congo Kinshasa, entre 1996 et 2002¹⁷⁸. Le *Mouvement Justice et Egalité* (MJE) du Darfour, s'il n'est pas à proprement parler organisé sur le modèle maoïste, constitue également l'illustration d'un groupe sachant habilement manier la coercition en interne et l'image victimaire en externe¹⁷⁹. Le MJE est longtemps demeuré un partenaire privilégié de la plupart des pays occidentaux, à la faveur de la médiatisation des violations de droits humains par les alliés du régime de Khartoum dans cette région. Il a ainsi en effet pleinement bénéficié (jusqu'au rapprochement tchado-soudanais de 2010) d'une combinaison savante entre ses propres méthodes d'extraction des richesses au Tchad et au Darfour soudanais par la pratique d'un banditisme très brutal, tout en jouant sur le mouvement d'opinion « *Save Darfur* », à l'origine de contre-vérités historiques et statistiques que Mahmood Mamdani a analysées dans le détail¹⁸⁰.

Conclusion - Choix de la violence et mémoires insurgées

Objet à l'abord complexe, la « sociologie de la contre-insurrection », constitue, on l'a vu, une équation à plusieurs inconnues. Il a par conséquent été abordé sous plusieurs angles selon un cheminement itératif qui a permis de reconnaître quelques zones d'ombre et questions récurrentes.

« Sociologie de la contre-insurrection », l'expression a de prime abord constitué une invitation à approcher, en quelques pages, la sociologie du rapport de l'armée américaine en particulier, mais aussi des armées occidentales en général, à l'objet ambigu et craint que représente la pratique de la guerre irrégulière pour des armées formées selon les dogmes fondateurs de la doctrine clausewitzienne. Cette sociologie du rapport des armées à l'objet « contre-insurrection » a également consisté à envisager les rapports de pouvoir, notamment épistémologiques, à l'œuvre dans l'émergence d'une contre-insurrection réhabilitée, et on sait que les retours en grâce sont toujours éphémères. Surtout, ces deux angles d'approche combinés ont pu dessiner en creux, l'histoire longue d'une réticence des armées américaines à intégrer les dimensions politiques de son action, dans la définition de la menace comme dans la prise en charge de tâches spécifiques d'ingénierie politique et de stabilisation. A partir de cette vue d'ensemble de la sociologie proprement militaire de l'institution imaginaire de la contre-insurrection, il a été possible d'approcher les causes d'une occultation complexe de la sociologie propre des mouvements insurgés dans la science militaire spécifiquement américaine, et ce malgré, la vogue actuelle de la COIN.

¹⁷⁶ Souvent cité à partir d'une référence de THOMPSON (Loren B.) (ed.), *Low Intensity Conflict. The Pattern of Violence in the Modern World*, Lexington: Lexington Books, 1989.

¹⁷⁷ Voir par exemple les leçons dressées par l'armée indienne du « modèle sri-lankais » : « Fundamentals of Victory against terror Sri Lankan Example », *Indian Defence Review*, Août 2009.

Disponible sur : http://www.priu.gov.lk/news_update/Current_Affairs/ca200908/20090825fundamentals_of_victory.htm

¹⁷⁸ KUPERMAN (Alan, J.), *The limits of humanitarian intervention: genocide in Rwanda*, Washington D.C.: Brookings Institution Press, 2001.

¹⁷⁹ MARCHAL (Roland), « Tchad/Darfour : Vers un système de conflits », *Politique africaine*, N°102. pp.134-154, 2007.

¹⁸⁰ MAMDANI (Mahmood), *op. cit.*

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Cette « zone grise » d'une école de contre-insurrection qui pourtant fonde son action et ses discours sur le postulat de la centralité du politique a pu faire l'objet d'une exploration méthodique, à travers ses rapports avec les enseignements traditionnels de la contre-insurrection classique, avec une sociologie universitaire d'abord très hostile puis pourvoyeuse d'enseignements somme toute fort voisins des « meilleures pratiques » des grands anciens de l'époque coloniale. Enfin, face à la résilience du modèle maoïste telle qu'elle se manifeste dans les manuels contemporains de contre-insurrection, une tentative d'approche alternative des insurrections modernes a été tentée.

Ainsi, il est apparu qu'au tabou affectant le fait politique dans les armées américaines, s'ajoutait une approche superficielle de l'insurrection postulant le caractère armé de ces types de mobilisation collective politiques. Après avoir exploré les caractéristiques principales et certaines apories du paradigme nouveau du post-maoïsme, il est finalement apparu nécessaire de s'appuyer sur les catégories sociologiques dites de la « *mobilisation des ressources* » (Tilly) afin de proposer une grille d'interprétation des comportements d'acteurs, et partant, des dynamiques de changement et de diversité dans les insurrections modernes. L'apport constructiviste est alors apparu essentiel à la lecture d'insurrections « identitaires » dont les enjeux consistent de plus en plus à capter les ressources symboliques des normes humanitaires inspirées du droit international ou du droit coranique, et véhiculées sous des formes narratives complexes et changeantes, par les principaux médias occidentaux ou spécifiquement arabophones.

Il s'est donc dégagé une image kaléidoscopique des insurrections contemporaines, diverses dans leur usage « à la carte » de la violence ou de la non-violence, et souvent illisibles du fait d'une imbrication très forte entre groupements résistants quasi spontanés et insurrections aux ambitions politiques. De même, il a été possible, avec David Kilcullen, d'explorer la combinatoire existant entre groupes transnationaux actifs à l'interface *stratégique* des conflits contemporains, et les groupements d'échelle tactique rassemblant des combattants « *de terroir* ».

De ce tableau complexe, qui interdit la généralisation, sont ressortis quelques éléments d'« opérationnalisation » concernant les grands mécanismes d'escalade et de désescalade de la violence, ainsi que quelques principes relatifs à la guerre dite « *de négociation asymétrique* », considérée comme la clé de ces « *revirements d'alliance* » qui doivent constituer les points de rupture des « réseaux sociaux » auxquels les nouvelles insurrections sont souvent assimilées.

Il demeure cependant une difficulté à traiter de mécanismes d'usage instrumental de la violence, en vertu desquels il serait possible pour les insurgés de recourir, ou non, à des modalités d'action violente. En effet, le détour par l'étude des « trajectoires identitaires » (Bayart) a permis d'approcher les répertoires spécifiques de nations insurgées nées d'une combinaison d'approches violentes et non-violentes, et dont le principal dispositif discursif a été de se présenter au monde selon des « stratégies victimaires » délibérées. Or, se figurer en tant que « nation martyre », c'est aussi poser la trame d'une certaine conception *morale* de la citoyenneté. C'est également admettre un risque de captation des ressources symboliques du martyre par la frange de la population perçue comme ayant le plus « payé » durant les années de lutte. Au Kosovo, au Sud-Soudan, en Palestine ou encore au Timor oriental, des natifs de certaines régions « plus martyres que d'autres », des vétérans de combats délibérément perdus au nom de la mise en scène victimaire, ou encore des parents des « *martyrs* », constituent le facteur d'instabilité sans doute le plus vif. Leur « faculté » de nuisance aux processus de reconstruction nationale est attestée dans chacun de ces conflits. Liés au langage symbolique du sacrifice, les répertoires politiques d'exigence *morale* qui les caractérisent s'avèrent fort peu soluble dans les compromis quotidiens de la gouvernance *au jour le jour* d'un après-guerre. Les éruptions de violence contre les autorités de transition sous tutorat onusien au Kosovo en 2004 puis au Timor oriental en 2006, la véritable guerre civile qui a éclaté dans la bande de Gaza en 2007, ou encore les heurts réguliers entre groupes sud-soudanais depuis 2009 dans la – probable – zone frontalière avec le Soudan du nord, en sont quelques illustrations manifestes¹⁸¹.

On peut donc convenir que si les modes opératoires de l'insurrection sont toujours tirés d'un « répertoire d'action » donné, en vertu d'abord de leur efficacité supposée, le choix de se constituer en insurrection armée est lourd de conséquences, non seulement militaires, mais surtout identitaires. Choisir la non-violence ou la lutte armée,

¹⁸¹ Voir : International Crisis Group, « Collapse in Kosovo », *Europe Report N°155*, 22 Apr 2004 et « Resolving Timor-Leste's Crisis », *Asia Report N°120*, 10 octobre 2006.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

la citoyenneté civique ou l'élitisme révolutionnaire, c'est adopter des normes décisives pour la nation à naître – et poser ainsi les fondations d'une « nationalité morale¹⁸². » Il faut donc avec Peter van der Veer, prendre toute la mesure de la « violence as [...] a "total" social phenomenon. As Marcel Mauss explains in *The Gift*, "these phenomena are at once legal, economic, religious, aesthetic, morphological and so on"¹⁸³. » Les « micro-fondations de la violence¹⁸⁴ » dans les guerres civiles (Kalyvas) sont un héritage intime qu'une insurrection victorieuse traînera longtemps avec elle, et ce parfois, jusque dans les recoins les plus lointains de la mémoire du peuple « libéré » ou « indépendant ». L'historien George Mosse a ainsi montré les conséquences symboliques de longue durée causée par la « brutalisation des sociétés européennes¹⁸⁵ » dans les conflits du XX^e siècle. Toujours à l'échelle des mémoires collectives, James Scott a montré comment la violence euphémisée des « armes des faibles » contribue également à fonder les termes d'un discours identitaire spécifique. Celui-ci peut d'ailleurs être rapproché des histoires parallèles développées par l'école des « *subaltern studies* » post-coloniales. L'historien Ranajit Guha, parle ainsi des rémanences contemporaines d'une « prose de contre-insurrection¹⁸⁶ » qui constitue selon lui la matrice contemporaine de l'administration et du cadastre de l'Inde, son pays, pourtant « libéré » il y a plus d'un demi-siècle...

Bibliographie du chapitre 1

- APPADURAI (Arjun), *Après le colonialisme*, Payot & Rivages, Paris, 2001 (première édition française).
- BAYART (Jean-François), *Le gouvernement du monde : une critique politique de la mondialisation*, Paris : Fayard, 2004.
- BAYART (Jean-François), « L'historicité de l'Etat importé », *Les Cahiers du CERI*, Paris, n°15 – 1996.
- BERMAN (Bruce) et LONSDALE (John), *Unhappy Valley – Conflict in Kenya and Africa*, Londres: Longman, 1992.
- BERQUE (Jacques), *Opera Minora, Vol. 1 Anthropologie juridique du Maghreb (période dans l'administration)*, Paris : Éditions Bouchène, 2001.
- BOB (Clifford), *The Marketing of Rebellion: Insurgents, Media, and International Activism*, Cambridge: Cambridge University Press, 2005.
- BOOT (Max), *The Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*, New York: Basic Books, 2002.
- BORGES (Jorge Luis), « Pierre Ménard, auteur du Quijote », *Fictions*, Paris : Gallimard, 1974 (première édition argentine en 1944).
- CALLWELL (Colonel C. E.), *Small Wars, Their Principles and Practice*, Bison Books, Lincoln (Nebraska), 1996 (première édition britannique, 1896).
- CHALIAND (Gérard), *Les guerres irrégulières (XX^e—XXI^e siècle)*, Paris : Gallimard, 2008.
- CLARK (Howard), *Civil resistance in Kosovo*, Londres: Pluto Press, 2000.
- COLLIER (Paul) et HOFFLER (Anke), « Greed and Grievance in Civil War », *Policy Research Paper no. 2355*, The World Bank, 2000.
- COTTON (James), *East Timor, Australia and Regional Order: Intervention and Its Aftermath in Southeast Asia*, 2004.
- DAVIDSON (Janine), « Principles of Modern American Counterinsurgency: Evolution and Debate » *Brookings Counterinsurgency and Pakistan Paper Series*, The Brookings Institution, New York, 2009.

¹⁸² Berman et Lonsdale parlent pour leur part de « moral ethnicity ». BERMAN (Bruce) and LONSDALE (John), *op. cit.*

¹⁸³ VAN DER VEER (Peter), « The Victim's Tale: Memory and Forgetting in the Story of Violence » in DE VRIES, Hent, and WEBER (Samuel), *Violence, Identity and Self-Determination*, Stanford: Stanford University Press, 1997. p. 199

¹⁸⁴ KALYVAS (Stathis), « The Sociology of Civil Wars: Warfare and Armed Groups », unpublished paper, New Haven, CT: Department of Political Science, Yale University, novembre 2003.

¹⁸⁵ MOSSE, (George), *La Brutalisation des sociétés européennes. De la Grande Guerre au totalitarisme*, Paris : Hachette littérature, 2000 (première édition française).

¹⁸⁶ APPADURAI (Arjun), *op. cit.* p. 177.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- DE VRIES (Hent), WEBER, (Samuel), *Violence, Identity and Self-Determination*, Stanford: Stanford University Press, 1997.
- DOBBINS (James) (ed.) *America's Role in Nation Building. From Germany to Iraq*, Santa Monica (Californie): RAND Corporation, 2003.
- DUNN (James), *East Timor, a People Betrayed*, Sydney: ABC Books, 1996.
- ENZENBERGER (Hans Magnus), *La grande migration, suivie de Vues sur la guerre civile*, Gallimard, Paris, 1995.
- FEARON (James), LAITIN (David), « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review* 97, 1, 75-90, février 2003.
- FINNEMORE (Martha), « Constructing Norms of Humanitarian Intervention » in KATZENSTEIN (Peter J.) (ed.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York: Columbia University Press, (pp. 153-185), 1996.
- FISCHEL (John T.), MANWARING (Max G.), « The SWORD Model of Counterinsurgency: A Summary and Update » – John T. Fishel and Max G. Manwaring. Document téléchargeable sur : <http://smallwarsjournal.com/blog/2008/12/the-sword-model-of-counterinsu/>
- FILKINS (Dexter), *The Forever War*, New York: Alfred A. Knopf, 2008.
- GALULA (David), *La Contre-insurrection, Théorie et Pratique*, Paris : Economica, 2008 (réédition).
- GENTILE (Colonel Gian P.), « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army », *Sécurité globale*, n° 10/Hiver 2009-2010.
- GORDON (Michael R.), « The 2000 Campaign: The Military; Bush Would Stop U.S. Peacekeeping in Balkan Fights. » *The New York Times*, 20 octobre 2000
- GREENLEES (Don) et GARRAN (Robert), *Deliverance: The Inside Story of East Timor's Fight for Freedom*, Crow's Nest (N.S.W.): Allen & Unwin, 2002.
- GRENIER (John), *The First Way of War: American War Making on the Frontier, 1607- 1814*, Cambridge: Cambridge University Press, 2005.
- HAMMES (Thomas X.), « Insurgency: Modern Warfare Evolves into a Fourth Generation », *Strategic Forum*, Institute for National Strategic Studies - National Defense University, no. 214, janvier 2005. <http://www.ndu.edu/inss>.
- HANNOYER (Jean), *Guerres civiles. Economies de la violence, dimensions de la civilité*, Karthala – CERMOC, Paris – Beyrouth, 1999.
- HASHIM (Ahmad S.), *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*. Ithaca: Cornell University Press, 2006.
- HIBOU (Béatrice), « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale* n°1 - automne 1998.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Collapse in Kosovo », *Europe Report N°155*, 22 Apr 2004.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP « Resolving Timor-Leste's Crisis », *Asia Report N°120*, 10 octobre 2006.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Nepal's Election and Beyond », *Asia Report N°149*, Katmandou/Bruxelles, 2 Avril 2008.
- JEPPERSON (Ronald L.), WENDT (Alexander), and KATZENSTEIN (Peter J.), "Norms, Identity, and Culture in National Security" in KATZENSTEIN (Peter J.) (ed.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York: Columbia University Press, 1996.
- KALDOR (Mary), *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*, Cambridge: Polity Press, 1999.
- KALYVAS (Stathis), « The Sociology of Civil Wars: Warfare and Armed Groups », unpublished paper, New Haven, CT: Department of Political Science, Yale University, novembre 2003.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- KALYVAS (Stathis), *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2006.
- KECK (Margaret) et SIKKINK (Kathryn), *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca: Cornell University Press, 1998.
- KILCULLEN (David), « Counterinsurgency Redux », *Survival*, 48, no. 4, pp. 111-130, 2006.
- KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Londres: Hurst, 2009.
- KLARE (Michael T.) and KORNBLUH (Peter) (eds), *Low Intensity Warfare, Counterinsurgency, proinsurgency and antiterrorism in the eighties*, New York: Pantheon Books, 1988.
- KUPERMAN (Alan, J.), *The limits of humanitarian intervention: genocide in Rwanda*, Washington D.C.: Brookings Institution Press, 2001.
- KUPERMAN (Alan J.), « The Moral Hazard of Humanitarian Intervention: Lessons from the Balkans », *International Studies Quarterly*, Volume 52, Issue 1, pp. 49–80, mars 2008.
- LAQUEUR (Walter), *Guerrilla Warfare. A Historical and Critical Study*, Boston: Little, Brown, 1976.
- LEGRAIN (Jean-François), *Internet et histoire : les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa*, Lyon : Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 2004.
- LITTLE (Allan), « Moral Combat: NATO at War » *A BBC2 Special (documentaire filmé)*, 12 March 2000.
- MACKINLAY (John), *The Insurgent Archipelago*, Hurst, Londres, 2009.
- MAMDANI (Mahmood), *Saviors and Survivors, Darfur, Politics and the War on Terror*, New York: Random House, 2009.
- MARCHAL, (Roland), « Tchad/Darfour : Vers un système de conflits », *Politique africaine*, N°102. pp. 134-154, 2007.
- MCADAM (Doug), TARROW (Sidney) et TILLY (Charles), *Dynamics of Contention*, Cambridge: Cambridge University Press, 2001.
- MOSSE, (George), *La Brutalisation des sociétés européennes. De la Grande Guerre au totalitarisme*, Paris : Hachette littérature, 2000 (première édition française).
- NAGL, (John A.), *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago: Chicago University Press, 2005.
- NICOLAS (Guy), « De l'usage des victimes dans les stratégies politiques contemporaines », *Cultures & Conflits* 8: 129-163, 1992-1993.
- NINER (Sarah), « A long journey of resistance: The origins and struggle of the CNRT » in Richard Tanter, Mark Selden, Stephen Shalom (eds) *Bitter Flowers, Sweet Flowers: East Timor, Indonesia and the World Community*. Lanham (Mar.): Rowman & Littlefield, 2001.
- OLSSON (Christian), « Contre-insurrection et « responsabilité de protéger » : panacée ou supercherie ? », *Sécurité globale*, n° 10/Hiver 2009-2010.
- O'NEILL (Bard), *Insurgency and Terrorism. Inside Modern Revolutionary Warfare*, Dulles (Virginie): Brassey's, 1990.
- OWENS (Patricia), « Theorizing Military Intervention », *International Affairs*, Vol. 80 Issue 2, mars 2004.
- PETERS (Ralph), « COIN lies we love: Dissecting the myth that the military has only a supporting role », *Armed Forces Journal*, avril 2009 (édition électronique). Disponible sur: <http://www.armedforcesjournal.com/2009/04/3978447/>
- PETRAEUS (David H.) et AMOS (James F.), *Field Manual No. 3-24 Counterinsurgency*, Headquarters, Department of the Army, Washington, DC, décembre 2006.
- POLK (William R.), *Violent Politics. A History of Insurgency, Terrorism & Guerilla War, from the American Revolution to Iraq*, New York: Harper Perennial, 2008.
- PRUNIER (Gérard), *Le Darfour, un génocide ambigu*, Paris : La table ronde, 2005.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- PULA, Besnik, « The emergence of the Kosovo "parallel state," 1988–1992 » *Nationalities Papers*, Volume 32, Number 4 / December 2004, 797 – 826.
- REES (Edward), « Under Pressure. FALINTIL – Forças de Defesa de Timor Leste. Three Decades of Defence Force Development in Timor Leste ». *Geneva Center for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) Working Paper 139*. Genève: avril 2004.
- REINECK (Janet), « Seizing the Past, Forging the Present: Changing Visions of Self and Nation among the Kosova Albanians. », *Anthropology of East Europe Review*. Vol. 11, Nos. 1-2 Autumn 1993.
- REITAN, (Ruth), « Strategic Nonviolent Conflict in Kosovo », *Peace & Change*, Volume 25, Issue 1, janvier 2000.
- RISSE-KAPPEN, (Thomas), (ed.) « Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions », Cambridge : Cambridge University Press. 1995.
- ROBERTS (Adam), « NATO's "humanitarian war" over Kosovo » *Survival*, vol.41, n°3: pp. 102-123, Autumn 1999.
- RUGOVA (Ibrahim), *La question du Kosovo*. Entretiens réalisés par Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche, Paris : Fayard, 1994.
- RUSEK (Benjamin) and IGRAO (Charles), « The "Mortar Massacres": A Controversy Revisited » *Nationalities Papers*, Vol. 32, No. 4, December 2004.
- SALAME (Ghassan), *Appels d'Empire, ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris : Fayard, 1996.
- SELLIN (Corentin) (ed.), *Résistances, insurrections, guérillas*, Les géopolitiques de Brest, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010.
- SCHWANDNER-SIEVERS (Stephanie), « The enactment of tradition. Albanian constructions of identity, violence and power in times of crisis » in SCHMIDT (Bettina E.), SCHROEDER (Ingo W.) (eds), *Anthropology of Violence and Conflict*, London : Routledge, 2001.
- SHEEHAN (Neil), *A Bright Shining Lie: John Paul Vann and America in Vietnam*, New York: Vintage, 1989.
- SMITH (Rupert), *The Utility of Force. The Art of War in the Modern World*, Penguin, Londres, 2005.
- STANLEY (Manfred), « The Turn to Violence: A Sociological View of Insurgency », *International Journal of Comparative Sociology*, Volume 8 (2): 232, September 1967.
- TARROW (Sidney G.) (2000), « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, N°38-39, Été/automne 2000.
- TILLY (Charles), « War Making and State Making as Organized Crime » in EVANS, (Peter),
- RUESCHEMEYER (Dietrich), and SKOCPOL (Theda), *Bringing the State Back In*. Cambridge: Cambridge University Press, 1985.
- TILLY (Charles), *La France contestée*, Fayard, Paris, 1986 (trad. française).
- TRINQUIER (Roger), *La guerre moderne*, Paris: La Table Ronde, 1960
- VAN DER VEER (Peter), « The Victim's Tale: Memory and Forgetting in the Story of Violence » in DE VRIES, Hent, and WEBER (Samuel), *Violence, Identity and Self-Determination*, Stanford: Stanford University Press, 1997.
- WAKIN (Eric), *Anthropology Goes to War: Professional Ethics and Counterinsurgency in Thailand*, *University of Wisconsin Center for Southeast Asian Studies, Madison (WI) Monograph*, No. 7, Madison, 1992.
- WEINSTEIN (Jeremy), *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, New York: Cambridge University Press, New York, 2006
- WENDT (Alexander), *Social Theory of International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999.
- WEST (Bing), *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, New York: Random House, 2008.
- WIEVIORKA (Michel), *La violence*, Paris : Hachette, 2005.

■ CHAPITRE II : DOCTRINE, STRATEGIE ET PRATIQUES DE LA CONTRE-INSURRECTION EN AFGHANISTAN

Introduction

A partir de 2006-07, les gouvernements occidentaux ont reconnu publiquement l'ampleur de la crise afghane. Pour reprendre les propos du ministre australien de la défense, Joël Fitzgibbon, "*We are winning the battles and not the war, in my view.*"¹⁸⁷ L'enjeu de la guerre en Afghanistan apparaît important aux élites occidentales à deux titres au moins. Premièrement, l'intervention occidentale devait sceller la vocation de l'OTAN comme gendarme global du système international. Aujourd'hui, la crédibilité de l'organisation est en question comme en témoignent les tensions actuelles entre les pays membres. Robert a ainsi affirmé : "*The Afghanistan mission has exposed real limitation in the way the alliance is organized, operated and equipped, due to the way various allies view the very nature of the alliance in the 21st century*"¹⁸⁸ ». Deuxièmement, l'aggravation de la crise en Afghanistan a des répercussions majeures sur les pays voisins, en particulier sur le Pakistan, où une guerre civile à basse intensité déstabilise le Baloutchistan et la Khyber Pakhtunkhwa et, de plus en plus, le Pendjab.

Cette prise de conscience a conduit les Etats-Unis à revoir fondamentalement leur stratégie, notamment avec l'arrivée d'une nouvelle administration en 2008 et la multiplication des *strategic reviews*. La stratégie de contre-insurrection proposée par le général McChrystal à l'été 2009 est le moment décisif de cette réorientation. Conçue par une équipe sans expérience de la société afghane, la stratégie n'a pas produit les effets escomptés et, à l'été 2010, on constate une dégradation générale de la situation politique et militaire. Il est peu probable que le remplacement de McChrystal par Petraeus apporte une révision radicale dans la conduite de la guerre, même si ce dernier insiste sur l'importance des opérations militaires proprement dites et pose comme objectif l'écrasement militaire de l'insurrection. Avec les délais imposés par le pouvoir politique, la coalition occidentale s'est enfermée dans une situation de plus en plus inextricable au point que la négociation avec les Taliban apparaît comme la moins mauvaise option à la plupart des spécialistes. Quoi qu'il en soit, les buts fixés initialement, à vrai dire variables selon les moments et les interlocuteurs, ne seront jamais atteints : l'Afghanistan n'a jamais été aussi loin d'être une démocratie, le *state building* a été un échec retentissant et la frontière afghano-pakistanaise est hors contrôle. Comprendre les raisons de cet échec reste important pour deux raisons au moins. D'une part, cet échec, parce qu'il était prévisible, interroge la capacité des armées occidentales à comprendre ce type d'environnement et à tirer profit de l'expertise existante pour adopter des politiques crédibles. D'autre part, certaines erreurs sont, jusqu'à un certain point, rectifiables, ce qui peut faciliter l'inévitable phase de retrait.

Au-delà de la formulation d'une nouvelle doctrine, quelle est la capacité d'adaptation de la coalition ? Jusqu'à présent, un des aspects problématiques du fonctionnement de la coalition est l'absence de réactivité devant les problèmes analysés et connus. La coalition est une machine bureaucratique d'abord orientée vers sa propre gestion, il est vrai particulièrement complexe, et non vers la résolution de problèmes. Ce n'est pas un hasard si les responsables définissent toujours les succès par les *inputs* (plus de moyens ou meilleure coordination) et jamais les *outputs* (progrès contre l'insurrection). Parmi d'autres exemples, je mentionnerai seulement la logistique et le *turn-over* des officiers. Premièrement, il est de connaissance commune depuis des années que la logistique de l'OTAN est un désastre au moins pour deux raisons. Les Taliban rackettent les entreprises en charge de la logistique, la coalition finance, donc son ennemi. Par ailleurs, les compagnies de sécurité privée en charge de la sécurité des convois sont corrompues et créent souvent des tensions avec la population locale. Pourtant, il a fallu un rapport du Sénat américain (*Warlords, Inc.*), commandé à la suite de la parution d'articles de presse, pour que la question soit officiellement posée. Rien n'indique pourtant que les choses changeront sur le terrain. Deuxièmement, on sait que la rapidité du *turn-over* est un

¹⁸⁷ *The Australian*, 16 décembre 2007.

¹⁸⁸ Propos tenus le 11 décembre à la conférence d'Edinburgh entre les huit pays combattants dans le sud de l'Afghanistan (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Australie, Danemark, Pays-Bas, Estonie, Roumanie) (*International Herald Tribune* du 18 décembre 2007).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

problème majeur, les commandements restent en général six mois (dans le cas des *US Marines*). Tout le monde s'accorde intellectuellement sur la nécessité d'une présence plus longue, mais les intérêts bureaucratiques ont paralysé toute décision en ce sens. Sans vouloir s'inspirer de la colonisation britannique (cinq ans en Inde avant le premier retour !), il est clair qu'une réforme aurait été nécessaire.

Dans un premier temps, j'aborderai les perceptions dominantes dans la coalition à propos de la société afghane, notamment la question des tribus, de la dimension locale de la politique, le rôle de l'Etat, la nature de l'insurrection et la relation entre aide et stabilité politique. Ces obstacles cognitifs expliquent l'élaboration de politiques systématiquement en décalage avec les réalités afghanes. Dans un second temps, j'aborderai la stratégie de contre-insurrection proprement dite, en présentant d'abord les apories théoriques, puis l'échec de la stratégie par le Sud. Enfin, je décrirai les pratiques, à différencier de la stratégie en ce qu'elles sont plus stables dans le temps, plus locales et généralement peu théorisées.

I - Les obstacles cognitifs

Une partie du problème des Occidentaux en Afghanistan est le choix de paradigmes inadaptés pour interpréter les données (elles-mêmes souvent construites à partir de théories largement implicites et donc non contrôlables). Au sein de la coalition, la société afghane est généralement perçue comme pré-politique, constituées d'individus occupée uniquement de questions locales, réagissant principalement à des motivations économiques. En particulier, la population rurale est la seule prise compte, alors que l'urbanisation de l'Afghanistan est bien engagée. Dans une vision finalement très conservatrice, l'Afghanistan rural des notables et des tribus est préféré à la société modernisée et urbaine qui s'est développée depuis quelques décennies. Cette anthropologie imaginaire continue à orienter les prises de décisions de la coalition et à définir les enjeux et les partenaires. Les tribus seraient ainsi un élément majeur du système de pouvoir. L'Etat serait essentiellement rejeté et illégitime, les seules instances acceptables étant locales. Des sommes considérables sont injectées pour « stabiliser » un district. Et, *last but not least*, l'insurrection serait un ensemble de groupes locaux sans stratégie nationale, ni réelle organisation.

1. La tribu imaginaire des stratégies occidentales

Avec la guerre, les tribus sont devenues un lieu commun des discours sur l'Afghanistan. Pour nombre de stratégies, la tribu serait une « identité primordiale » au sens de Geertz (1973), plus stable que le sentiment national ou même religieux et, en conséquence, susceptible d'être manipulée dans le cadre d'une politique de contre-insurrection. Ainsi, le Major Gant, dans son essai, *One Tribe at a Time*, propose une approche de la contre-insurrection centrée sur les tribus. Le Major Gant a une vision « tribale » de l'Afghanistan : « *When one says "Afghan people" what I believe they are really saying is "tribal member". Every single Afghan is a part of a tribe and understands how the tribe operates and why.* », et plus loin : « *The central cultural fact about Afghanistan is that it is constituted of tribes. Not individuals, not Western-style citizens—but tribes and tribesmen. It is my deep belief—and the thesis of this paper — that the answer to the problems that face the Afghan people, as well as other future threats to US security in the region, will be found in understanding and then helping the tribal system of Afghanistan to flourish.* »³ Son travail a reçu l'aval des plus hautes autorités militaires et a probablement influé les pratiques des Forces spéciales américaines¹⁸⁹. Sous une forme plus nuancée, l'idée d'utiliser les tribus contre les Taliban revient régulièrement dans le débat stratégique.

Cette approche repose implicitement sur un paradigme issu de la colonisation britannique qui suggère une interprétation de l'histoire afghane à partir du fait tribal. Celui-ci expliquerait par exemple l'allergie supposée des

¹⁸⁹ Voir l'article hagiographique d'Ann Scott Tyson, « Jim Gant, the Green Beret who could win the war in Afghanistan », *Washington Post* <http://easterncampaign.wordpress.com/>, et notamment ce qu'elle dit de sa réception par la hiérarchie militaire : « *"Maj. Jim Gant's paper is very impressive -- so impressive, in fact, that I shared it widely," Petraeus said, while McChrystal distributed it to all commanders in Afghanistan.* » ou celle de l'amiral Eric Olson, à la tête du Special Operations Command, dans un numéro du Joint Force Quarterly qui décrit le travail de Gant comme « *innovative and bold* » et likely to have « *strategic effects.* », cité dans le même article. Les propos élogieux de Petraeus m'ont été confirmés par un participant à des discussions internes.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Afghans à toute forme de contrôle extérieur et les révoltes qui ont régulièrement menacé l'Etat. Dans la logique des cycles d'Ibn Khaldun, l'action centralisatrice de l'Etat a été opposée à la force centrifuge des tribus dans un "processus récurrent de fusion-fission"¹⁹⁰. Le Yaghistan (Land of Insolence), domaine des tribus insoumises, s'opposerait aux territoires administrés par l'Etat (*hukumat*) ou la puissance coloniale. L'Etat lui-même n'aurait de légitimité qu'en tant qu'expression des tribus provisoirement coalisées. Ce schéma est à première vue convaincant en ce qu'il explique, y compris pour les acteurs eux-mêmes, les jeux politiques dans les régions tribalisées. À Kandahar par exemple, la logique tribale explique la main mise des Popolzai et des Barakzai sur l'économie locale, notamment leur quasi-monopole sur les contrats avec la coalition internationale. Dans certaines compétitions électorales, les affiliations tribales ont un rôle décisif en raison notamment du manque de légitimité des partis. De plus, les tribus ont une reconnaissance institutionnelle, surtout après 2001, car la coalition occidentale et le gouvernement afghan organisent à un rythme soutenu des *jirga* (assemblée tribale) qui reflètent, en principe, le pays « réel » opposé aux institutions représentatives. Enfin, des anthropologues comme Bernt Glatzer ont noté un renouveau des identités tribales après 2001¹⁹¹.

Pourtant, l'historiographie récente met en garde contre une telle interprétation de l'histoire afghane¹⁹². Les tribus ont en fait entretenu avec l'Etat des rapports complexes et changeants, plus souvent de l'ordre de la coopération que de l'affrontement. Dans la période d'avant-guerre, l'Etat n'était guère contesté par les tribus ; celles-ci n'ont d'ailleurs pas initié la rébellion contre le gouvernement communiste en 1979. De façon significative, les populations marginales socialement et géographiquement (Hazaras, Nuristanis), ainsi que certains groupes urbains, ont été les premiers à se révolter. L'un des phénomènes majeurs de ces dernières décennies est précisément la remise en cause de la hiérarchie ethnique jusque-là dominée par les Pachtounes (environ 40% de la population). Signe de cette rupture, certaines figures emblématiques de l'histoire politique récente sont Tajiks (Masud), Uzbeks (Dostum) ou Hazaras (Mazari). Loin de marquer un « retour au tribal », l'entrée en guerre civile à partir de 1979 favorise au contraire l'émergence de nouvelles élites, dont la légitimité est fondée sur l'islam ou sur l'ethno-nationalisme. Enfin, la guerre est un vecteur de politisation : la guerre n'a pas été menée par des chefs tribaux, mais, pour l'essentiel, par des ulémas à la tête de partis politiques et leurs commandants sur le terrain. La guerre a précisément montré le décalage possible entre les leaders militaires et les élites tribales, signalant l'affaiblissement des modalités de révoltes antérieures. Plus personne ne pense sérieusement en Afghanistan que le pouvoir d'Etat puisse reposer sur les tribus pachtounes. Somme toute, la place des tribus dans la tourmente politique de ces trente dernières années est limitée, et une histoire contemporaine de l'Afghanistan qui ferait de la tribu l'acteur de référence du jeu politique n'est pas soutenable.

On se trouve donc à première vue devant deux hypothèses incompatibles : marginalisation des tribus ou retribalisation de l'Afghanistan ? Pour résoudre cet apparent paradoxe, il est important de rappeler que la tribu est un type d'organisation sociale dont la définition, voire l'existence, est l'objet d'un débat théorique et empirique depuis un siècle¹⁹³. Le terme même de tribu conduit en Afghanistan, à de fréquents contresens dans l'élaboration de la contre-insurrection. Au sens le plus large, la tribu est une institution caractérisée par l'idéologie de la parenté¹⁹⁴ mais, sous le vocable synthétique de « tribu », plusieurs concepts sont à distinguer : une identité, une institution, une arène et un acteur. La tribu est une identité en concurrence avec d'autres (religieuse, territoriale, ethnique) ; c'est aussi un ensemble d'institutions notamment une assemblée délibérative (*jirga*), une « police tribale » (*arbakai*), un *khan* (chef

¹⁹⁰ Voir Louis Duprée, *New York Times*, 6 juin 1989, qui utilise ce concept pour décrire la guerre civile.

¹⁹¹ GLATZER (Bernt) "The Pashtun Tribal System", in: G. Pfeffer/D. K. Behera (eds.), *Concept of Tribal Society*, Contemporary Society: Tribal Studies, Vol. 5, New Delhi: Concept Publishers, 2002.

¹⁹² NOELLE (Christine), *State and Tribe in Nineteenth-Century Afghanistan, The reign of Amir Dost Muhammad Khan (1826-1863)*, Curzon, 1997; HANIFI (Shah Mahmoud), *Connecting Histories in Afghanistan*, Ma. Columbia University Press, 2008.

¹⁹³ BARTH (Fredrik), *Political Leadership among Swat Pathans*, London, The Athlone Press, 1959; TAPPER (Richard) "Holier than You : Islam in Three Tribal Societies", in Akbar S. Ahmed, David M. Hart (eds), *Islam in Tribal Societies*, London, Routledge and Kegan Paul, 1984.

¹⁹⁴ La généalogie habituelle classe les tribus afghanes en deux confédérations principales (Durrani et Ghilzai) regroupant des dizaines de tribus divisées en clan. La classification est parfois incertaine ; les clans peuvent s'autonomiser pour devenir des tribus. Cependant, les généalogies sont généralement connues et il n'y a pas d'adoptions d'individus ou de groupes à large échelle comme chez les Kurdes (Bruinessen 1992). Les frontières identitaires sont donc relativement stables dans le temps.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

tribal), un *malek* (intermédiaire avec l'Etat) et des normes juridiques et éthiques (*pashtunwali*). Enfin, la tribu définit une arène, un espace de conflit et de coopération, qui peut devenir un acteur collectif sous certaines conditions.

Les tribus sont progressivement devenues des acteurs locaux, englobés dans des dépendances et des contraintes plus larges. En effet, deux modèles d'organisation coexistent dont l'insertion dans le système politique diffère nettement. Les tribus du Sud, dominées par quelques grandes familles, ont historiquement une relation de coopération avec l'Etat. Dans l'Est, les tribus étaient largement protégées de la pénétration étatique. Paradoxalement, plus les tribus sont institutionnalisées, moins elles peuvent pénétrer les institutions étatiques et plus elles sont soumises aux injonctions des institutions étatiques. Loin d'être extérieures à l'Etat, les tribus en sont un relais, même si des formes réelles d'autonomie peuvent exister, notamment dans le règlement des conflits locaux. En ce sens, les tribus ne représentent pas une alternative politique et se sont révélées incapables d'instaurer un ordre social, lorsque l'Etat a disparu dans les campagnes (puis des villes entre 1992 et 1996). La guerre civile à partir de 1979 ne marque pas une renaissance des tribus comme institutions indépendantes. Contrairement ce que supposent les militaires de la coalition (surtout pendant les premières années), les tribus ne sont pas des entités automatiquement naturelles, stables et légitimes.

Deuxièmement, l'institution tribale est dans une période de transformation accélérée avec l'apparition de chefs moins dépendants de leur communauté et une influence accrue des mullahs dans l'univers tribal. Les tribus ont en grande partie perdu leur spécificité et fonctionnent comme d'autres réseaux de solidarités (*qawm*). L'hypothèse parfois avancée d'une retribalisation de l'Afghanistan depuis 2001 me paraît donc improbable et, à l'inverse, tout laisse envisager l'affirmation d'identités concurrentes, en particulier macro ethniques.

Le rapport entre l'Etat et les tribus est nettement différencié selon les régions mais, dans tous les cas, les tribus sont « produites » par l'Etat, au sens où leur place dans le système politique et leur organisation interne sont une conséquence de l'interaction avec les institutions étatiques qui les englobent et les contraignent. Loin de constituer un élément extérieur au système politique menaçant de l'extérieur la survie de l'Etat, les tribus sont, depuis au moins le milieu du XX^{ème} siècle, une forme locale du pouvoir qui ne peut être comprise que par rapport aux institutions étatiques, y compris quand le mode d'administration fait une place importante à des formes d'auto-administration.

L'Etat afghan s'est construit à partir, et parfois, contre les tribus. Si l'*amir* n'a jamais été le simple représentant des tribus, l'armée afghane a longtemps été une coalition de groupes tribaux. Lors des invasions britanniques (1839, 1842, 1878 et 1879), les tribus ont joué un rôle déterminant, combattant les forces britanniques ou se ralliant à elles. Encore en 1919, elles ont joué le premier rôle dans les brefs affrontements sur la frontière afghano-britannique. La dernière éruption des tribus dans le jeu politique date de 1929 avec le renversement du roi Amanullah ; le rétablissement d'une monarchie se fait l'année suivante à partir d'une coalition tribale soutenant le prétendant au trône¹⁹⁵.

Le mouvement de long terme est pourtant la destruction de la puissance militaire des tribus par les différents *amirs* à la suite d'une série de campagnes militaires et de déplacement de populations tout au long du XIX^{ème} siècle et lors des premières décennies du XX^{ème}¹⁹⁶. À partir des années 1950, les tribus ne peuvent plus s'opposer à une armée afghane mécanisée (chars, avions) et les quelques tentatives de rébellion se terminent par l'exil (provisoire) des tribus concernées au Pakistan. Désormais, celles-ci n'ont plus les ressources suffisantes pour contester l'Etat et il est symptomatique que, dans les années 1970, les coups d'Etat se tentent à partir de l'armée.

Affaiblies militairement et englobées dans le système politique, les tribus deviennent des acteurs essentiellement locaux. Les confédérations tribales n'ont qu'une existence limitée : les Ghilzai, par exemple, ont été

¹⁹⁵ POUILLADA (Leon) *Reform and Rebellion in Afghanistan, 1919-1929: King Amanullah's Failure to Transform a Tribal Society*, Ithaca NY, Cornell University Press, 1973.

¹⁹⁶ KAKAR (Hasan) *Government and Society in Afghanistan: the Reign of Amir Abdur Rahman Khan*, Austin Texas, University of Texas Press, 1979.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

décrits comme une identité « résiduelle¹⁹⁷ » ce qui est également vrai des Durrani, la confédération à laquelle appartient le clan royal. Les tribus *zirak*, dominantes à Kandahar, ont une identité « négative », au sens où elles s'accordent uniquement sur l'exclusion des autres tribus dans le partage des ressources locales. Même au niveau des tribus, un leadership unifié est une exception ; les mobilisations se font plus souvent au niveau d'un clan avec une dimension territoriale réduite. À partir des années 1960, un élément explicatif de ce processus d'affaiblissement des tribus est à trouver dans la généralisation de l'économie monétaire et dans la mécanisation de l'agriculture. Comme l'a montré Anderson¹⁹⁸, les clientèles des *khan* ont largement disparu du fait que la main d'œuvre devenait non rentable par rapport à l'usage du tracteur, phénomène que l'on retrouve au Kurdistan de Turquie¹⁹⁹. La présence accrue de l'Etat et la constitution d'un marché national facilitent l'accumulation de ressources économiques sans redistribution à la communauté²⁰⁰. Les leaders tribaux jouent les intermédiaires entre le centre et leur communauté, captant au passage des ressources étatiques dans un jeu clientéliste souvent décrit.

Dans leur fonctionnement interne, les tribus afghanes se rattachent à deux modèles qu'on désignera ici de « démocratique » et d'« aristocratique ». Précisons que ces termes renvoient au degré de hiérarchisation interne et de participation des membres de la tribu à la prise de décision collective et non aux modèles politiques occidentaux. Ces deux modèles correspondent en partie à l'opposition proposée par Ahmed entre l'honneur (*nang*) et sur la rente (*qalang*) comme valeur dominante selon les tribus²⁰¹. Dans le type démocratique, des institutions structurent la tribu : une assemblée délibérante (*jirga*), un code de conduite (*pashtunwali*) et une force militaire chargée de faire respecter les décisions collectives (*arbakai*). Les leaders potentiels sont en compétition pour former une clientèle et acquérir de l'influence, la forme légitime du pouvoir²⁰². En Afghanistan, ce modèle se retrouve surtout dans les provinces de l'Est (Loya Paktia et Ghazni)²⁰³, où les tribus ont des territoires assez homogènes (mais correspondant rarement à une division administrative). Cette région a longtemps bénéficié d'un statut particulier, par exemple l'exemption du service militaire et une large autonomie dans le règlement des affaires locales. La reconnaissance de l'autonomie tribale sur la frontière afghane tient aussi à des considérations stratégiques : les tribus sont utilisables contre l'Empire britannique (puis le Pakistan). Le maintien d'institutions tribales sur la frontière est une technique de gouvernement que l'on retrouve dans l'Empire ottoman²⁰⁴. Loin d'être seulement le fruit de la résistance des tribus à l'emprise étatique, cette autonomie est la conséquence d'une politique délibérée de l'Etat central. La stratégie de l'Etat afghan (et en miroir celle du Pakistan) a eu pour effet d'empêcher des mobilisations politiques transnationales. La frontière devient un élément de profit économique, certaines solidarités s'expriment par exemple au profit des réfugiés afghans obligés de partir pour le Pakistan en raison de l'invasion soviétique, mais la différenciation des tribus de chaque côté de la frontière s'affirme de façon probablement irréversible.

Dans le type aristocratique, les *arbaki* sont inexistantes, les *jirga* ne sont pas réunies sur une base régulière et le *pashtunwali* est un code moins contraignant pour ce qui est des décisions collectives. Les notables peuvent se réunir en cas de conflit, mais ils ne gèrent pas les affaires de la tribu, car l'idée même d'un intérêt collectif est douteuse²⁰⁵. La position des notables est largement héréditaire : les familles dominantes sont aristocratiques au sens

¹⁹⁷ ANDERSON (Jon W.), "Tribe and community among the Ghilzay Pashtuns", *Anthropos* 70, 1975.

¹⁹⁸ ANDERSON, (Jon W.) "There are no Khans anymore: economic development and social change in tribal Afghanistan", *Middle East Journal* 32, 1978.

¹⁹⁹ DORRONSORO (Gilles), *Revolution Unending. Afghanistan: 1979 to the Present*, Columbia University Press and Hurst, 2005.

²⁰⁰ BOURDIEU (Pierre) *Le sens pratique*, Les Editions de Minuit, 1980.

²⁰¹ AHMED (Akbar S.), *Millenium and Charisma among Pathans: a Critical Essay in Social Anthropology*, London, Routledge and Kegan Paul, 1976.

²⁰² On ne décrira pourtant pas ce modèle comme segmentaire au sens de Barth (1959) décrivant les Pashtun de Swat ou de Gellner (1969) pour le Maroc. En effet, la pertinence du modèle segmentaire a été contestée avec de solides arguments par Ahmed (1976). En Afghanistan, la solidarité entre différents groupes de parenté est loin d'être automatique, ce qui rend très incertain l'équilibre entre les différents niveaux (famille, clan, tribu). L'intervention de l'Etat dans les conflits est la règle plus que l'exception, ce qui devrait suffire à prémunir contre une vision fonctionnaliste des conflits comme « stabilisateur » démographique ou politique.

²⁰³ Les principales tribus Ahmadzai, Zadran, Zazi, Kharoti, Mangal, Sabari, Suleimankhel, Tani and Wazir, n'appartiennent pas aux deux grandes confédérations Durrani et Ghilzai (mais les Ahmadzai, les Kharoti et les Suleimankhel sont Ghilzai).

²⁰⁴ BRUINSEN (Martin van) *Afghanistan, Shaikh and State*, London, Zed Press, 1992.

²⁰⁵ Haji Agha Lalai (Alikozai de l'Arghandab, ancien du Jamiati-islami, un des leaders actuels de la tribu), lors d'un entretien (Kandahar 2010) confirme le fait que les tribus de Kandahar n'avaient pas de *jirga* régulières avant 1979, sauf pour régler des conflits précis.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

où elles sont le lieu de l'accumulation d'un capital social et économique. Ce type d'organisation se trouve notamment dans la région de Kandahar²⁰⁶, où il n'y a pas d'homogénéité territoriale des tribus au moins depuis la fin du XIX^{ème} siècle²⁰⁷. La différence entre ce deuxième modèle et des formes d'exercice du pouvoir par des notables non-tribaux est parfois difficile à préciser. En particulier, au Hazarajat ou dans certaines régions du Nord, les grands notables locaux exerçaient une autorité assez proche de celle des grands notables de Kandahar (avec une dimension dynastique dans certains cas) et avaient des relations de connivence avec l'autorité centrale.

Les différences entre les deux modèles s'expliquent essentiellement par la capacité des acteurs locaux à accumuler des ressources, ce qui est en partie lié au rôle de l'Etat. Les tribus du Sud sont installées dans des plaines où l'agriculture et le commerce fournissent un surplus économique ; pour cette raison, elles sont en contact constant avec l'Etat. Les élites locales fournissent un relais à l'Etat central qui leur permet en retour d'asseoir localement leur autorité, notamment par l'acquisition de grands domaines agricoles. Cette capacité à accumuler du capital explique une plus grande hiérarchisation interne et la nature héréditaire du leadership²⁰⁸. Au contraire, les tribus de l'Est vivent dans un univers de ressources rares, avec de faibles surplus et une relative égalité des conditions économiques. Dans ce contexte, la compétition entre notables porte d'abord sur les formes non économiques de capital, notamment l'honneur. La géographie est, de plus, un obstacle à un contrôle direct de l'Etat, ce qui explique que les tentatives d'occupation militaire de ces régions ont régulièrement échoué.

Après 1979, les tribus ne sont plus englobées dans un système étatique et, particulièrement dans le Sud, l'étendue des désordres montre que le système tribal est totalement incapable de mettre en place une quelconque forme de régulation sociale²⁰⁹. Même dans l'Est, où la présence d'institutions tribales pouvait faire penser que les tribus pourraient exercer une forme d'auto-administration, les dynamiques politiques sont largement incontrôlables et déstabilisatrices. Ceci confirme le point développé ci-dessus : dans l'Afghanistan contemporain, les tribus sont des unités politiques englobées, qui n'ont pas les ressources pour produire un ordre social indépendant. Ceci est en particulier vrai dans le cas de villes (Kandahar), la situation étant plus complexe dans les régions rurales où les formes de contrôle peuvent se développer, à condition que le territoire puisse être fermé au jeu politique (absence d'enjeu stratégique ou formation d'un consensus local). À partir de 1994, l'émergence des Taliban marque le retour à la paix civile dans les régions du Sud, puis de l'Est. Les tribus se trouvent marginalisées du fait que le nouveau régime a bâti sa légitimité sur l'élimination des groupes militaires autonomes, tribaux ou non. Les élites Taliban sont issues des madrasas et vont systématiquement affaiblir les tribus au profit des mullahs.

Si les solidarités tribales structurent les acteurs politiques et sont, au niveau local, un élément des jeux d'influence, les tribus elles-mêmes ont été transformées en profondeur par la tourmente politique de ces dernières décennies. En particulier, de nouveaux leaders s'imposent et les institutions sont largement affaiblies. Ces transformations conjuguées indiquent une moindre importance de l'instance tribale et invalident l'hypothèse d'une retribalisation de l'Afghanistan.

Les nouveaux leaders en milieu tribal ont un profil qui les différencie nettement des notables d'avant-guerre. En premier lieu, les grands notables tribaux du Sud ont été éliminés ou sont partis en exil au Pakistan ou en Occident surtout en 1978-79, dans la phase la plus violente de la révolution communiste. Dans la région de Kandahar, les principaux leaders tribaux ont vu leurs terres redistribuées aux paysans locaux. Ces politiques n'étaient pas toujours impopulaires et les solidarités tribales n'ont nécessairement pas fonctionné. Au sein même des partis d'opposition, les

²⁰⁶ La distribution de ces modèles n'est pas strictement géographique et les cas intermédiaires sont nombreux. Dans la tribu des Karokhail (près de Kabul), le *khan* avait pouvoir de justice, pouvait emprisonner les membres de la tribu, mais sans qu'il y ait de *jirga* qui établisse un contre-pouvoir, ce qui correspond à un modèle « aristocratique », avec la différence que la position du *khan* n'était pas ici établie de façon héréditaire. Par ailleurs, dans les provinces comme l'Helmand ou Kunduz, la complexité de la carte ethnique et tribale, qui est un effet des déplacements de population dans le cadre de projets de développement économique, explique la faiblesse des tribus.

²⁰⁷ DUPREE (Louis) "Tribal Warfare in Afghanistan and Pakistan: a Reflection of the Segmentary Lineage System", in A. S. Ahmed, David Hart (eds), *Islam in Tribal Societies*, London, Routledge and Kegan Paul, 1984.

²⁰⁸ GLATZER (Bernt) "The Pashtun Tribal System", in: G. Pfeffer/D. K. Behera (eds.), *Concept of Tribal Society*, Contemporary Society: Tribal Studies, Vol. 5, New Delhi: Concept Publishers, 2002.

²⁰⁹ DORRONSORO (Gilles), « Désordre et légitimité du politique en Afghanistan », n° 24-25, *Cultures et Conflits*, 1997.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

notables terriens, peu disposés à s'intégrer à des organisations partisans, ont souvent été marginalisés au profit des religieux ou des jeunes islamistes. Après 2001, une minorité d'anciens notables sont revenus (les Karzai à Kandahar), mais leur pratique du pouvoir, largement fondée sur la coercition, est fort loin des pratiques des notables d'avant-guerre. En second lieu, confrontées à des armées mécanisées, les tribus ne pratiquent plus la guerre tribale, où l'exploit individuel est valorisé et où, en principe tout au moins, les pertes sont limitées²¹⁰. Les commandants tirent leur prestige de leur courage au feu, mais plus encore de leur capacité à organiser des fronts importants et à obtenir des armes des partis en exil à Peshawar²¹¹. Le turn-over rapide, dû à la mortalité importante des commandants, favorise là aussi une transformation rapide des élites locales. Enfin, les mollahs, qui ont avant 1979 une place généralement limitée dans l'univers tribal, voient leur prestige augmenter de façon significative. Ils ont défini la guerre comme un *jihad* et dominant la direction des partis politiques. Des mullahs-commandants apparaissent en milieu tribal dont Jalaluddin Haqqani est un exemple. Comment interpréter l'influence croissante des mullahs en milieu tribal ? On peut y voir une réaction tribale habituelle en temps de crise ; l'émergence d'une figure religieuse charismatique pour coordonner les tribus, ceux que les Britanniques appelaient les *mad mullahs* sur la frontière. Dans ce schéma, les mobilisations, pour spectaculaires qu'elles soient, sont généralement de courte durée, car les tribus reprennent ensuite leur autonomie. Pour ma part, j'y vois un phénomène de long terme : les mullahs qui appartiennent à des partis politiques transforment en profondeur les équilibres sociaux, même si initialement ils jouent des oppositions entre tribus pour s'imposer.

Le deuxième élément qui indique une transformation de l'univers tribal est le déclin de ses institutions. Dans l'Est notamment, les groupes de combattants sont souvent homogènes du point de vue tribal, sans que leur fonctionnement soit pour autant inspiré par le *pashtunwali* ou, plus simplement, dans la continuité des pratiques antérieures. En d'autres termes, les observateurs tendent à confondre logique d'adhésion et modalités de fonctionnement. Les commandants, en milieu tribal comme ailleurs, sont dépendants de ressources externes pour consolider leur pouvoir, particulièrement dans la phase de professionnalisation des groupes qui commence à partir du milieu des années 1980. En conséquence, les commandants apparaissent comme largement en-dehors (ou au-dessus) des normes tribales. Le *pashtunwali* (et même la *shariat*) est largement ignoré par des pouvoirs locaux qui s'appuient essentiellement sur la coercition. L'exercice du pouvoir par les commandants est largement différent, ouvertement contraire parfois, au fonctionnement tribal d'avant-guerre. Les conflits, qui peuvent ou non être le prolongement d'oppositions antérieures entre tribus, ne sont pas réglés dans le cadre d'accords tribaux et ont une dynamique propre (déclenchement, escalade et règlement) en ce qu'ils impliquent des partis politiques. Par ailleurs, le cadrage des révoltes de 1979 comme un *jihad* a eu pour effet de renforcer la *shariat* contre le *pashtunwali*. L'islam est un élément ambigu de l'identité tribale, car s'il fait partie de l'identité tribale, il y a une tension structurelle entre le *pashtunwali* et la *shariat*. Certains mullahs ont pris dans les années 1990 des mesures contre le droit coutumier tribal. Dans les régions où les structures tribales sont faibles, des systèmes locaux proto-Taliban apparaissent, notamment à Ghazni et dans l'Helmand, où le pouvoir est exercé par des commandants-mullahs appuyés sur les élèves de leur madrasa (*taliban*).

Après le renversement des Taliban par les Etats-Unis en 2001, les tribus se trouvent à nouveau face à des institutions centrales mais, à la différence des Taliban, la coalition entend favoriser des tribus alliées pour lutter contre les Taliban. Pour sa part, le président Karzai, issu d'un clan de Kandahar, va jouer le jeu des alliances tribales pour asseoir son pouvoir, d'autant qu'il n'a pas d'autres ressources dans le jeu politique en dehors de l'appui de la coalition. Cependant, les modalités de l'interaction entre le centre et les tribus diffèrent profondément selon les modèles tribaux (et donc les régions). En simplifiant, on peut dire que les entrepreneurs tribaux prennent le contrôle des institutions d'Etat dans le Sud, alors que les tribus sont en position de faiblesse par rapport aux représentants de Kabul dans l'Est. Dans les deux cas, les institutions tribales se trouvent gravement affaiblies par l'insurrection.

À la suite de la chute de Kandahar (décembre 2001), différents groupes armés se partagent le pouvoir après de violents combats. Leurs leaders appartiennent aux tribus *zirak* (Popolzai, Barakzai, Alikozai) autrefois dominantes

²¹⁰ DUPREE (Louis) "Tribal Warfare in Afghanistan and Pakistan: a Reflection of the Segmentary Lineage System", in A. S. Ahmed, David Hart (eds), *Islam in Tribal Societies*, London, Routledge and Kegan Paul, 1984.

²¹¹ DORRONSORO (Gilles), *Afghanistan, Revolution Unending*, Hurst and Co., Columbia University Press, 2005.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

qui avaient été marginalisées par les Taliban. Les Etats-Unis vont avaliser le partage des postes et des ressources entre ces trois tribus. Les ressources économiques sont captées par ces réseaux qui contrôlent largement l'économie locale : postes dans l'administration, accaparement des terres gouvernementales redistribuées aux co-tribaux, contrats avec la coalition. La privatisation de la sécurité se fait généralement par le biais de compagnies privées liées aux figures locales liées à Karzai. Ces groupes sont parfois homogènes d'un point de vue tribal, mais les motivations sont essentiellement économiques et rien, dans le fonctionnement de ces groupes mercenaires, ne rappelle de près ou de loin une structure tribale²¹².

Dans l'Est, la période qui suit la chute des Taliban voit un retour des tribus au premier plan comme institution locale. En raison de l'absence de structures partisans ou étatiques, des *jirga* prennent en charge l'administration locale, sur une base territoriale et tribale. La territorialisation des tribus et le fonctionnement d'institutions tribales permettent un partage relativement peu conflictuel des zones d'influence. Les tribus sont des cadres pour la coopération économique locale ou pour régler des conflits (rôle notamment des *arbaki*). Pourtant, les tribus se trouvent en situation de faiblesse face aux institutions étatiques qui se reconstituent progressivement. À la différence du Sud, les représentants de l'Etat ne sont pas issus des tribus. Loin d'être de façon univoque l'expression de l'autonomie tribale, les *jirga* sont souvent un mode de contrôle ou de gouvernement de l'administration. On constate à la fois une impossibilité de faire coexister des structures formelles et les *jirga* et la montée progressive des Taliban qui vont saper les institutions en place. Les *jirga* sont maintenant organisées en partie par l'Etat ou par des ONGs. Les participants des *jirga* sont toujours en partie des *spingiri* (barbes blanches), mais aussi et de plus en plus, des éduqués, des intellectuels. L'organisation même de ces *jirga* se fait souvent avec l'appui, ou à la demande, des autorités de Kabul (ou de la coalition). La frontière entre une *jirga* et une *shura* locale devient floue, la différence majeure étant probablement la nomination (et non l'élection) des membres. Les institutions étatiques vont marginaliser les institutions tribales, ou du moins être en concurrence avec elles. Le gouvernement afghan mène une politique d'instrumentalisation des tribus avec le projet d'en faire des acteurs relais de l'Etat. De ce point de vue, dans l'Est de l'Afghanistan, les leaders tribaux sont en position d'infériorité par rapport aux représentants du gouvernement central. Au plan national, les *jirga* sont un élément de légitimation du pouvoir central (et une façon de contourner le Parlement). Les Loya jirga, institution récente créée pour légitimer les décisions du pouvoir, sont en pratique un élément de confusion supplémentaire dans la mesure où le pouvoir choisit ses membres et où, de plus en plus, des délégués n'appartiennent pas à une tribu, mais représentent ce qu'ailleurs on appellerait la « société civile » : notables, intellectuels, etc.

Compte-tenu de ce qui vient d'être dit, il n'y a rien d'étonnant à ce que les tentatives d'utiliser les tribus contre les Taliban ont été un échec. Ce qui pourrait apparaître comme une reconnaissance ou un renforcement du pouvoir tribal, fonctionne en fait comme une subordination et, en dernière analyse, une destruction du système tribal. En effet, ces tentatives sont imposées aux tribus qui ne peuvent pas contester les représentants de l'Etat, ni s'opposer aux Taliban. Par exemple, l'initiative des tribus du Paktia et de Khost contre les Taliban a été ignorée par Kaboul en 2003, car elle n'était pas initiée par l'Etat²¹³. Par la façon dont le gouvernement (ou la coalition) instrumentalisent les tribus, il participe à la destruction des institutions tribales. En particulier, la décision de payer les *arbaki* (normalement composée de volontaires non payés) a en fait détruit leur légitimité. L'expérience a montré que ces milices tribales n'étaient acceptables localement que dans la mesure où elles étaient indépendantes de l'Etat et consacrées au règlement des conflits intra-tribaux (les conflits entre tribus nécessitant généralement l'intervention d'un tiers - Etat, Nations Unies, notables religieux). Par ailleurs, ces politiques entraînent une réaction de l'insurrection. Les Taliban ont affaibli les tribus par des assassinats ciblés, par exemple les leaders Alikozai de l'Arghandab, une vallée stratégique près de Kandahar. *La conclusion, à première vue paradoxale, est que plus la tribu est un acteur localement légitime et institutionnalisé, moins elle est à même de se constituer comme acteur militaire et de s'opposer à l'insurrection.* L'instrumentalisation des tribus par la coalition a été un échec systématique depuis l'origine et rien n'indique que les tentatives en cours (district de Chamkani par exemple) puissent avoir un autre résultat.

²¹² SHERMAN and DiDOMENICO, *The Public Cost of Private Security in Afghanistan*, Center on International Cooperation, New York University, 2009.

²¹³ RUTTIG (Thomas) « Loya Paktia's Insurgency », in *Decoding the New Taliban*, Columbia University Press, December 2009.

2. Les illusions du local

En l'absence de contrôle territorial par un pouvoir central, l'évolution de l'Afghanistan depuis une génération serait-elle le résultat aléatoire d'une juxtaposition d'histoires locales ? De fait, beaucoup d'observateurs mettent l'accent sur les dimensions locales de la politique. Ainsi, Seth Jones se fait l'expression de l'opinion commune sur le sujet dans ce dialogue :

« Mr. JONES. *I think historically the way Afghanistan has worked is government is very decentralized. Most individuals at the village and district level are primarily not interested in central government. They are interested in governance at the very local level. As long as there are some services and some protection, I think they are happy to be left alone.*

Mr. ACKERMAN. *So all politics is local?*

Mr. JONES. *I think all politics is certainly local in Afghanistan.* »²¹⁴

Et les logiques régionales et l'opposition des notables armés aux tentatives de centralisation semblent démontrer cette irréductible autonomie du local. Dans les années 1980 et 1990, les partis politiques sont décrits comme des fédérations de commandants et leurs trajectoires individuelles sont ancrées dans un territoire. Peu ont survécu sans une forte assise régionale. Depuis 2001, les Taliban sont régulièrement présentés comme une coalition lâche de groupes locaux. Les décideurs de la coalition partagent largement ce point de vue et tendent à analyser les évolutions politiques ou sécuritaires à partir de l'idée que les causalités sont essentiellement locales. Ainsi, l'ampleur et la régularité des mobilisations populaires contre l'Etat ou la coalition – ou pour ces causes lointaines et non locales comme la protection du Coran et de la religion – ne sont jamais prises en compte dans la définition de la stratégie. Cette optique localiste, est-il besoin de le dire, est à l'opposé de celle des Taliban qui diffusent une propagande nationale, voire internationale.

Quelles sont les explications avancées pour expliquer cette nature essentiellement locale du politique ? La diversité des populations, des langues et des paysages de l'Afghanistan a souvent été soulignée par les voyageurs. La nature tardive de la construction étatique explique en partie cette absence d'homogénéité des territoires. Depuis la fin des années 1970, les particularités locales sont plus saillantes et ont pris une dimension politique du fait de la disparition des institutions étatiques. L'Etat, chassé des campagnes dès 1979, disparaît totalement après 1992. Entre 1994 et 2001, les Taliban réussissent à s'imposer sur une partie croissante du territoire, mais sans parvenir à éliminer complètement l'opposition armée. Aujourd'hui, malgré la présence de la coalition internationale, le gouvernement afghan contrôle une portion de plus en plus réduite du territoire en raison de l'insurrection Taliban et de la compétition renaissante entre notables armés.

Pourtant, des dynamiques nationales ou transnationales remettent cette évidence du local en question. En premier lieu, les moments de crise mettent en évidence le passage entre le local et le national par effet de contagion ou par synchronisation de différentes scènes locales. Ainsi, les révoltes de 1978-79 ne sont pas coordonnées et naissent généralement d'incidents entre la population d'un village et les représentants de l'Etat, mais dépassent rapidement leur dimension initiale du fait de leur simultanéité et du discours unificateur du *jihad*. En second lieu, quand on observe leur dépendance par rapport à des ressources extérieures, il apparaît que les pouvoirs locaux ne sont pas uniquement le produit du local. Les nouvelles élites politiques sont essentiellement extraverties et, derrière l'apparence de l'enracinement, se dessinent des réseaux et des transferts de ressources souvent transnationaux. En fait, la société afghane, en guerre depuis une génération, est un parfait terrain pour une analyse multi-site : des millions de réfugiés, des circuits économiques sur plusieurs pays (ou plusieurs provinces au minimum), une économie totalement extravertie (aide internationale) avec une faible production locale, sauf la drogue qui met précisément en jeu des réseaux transnationaux. Comparés aux Occidentaux, les Afghans ont une expérience du voyage, du déplacement, des réseaux à longue distance, de la diversité linguistique qui est infiniment supérieure. Enfin, la société

²¹⁴ House of Representatives, "Strategic Chaos and Taliban Resurgence in Afghanistan", Hearing before the subcommittee on the Middle East and South Asia of the Committee on Foreign Affairs, 110th Congress, 2d Session, 2 avril 2008, n°110-171.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

afghane est de moins en moins rurale : les populations urbanisées, avec un accès facile aux médias de masse, représentent une autre vision du politique, du pouvoir et, en particulier, une distance par rapport aux notables ruraux.

Selon les échelles considérées, les intérêts de connaissance varient et donc les causalités privilégiées, ce qui explique le paradoxe apparent de l'ultra-local se conjuguant avec des logiques englobantes. L'interprétation de l'insurrection après 2001 donne un exemple de cette ambiguïté. À un certain niveau d'analyse, les conflits entre groupes (tribaux ou communautaires) et le comportement des forces armées étrangères semblent expliquer le passage à l'insurrection dans certains districts. Pourtant, l'évolution de la carte politique depuis quelques années indique une insurrection nationale avec un projet politique.

La disparition de l'Etat après 1979 entraîne une recombinaison des configurations locales. Ces dernières deviennent à la fois autonomes du centre en interne, mais dépendantes de l'externe d'où proviennent leurs ressources. D'une part, ces configurations locales deviennent essentiellement autonomes par rapport aux niveaux auparavant englobants : des acteurs locaux se trouvent investis de rôles, de prérogatives qui étaient auparavant contrôlés par les institutions étatiques. Mais ces configurations sont particulièrement instables car les territoires ne sont pas définis et la compétition entre acteurs politiques n'a pas de régulateur. D'autre part, ces multiples configurations locales produisent des effets émergents qui expliquent les transformations globales du système politique. En particulier, les mises en récit sont un élément important de la synchronisation des champs locaux. De même, la compétition entre pouvoirs locaux transforme les partis politiques en les homogénéisant ethniquement et géographiquement.

Comprendre le « local », en Afghanistan ou ailleurs, suppose de rompre avec un certain nombre de présupposés qui sont d'autant plus ancrés dans les perceptions qu'ils légitiment des intérêts et des pratiques. La critique de ces discours ouvre à une définition relationnelle du local comme configuration au sens d'Elias. Depuis le début de la guerre, certains discours extérieurs ou autochtones opposent un local qui serait « proche », « légitime », « naturel », opposé à l'Etat qui serait « lointain », « illégitime », « artificiel ». Or, avant d'être une catégorie sociologique, le « local » est une construction sociale investie par des institutions ou des individus qui produisent un travail continu de naturalisation et de légitimation de cette catégorie.

En premier lieu, le local serait légitime, en tant que garant de la familiarité et de la relation interpersonnelle à l'opposé de la bureaucratie étatique (toujours décrite comme lointaine). L'interconnaissance est supposée permettre la participation, le débat et la transparence, dans une optique quasi-rousseauiste. L'intérêt des étrangers, des forces armées aux ONGs, pour les assemblées locales (*jirga, shura*) participe souvent de cette illusion et entretient la méconnaissance des mécanismes de pouvoir à l'œuvre dans les délibérations collectives, sans parler des principes de construction de ces assemblées (souvent le produit de l'ingénierie sociale). De plus, les objets légitimes de ces assemblées sont « locaux » au sens de non politiques. Or, si les acteurs peuvent reconnaître la pertinence d'intérêts locaux relativement autonomes, leurs dispositions sont le produit d'expériences plus larges. Les affiliations partisans ou communautaires dans ce qu'elles ont de plus politique influent sur les décisions tout autant que les considérations « locales ». On retrouve ici un biais anti-politique fréquent dans les discours sur le développement, où les arbitrages techniques tendent à dissimuler les enjeux sociaux.

De plus, les « communautés locales » ne disposent pas nécessairement d'instances légitimes capables d'arbitrer les conflits de façon acceptable. En fait, les exemples abondent de conflits locaux qui n'ont pas de solution locale et qui, loin de se réguler, entraînent une montée aux extrêmes avec la mort ou l'éviction du vaincu²¹⁵. La situation des minorités ethniques ou religieuses montre à quel point la proximité n'est pas synonyme de justice (Pachtounes du nord soumis à la pression des commandants Ouzbeks, Hazaras hors du Hazarajat, Chiites de Kandahar). Un pouvoir local peut se révéler particulièrement oppressif du fait justement de la capacité de micro contrôle dont les institutions étatiques afghanes ne disposaient généralement pas.

En second lieu, le local n'est pas un espace naturel et clairement définissable qui s'imposerait naturellement à l'observateur. En particulier, on ne doit pas supposer que le partage d'un espace physique définit une communauté,

²¹⁵ De ce point de vue, l'idée d'une régulation locale des conflits, qui seraient fonctionnels du point de vue démographique par exemple, est invalidée par de nombreux contre-exemples.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

au sens de groupe mobilisable. Ainsi, les rapports produits par les organisations humanitaires et les ONGs ont souvent de manière implicite l'hypothèse que le village est une communauté. Or, toute une littérature anthropologique a bien marqué la distinction entre *qawm* et territoire. Les cas sont nombreux de villages abritant des groupes distincts et collaborant de façon minimale (les multiples mosquées d'un village sont souvent un signe de cet éclatement). L'aide donnée crée parfois des communautés, parfois dysfonctionnelles (par exemple des *shura* pour décider de l'attribution de l'aide).

La complexité des territoires fait obstacle à une définition univoque du local. Parle-t-on du village, du district, de la province ? Ces différences ne sont pas seulement d'échelle, les mécanismes sociaux en jeu sont radicalement autres. L'identité d'un village se constitue sur des bases différentes et s'entretient par des mécanismes sociaux autres que dans le cas de macro régions. De façon très simplifiée, on peut distinguer en premier lieu le micro local, domaine de l'interconnaissance, typiquement le village ou une vallée. Ensuite, le district ou la province sont des territoires spécifiques avec des identités liées locales parfois très fortes et distinctes de l'ethnicité (par exemple à Hérat). Dans ces cas, une ville peut être l'élément central de la définition du territoire. Enfin le macro-local s'appuie sur l'ethnicité, le Hazarajat avec l'émergence de la Shura puis du Hezb-i Wahdat, et dans les années 1990, le Nord-ouest sous domination du Jumbesh. Dans ce cas, les mécanismes de construction des identités sont plus directement politiques et nationalistes. Enfin, certains réseaux centrés (par exemple sur un *ziarat*) sont des acteurs dans des configurations locales, mais ne sont pas territorialisés. Appréhender le local comme une catégorie naturelle c'est aussi faire l'hypothèse de la permanence et de la stabilité. Or, tout indique au contraire une transformation rapide de la politique locale ces dernières décennies, au point que la question de l'historicité de ces formes sociales devient centrale.

La conception du local comme espace naturel et clos se retrouve, de façon implicite, dans les discours occidentaux sur la « stabilisation » au niveau local et les « success stories » qui ont fourni la base de tant d'articles sur la Kunar, il y a quelques années, et sur l'Helmand aujourd'hui. En harmonie avec la vision apolitique et fonctionnaliste qui imprègne tant d'analyses, on retrouve l'idée du local comme un espace clos, où l'intervenant extérieur, par une astucieuse manipulation des équilibres sociaux et une réponse adaptée aux « demandes » parvient au saint Graal de la stabilisation²¹⁶. Or, la circulation des hommes et des idées, en Afghanistan et dans les espaces plus larges de la migration ou des réseaux religieux rend pour le moins critiquable la notion de système local clos. Si les réactions des vallées de la Kunar à la présence étrangère étaient assez prévisibles, il faut rester prudent quant à l'interprétation de ce rejet. Loin d'être un isolat, ces vallées sont aussi un lieu majeur de passage vers le Pakistan et les combattants ne sont pas tous locaux.

Enfin, les discours sur la naturalité et la légitimité du local sont à comprendre comme l'expression d'intérêts sociaux. Qui sont les acteurs qui promeuvent le « local » ? D'une part, les ONGs et tous les organismes intermédiaires, qui remplacent ou contournent l'Etat en assurant certains services, utilisent ce mode de légitimation. D'autre part, la guerre a mis à mal la hiérarchie ethnique²¹⁷ et une des sources de légitimation de certains notables armés est précisément le local entendu comme ethnique (l'euphémisation de l'ethnicité se fait souvent par référence au lieu). Le refus de l'Etat s'explique par un projet ethnique, généralement la volonté d'aller vers un système fédéral. De ce point de vue, le macro-local est à comprendre dans la lutte pour les classements ethniques qui est en cours après la disparition de l'ordre dominé par les Pashtounes. La thématique de l'authenticité ethnique qui oppose les « vraies » communautés à l'artificialité de l'Etat fait partie d'un agenda politique qui doit être, pour un chercheur, objet d'analyse et non d'adhésion idéologique.

Comment donner une définition opérationnelle de la politique locale ? Ce concept suppose une configuration, où des acteurs interagissent de façon régulière en rapport à un territoire de référence, à la fois enjeu et cadre dominant des interactions. La configuration se définit dans un processus de différenciation à la fois horizontal (par rapport aux autres territoires) et vertical (par rapport aux niveaux englobants). L'emboîtement imparfait de territoires et de réseaux explique la fluidité du local comme catégorie. En conséquence, les acteurs interagissent à

²¹⁶ C'est probablement à partir de ces présupposés que l'armée américaine a engagé des anthropologues pour travailler dans le cadre de sa stratégie de contre-insurrection. L'absence de résultats probants s'explique par le fait que ces anthropologues ne sont pas des spécialistes de l'Afghanistan, en de façon plus générale, par les contraintes militaires et sécuritaires qui empêche toute expérience anthropologique réelle.

²¹⁷ ANR paper Conference December 2009.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

plusieurs niveaux, parfois en même temps, ce qui rend la question du changement d'échelle probablement plus pertinente que le « local » comme tel. Les changements d'échelle permettent à des acteurs de capitaliser sur leur appartenance à des configurations multiples en utilisant leurs ressources dans différentes configurations. Le local est finalement un point de vue, lié à l'intentionnalité des acteurs, qui définit des enjeux, des rhétoriques, des moyens d'action. Selon que l'on considère les enjeux, les lieux des interactions, le « local » prend des sens assez différents.

En premier lieu, une action peut être interprétée comme « locale » du fait des stratégies des acteurs, même si elles se produisent loin du territoire de référence. Ainsi, les luttes de pouvoirs au sein du Jamiat-i islami entre différents individus originaires d'Hérat sont centrées sur des enjeux locaux (qui deviendront le leader du parti dans la province), mais ont des répercussions plus larges sur l'équilibre interne du parti en raison des alliances des uns et des autres. Certains acteurs participent simultanément à différentes configurations : le notable qui fait intervenir ses relations à Kaboul pour obtenir des ressources pour sa région d'origine construit dans le même temps une carrière nationale. De même, les enjeux sont « locaux », mais peuvent devenir nationaux, par exemple : les offensives dans le Panjshir qui deviennent un enjeu symbolique national et même international. Les opérations actuelles dans l'Helmand permettent d'observer, dans une logique proche, la transformation de campagnes locales en enjeux symboliques et militaires nationaux. La guerre à Kaboul entre 1992 et 1996 est indissociablement locale, liée à un lieu, mais l'enjeu est l'Etat. Enfin, certains acteurs sont locaux dans la mesure où la portée de leur action est étroitement liée à un territoire, mais leur motivation peut être universaliste et ne s'explique pas subjectivement par des considérations locales. C'est ainsi que le *jihad* constitue la justification des actions entreprises (surtout dans les premières années de guerre). En second lieu, les enjeux et les interactions sont politiques : l'exercice d'une influence ou d'un pouvoir (éventuellement militaire) sur la répartition des ressources, le rapport avec l'Etat ou les partis politiques, l'administration de la population. Les configurations politiques ne recoupent que partiellement les espaces économique ou religieux.

3. Un Etat artificiel ?

Selon le discours dominant au sein de la communauté internationale, l'Etat afghan serait une construction historique artificielle, sans légitimité, ni pénétration dans les communautés qui le tiennent à distance. Steve Biddle, Fotini Christia, et J. Alexander Thier écrivent ainsi « *From the end of the Second Anglo-Afghan War in 1880 to the coup of Mohammad Daud Khan in 1973, Afghanistan underwent a relatively stable and gradual period of state-building. Although the country was an absolute monarchy until 1964, Afghanistan's emirs, on the whole, needed the acquiescence of the population in order to govern. The central government lacked the strength and resources to exercise local control or provide public goods in many parts of the country. Instead, it ruled according to a series of bargains between the state and individual communities, exchanging relative autonomy for fealty and a modicum of order.* »²¹⁸ Finalement, la population préférerait s'autogérer largement plutôt que de faire appel à l'Etat : « *As my colleague Chris Mason has argued, most Afghans have historically had little interaction with the central state, and they like it that way. Recent world bank governance assessments support this view, as do detailed analyses spanning many years by the highly-respected afghanistan analysts thomas Johnson and barnett Rubin.* »²¹⁹

La description de l'histoire de la construction étatique est souvent imprécise comme on le voit dans ces textes où les différences entre les phases historiques, pourtant très marquées, sont passées sous silence. En particulier, la période initiale, sous l'émir Abdulrahman est marquée par une extrême violence contre les communautés non Pachtounes et l'exil de nombreuses tribus pachtounes. La notion d'un développement « *relatively stable and gradual* » ne prend pas en compte cette rupture initiale qui explique entre autres choses, les tensions ethniques actuelles entre les Hazaras et les autres groupes. La conquête militaire du Hazarajat a été un traumatisme qui joue encore dans le système politique afghan. L'Etat afghan est effectivement un produit indirect de la poussée coloniale de l'Occident. Premièrement, les frontières de l'Afghanistan sont le produit d'accords diplomatiques entre les Britanniques, les Russes et les Iraniens (la ligne Durand n'est toujours pas reconnue par l'Afghanistan).

²¹⁸ « Defining Success in Afghanistan », *Foreign Affairs*, July-August 2010.

²¹⁹ David Kilcullen « Taliban and counter-insurgency in Kunar » in Antonio Giuszozzi (ed.) *Decoding the new Taliban* page 233.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Deuxièmement, la construction de l'Etat a nécessité des financements extérieurs, britanniques au XIX^{ème} siècle, puis venus de la coopération internationale. Ceci explique que les impôts ont toujours été une source assez limitée pour l'Etat central par rapport aux revenus extérieurs (une forme particulière d'Etat rentier selon Rubin). Pourtant, on ne peut pas en déduire le degré de légitimité et d'acceptation de l'Etat par la population. Avant-guerre, les oppositions à l'Etat étaient rares et plutôt politiques (le coup d'Etat des Islamistes en 1975 par exemple). Les représentants de l'Etat étaient respectés en raison de leur statut (et des repréailles éventuelles que pouvaient exercer la police et l'armée) ; ils n'avaient pas besoin de protection militaire dans les villages même très reculés. De plus, loin de rejeter l'Etat, les communautés et surtout les notables jouent de leur relation avec l'Etat pour asseoir leur pouvoir. C'est notamment le cas des grands notables et, encore aujourd'hui, Karzai intervient souvent personnellement pour soutenir le notable d'un district qui lui est lié. Enfin, contrairement à ce qui est généralement écrit, il y a une forte demande d'Etat en Afghanistan parce que l'Etat est perçu comme le garant du droit et que l'insécurité et la corruption sont les thèmes dominants de la conversation politique. En particulier, l'appel à une instance extérieure comme garant de justice est une occurrence commune. L'*outsider* n'est pas forcément illégitime en Afghanistan ; l'extériorité est même dans certains cas la condition de la légitimité. Le statut des *sadat* et des *sheikh* tient à cette extériorité sociale, perçue comme la condition de la neutralité et de la justice (*sadat* du Hazarajat). En 1994-95, le désarmement opéré dans les régions pashtounes par les Taliban a été réussi essentiellement parce que les autorités mises en place étaient extérieures, et pouvaient donc arbitrer les conflits locaux. En d'autres termes, l'Etat central n'est pas *a priori* moins légitime qu'un commandant qui a instauré un pouvoir sur un bout de vallée ou un criminel de guerre représentant autoproclamé d'une ethnie. Toutes ces instances peuvent être une source d'oppression et, ce qui est décisif, aucune n'a de légitimité incontestable. Pour ma part, j'ai très fréquemment rencontré, depuis la fin des années 80, un appel d'Etat et un discours ouvertement opposé à l'arbitraire des commandants. Le succès des Taliban dans les provinces du sud en 1994-95 correspond parfaitement à cette demande d'un retour à un ordre imposé de l'extérieur, essentiellement non local.

La conséquence de la réticence de la coalition à reconnaître la légitimité étatique est que les politiques menées dans le cadre du *state building* ne sont pas sans arrière-pensées et que les acteurs internationaux trouvent ici une justification de leur tendance à court-circuiter l'Etat central au profit du local (voir plus haut). Par exemple, la proposition de l'ambassadeur Blackwill visant à diviser l'Afghanistan est une caricature des positions précédentes, mais repose au fond sur les mêmes arguments : l'Etat afghan est artificiel et le territoire afghan peut être divisé sur des lignes ethniques. En pratique, ceci suppose un nettoyage ethnique de grande ampleur (les Pashtounes du Nord), la fin de l'armée afghane (qui deviendrait, ce qu'elle tend déjà à être) totalement dominée par les Tajiks (notamment les Panjshiris) et les Ouzbeks. « *We would offer the Afghan Taliban an agreement in which neither side seeks to enlarge its territory — if the Taliban stopped supporting terrorism, a proposal that they would almost certainly reject. We would then make it clear that we would rely heavily on U.S. air power and Special Forces to target any Al Qaeda base in Afghanistan, as well as Afghan Taliban leaders who aided them. We would also target Afghan Taliban encroachments across the de facto partition lines and terrorist sanctuaries along the Pakistan border. Though careful analysis is needed, this might mean a longtime residual U.S. military force in Afghanistan of about 40,000 to 50,000 troops. We would enlist Tajiks, Uzbeks, Hazaras and supportive Pashtun in this endeavor, as well as our NATO allies, Russia, India, Iran, perhaps China, Central Asian nations and, one hopes, the U.N. Security Council.* »²²⁰ Même sous une forme plus nuancée, les propositions de « décentralisation » et autres formes de « dévolution » selon un anglicisme fréquent, cachent mal la volonté de contourner et d'affaiblir Kaboul. De façon paradoxale, l'insurrection se trouve en position de se poser comme représentante du nationalisme afghan, face à l'alliance des forces régionales et internationales qui affaiblissent les institutions centrales.

²²⁰ Robert D. Blackwill, *A de facto partition for Afghanistan*, Politico July 7, 2010, <http://dyn.politico.com/printstory.cfm?uuid=AACEE164-18FE-70B2-A8E30566E50DFB3A>

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

4. Le mythe de la stabilisation par le développement

L'un des mythes les plus tenaces est la relation positive qui existerait entre l'injection de ressources pour le développement et la stabilisation politique d'une région (la diminution de la violence). Le raisonnement tient essentiellement sur l'idée que la population est dépourvue de compétences politiques et réagit uniquement aux incitations économiques et à la qualité de l'administration locale. Or, empiriquement, rien n'indique que les effets de l'aide soient clairement positifs et *l'on peut même parler d'un consensus des experts contre les approches développées notamment par les PRTs*²²¹. Certaines études font état de corrélations négatives entre le niveau de violence et l'importance de l'aide²²², mais les problèmes méthodologiques sont sérieux. Premièrement, il s'agit de provinces où la violence augmente de façon régulière et massive. L'aide des PRTs a (au mieux) un effet de ralentissement de la dégradation, jamais de stabilisation.

Deuxièmement, il y a (comme pour les programmes d'éradication de la culture de narcotiques) un déplacement de la violence, l'insurrection ne perd pas le contrôle, mais choisit de laisser les projets se faire pour en tirer des bénéfices. Tout indique *au niveau provincial* une corrélation positive entre niveau d'aide et niveau de violence : *"if it were a state, Helmand alone would be the world's fifth largest recipient of funds from USAID, the US Agency for International Development. These disparities are also reflected in the pattern of combined government and donor spending: for 2007-2008 the most insecure provinces of Nimroz, Helmand, Zabul, Kandahar and Uruzgan have been allocated more than \$200 per person, whereas as many other provinces are due to receive less than half this amount, and some, such as Sari Pul or Takhar, are allocated less than one third"*²²³.

Comment interpréter cette situation ? Cette allocation est en partie due au fait qu'une partie de l'aide vient des 26 PRTs (Provincial Reconstruction Team). Chacune est dirigée par le pays qui a localement la plus importante contribution de troupes dans la province dans le cadre de l'ISAF. Les PRTs²²⁴ investissent naturellement dans les régions les plus violentes. On peut soutenir que l'aide est plus importante parce que la situation l'exige, mais il est plus raisonnable de réfléchir sur les effets politiques de l'aide et l'impense de la théorie de la stabilisation par l'aide. L'aide corrompt si l'on ne dispose pas d'une structure administrative solide. Le système de sous-traitance favorise l'opacité et la corruption ou du moins l'absence de transparence. Ceci nous amène au point central : ces évaluations (rares) n'évaluent jamais les bénéfices que les insurgés tirent de ces projets. Or, ce type d'aide crée les conditions d'une économie de guerre, où les insurgés, mais aussi différents groupes intermédiaires tirent des profits de la violence. L'aide finance la guérilla, particulièrement si les projets sont ruraux ou dans des régions en dehors du contrôle étatique. L'économie de guerre ainsi créée renforce les pouvoirs locaux les plus oppressifs pour la population. Du fait

²²¹ On pense notamment au Report on Wilton Park Conference 1022, « Winning 'Hearts and Minds' in Afghanistan: Assessing the Effectiveness of development Aid in COIN Operations » Thursday 11 – Sunday 14 March 2010, qui fait une synthèse claire des critiques déjà anciennes contre les approches menées en Afghanistan.

²²² « Provincial Reconstruction Teams: How do We Know they Work? » Carter Malkasian Gerald Meyerle March 2009 <http://www.StrategicStudiesInstitute.army.mil/> Quelques passages qui tentent de montrer l'efficacité de l'aide des PRTs :

Page 15 : « We ran a Spearman's Rank correlation that compared improvements in the security ratings of the districts of Ghazni, Khost, Kunar, and Nuristan to the amount of PRT spending in each of those districts. Security assessments are made by the local battalion commander in coordination with the brigade commander—in this case, Custer and Schweitzer. Districts are rated green for safe, yellow for fairly safe, orange for fairly dangerous, and red for dangerous. We quantified how much change occurred in the ratings, say from red to yellow or orange to green, and then compared it to the amount of PRT spending in a district. To test for a relationship, we ranked the districts first by size of the security change, and, second, by the amount of spending. Then we ran a Spearman's Rank correlation. » « Generally speaking, districts where the PRT allotted the most spending witnessed the greatest improvement in security ratings. »

Note 37 (page 44) « The Spearman's Rank correlation was chosen because of the small number of cases (7–15 districts in each province). The ranks were positively correlated at the .05 level in Khost and (shown later) Ghazni. Thus there is weak statistical evidence that PRT spending may be positively affecting security. The results for Kunar and Nuristan were not significant. »

Page 24 : « The three cases above illustrate how the PRTs have made a difference. For the past 3 years, each PRT has been trying to fight rising violence. They have not reversed the tide—indeed, absolute numbers of attacks have risen in each province—but they have helped prevent the violence from reaching even higher levels and, in some discrete locales, actually stemmed it. »

Pour Ghazni note 63 page 48 : « Districts were ranked according to the degree governance improved and the average number of PRT visits per month. We then ran a Spearman's Rank correlation, which was positive and significant at the .05 level. This test provided some evidence that PRT engagement had a positive influence on governance. »

²²³ ACBAR : 3.

²²⁴ Les CORDS (Civil Operations and Revolutionary Development Support) comprenaient des unités civilo-militaires dans les 250 districts et les 44 provinces du Vietnam du Sud, ce qui correspondait à un programme PRT plus ambitieux et plus cohérent que pour l'Afghanistan.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

que les PRTs sont les agents dominants, ils marginalisent un peu plus les structures afghanes. L'aide serait mieux utilisée dans les régions plus calmes où il existe un contrôle et de la sécurité (les villes etc.).

5. *L'ennemi incompris*

Un des aspects les plus surprenants de la guerre est le refus de la coalition de reconnaître l'existence même d'un ennemi jusqu'à une période très récente. Malgré les indications contraires de plus en plus nombreuses, les responsables de la coalition ont longtemps décrit les Taliban comme des groupes locaux, sans stratégie nationale, répondant uniquement à des revendications très locales, non-politiques, et ne présentant pas de menace stratégique. La dimension *politique, nationale et dynamique* de l'insurrection a été ignorée avec les conséquences que l'on sait. Une des explications de l'absence de stratégie cohérente du côté de la coalition est l'interprétation de l'insurrection à partir de catégories idéologiques - « moyenâgeux », « retardé », « barbare ». Ce mouvement, socialement et moralement régressif, serait incapable de pensée stratégique ou d'adaptation à la modernité technique ; il ne saurait menacer la première alliance militaire mondiale. Or, contrairement à cette interprétation « localiste » et régressive des Taliban, ceux-ci ont un degré raisonnable de centralisation et une stratégie nationale. Loin d'être fermés à la modernité dans sa dimension technologique, ils ont appris à s'adapter aux innovations de la coalition. Enfin, les Taliban ont mis en place un Etat parallèle, généralement plus efficace que celui de Kaboul. Cette incompréhension de l'ennemi a conduit la coalition à utiliser des instruments (*metrics*) inadéquats pour mesurer l'importance et la progression de l'insurrection, donnant une importance trop grande aux incidents militaires au détriment de la pénétration politique. La progression de l'ennemi est donc devenue invisible dans certains endroits et, en conséquence, les stratégies proposées inadaptées.

6. *Les Taliban existent-ils ?*

Est-on en présence du même mouvement avant et après 2001 ? Quand j'ai introduit le terme de « néo-Taliban »²²⁵ en 2003, je souhaitais insister sur deux choses. Premièrement, les Taliban existaient encore et, contrairement à l'opinion alors dominante, j'estimais qu'ils avaient un avenir. Deuxièmement, du fait de l'effondrement militaire des Taliban à l'automne 2001, il semblait probable que la direction réfugiée à Quetta avait dû se réorganiser avec une reprise en main par l'ISI et un fonctionnement plus décentralisé en raison des difficultés de communication entre l'état-major au Pakistan et les groupes combattant à l'intérieur. Le concept de néo-Taliban a été repris et développé notamment par Antonio Gustozzi, Mohammad Tarzi et Robert Cruise etc. Or, pour ma part, j'ai abandonné l'usage du terme après 2005, car le concept était utilisé pour décrire un mouvement acéphale et inorganisé, ce qui me paraissait aller contre les données disponibles. De plus, l'idée d'une rupture majeure entre l'avant et l'après 2001 me semblait de plus en plus contestable et, avec le recul, c'est bien la résilience du mouvement qui me frappe. La continuité est assurée par les cadres qui ont survécu et par un projet idéologique stable : la restauration de l'Emirat islamique d'Afghanistan. En fait, s'il existe une véritable rupture dans l'histoire du mouvement, celle-ci date plutôt de 1996, quand les Taliban s'emparent de la capitale et recréent progressivement des structures étatiques. Au final, il n'y a pas de bénéfice particulier à introduire le concept de néo-Taliban.

Trois idées me paraissent particulièrement critiquables dans la présentation standard des Taliban : en premier lieu, en faire un mouvement « extérieur » à la société afghane ; en second lieu, le décrire comme une collection de mouvements locaux, sans stratégie nationale et sans objectifs politiques. Enfin, les motivations des insurgés sont souvent présentées comme locales, essentiellement économiques, ce qui conduit à des recommandations politiques dangereuses. L'existence même d'un ennemi unifié a longtemps été niée, car l'insurrection a été interprétée comme non-politique et essentiellement locale. On peut même arguer que l'utilisation

²²⁵ A partir de 2002 dans différentes conférences et dans des textes publiés entre 2003 et 2005 pour l'essentiel : *International Politics and Society* mars 2003, *Champs de Mars* en mars 2003, *Revolution Unending* (2005). Le terme semble avoir été utilisé un peu après dans la presse, *The Economist*, 22 mai 2003.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

répandue de « taliban » à la place de « Taliban » marque ce refus d'envisager un mouvement organisé²²⁶. Cette approche, que j'appelle *localiste*, postule que l'explication de l'insurrection renvoie essentiellement à des causalités, des motivations, des organisations locales. Ainsi, pour se limiter à quelques analystes influents, James Dobbins soutient que « *We speak of the Taliban as if it were a united enemy, but it represents only one of a number of insurgent groups headquartered in Pakistan. They are united in seeking to drive us out of Afghanistan and topple the government in Kabul, but otherwise have little in common.* »²²⁷; ce qui correspond à la vision de Seth Jones d'une insurrection : « *fractured, localized nature of the insurgency* »²²⁸ et multiple : « *We often talk about a Taliban insurgency. And I would just like to point out or reiterate that what you are talking about is what some have called a net-work insurgency. It is not a hierarchal insurgency. There is not one organization. As you move from the northern parts of the Afghan-Pakistani border, you have got elements of Hezbi Islami. This is Gulbuddin Hekmatyar's organization. You have several other organizations, one called TNSM. That is the acronym. As you move further south down the border, that is where you get into al-Qaeda and Siraj Haqqani and his Haqqani network. As you move further south, you also get into the key Taliban area in the south of Afghanistan as well as drug-trafficking organizations and Pashtun tribes, subtribes and clans. So, in a sense, it is an insurgency that is quite redundant. There is no head that one can cut off. There are multiple organizations actually even within the Taliban itself.* »²²⁹; et celle de David Kilcullen : « *although it is often described by the aggregative shorthand term "taliban", the insurgent coalition in afghanistan is actually a fragmented series of shifting tactical alliances of convenience, especially in the east.* »²³⁰

Les déclarations les plus récentes du général Petraeus vont dans le même sens et montrent les résistances intellectuelles à reconnaître la nature de l'ennemi, auquel il refuse toute cohérence : « *not some kind of monolithic Taliban enemy* » et dont il prévoit l'éclatement à terme²³¹. On pourrait multiplier les exemples, mais il est plus important de noter que cette vision est partagée par certains spécialistes de l'Afghanistan qui ont bonne connaissance du terrain. Ainsi, la question des réseaux Haqqani est souvent, et mal, posée. *Mawlawi* Haqqani jouit d'un très grand prestige dans l'Est de l'Afghanistan et sur la frontière pakistanaise en raison de son rôle dans le *jihad* contre les Soviétiques. Son influence explique qu'il a une marge d'autonomie dans l'organisation de l'insurrection au jour le jour, d'où l'idée de « réseau Haqqani ». Poussant l'idée à l'extrême, Thomas Ruttig soutient : « *Therefore, it would be realistic to speak about a "tactical alliance" between the Haqqani network and the taliban movement which does not need to last for ever. Even the taliban can only rent a Pashtun, never buy him.* »²³² Cette vision est née, plus que d'un manque d'informations, d'un problème méthodologique.

La question de l'échelle d'observation est un problème connu en sciences sociales. En simplifiant, on peut soutenir que le choix d'une échelle d'observation définit la nature des problèmes à expliquer. L'illusion localiste, qui pénètre tant d'analyses en Afghanistan, a conduit à une focalisation sur le niveau spécifique du territoire fermé (un district typiquement) au détriment d'autres échelles. Concrètement, quand un expert décrit la structure des insurgés sur un territoire restreint (par exemple : « Les Taliban de la province de Ghazni »), il tend implicitement à sélectionner des problèmes qui sont des différences ou des régularités observables à cette échelle. Les données biographiques, les relations interpersonnelles seront choisies comme système causal etc. De plus, les discours des acteurs utilisent généralement les mêmes schémas d'explication : par exemple un conflit entre deux leaders de l'insurrection, la proximité entre une tribu et les Taliban, etc. La tentation est d'expliquer du local par du local et de choisir des causes

²²⁶ Rappelons que le terme *taleb* pluriel persan *taliban* désigne des étudiants (en religion en Afghanistan et au Pakistan). Pour désigner un mouvement politique, qui est une institution, on attendrait donc « Taliban » et non « taliban » comme on le lit de plus en plus dans la presse. Certains *taleban* n'appartiennent pas au mouvement Taliban et certains Taliban ne sont pas des *taliban*. De plus, les Taliban pakistanais et afghans, pourtant fort différents, sont souvent désignés de façon identique, ce qui peut laisser penser au lecteur non spécialiste qu'il s'agit d'un même mouvement. La confusion orthographique renvoie ici à des problèmes conceptuels gênants.

²²⁷ Counterinsurgency in Afghanistan James Dobbins CT-318 February 2009 *Testimony presented before the Senate Armed Services Committee on February 26, 2009.*

²²⁸ Page 4 de *U.S. Strategy in Afghanistan* Seth G. Jones CT-324 April 2009 *Testimony presented before the House Foreign Affairs Committee, Subcommittee on Middle East and South Asia on April 2, 2009.*

²²⁹ House of Representatives, "Strategic Chaos and Taliban Resurgence in Afghanistan", Hearing before the subcommittee on the Middle East and South Asia of the Committee on Foreign Affairs, 110th Congress, 2d Session, 2 avril 2008, n°110-171.

²³⁰ David Kilcullen « Taliban and counter-insurgency in Kunar » in Antonio Guistozi (ed.) *Decoding the new Taliban* page 231 et suivantes.

²³¹ Dexter Filkins, « Petraeus Builds a Case for Success in Afghanistan », *New York Times*, August 15, 2010

<http://www.nytimes.com/2010/08/16/world/asia/16petraeus.html>

²³² Thomas Ruttig, page 88 in Antonio Guistozi (ed.) *Decoding the new Taliban.*

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

intuitivement de même ampleur que les effets²³³. Par là même, l'observateur qui raisonne sur un espace fermé tend à minorer d'autres dimensions qui sont tout aussi pertinentes, comme la diffusion de l'idéologie du *jihad* ou les réseaux transnationaux avec le Pakistan. En d'autres termes, il y a un biais ultra-constructiviste (au sens d'une focalisation excessive sur les pratiques déconstruisant les cadres symboliques) qui empêche de comprendre les dynamiques nationales²³⁴. Ce *choix* d'une lecture localiste renvoie à ce que j'ai développé dans la première partie.

Prenons l'exemple de la percée des Taliban dans la province de Kunduz. Une lecture localiste de la situation dans le Nord indiquait des tensions ethniques et un niveau d'insécurité relativement limités jusqu'en 2008. Mais, surtout, rien ne permettait de prévoir la percée des Taliban en 2008 à partir d'une analyse des oppositions sociales ou ethniques locales. Les tensions autour des propriétés foncières ne s'aggravent pas et il n'y a pas de rupture dans les équilibres entre communautés qui pourrait expliquer une progression de l'insurrection. La minorité pashtoune (40% de la population) ne connaît pas de dégradation de son statut depuis 2001 et la situation économique, loin de se dégrader, s'est notamment améliorée depuis 2001. En fait, l'explication probable n'est pas locale, mais renvoie à la stratégie du mouvement Taliban, à des perceptions de la politique *nationale* et à une politisation croissante. En particulier, le soutien d'une partie significative des Pachtounes de Kunduz aux Taliban résulte d'un sentiment d'exclusion du politique (Kaboul), d'un rejet de certains mouvements comme celui de Dostum (et une solidarité avec les Pachtounes qu'il opprime) et d'une insatisfaction par rapport au gouvernement. Sur ce dernier point, *on ne voit pas pourquoi les critiques contre le gouvernement seraient nécessairement décrites comme locales et non-politiques*. Le cadre de l'interaction est spatialisé, mais c'est la corruption du régime qui est rejetée. Un autre exemple à développer serait celui de la région de Kapisa. La plupart des analystes appartenant au dispositif français (il y a quelques exceptions) ont eu des interprétations localistes des Taliban. La formation progressive d'un « *shadow government* » Taliban dans la région a pourtant montré un niveau *croissant* d'organisation de l'insurrection qui n'est pas compatible avec cette interprétation. Particulièrement dans cette région, qui est proche du Pakistan et de Kaboul, les connexions aux réseaux transnationaux et nationaux sont trop importantes pour ne pas être pris en compte.

Ajoutons enfin que l'expertise en Afghanistan s'est beaucoup spécialisée et territorialisée en raison du type de demande des financeurs et de l'organisation bureaucratique des acteurs comme l'ONU. Du fait des jeux bureaucratiques, la synthèse est finalement plus rare que dans les années 1980 ou 1990, où la relative faiblesse des données était jusqu'à un certain point compensée par une circulation des experts plus fréquente dans l'ensemble du pays avec des problématiques plus larges. Les militaires notamment tendent à analyser des territoires définis (dont ils ont la responsabilité), ils ont donc, pour ces raisons, plus de mal à voir les dimensions englobantes et donc à prévoir.

Si les Taliban sont ce « réseau de réseaux » lâchement coordonné, comment expliquer la progression constante du mouvement et notamment les progrès dans l'organisation ? Une des limitations majeures de cette analyse localiste est l'impossibilité de dégager des tendances et d'expliquer les dynamiques sociales. L'extension très rapide du mouvement est inexplicable dans ce cadre d'interprétation. Une indication claire que les évolutions sur le terrain ont largement tranché le débat est sa transformation progressive : peu de gens s'interrogent sur le fait que les Taliban sont un mouvement national aujourd'hui, car ils ont donné des preuves solides d'une organisation nationale, peut-être même de plus en plus indépendante du Pakistan. Les indications quotidiennes d'une extension générale du mouvement et d'une stratégie nationale rendent le débat progressivement obsolète.

7. Le filtrage des données

L'aveuglement des responsables de la coalition dans les années décisives pour la reformation du mouvement Taliban, entre 2002 et 2005, explique l'effet de surprise en 2006 quand les Taliban redeviennent une force significative

²³³ Ce qui va contre la mise en relation intuitive entre des effets "massifs" (guerre civile) et des causes "profondes". Raymond Boudon, *L'art de se persuader des idées douteuses, fragiles ou fausses*, Paris, Seuil, 1990, p. 270.

²³⁴ On pourrait de la même façon décrire la coalition (ou n'importe quelle organisation) à différents niveaux de réalité qui sont tous pertinents selon la question posée. La coalition est très fragmentée, entre armées nationales, entre services ou départements, les décisions ne sont pas toujours appliquées et on peut sérieusement questionner l'existence d'une stratégie d'ensemble. Pourtant à un autre niveau, la coalition peut être considérée comme un acteur dans la guerre : les choses ne sont pas si différentes pour les Taliban et on ajoutera que d'un point de vue stratégique, le niveau d'autonomie locale et de décentralisation n'a pas été un obstacle à l'expansion du mouvement.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

militairement. Jusqu'à cette date, très peu d'analystes sortent du consensus qui décrit le mouvement comme exsangue²³⁵. Ainsi, le 26 février 2004, lors d'une conférence de presse à Kaboul, Karzai déclare que les Taliban "*as a movement [it] does not exist any more.*" "*They are gone,*" la violence est le fait de "*common criminals*". Et à la même conférence de presse, Rumsfeld ajoute : "*I'm not seeing any indication the Taliban pose any military threat to Afghanistan.*" Les militaires ont la même position, le General James L. Jones, le North Atlantic Treaty Organization's (NATO's) supreme commander en Europe, estime que les Taliban n'ont plus que 1000 *hard-core* combattants, il en conclut que "*the level of the threat ... is quite a bit lower*" que ce qui était supposé. De même, dans un entretien de janvier 2004, le Lieutenant-General David Barno, qui a été pendant 19 mois commandant des forces américaines en Afghanistan d'octobre 2003 à mai 2005, explique que les Taliban "*couldn't come out in large numbers against coalition military forces*" et donc qu'ils ne sont pas une menace significative²³⁶. Les événements n'ont d'ailleurs pas changé sa perception car il explique en 2008 : « *Then, finally, the enemy in Afghanistan—al-Qaeda, Taliban, Hezbi Islami, and foreign fighters like the Haqqani network—is unquestionably much stronger today than the enemy we faced in 2004. In fact, I call this a new Taliban. This is not the same force we saw when we were actually measuring how close they were to defeat in 2004 when the Presidential election took place and in early 2005 before I left.* », et plus loin dans le même témoignage : « *What I would reflect back on is, in the spring of 2005, a few months before I left, I remember going down to my subordinate headquarters at Bagram, our two-star headquarters, and sitting in a briefing for General Abizaid, who was my boss at the time, the CENTCOM Commander, and watching our tactical headquarters that watched all of the enemy around Afghanistan put a chart up that said, How do you know your enemy is defeated? On that chart, they had a series of boxes with different labels on of, well, and when this happens and this happens and this happens and when those collectively all happen, your enemy is defeated. And this was about the Taliban. And they had checked one half of the boxes on that chart in the spring of 2005. The Taliban was in some ways flat on their back. They hadn't interfered with the election the year before. They had not done much in the spring up to that point time, which was probably about April time frame. And their overall activity level was very, very low. And we were wondering where they were going, what was next, if they in fact had not been set back fatally in their effort.* »²³⁷

Comment expliquer cette interprétation ? La clé est donnée par Ashley Tellis qui indique les mesures utilisées pour conclure au succès de la contre-insurrection dans ces années 2002-2005 : « *On the fundamental question of whether we enjoyed successful operations from 2003 to 2005, I think this is a simple empirical question. My own view is that if you look at the record, whether it is in terms of IED attacks, whether you look at the question of suicide bombings, the extent of control; and if you map it, say, from 2002 onwards, I think the inflection points are all post-2005.* »²³⁸ Même dans cette logique, cette énumération laisse de côté d'autres éléments : les pertes de la coalition sont stables de 2003 à 2004 (de 57 à 60) pour ensuite atteindre 131 en 2005 (et 191 en 2007, ce qui est une progression moindre), soit plus qu'un doublement. L'argument utilisé pendant des années pour relativiser la menace Taliban a été le fait que les incidents violents étaient concentrés dans 10% des districts.

Si les Taliban sont effectivement une série de groupes locaux (hypothèse localiste), alors il est raisonnable de considérer la carte des incidents militaires comme déterminante, car il n'y a pas de structure politique sous-jacente : ce qu'on voit (les combats) sont un bon reflet de ce qu'est l'insurrection. Ceci conduit à une confusion (au sens de superposition) entre la carte militaire et la carte politique de l'insurrection.

Cette approche a conduit à ne pas voir les indicateurs d'un contrôle politique accru des Taliban, en l'absence d'incidents violents. Ainsi, les manifestations (généralement non-violentes) contre le gouvernement et la coalition ou les tensions récurrentes entre anciens commandants jihadistes dessinent un tableau bien différent de celui tracé par le général Barno. L'exemple de la province du Logar est ici intéressant parce que totalement typique de la mauvaise

²³⁵ « A Different Kind of War », couvre la période d'octobre 2001 jusqu'à septembre 2005 et représente la première histoire par l'armée américaine de la guerre d'Afghanistan par une équipe d'historien au Army's Combat Studies Institute at Fort Leavenworth, Kan. http://www.nytimes.com/2009/12/31/world/asia/31history.html?_r=1

²³⁶ On trouve ces citations dans *The Taliban still larger than life*, Mark Sedra http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/FC11Ag02.html

²³⁷ Témoignage du général Barno, House of Representatives, "Strategic Chaos and Taliban Resurgence in Afghanistan", Hearing before the subcommittee on the Middle East and South Asia of the Committee on Foreign Affairs, 110th Congress, 2^d Session, 2 avril 2008, n°110-171.

²³⁸ A la Carnegie Endowment for International Peace, en mai 2009 : http://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:KD0UUABjC1wJ:www.carnegieendowment.org/files/0512transcript_afghan_panel.pdf+alex+thier+the+surge+afghanistan&hl=fr&pid=bl&srcid=ADGEE5g5fEItndSmmRhg8cc1f0GS20bSp4HhRnviOBoPiZJZfcmfz_1_JHeOZGNUC6grxR4KX2P0z_VkvYIKr8O4b-IldgadT9j_G3hzjykcAep9I3-68ONjLkjdWlhLF9fyIXLYprh&sig=AHIEtbT4Gsokuy58Ob9M-jUExjAIDzuU3g

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

lecture de la coalition. La province du Logar est immédiatement au Sud de Kaboul et a connu un nombre d'incidents relativement limité depuis 2001 comparé au Sud. En fait même, les activités criminelles ont décliné. Sur la foi de ces *metrics*, la coalition n'a pas renforcé son dispositif, ni même prêté beaucoup d'attention à cette province. Un regard politique sur l'évolution du Logar amène à des conclusions tout à fait différentes.

En fait, les activités criminelles déclinent en raison du fait que les Taliban ont organisé une justice parallèle qui est plus efficace que celui de Kaboul, qui est il est vrai particulièrement corrompu. Les Taliban ont conduit une politique de pénétration idéologique à partir notamment des mosquées avec des envois réguliers d'émissaires venus du Pakistan. La mobilisation du ressentiment contre le gouvernement et la coalition a facilité leur travail, mais la mise en forme des revendications est essentielle. Les employés du gouvernement et des ONGs sont dans une situation difficile localement, ceux qui travaillent à Kaboul tendent à limiter leurs retours au Logar.

La première leçon à tirer est qu'un faible niveau de violence ne renseigne pas sur la carte politique. Dans certains cas, elle indique un contrôle à peu près total des insurgés. Dans nombre de provinces, la faiblesse des forces gouvernementales et de la coalition fait que les Taliban peuvent contrôler des populations (sans prendre les quelques îlots de présence gouvernementale pour éviter des opérations militaires). L'impossibilité de voyager librement pour ceux qui sont liés au gouvernement ou à la coalition est finalement un bon indicateur des progrès politiques de l'insurrection.

Deuxièmement, si le nombre d'incidents est relativement faible, cela peut être un choix de l'insurrection qui souhaite utiliser ce territoire pour faciliter sa logistique ou préparer des avancées à plus long terme. Ainsi, le nombre d'incidents violents dans la province de Zabul par exemple est relativement faible, mais le contrôle des Taliban est total. Les Taliban ne souhaitent pas se battre sur ce territoire car cette province frontalière avec le Pakistan est en fait utilisée pour pénétrer plus en profondeur dans le territoire afghan à partir du Pakistan.

Finalement, la carte militaire (des incidents violents) est dangereuse comme indicateur à deux titres. Premièrement elle ne donne pas une idée claire de la pénétration des Taliban et donc de leur capacité à déplacer les lignes de front (les endroits où ils vont exercer une pression militaire). Cette carte est largement dépassée, elle n'indique pas la dynamique politique de l'insurrection.

II - Doctrine, stratégie et pratiques de la coalition

La contre-insurrection sera entendue ici au sens large, comme l'ensemble des pratiques, des doctrines et des stratégies auxquelles la coalition internationale a eu recours en Afghanistan. Cette définition implique notamment deux choses. Premièrement, il n'y a pas eu une rupture totale avec l'application de la doctrine COIN (FM 3-24) en Afghanistan à partir de 2009. D'ailleurs, une partie significative de ce qui se fait sur le terrain actuellement n'est pas liée à la COIN, soit parce qu'on constate une grande inertie des pratiques, soit parce que le contexte impose des changements indépendamment de la réflexion doctrinale. Deuxièmement, il faut différencier deux niveaux dans la contre-insurrection. D'une part, la doctrine, comme texte théorique (COIN), présente des apories qui la rendent peu adaptée à la guerre d'Afghanistan. En fait, elle a été appliquée dans peu d'endroits (quelques districts du Sud) et souvent de façon incomplète. D'autre part, le choix stratégique de faire porter l'effort dans le Sud, qui n'est pas une conséquence mécanique de la doctrine de la COIN, explique, en grande partie, l'échec sur le terrain.

1. Les apories du *shape, clear, hold, and build*

Depuis la guerre d'Irak, les militaires américains ont redécouvert la contre-insurrection qu'ils avaient abandonnée après la défaite au Vietnam. Le manuel COIN écrit par David H. Petraeus et James F. Amos est une bonne illustration de ce renouveau théorique²³⁹. Sur le terrain afghan, la doctrine du "*shape, clear, hold, and build*" expose des étapes pour marginaliser l'insurrection afghane : contrôler militairement un territoire en éliminant les insurgés et

²³⁹ Christopher Paul, Colin P. Clarke, Beth Grill « Victory Has a Thousand Fathers. Detailed Counterinsurgency Case Studies » présente une série d'études rapides avec des erreurs parfois importantes <http://www.rand.org/pubs/monographs/MG964.1/>

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

séparer les insurgés du reste de la population. Dans le territoire désormais nettoyé, un ambitieux effort d'aide et d'administration est entrepris pour gagner l'adhésion de la population. Le partenaire afghan prend en charge les zones stabilisées et les opérations sont étendues à un autre territoire pour faire basculer des zones plus larges (*ink-spot strategy*/stratégie de la tâche d'huile). Parallèlement, un effort systématique porte sur la limitation des pertes civiles et les opérations de propagande pour diminuer l'appui populaire de l'insurrection. A terme, les Taliban sont marginalisés ; certains groupes se rallient au gouvernement et la coalition peut retirer l'essentiel de ses forces.

Deux remarques préalables sont nécessaires avant de faire l'analyse des limites de cette doctrine. Premièrement, celle-ci est un produit indirect de l'expérience irakienne. Bien que des différences fondamentales entre les deux contextes interdisent de transposer les solutions et, malgré les dénégations fréquentes des stratèges américains, le *surge* irakien est la référence implicite ou explicite de ceux qui ont conçu la COIN afghane. Or, l'idée qu'une même doctrine pourrait être appliquée en Afghanistan parce qu'elle a supposément été couronnée de succès en Irak n'a pas de bases intellectuelles solides. Cinq différences majeures entre les deux contextes sont en effet à relever. 1) La guérilla irakienne est très fragmentée, avec des conflits internes très violents, alors que les Taliban sont un mouvement cohérent et relativement bien organisé (les combats avec le Hezb-i islami sont marginaux). Les éléments radicaux de l'insurrection irakienne attaquaient les fondements de l'ordre social irakien, provoquant une réaction en retour des *sheikh* sunnites. La situation est plus complexe en Afghanistan, où les Taliban sont prudents dans leurs relations avec les notables. 2) Au contraire de l'Irak, les tribus afghanes ne sont pas des unités militaires capables de s'imposer face aux Taliban. 3) La guérilla irakienne est essentiellement urbaine au contraire de la guérilla afghane, ce qui introduit des différences majeures au niveau tactique. 4) La guérilla irakienne ne dispose pas d'un sanctuaire dans un pays voisin, au contraire des Taliban qui sont soutenus par le Pakistan. 5) L'Etat irakien, même après la dissolution de l'armée, a une solidité incomparablement plus grande que l'Etat afghan.

Par ailleurs, le succès (provisoire ?) de l'approche du commandement américain en Irak résulte probablement plus de l'alliance avec les *sheikhs* sunnites que d'un changement des pratiques américaines à Bagdad. Or, cette alliance avait déjà été proposée en 2004 par les leaders sunnites menacés par les groupes jihadistes ultra-violents, seules hésitations du gouvernement américain ont empêché un accord. On voit mal comment cette expérience historique très spécifique pourrait être transposée en Afghanistan, où a vu la faiblesse de l'institution tribale. En fait, la comparaison entre le *surge* irakien et la guerre d'Afghanistan a essentiellement une dimension morale et politique, sans grande valeur analytique pour la conduite effective de la guerre. Le récit du *surge* est construit autour de l'idée que, au moment où la plupart des analystes pensaient la situation désespérée, l'armée américaine a su prendre des risques et trouver la solution. Le *surge* serait donc un test du leadership militaire (contre les experts civils), car on doit accepter une phase difficile avec de nombreuses pertes avant de connaître le succès.

Deuxièmement, cette approche est en partie le produit d'une lecture de l'expérience coloniale, en particulier celle des Français en Algérie. Cette référence décalée par rapport à l'histoire américaine a pour objet d'éviter celle plus naturelle, mais politiquement chargée, de la guerre du Viêt Nam. Le même déplacement se constate dans le manuel de Petraeus et Amos quand l'exemple utilisé pour condamner la torture est l'Algérie (et non l'Irak). L'élément pertinent de cette relecture est de focaliser l'effort sur la population et non plus sur le contrôle du territoire. Cependant, le contexte de ces guerres coloniales est fondamentalement différent au moins sur deux points : l'Etat colonial était fonctionnel et le rapport à la violence de la société française (et des opinions internationales) était très différent. 1) Les troupes françaises disposaient d'appuis au niveau local et les bases d'une administration qui permettait un encadrement réel dans les villages et la mise en place de programmes de développement. 2) Le niveau de violence de la guerre d'Algérie est simplement impossible à imaginer dans le contexte afghan à la fois pour ce qui est des victimes civiles et des pertes militaires. En particulier, le contrôle de la population suppose une phase de destruction des réseaux FLN qui en pratique implique souvent la torture. Enfin, les insurgés algériens étaient un groupe initialement peu nombreux qui politisait le reste de la population rurale. On ne retrouve pas cette dichotomie entre intellectuels urbains et paysans ruraux dans la guérilla Taliban. Faute de prendre en compte le contexte historique, qui définit ce qui est politiquement acceptable, les comparaisons historiques sont peu éclairantes. En d'autres termes, la lecture de Galula faite par les militaires américains est tellement décontextualisée qu'elle en devient inopérante.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

A l'automne 2009, le général McChrystal a publiquement développé sa doctrine du "*shape, clear, hold, and build*" qui est depuis lors la référence officielle des armées de la coalition. Les mois qui ont suivi ont montré les impasses de cette approche. En particulier, la phase de *clear* est essentielle car, si une minorité de la population soutient même passivement l'insurrection, la guérilla peut faire échouer la phase de construction (*build*). Or, séparer les insurgés de la population à ce stade du conflit est difficile, voire impossible, pour ce qui est des zones pachtounes de l'Est et du Sud.

1) La définition des *populations centers* est un élément central de la doctrine : ils peuvent être à la fois les centres urbains et les zones rurales peuplées. Ainsi, dans le cas de l'Helmand, une stratégie possible aurait été de centrer l'effort sur les zones de population urbaine ou périurbaine (80% de la population vit à Laskargah ou à Girishk). C'est d'ailleurs l'approche qui avait été retenue par les Britanniques en 2006 avant que le commandement prenne, au moment de la phase d'exécution, l'initiative désastreuse de porter l'effort à Musa Qala et à Sangin. Dans cette approche, la question du « nettoyage » (*clear*) ne se pose pas ou alors en des termes très différents, puisque les insurgés ne peuvent pas contrôler le terrain (la ville). Rappelons que la présentation de Marjah comme une « ville » est une illusion cartographique : il n'y a pas de centre urbain, mais une suite de villages avec des bazars en alternance avec des jardins. Or, la différence pour la conduite des opérations est décisive car, dans l'Arghandab ou à Marjah, les jardins sont séparés par des murs à mi-hauteur et le couvert des arbres empêche (sauf en hiver) la surveillance aérienne. La guérilla peut multiplier les embuscades, poser des IED (*improvised explosive device*, des mines artisanales) sans beaucoup de risques, d'autant que la coalition a posé des règles strictes pour empêcher les pertes civiles. Cette difficulté est bien connue, les Soviétiques ont connu des heures très difficiles à essayer de contrôler ce type de terrain (district Enjil près d'Hérat, vallée de l'Arghandab, district de Panjway, nord de Kaboul etc.), mais la coalition ne semble pas avoir anticipé ces problèmes. Il n'est pas possible, sauf quelques exceptions, de contrôler directement la population d'un village en postant des unités militaires qui, pour des raisons culturelles, ne peuvent pas être dans le village lui-même. Cette constatation conduit à s'interroger sur le niveau de soutien de la population.

2) Après huit ans de guerre, il est illusoire de penser que la bataille pour les « cœurs et des esprits » puisse encore être gagnée, car les perceptions sont solidifiées et relativement insensibles aux changements de comportement de la coalition. Ainsi, la diminution des victimes civiles n'a pas d'impact mesurable, car le public est plus sensible aux incidents relatés qu'au niveau statistique des pertes. Aujourd'hui, le soutien populaire pour la coalition dans les régions pachtounes est très faible, en dehors de quelques groupes qui bénéficient directement des contrats ou qui appartiennent à quelques groupes tribaux liés au système Karzai.

La relation entre les étrangers et les Afghans s'est détériorée, de façon probablement définitive, en raison de trois facteurs : l'isolement croissant de la coalition qui favorise les malentendus, la violence arbitraire et les pertes civiles et, enfin, l'absence d'intégrité dans l'organisation de l'aide au développement. La coalition ne communique que par des interprètes qui généralement ne sont pas locaux en raison des craintes de représailles, d'où les fréquentes erreurs de traduction et les tensions qui en résultent. Les barrières culturelles et religieuses sont infranchissables, notamment quand la présence moyenne d'un soldat occidental est de six mois (en particulier pour les *US Marines*). De plus, le comportement des forces occidentales n'a pas été sans reproches : passage à tabac de prisonniers, détentions arbitraires, entrées brutales dans les maisons, absence de précautions dans l'utilisation du feu. Le statut juridique des 600 prisonniers de la base de Bagram n'est toujours pas clair et le CICR n'a pu que récemment avoir accès aux prisonniers. Les pertes civiles sont probablement plus dommageables à la coalition qu'aux insurgés. En effet, les médias afghans forment la perception de la population et généralement de façon défavorable à la coalition. Les images des victimes civiles (les corps des femmes et enfants notamment) rappellent l'occupation soviétique. Les opérations nocturnes des *Forces spéciales* continuent à être un élément récurrent de tensions.

Parallèlement, les relations de l'insurrection avec la population sont complexes et ne se résument certainement pas à la caricature d'un mouvement qui ne progresserait que par l'intimidation et la violence. D'abord, les Taliban sont conscients qu'ils ont besoin du soutien de la population : ils ont fait des efforts pour limiter les pertes civiles liées aux IED et, contrairement à la perception que la coalition fait passer dans les médias, sont plus souples sur les questions comme la musique ou le port de la barbe. *L'idée de « protéger la population contre les Taliban » est décalée par rapport aux perceptions de la plupart des Afghans pour qui la coalition est la première cause d'insécurité.*

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

La coalition créée essentiellement du désordre, quand c'est l'insurrection qui est porteuse d'une stabilité juridique et économique.

3) L'absence de partenaire afghan est le dernier obstacle qui complique à la fois la phase de «nettoyage» et celle de la reconstruction. Dans les zones de combat, la principale structure politique est maintenant celle des Taliban. Les opérations militaires sont faites par la coalition et la participation des troupes afghanes est symbolique. Il est très improbable que la coalition puisse transférer les régions nettoyées à l'ANA. La « stratégie de la tâche d'huile » ne peut fonctionner qu'avec une mobilité des troupes. Tout ce qu'on voit en Afghanistan indique la difficulté pour ne pas dire l'impossibilité de ce passage. Si les troupes investies dans un district (Marjah) se retirent les Taliban reprennent le terrain immédiatement. Avec beaucoup d'optimisme, on peut parier sur une stabilisation au bout de plusieurs années, mais ceci est incohérent avec les contraintes temporelles de la coalition. Enfin, les groupes tribaux pro-gouvernementaux, présents dans quelques districts ne peuvent combattre que localement sauf à provoquer des troubles sérieux qui font à terme le jeu des Taliban.

2. La faute stratégique : le pari sur le Sud

La COIN contient des apories, mais le choix de son application dans les régions Sud est, de mon point de vue, une faute stratégique plus importante. En effet, il est possible de perdre la guerre dans le Sud, mais un éventuel succès ne donne pas un avantage stratégique significatif. La coalition s'est donc placée dans une situation où la victoire est impossible, au moins à ce niveau d'investissement. Quelles sont les raisons de ce choix ? L'idée du commandement américain est de briser ce qui apparaît comme le centre de l'insurrection et de renverser le rapport de force, entraînant le ralliement d'une partie de l'insurrection et la marginalisation des éléments les plus radicaux. Cette approche repose sur deux hypothèses (fausses) : la relative stabilité des autres régions et la nature locale de l'insurrection.

Sur le premier point, les experts américains affirment que la contre-insurrection fonctionne bien dans l'Est et que le Nord est stable, ce qui autorise à focaliser les forces sur le Sud. En 2008, Seth Jones affirme : « *North is fragile, but I would not classify it as an active insurgency in the north.* » et, à propos de l'Est, : « *Overall, the results have been impressive, and U.S. efforts have contributed to a decline in violence in the east.* »²⁴⁰ Dans la région de Khost, Seth Jones soutient que les Etats-Unis ont « *turned a corner* » à cause de leur utilisation du *soft power*. « *Overall, the results have been impressive, and U.S. efforts have contributed to a decline in violence in the east.* »²⁴¹ Écrire cela en avril 2008, au moment où l'on constate l'effondrement rapide du système de sécurité dans la région, pose un véritable problème. Soit l'auteur ne comprend pas la situation de la sécurité dans l'Est, ce qui est possible à partir du moment où il opère exclusivement dans la bulle des bases américaines, soit il est conscient du problème, ce qui suppose une déontologie un peu approximative. Quoi qu'il en soit, le lecteur est amené à comprendre de travers la réalité sur le terrain avec les conséquences politiques que l'on sait.

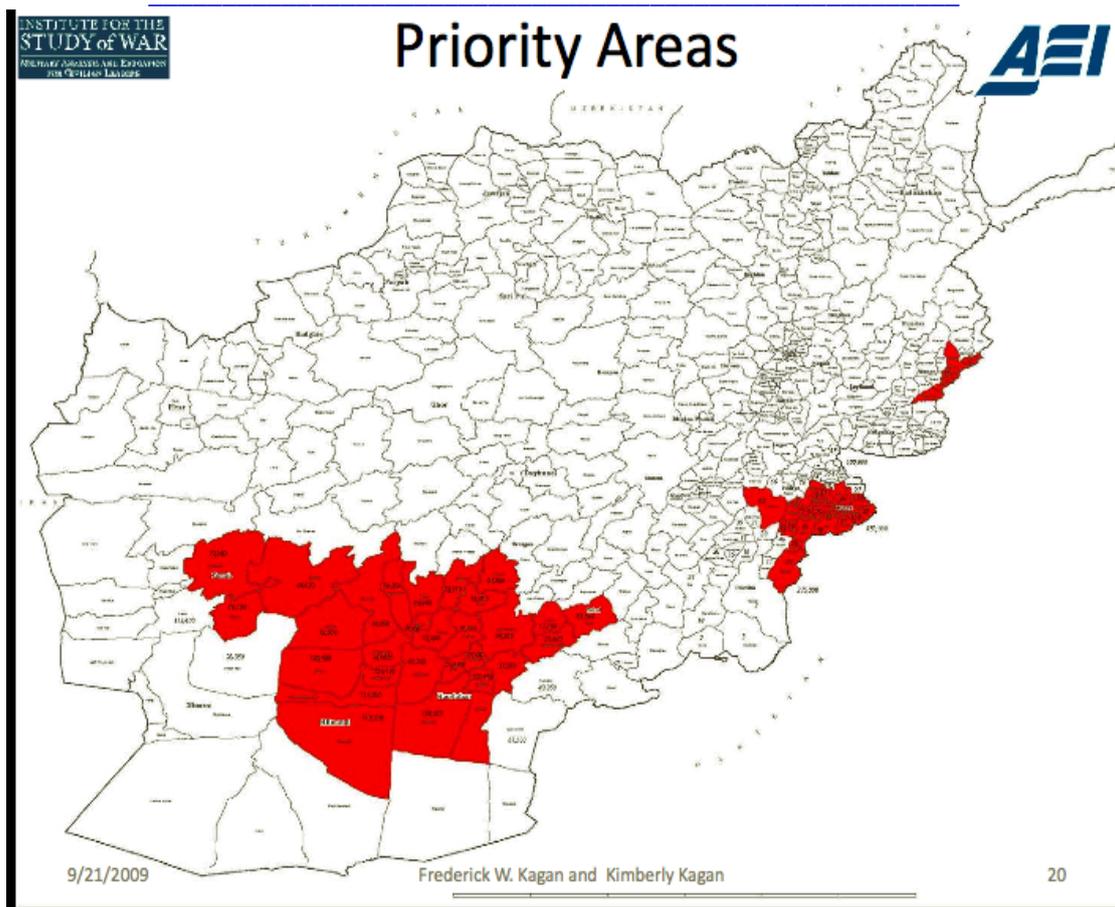
Selon ces analystes, la zone à privilégier est le Sud, parce qu'il y a eu des succès dans l'Est²⁴². La carte ci-dessous est une bonne illustration de la perception américaine ; on notera la définition contestable des zones insurgées dans l'Est qui me semblent trop réduites et l'absence de Kunduz et Baghlan (au Nord de Kaboul)²⁴³. Or, cette analyse est radicalement fautive : l'insurrection a beaucoup progressé depuis deux ans dans l'Est et dans le Nord, au point de menacer les voies de communications vitales qui partent de Kaboul. Pour le dire autrement : *l'insurrection est multi-centrée et les provinces de l'Est présentent un danger stratégique plus important que le Sud en raison de leur proximité avec Kaboul.*

²⁴⁰ <http://www.rand.org/commentary/2008/04/01/GM.html>

²⁴¹ <http://www.rand.org/commentary/2008/04/01/GM.html>

²⁴² House of Representatives, "Strategic Chaos and Taliban Resurgence in Afghanistan", Hearing before the subcommittee on the Middle East and South Asia of the Committee on Foreign Affairs, 110th Congress, 2d Session, 2 avril 2008, n°110-171.

²⁴³ Tirée d'*Afghanistan Force Requirements* Frederick W. Kagan Director, Critical Threats Project, American Enterprise Institute, Kimberly Kagan President, Institute for the Study of War, 19 septembre 2009.



Le second argument implicite est la conception de l'insurrection comme locale (voir plus haut) qui permet de focaliser les forces américaines sur quelques districts pour « nettoyer » progressivement le terrain. Or, contrairement aux attentes de la coalition, les Taliban ont une vision nationale de leur action, ils déplacent leurs forces et fixent la coalition avec des forces limitées dans les districts où elle est en force pour déborder ailleurs. Dans le domaine national, la coalition se trouve incapable de faire face à une multitude de fronts qui émergent dans le Nord et l'Ouest. Nous y reviendrons, mais *l'idée qu'une stabilisation réussie dans un district de l'Helmand pourrait faire basculer les rapports de force nationaux est illusoire*. Même une amélioration de la sécurité dans la ville de Kandahar aurait seulement pour conséquence un réagencement des forces de l'insurrection, en aucun cas un effondrement.

3. Pourquoi Marjah ? L'hypothèse du sunk cost trap

Le choix d'un terrain spécifique, Marjah, pour une première opération révèle une incompréhension inquiétante du terrain afghan et l'absence de réflexion en profondeur sur l'échec britannique de 2006-08. L'échec de l'opération la plus importante tentée en Afghanistan pose la question de la continuation de la COIN. En effet, la généralisation de cette approche au Sud et à l'Est est maintenant hors de question en raison des coûts de ce type d'opération et du fait que les troupes américaines ne peuvent pas quitter l'Helmand sans offrir un succès aux Taliban.

Le choix de l'Helmand comme terrain d'essai pour la COIN soulève de sérieuses questions²⁴⁴. Est-ce que l'Helmand est un endroit stratégique qui justifie l'envoi et le maintien de près de 20 000 hommes ? Deux arguments sont ici régulièrement utilisés. En premier lieu, l'Helmand est une région de production d'opium, qui alimente donc les

²⁴⁴ Pour une présentation standard de la COIN dans l'Helmand, voir *Securing Helmand understanding and responding to the enemy*, Afghanistan report 2 September 2009 Jeffrey A. Dressler, Institute for the Study of war.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

finances de l'insurrection. Les évaluations des sommes varient de un à dix : dans la fourchette basse, un rapport de la CIA fait état de 70 millions de dollars versés aux Taliban. En fait, l'éviction des Taliban du trafic est impossible car les réseaux sont régionaux et l'insurrection ne demande que peu de moyens. En effet, les combattants sont principalement locaux et les stocks d'armes sont importants dans l'Helmand (les munitions des années 1980 sont encore utilisables en raison d'un climat sec). Par ailleurs, les répercussions sociales seraient telles qu'une politique d'éradication de l'opium est impossible sur le court terme. Le deuxième argument tient à la situation géographique de l'Helmand qui serait un point de transit pour les Taliban en direction du Pakistan ou en route vers l'Ouest (Ghor, Hérat, Badghris). En fait, la logistique des Taliban passe largement par le sud ou le nord de la province de l'Helmand, c'est-à-dire en dehors des zones prioritaires de la coalition. Pour ce qui est du Sud, le gouvernement pakistanais n'a jamais eu les moyens ou la volonté de fermer la frontière, ce qui rend les tentatives américaines en ce sens parfaitement illusoires. En conclusion, il n'y a pas d'arguments convaincants pour faire de l'Helmand une priorité et lancer à Marjah la plus coûteuse « offensive » de la coalition. Cela est particulièrement frappant quand on constate au même moment que Kunduz, et au-delà une partie significative du Nord-Est passe à l'insurrection, et que l'Est (Gardez, Khost, Kunar Nuristan) est totalement hors de contrôle.

À l'inverse, il y avait au moins trois raisons de ne pas choisir l'Helmand : l'absence de structures étatiques, le soutien populaire aux Taliban, le rejet des forces occidentales²⁴⁵. En premier lieu, l'Helmand est une province où il n'y a pas de structures étatiques depuis les années 1980. Après la chute des Taliban en 2001, des hommes forts locaux²⁴⁶, anciens commandants du *jihad*, reviennent au pouvoir : Shir Mohammad Akhunzada²⁴⁷, Abdul Rahman Jan²⁴⁸, Dad Mohammad Khan et son frère Juma Gul²⁴⁹, Mir Wali²⁵⁰. Ils appartiennent tous à des tribus *zirak* (Alikozai, Barakzai and Popolzai) historiquement dominantes à Kandahar. En raison de solidarités tribales et commerciales, ces anciens commandants jihadistes sont liés à la famille Karzai, à la fois à Kaboul et à Kandahar. Ces leaders ont des soutiens très localisés et ne peuvent pas étendre leur influence au-delà de leur base ethnique ou géographique initiale. Leurs relations avec les autres groupes ethniques ou politiques sont généralement mauvaises. La concurrence entre groupes porte sur les ressources liées à l'opium et son transport vers l'Iran. La plupart de ces leaders sont maintenant réfugiés à Kaboul en raison de la pression des Taliban ou, quelquefois, des Britanniques. Ainsi, ces derniers ont obtenu le départ du gouverneur Akhunzada en décembre 2005²⁵¹. L'actuel gouverneur, Mangal, a été choisi par la coalition (les Britanniques) et n'a pas de soutiens locaux. Les Taliban ont systématiquement éliminé les notables qui travaillaient avec le gouvernement ou la coalition, simplifiant et polarisant le jeu politique.

En second lieu, les Taliban jouissent d'un soutien significatif au sein de la population. Le recrutement est facile car la réaction religieuse et nationaliste en raison de la présence de forces étrangères combattantes et du discrédit du gouvernement. Les Taliban ont posé les bases d'une administration des districts qu'ils ont (ou avaient) sous contrôle, notamment avec des juges appliquant la *shariat* et quelques taxes assez légères. Si la coalition est perçue comme un *insecurity provider*, les Taliban sont, au contraire, un facteur d'ordre social. L'insurrection a montré sa résistance aux opérations de la coalition, ce qui indique une implantation sociale réelle. Des frappes sélectives ont plusieurs fois décapité le mouvement au niveau provincial, mais sans effet discernable après quelques mois. La mort d'Usmani et celle d'autres leaders importants de l'Helmand n'a pas affaibli durablement l'insurrection²⁵². En dépit de leur opposition idéologique au système tribal, les Taliban utilisent les oppositions sociales et tribales. Leur recrutement est en partie axé sur les tribus qui ont été marginalisées par le pouvoir actuel, par exemple les Ishakzai.

²⁴⁵ Voir par exemple Tom Coghlan, « The Taliban in Helmand. An oral history » in Antonio Guistozzi (ed) *Decoding the Taliban*, Hurst 2009.

²⁴⁶ Au nord de la province, raïs-i Baghlan a un statut particulier et ambigu. Il est à Kaboul à la demande de Karzai, mais un de ses fils est un commandant Taliban.

²⁴⁷ De la tribu Alizai de Musa Qala, ancien gouverneur, devenu sénateur.

²⁴⁸ De la tribu Noorzai, ancien chef de la police, son fils est député.

²⁴⁹ *Amir* Dado, ancien chef du NDS de l'Helmand, de Sangin (Alikozai), actuellement député.

²⁵⁰ Egalement député et chef d'une milice.

²⁵¹ Mais le frère d'Akhunzada, Amir Mohammed, devient alors gouverneur adjoint de Mohammad Daud (qui sera démis de ses fonctions par Karzai à la fin de 2006). L'Afghanistan National Auxiliary Police a été formée avec des hommes d'Akhunzada de d'autres milices locales.

²⁵² http://www.longwarjournal.org/archives/2007/03/operation_achilles_n.php#ixzz0NxxvOKMMK Usmani était membre de la shura centrale des Taliban, ancien numéro deux de Mullah Omar, l'ancien ministre des affaires étrangères des Taliban et commandant militaire pour les provinces de l'Uruzgan, du Nimroz, de Kandahar, du Farah, d'Hérat et de l'Helmand.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

De même, les réfugiés pachtounes qui ont fui le Faryab en raison de pression des Ouzbeks locaux sont un réservoir potentiel pour l'insurrection. Les Taliban recrutent aussi dans les tribus du nord de la province comme les Alizai, opposés aux réseaux Karzai. Le soutien actif pour les Taliban est peut-être relativement limité, mais le rejet de la coalition par la population est très significatif, en particulier en cas d'offensive majeure qui désorganise la vie quotidienne et accroît les pertes civiles. Dans ces conditions de polarisation militaire et politique, la probabilité pour qu'un habitant quelconque soutienne les Taliban s'accroît.

Les forces de la coalition sont impopulaires dans l'Helmand pour deux raisons au moins : la mémoire historique et les échecs précédents. En premier lieu, en raison de l'histoire de la région, il y a un degré significatif de xénophobie déjà sensible dans les années 1980. La mémoire de la guerre contre les Britanniques, notamment la bataille de Maywand, est encore vive. Deuxièmement, les opérations militaires de la coalition ont toujours échoué dans cette province. Il est par exemple intéressant de constater que la stratégie britannique de 2006 est dans son principe assez semblable à ce qui est fait depuis le début de 2010. Les troupes devaient prendre le contrôle de Lashkargah et Girishk et à partir de là progresser (« stratégie de la tâche d'huile ») par le « nettoyage » des zones contrôlées par l'insurrection. Mais la pression sur Musa Qala et Sangin a été telle que les forces britanniques, qui avaient largement sous-estimé l'opposition, ont décidé de porter directement leur effort plus au Nord. En pratique, cette faute stratégique a laissé les Taliban décider de l'endroit où les combats auraient lieu. Un nombre important de villages ont été détruits autour de Musa Qala et Sangin, la population en a rendu la coalition responsable, ce qui a renforcé le soutien aux Taliban. En dépit ou à cause des pertes qu'ils ont subies, les Taliban ont gagné une victoire politique. A l'automne 2006, les forces britanniques ont dû accepter un cessez-le-feu avec les Taliban à Musa Qala jusqu'en février 2007 quand un bombardement américain contre le commandant Mullah Ghaffur a de fait brisé la trêve. Le mois suivant, l'opération Achilles a mobilisé 5 500 soldats de la coalition et des troupes afghanes à Musa Qala, Washir, Nawzad. Mais l'insurrection n'a pas pour autant renoncé à ses opérations d'infiltration dans les zones pourtant en principe « nettoyées ».

Finalement, il n'y a pas de bonnes raisons pour avoir choisi l'Helmand pour mobiliser (immobiliser) un cinquième des troupes de la coalition (et les meilleures) avec des pertes pour la province qui sont supérieures à 500 hommes fin 2010. Cette décision désastreuse est probablement l'effet d'un *sunk cost trap*. En d'autres termes, les erreurs des Britanniques ont conduit à surévaluer l'importance stratégique et la signification politique de l'Helmand. *La carte mentale de la coalition a donc été construite non en fonction des bénéfices futurs probables, mais en fonction des coûts passés.*

Le déroulement des opérations a été plus complexe que prévu et n'a pas produit les résultats escomptés. L'opération a été lancée le 2 juillet 2009, mais les *Forces spéciales* avaient auparavant infiltré la zone pour la phase de *shape*. Le plan était de « nettoyer » la province de Lashkargah jusqu'à Musa Kala et Kajaki (au nord) et Dishu (au sud). Les districts de Garmsir et de Naw étaient les priorités. L'objectif était de diminuer de moitié le pourcentage de la population vivant dans des régions contrôlées par les Taliban (50% initialement selon la coalition, probablement beaucoup plus). Contrairement aux opérations précédentes, les troupes restent sur place pour sécuriser les zones conquises, en application de la doctrine de la COIN. En principe également, la coopération de la police pakistanaise était acquise pour sceller la frontière au Sud. Environ 10 000 US Marines ont la responsabilité du Sud et de l'Ouest de la province pendant que 9 000 troupes de la coalition (dont 6 200 Britanniques) opèrent dans le centre et le Nord. L'opération Strike of the Sword a mobilisé 4 000 Marines pour attaquer les trois districts de la base vallée de l'Helmand. En parallèle, l'opération Panther's Claw a organisé la poussée de milliers de soldats de la coalition vers Lashkargah et Nad Ali. Enfin, l'opération Eastern Resolve 2 visait le district de Dahaneh.

Une fois encore, la coalition a sous-estimé la capacité d'adaptation des Taliban. Ceux-ci ont choisi de ne pas affronter directement la coalition comme ils l'avaient fait en mai 2008 dans le sud de l'Helmand, au prix de pertes très lourdes. Ils se sont retirés du district de Garmsir vers le Nord, utilisant la difficulté du terrain pour se regrouper sans crainte d'une offensive de la coalition. Les pertes des insurgés ont été faibles (moins de 200 hommes ?) en raison de l'utilisation des IED comme arme de choix. Rien n'indique que l'insurrection ait été significativement affaiblie par l'opération, car les insurgés ont adapté leurs tactiques et montrent un meilleur niveau de coordination. Dans les premières années, l'éthique guerrière dominante dans les régions pachtounes favorisait un affrontement direct avec

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

les forces occidentales pour démontrer la valeur individuelle des combattants. Les insurgés utilisent aujourd'hui les règles d'engagement de la coalition pour éviter le feu, connaissent les temps d'intervention du soutien aérien et tendent à user les forces occidentales et à limiter leurs pertes. Opérant en unités réduites de 10 à 12 hommes avec des munitions pour une dizaine de jours, les insurgés au contact pour un mois avant de se replier au Pakistan ou dans les régions nord de fait sanctuarisées.

Le « nettoyage » ne fonctionne pas : aucun territoire significatif n'a été « nettoyé » par les forces de la coalition. Ce qui a été créé est un archipel de bases encerclées par les insurgés. Dans la partie nord de la province, les Britanniques ont rencontré une résistance acharnée des groupes insurgés et aucun résultat significatif n'a été obtenu. La coalition n'est pas à même de sécuriser même les centres administratifs. Le jour des élections présidentielles de 2009, le chef-lieu de la province, Laskargah a reçu plus d'une dizaine de roquettes et la sécurité dans le bazar est très mauvaise. En dépit de la présence des troupes américaines, les Taliban sont présents dans la plupart des villages. Les districts de Garmsir et celui de Nad Ali ont vu des progrès limités, bien que les IED n'aient pas disparus. Pourtant, l'afghanisation de ces districts n'est pas envisageable dans un avenir prévisible. Partout, les Taliban sont à même de faire pression sur la coalition, car ils n'ont pas subi de pertes importantes et peuvent infiltrer une grande partie des villages. Finalement, la frontière avec le Pakistan est toujours ouverte pour les Taliban, ce qui interdit un démantèlement des structures de l'insurrection.

4. *Kandahar et l'absence de stratégie politique*

L'échec de l'opération à Marjah a conduit l'Etat-major américain à retarder l'offensive sur Kandahar qui devait, selon les plans initiaux, commencer au printemps. De plus, toujours en raison de la difficulté à gérer médiatiquement l'échec de Marjah, les objectifs de l'opération de Kandahar n'ont pas été précisés publiquement (ni même, au moins d'après mon expérience, en privé). Quels sont les axes de cette offensive ? En premier lieu, la coalition doit réformer l'administration locale, car il y a consensus sur l'exaspération de la population devant la corruption des officiels, les vols de terres privées ou publiques, les actes de violences, etc. En second lieu, la coalition doit repousser les Taliban dans les districts nord (Arghandab) et ouest (Panjway) qui sont les bases principales des insurgés à partir desquels ils pénètrent la ville. Enfin, la coalition doit sécuriser la ville à la fois par des opérations ponctuelles pour éliminer les Taliban et par un renforcement de la police et de l'armée (patrouille, postes fixes, etc.) et avec une ceinture de sécurité autour de la ville.

Quels sont les résultats à l'été 2010 ? Sur les trois axes mentionnés ci-dessus, les résultats sont mauvais. Premièrement, la coalition ne peut pas transformer les équilibres politiques de la région de Kandahar pour deux raisons au moins. D'une part, le demi-frère du Président, Ahmad Wali Karzai, est l'homme dominant : il a bâti un système de domination local en s'appuyant sur des réseaux de trafiquants de drogue, des leaders « tribaux » (surtout Barakzai et sa propre tribu Popolzai) qui lui donnent une base restreinte, mais relativement fiable. D'autre part, la coalition a commis l'erreur de se mettre dans une position de dépendance par rapport à ces réseaux, notamment pour la logistique et le renseignement. Une transformation des alliances est impossible en raison du degré d'isolement des forces de la coalition sur le terrain. Deuxièmement, les combats sur l'Arghandab ont montré un ennemi très tenace qui utilise les IED à grand échelle. En pratique, les forces américaines ont de très grandes difficultés pour sortir de leurs bases, même pour avancer de quelques centaines de mètres. La surveillance aérienne ne fonctionne que très mal en raison de la densité de la végétation et les vergers (avec les murs) sont un bon terrain pour les embuscades. Troisièmement, la sécurité dans la ville s'est détériorée jusque-là car les Taliban sont bien implantés et ont une politique systématique d'élimination de tous les intermédiaires entre la population et la coalition (un ou deux assassinats par jour). La plupart des notables de l'Helmand (et un chef de district) ont été assassinés, les Taliban n'ont donc plus d'obstacle à la domination politique de l'Arghandab.

Le bilan est donc jusque-là très médiocre, la coalition ne peut pas espérer de résultats significatifs dans les prochains mois, même si l'arrivée de l'automne peut faciliter la surveillance aérienne. Plus grave, l'absence de réforme politique et l'assassinat des notables disposés à travailler avec la coalition, fait que des succès tactiques, qui sont possibles dans Kandahar intra-muros, ne se traduiront pas par une marginalisation des insurgés.

5. Les pratiques

Une discussion sur la doctrine de contre-insurrection et son application est insuffisante, car il ne faut pas surévaluer l'importance de la rupture de 2008-09. Le débat public sur la COIN en Afghanistan n'arrive que tard (2008-09), alors que de nombreuses expériences ont déjà été tentées localement par différents commandants américains, qui jouissent d'une large autonomie. Dans certains cas, l'adoption de la COIN n'a pas d'effets immédiats, ni même certains, sur les pratiques des commandants américains. De plus, les autres nations engagées dans l'ISAF ne s'inspirent que très lointainement de la COIN définie par les Etats-Unis pour des raisons qui tiennent à l'absence de formation et à des contraintes politiques sur la limitation des pertes. Les éléments de continuité entre les deux périodes s'expliquent par l'inertie et le comportement des officiers. Certaines unités ont une attitude essentiellement défensive, d'autres sont encore dans un schéma traditionnel d'utilisation du feu, enfin certaines unités tentent de pratiquer la COIN, ce qui suppose en fait des unités bien formées et expérimentées. Je vais maintenant aborder les caractéristiques de la coalition, puis son rapport aux acteurs locaux et enfin je présenterai rapidement deux expériences de contre-insurrection avant la COIN officielle du général MacChrystal et du général Petraeus.

6. Le fonctionnement de la coalition

La coalition est initialement un acteur multiple, très peu coordonné, avec des traditions nationales et des *caveats* qui limitent la coopération²⁵³. Durant les premières années, seules les troupes américaines sont engagées dans les combats et elles opèrent de façon distincte de celles de l'ISAF. Après 2006, devant la montée en puissance de l'insurrection, l'ISAF ne s'étend progressivement à tout le pays, chaque pays se voit alors responsable d'une région.

La progressive américanisation de la guerre se fait au niveau de la stratégie et de la conduite de la guerre. *L'originalité doctrinale des nations européennes et leur autonomie de décision se sont progressivement perdues en raison des contraintes financières, logistiques et de l'intégration verticale de l'OTAN.* Les décisions stratégiques sont du seul ressort des Américains ce qui rend de plus en plus théorique la distinction entre commandement otanien et commandement américain. Même au niveau de la conception, on constate *l'absence de participation de l'OTAN ou des alliés.* Ceci est d'autant plus dommageable qu'une réflexion sur l'expérience (positive) des Hollandais ou les raisons de l'échec britannique aurait pu orienter positivement les décisions américaines. Les seules discussions ont concerné en fait le niveau d'engagement des forces non américaines. Avec une participation à la guerre qui collectivement représente environ un tiers des effectifs, une part importante des coûts financiers et humains, les alliés n'ont aucune prise sur les décisions. L'OTAN se révèle donc, de façon prévisible, une machine à marginaliser les pays européens dans les processus de décision tout en obtenant des ressources significatives de leur part. Les alliés peuvent même se voir « américanisés » en cas de performances insuffisantes ; le commandement local est alors doublé par des conseillers américains (cas des Polonais à Ghazni par exemple). Le vocabulaire, les processus de décision sont progressivement alignés sur les normes américaines. La fascination individuelle, l'effet de mode, l'admiration pour les généraux américains qui ont parfois un statut de rock star, a également participé à cette américanisation des esprits et des références intellectuelles.

Pourtant, cette normalisation au sein de l'OTAN n'empêche pas que les différences nationales perdurent. *L'unité de commandement n'implique pas une unité des pratiques militaires.* Certaines nations ont une stratégie essentiellement défensive qui a pour effet de laisser le champ pratiquement libre aux Taliban. C'est le cas notamment de l'Italie de l'Allemagne ou de l'Espagne, qui cherchent avant tout à éviter le combat. Les troupes françaises ont en pratique des consignes pour limiter les pertes avec les conséquences tactiques qui en découlent (pas de poursuite de l'adversaire en cas d'embuscade par exemple). En conséquence, les pratiques sont essentiellement défensives avec un dispositif militaire qui est centré sur la protection des troupes.

²⁵³ Principalement : US European Command (EUCOM), Central Command (CENTCOM) Special Operations Command (SOCOM). L'opération américaine Coalition Operation Enduring Freedom (OEF) participe à l'entraînement des forces afghanes et effectue ses propres opérations ou pour les Special Operations à Tampa directement. L'ISAF est sous le commandement de l'OTAN et regroupe 40 pays dans le cadre d'un mandat de l'UNSC avec cinq commandements régionaux et 26 PRTs.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

La conséquence de la division en zone de responsabilité nationale au sein de l'OTAN est que *la distribution des forces conditionne implicitement les choix stratégiques*. Concrètement, la région de Kunduz (nord) est importante pour différentes raisons, mais les troupes (allemandes) n'ont aucune compétence militaire réelle (pas de guerre depuis la seconde guerre mondiale) et sont complètement dépassées. Mais la logique diplomatique fait que les Allemands gardent la responsabilité de cette région. Parallèlement, la focalisation des Etats-Unis sur le Sud et l'Est explique en partie que l'effort porte là (*reverse engineering*), alors qu'il eut été plus judicieux de le faire porter ailleurs, mais cela aurait supposé de transformer l'organisation des forces. C'est donc la distribution existante des forces qui définit la stratégie plus qu'une analyse nationale et dynamique.

7. Les compétences

La coalition ne dispose pas des moyens humains pour appliquer la COIN. Bien que rarement commenté en tant que tel, un des problèmes majeurs de la coalition, à première vue de nature technique, est l'absence de continuité dans les programmes et le *turn-over* très rapide du personnel militaire, qui a des relations pratiquement inexistantes avec la société afghane. Il n'est pas rare de parler à des soldats après des mois de présence en Afghanistan ne sont *jamais* sortis de leur base.

L'absence de continuité dans les programmes se constate par la multiplication des initiatives, qui parfois changent de nom de façon régulières (voir les programmes de milice par exemple) et dont les résultats ne sont jamais vraiment évalués. Ainsi, l'idée que l'aide au développement a un aspect stabilisateur n'est jamais testée de façon systématique. Le caractère mouvant est dû probablement au caractère souvent assez décentralisé et personnel des initiatives (principe du « caporal stratégique »). De plus, la volonté, pour progresser dans sa carrière, d'avoir une *succes story* qui soit compréhensible dans l'univers bureaucratique militaire, implique souvent de lancer des initiatives visibles (et pas simplement une stabilisation neutre).

Les personnels changent en moyenne tous les six mois, en particulier pour les *US Marines*. Quelles sont les conséquences du *turn-over* et de la discontinuité des programmes ? L'absence de mémoire institutionnelle est un problème clé en Afghanistan et c'était déjà le cas pour les ONG²⁵⁴. Dans certaines unités américaines, le disque dur des ordinateurs est effacé au moment de la rotation. La coalition vit dans un éternel présent, avec une conscience faible de sa propre histoire, ce qui explique que les mêmes propositions reviennent régulièrement malgré les échecs précédents. Par ailleurs, les interlocuteurs afghans peuvent utiliser les failles liées à l'absence de mémoire ou simplement abandonner.

« Les Américains ils sont comment par rapport aux Soviétiques ? Les Soviétiques ils venaient dans le bazar manger avec nous les Américains, ils ne sortent pas, ils ne parlent jamais avec les gens²⁵⁵ ». Tout le dispositif occidental est marqué par une séparation croissante avec la population afghane (jusqu'aux toilettes réservées aux Afghans à Bagram). La séparation est d'abord physique et cela, à plusieurs niveaux. D'un point de vue moins anecdotique qu'il n'y paraît, Kaboul (et dans une mesure moindre d'autres villes) ont vu apparaître des lieux de sociabilité spécifiques qui sont interdits aux Afghans. L'alcool (normalement interdit en Afghanistan) est utilisé comme marqueur social et permet de refuser l'entrée de différents lieux aux nationaux. Un deuxième exemple, qui a plus de poids dans la vie quotidienne, est l'établissement de zones à accès restreint qui isolent les ambassades occidentales à Kaboul (sur le modèle de la Green Zone de Bagdad) et provoquent des embouteillages quotidiens. Les militaires occidentaux se mêlent très peu à la population. Le cas n'est pas rare de soldats restant plusieurs mois en Afghanistan sans jamais sortir de leur base, même pour faire un tour dans le bazar de Kaboul. Dans le cas des Américains et l'ONU les règles sont si strictes (résidence, etc.) qu'on peut parler d'une séparation pratiquement inflexible. Finalement, considérant la complexité de la situation, on peut estimer que la coalition a surestimé ses compétences en cherchant à appliquer des approches trop complexes.

²⁵⁴ DORRONSORO (Gilles), « L'aide humanitaire en Afghanistan », *Cultures et Conflits*, automne 1993.

²⁵⁵ Conversation avec un commerçant de Jalalabad (avril 2009).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

8. Le répertoire de la coalition

Trois éléments sont significatifs dans la description du répertoire de la coalition : les limites des tactiques, la privatisation de la sécurité, la recherche d'alliances locales.

Le répertoire tactique de la coalition est limité et prévisible. Par rapport à d'autres guerres anti-insurrectionnelles, la guerre est marquée par une très grande difficulté de déplacement qui interdit notamment l'effet de surprise. En moyenne, les soldats de la coalition en opération à pied portent plusieurs dizaines de kg. Les opérations hélicoptérées pour déposer des troupes sur les crêtes et « nettoyer » une vallée comme pendant la guerre d'Algérie ou l'occupation soviétique ne sont pas envisagées. Les IED et l'aversion pour les pertes interdisent les poursuites « à chaud » en cas d'embuscade. En raison des IED, les déplacements de la coalition sont extrêmement longs à préparer et il faut souvent plusieurs heures pour progresser de quelques kilomètres. En dehors des opérations des *Forces spéciales*, il n'y a aucun effet de surprise, car les Taliban ont une excellente lecture des déplacements de la coalition. De plus, les patrouilles sont largement inefficaces, les soldats de la coalition ne restent pas dans les villages plus de quelques heures et les Taliban ont un meilleur contrôle de la population.

Les seules opérations qui jouent sur un effet de surprise sont les « éliminations ciblées » de cadres Taliban par les *Forces spéciales*, généralement de nuit. Pourtant ces opérations posent deux types de problèmes. Premièrement, la plupart des forces de l'OTAN ne peuvent pas opérer de cette façon pour des raisons à la fois techniques et juridiques. Le compromis pratique a été trouvé par le maintien de forces américaines en dehors de l'OTAN, qui procèdent à l'élimination des individus désignés par les commandements locaux. Deuxièmement, les opérations ont souvent eu des effets politiques négatifs, à la fois parce que les informations fautives ont conduit à des pertes civiles et parce que le principe même de ces opérations est rejeté par une très large partie de la population afghane (même si elle n'est pas sympathisante de l'insurrection).

La privatisation de la sécurité est un élément central des pratiques de la coalition. La privatisation a plusieurs dimensions : sous-traitance à des entreprises privées internationales ou locales, formation de milices afghanes. Les agents privés qui sous-traitent la sécurité sont des entreprises ou des milices, la distinction étant parfois difficile dans le cas d'entreprises afghanes. Les conséquences sont une augmentation des coûts, un manque de transparence politique, une diffusion des responsabilités qui rend la cohérence stratégique difficile, des effets pervers sur les partenaires afghans (corruption, affaiblissement des institutions, etc.).

Depuis 2009, la multiplication des milices et des groupes armés autonomes est probablement l'élément le plus marquant de la nouvelle stratégie américaine. Ces acteurs sont divers. Il peut s'agir de groupes armés locaux. Les entreprises privées de sécurité ont également des groupes armés qui circulent sur les routes et combattent l'insurrection (par exemple aux frontières). Par ailleurs, des groupes qui n'ont pas toujours d'existence officielle travaillent avec les forces spéciales américaines et sont probablement à l'origine de nombreux incidents comme la mort du chef de la police de Kandahar. Ces groupes ne sont pas intégrés dans un schéma cohérent, ils disposent en pratique d'une large autonomie et sont souvent en concurrence avec les forces combattantes régulières.

L'expérience a montré que ces actions sont non seulement inefficaces, mais dangereuses dans la mesure où elles détruisent la possibilité d'un État régalien et accélèrent la fragmentation politique. En effet, ces groupes armés sont généralement détestés par la population, qui a souvent fait crédit aux Taliban d'avoir nettoyé le pays de ces groupes. La population est fermement opposée au retour des milices actives dans la guerre civile des années 1990. En favorisant la multiplication de milices, la coalition recrée exactement les conditions qui ont favorisé l'ascension des Taliban dans les années 1990. Les mercenaires (occidentaux ou afghans) qui travaillent pour les compagnies de sécurité comme Xe (ex-Blackwater) ont très mauvaise réputation en raison de leur comportement avec la population. Ces politiques reposent sur l'idée qu'il est possible de manipuler des segments de la société afghane. Cette approche est radicalement erronée pour deux raisons. Premièrement, elle méconnaît le fait que les Taliban sont un mouvement *politique*, relativement centralisé et idéologiquement cohérent. Deuxièmement, les Occidentaux n'ont pas les compétences pour mener ce type de politique, surtout dans des délais courts (moins de deux ans).

Bien que les tentatives dans la province du Wardak n'aient pas donné de résultats concluants, l'armée

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

américaine a décidé de multiplier les milices, mais selon une logique différente. Au lieu de recruter sur une base individuelle avec un processus de sélection complexe comme dans le Wardak, les nouvelles milices sont des groupes préconstitués, souvent des criminels ou des anciens commandants des années 1990. Ainsi, à Kunduz, le gouvernement a laissé des groupes du district de Khanabad prendre la sécurité en main. Par ailleurs, des milices ont été mises en place pour assurer la sécurité des grands axes de communication. Elles sont dirigées par des alliés de la famille Karzai et vont contrôler des ressources économiques significatives. Une fois constitués, ces groupes armés sont extrêmement difficiles à contrôler du fait que la sécurité de l'approvisionnement des forces occidentales dépend en partie des milices afghanes (surtout dans le sud). Il n'est pas encore totalement clair si c'est le ministère de l'Intérieur ou la présidence qui aura le contrôle juridique de ces groupes, mais en pratique ceux-ci seront très largement autonomes.

Un des éléments les plus dommageables pour la coalition a été, dès l'origine, de prendre parti dans les conflits locaux. Cette erreur centrale tient à différentes causes, à la fois des choix stratégiques et une méconnaissance du terrain. Dans les premiers mois de la guerre en 2001 – la *shaping phase* pour reprendre la terminologie des Marines²⁵⁶ – les forces américaines étaient en nombre très limité et sans aucune connaissance de terrain. La priorité est alors à la recherche et à la destruction des groupes al Qaida et Taliban (la différence n'est pas faite clairement par les forces américaines à ce moment). Dans ce contexte, où la priorité est de tuer l'ennemi, les conséquences à long terme ne sont pas prises en compte. De plus, la perception de la société afghane comme « tribale », rejetant l'Etat, implique que les Etats-Unis doivent chercher des alliés locaux, ce qui s'oppose à toute politique de neutralité entre groupes.

En pratique, les forces armées, qui opèrent sur une base dans l'improvisation et sans vision stratégique, « choisissent » (ou sont choisies) par des acteurs locaux qui leur donne accès au terrain (information, reconnaissance, etc.). Ceux-ci vont définir à partir de leurs priorités qui sont évidemment différentes de celles des Etats-Unis, les ennemis des Etats-Unis. Un bon exemple de cette ignorance est fourni par le Major Gant dans *One Tribe at a Time*: « *The highland people had taken and were using some land that belonged to the lowland people. The Malik told me the land had been given to his tribe by the "King Of Afghanistan" many, many years ago and that he would show me the papers. I told him he didn't need to show me any papers. His word was enough. I made the decision to support him. "Malik, I am with you. My men and I will go with you and speak with the highlanders again. If they do not turn the land back over to you, we will fight with you against them." With that, a relationship was born. [...] Without going into further detail, suffice it to say that the dispute with the highlanders was resolved.* ». Les Forces spéciales ont donc contribué à l'appropriation par une tribu de terres au statut contesté. L'ensemble des groupes qui ont été victimes de cette opération ont donc immédiatement basculé dans l'opposition (au moins passive). Les forces occidentales sont donc perçues comme adversaires du droit. Or, contrairement à la perception du Major Gant, les questions de droit, et le statut de ceux qui disent le droit, les religieux ou les *jirga*, est essentiel dans le fonctionnement social.

Quelles sont les conséquences de cet aveuglement au niveau national ? Les Etats-Unis vont s'appuyer sur des acteurs locaux dont la légitimité est généralement faible qui ont laissé de très mauvais souvenirs dans les années 1980 et 1990 (parfois des criminels de guerre comme Dostum). On a donc une fragmentation qui est acceptée et parfois favorisée (paiement des milices) au détriment de la restauration de l'ordre. Or, les alliés locaux des Etats-Unis vont instrumentaliser ceux-ci pour régler leurs comptes avec d'autres groupes. Ceux-ci peuvent avoir été proches des Taliban, mais ce sont des groupes sociaux (et non des militants ou des commandants Taliban) qui sont ciblés.

9. Retour d'expérience : la Kunar et Uruzgan

Les expériences de contre-insurrection dans l'Est et dans l'Uruzgan reflètent deux approches opposées, sur des terrains, il est vrai, très différents.

²⁵⁶ L'expression est employée ici au sens proposé dans la version actualisée du *Small Wars Manual* (www.smallwars.quantico.usmc.mil/2003smallwars.asp) des Marines, qui voit dans ce que l'armée française appelle la « phase de coercition » (la « guerre » dans le langage courant) une phase vouée à façonner et faciliter la phase de stabilisation. Dans la doctrine interarmées américaine, néanmoins, la *shaping phase* désigne souvent la phase aérienne précédant une intervention terrestre.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

La Kunar (sur la frontière pakistanaise, au nord de Jalalabad) est historiquement une des régions de force des mujahiddin dans les années 1980. L'insurrection a rapidement pénétré la région après 2001 et, après 2003-04, avait pris le contrôle de districts entiers. A partir de 2005-06, les officiers en charge de la région ont lancé un programme de contre-insurrection, qui est intéressant à la fois par son orientation théorique et ses résultats²⁵⁷. Si l'on suit David Kilcullen, devant une opposition politiquement fragmentée et dans une région tribale, la stratégie suivie a été d'utiliser la construction d'une route entre Jalalabad et Asadabad pour passer des accords avec les tribus locales et marginaliser les combattants les plus agressifs (non locaux) qui viennent du Pakistan. L'auteur explique notamment que les succès remarquables de cette stratégie peuvent être appliqués ailleurs.

En fait, avec quelques années de recul, plusieurs choses sont frappantes. Premièrement, la situation de la Kunar/Nouristan s'est très sérieusement dégradée, au point que les Etats-Unis ont été obligés d'évacuer différents postes sous la pression des insurgés. Loin de constituer un succès, l'évolution générale de la province indique donc une prise de contrôle à peu près totale par l'insurrection²⁵⁸. Ou les résultats n'étaient pas aussi bons que Kilcullen le supposait ou la stratégie suivie ne pouvait pas être généralisée. Deuxièmement, la présentation de Kilcullen est incomplète au sens où rien n'est dit sur les causes de la percée de l'insurrection. En particulier, les pratiques des Forces spéciales et les cas de mauvais traitement de la population (le cas très connu d'un ancien commandant mort sous la torture dans une base américaine) n'est pas analysé. En d'autres termes, le crédit politique des Etats-Unis est très limité après 2006 dans la Kunar et aucune des tactiques suggérées ne peut changer ce fait. Les principaux intermédiaires politiques ont été discrédités (le rôle de la famille Majrouh n'est pas abordé). De ce fait, différents éléments du plan de contre-insurrection pouvaient laisser penser que la dégradation générale était probable. Sans contrôle possible de la frontière avec le Pakistan, les infiltrations de militants ont continué sans entraves. Dans ces conditions, il était difficile aux tribus, dans le cas où elles l'auraient souhaité, de se dissocier de l'insurrection.

À l'inverse, on peut constater qu'un des seuls succès notables (bien que limité) a été la stabilisation dans l'Uruzgan. La PRT hollandaise après un départ difficile, a su précisément installer un pouvoir neutre entre les tribus, rompant avec la position américaine de soutien au réseau Karzai dans le Sud (tribu Popolzai notamment). Cette position de neutralité, concrètement exprimée par une répartition équitable des ressources de la coalition, a rendu plus difficile pour les Taliban l'exploitation des oppositions tribales. Le succès est limité au sens où il s'agit d'une interdiction d'un territoire très rural et marginal pour les Taliban et que la situation pourrait bien redevenir très instable après le départ des Hollandais en 2011. Pourtant, la leçon est importante et montre que *la neutralité, et non l'engagement auprès d'un groupe ou d'une tribu, est bien la clé d'une opération de stabilisation.*

10. L'espace de la guerre

L'analyse de la contre-insurrection telle qu'elle a été pratiquée ces dernières années en Afghanistan conduit à poser la question des contraintes politiques et sociales dans la formulation et l'application de la COIN. Avec une doctrine implicite du zéro risque, est-il possible pour les pays européens de faire la guerre (la contre-insurrection est une forme de guerre, ce n'est pas du maintien de la paix) ? La sensibilité au risque produit des discours et des politiques profondément déconnectées de la question, pourtant centrale, des coûts et des usages alternatifs des ressources. Dans cette dernière partie, je voudrais aborder la question des obstacles structurels à la contre-insurrection. En particulier, l'hypothèse a été avancée que les pays européens sont devenus une « *soft postmodern society* »²⁵⁹, une société qui répugne à expérimenter ou à donner la souffrance²⁶⁰.

La transformation des récits liés à la guerre se fait dans le sens de la place centrale accordée à la victime. Le niveau de violence est peu élevé en Afghanistan, très en deçà de nombreuses guerres civiles. Les pertes de la coalition

²⁵⁷ « Taliban and counter-insurgency in Kunar » David Kilcullen in *Decoding the new Taliban* page 243.

²⁵⁸ Sur la vallée de Korengal en 2008 <http://www.vanityfair.com/politics/features/2008/10/afghanistan200810?currentPage=all> les forces US se retirent de la vallée en avril 2010.

²⁵⁹ Robert Inglehart, *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1997), p. 453.

²⁶⁰ Christopher Coker, *Humane Warfare* (London and New York: Routledge, 2001), p. 170

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

sont inférieures à trois mille hommes, ce qui est relativement peu au bout de dix ans. Le nombre de civils afghans tués est également faible. Les soldats tués en Afghanistan sont présentés dans les médias comme des victimes. Ce statut, qui aurait été insultant il y a encore quelques décennies, tend à nier le statut militaire traditionnel (donner la mort et la recevoir, la catégorie de l'adversaire-ennemi disparaît au profit de l'adversaire terroriste). La perte de 10 hommes dans une embuscade est une affaire nationale en France, qui nécessite le déplacement du président de la République. Il s'agit plus de sensibilité que de morale, dans la mesure où les violations de droits de l'Homme n'ont pas nécessairement une répercussion très importante et la tendance politique n'est globalement pas très libérale.

Une des erreurs majeures des stratèges américains est d'avoir voulu s'inspirer des guerres coloniales dans la définition d'une stratégie de contre-insurrection en raison du rapport fondamentalement différent que nos sociétés occidentales entretiennent avec la violence, la guerre, la mort. La notion même de guerre ne va pas de soi et il n'est ainsi pas sans importance que les différents pays de la coalition aient si longtemps refusé de parler de guerre (jusqu'en 2007, le porte-parole du Quai d'Orsay parlait de situation de post-conflit).

En raison de la disparition de l'espace de la guerre, les pays occidentaux sont pris dans une contradiction. D'un côté, la pratique de la violence est de plus en plus juridicisée (mouvement qui est perceptible dans les opérations de maintien de la paix notamment). D'autre part, la violence devient totalement hors-la-loi dans un état d'exception, avec une avancée du pouvoir exécutif. La pratique de la torture, l'assassinat sur un territoire étranger d'un de ses citoyens (pour les Etats-Unis), les frappes par drones sont l'expression d'une zone de non-droit (à la différence de la guerre). La dialectique entre ces deux pôles est complexe, mouvante, mais le résultat est bien la difficulté à définir l'espace de la guerre comme exercice légitime de la violence. Ceci explique en partie l'incapacité à justifier l'exercice de la violence et, symétriquement, les coûts pour la coalition.

Or, les Taliban (et au-delà les sociétés non occidentales) ne fonctionnent pas sur ce registre ou en tout cas pas totalement. Les Taliban font la guerre, ils tuent leurs adversaires, encaissent les pertes sans que leur moral soit atteint (les morts sont valorisés comme *shahid*). Cet avantage moral pourrait se révéler décisif à terme, alors que la coalition ne parvient toujours pas à justifier la guerre et ses coûts inévitables.

Conclusion

La guerre menée par la coalition a jusqu'ici été un échec d'autant plus dérangeant qu'il était en grande partie prévisible. La coalition a d'énormes difficultés à transformer ses pratiques, même quand les problèmes et les solutions sont connus (logistique, *turn-over*), ce qui me rend pessimiste pour l'avenir. Deux types d'obstacles ont empêché les armées occidentales de pratiquer une guerre de contre-insurrection adaptée : des a priori faux sur le pays et une doctrine inadaptée. Mes principales conclusions peuvent se résumer ainsi :

1) La coalition, dont l'approche reflète ici l'incompréhension plus générale de la communauté internationale, s'est formée une image fautive de la société afghane et de l'insurrection. Des théories non testées, ou même clairement démontrées fausses, continuent à servir de base aux politiques menées, en particulier :

- Le rôle des tribus est mal compris et généralement surestimé. *En aucun cas, les tribus ne peuvent être un élément central de la contre-insurrection.*

- L'obsession du « local » entraîne la minoration systématique des aspects politiques nationaux au profit d'une vision économiste des comportements. *Prendre mieux en compte les réseaux englobants et les logiques politiques nationales est indispensable dans l'élaboration de politique, y compris au niveau local.*

- Malgré les idées reçues, *l'Etat n'est pas illégitime en Afghanistan, il y a au contraire une forte demande d'Etat.* La coalition non seulement ne parvient pas à canaliser cette demande sociale, mais les politiques suivies tendent à affaiblir les institutions afghanes.

- *Les Taliban ne sont pas une collection de groupes locaux, mais une insurrection nationale avec une stratégie globale.* La coalition, faute de comprendre son ennemi, a systématiquement conçu des stratégies inefficaces.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- Bien que dénoncée par de nombreux experts, le mythe que le développement conduit à la stabilisation politique reste un des éléments majeurs des politiques suivies.

2) La COIN proprement dite, dans ses dimensions doctrinales, stratégiques et pratiques, a montré ses limites, en particulier :

- La COIN n'est pas applicable en Afghanistan, notamment parce que les phases de «nettoyage» (clear) ne sont pas réalisables et parce que le partenaire afghan ne peut pas prendre le relais de la coalition.

- Le choix d'une stratégie par le Sud est un désastre. A l'encontre de l'approche classique de Clausewitz, le commandement américain utilise des forces limitées pour attaquer l'ennemi à son point le plus fort. Plus grave, un succès local dans le Sud n'entraînerait pas une défaite des Taliban, alors qu'une défaite locale implique une victoire Taliban au niveau national.

3) Les pratiques de la coalition révèlent une bureaucratie paralysante, des contraintes politiques très fortes qui réduisent les capacités d'adaptation et donc les chances de succès.

Bibliographie du chapitre 2

AHMED (Akbar S.), *Millenium and Charisma among Pathans: a Critical Essay in Social Anthropology*, London, Routledge and Kegan Paul, 1976.

AHMED (Akbar S.), *Pukhtun Economy and Society*, London, Routledge and Kegan Paul, 1980.

ANDERSON, (Jon W.) "There are no Khans anymore: economic development and social change in tribal Afghanistan", *Middle East Journal* 32, 1978.

ANDERSON (Jon W.), "Tribe and community among the Ghilzay Pashtuns", *Anthropos* 70, 1975.

ANDERSON (Jon W.), « Social structure and the veil: comportement and interaction in Afghanistan », *Anthropos*, 77, 1982.

AZIZ (Abdullah), *Essai sur les catégories dirigeantes de l'Afghanistan 1945-1963*, Berne, Frankfurt-am Main, New York, Paris, Peter Lang, 1987.

BARTH (Fredrik) "Pathan Identity and its Maintenance", in F. Barth (ed.), *Ethnic Groups and Boundaries, The Social Organisation of Culture Difference*, Bergen, Oslo, Universitetsforlaget, London, George Allen and Unwin, 1969.

BARTH (Fredrik), *Political Leadership among Swat Pathans*, London, The Athlone Press, 1959.

BOURDIEU (Pierre) *Le sens pratique*, Les Editions de Minuit, 1980.

BRUINESSEN (Martin van) *Aghanistan, Shaikh and State*, London, Zed Press, 1992.

BUDDENBURG (Doris) and DEMIBUKEN (Hakan) *Afghanistan Opium Survey 2006*, Kabul: United Nations Office on Drugs and Crime, Issue, September 2006.

CANFIELD (Robert L.), *Hazara Integration into the Afghan Nation: Some Changing Relations between the Hazaras and the Afghans Officials*, New York, Asian Society, 1972, Occasional Paper n°3.

CANFIELD (Robert L.), *Hazara Integration into the Afghan Nation: Some Changing Relations between the Hazaras and the Afghans Officials*, New York, Asian Society, 1972, Occasional Paper n°3.

CANFIELD (Robert L.), SAHARANI M.N. (eds), *Revolutions and Rebellions in Afghanistan*, Berkeley Calif., University of California Press, 1984.

COWELL (Allan) "US General Says Allies 'Not Winning' Afghan War," *New York Times*, 10 March 2009.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- CENTLIVRES (Pierre), CENTLIVRES-DEMONT (Micheline), *Et si l'on parlait de l'Afghanistan ?*, Neuchâtel, Ed. de l'Institut d'ethnologie, Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1988.
- CENTLIVRES (Pierre), *Paysannerie et pouvoir en Afghanistan : de la fin de la monarchie à l'intervention soviétique*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1985, (Occasional Papers).
- CENTLIVRES (Pierre), CENTLIVRES-DEMONT (Micheline), « La politique au village », in Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont : *Et si on parlait de l'Afghanistan ?* Neuchâtel, Éditions de l'Institut d'ethnologie ; Paris, Maison des sciences de l'homme, 1988, pp. 229- 245, 1988.
- COGLAND (Tom), "The Taliban in Helmand: An Oral History," in *Decoding the New Taliban*, Columbia University Press, December 2009.
- DIGARD (Jean-Pierre) (dir.), *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Editions du CNRS, 1988.
- DORRONSORO (Gilles), " L'aide humanitaire en Afghanistan ", *Cultures et Conflits*, automne 1993.
- DORRONSORO (Gilles), " La politique de pacification en Afghanistan ", in *Stratégies de la guérilla* Gérard Chaliand (dir.), Payot, Paris, 1994.
- DORRONSORO (Gilles), " Politique et ethnicité : les Tâdjiks d'Afghanistan ", *Revue du CEMOTI* 18, 1994.
- DORRONSORO (Gilles), *La révolution afghane*, Karthala, 2 000.
- DORRONSORO (Gilles), et LOBATO (Chantal), « The Militia in Afghanistan », *Central Asian Survey*, Vol 8, n°4, pp. 95-108.
- DORRONSORO (Gilles), "Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits," *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue No. 5, 2006.
- DORRONSORO (Gilles), « Désordre et légitimité du politique en Afghanistan », n° 24-25, *Cultures et Conflits*, 1997.
- DORRONSORO (Gilles), *Afghanistan, Revolution Unending*, Hurst and &, Columbia University Press, 2005.
- DORRONSORO (Gilles), *Fixing a Failed Strategy in Afghanistan*, Carnegie Endowment for International Peace, 2009
- DORRONSORO (Gilles), *Revolution Unending. Afghanistan: 1979 to the Present*, Columbia University Press and Hurst, 2005.
- DUPREE (Louis) "Tribal Warfare in Afghanistan and Pakistan: a Reflection of the Segmentary Lineage System ", in A. S. Ahmed, David Hart (eds), *Islam in Tribal Societies*, London, Routledge and Kegan Paul, 1984.
- DUPREE (Louis), *Afghanistan*, Princeton University Press, 1973.
- EDWARDS (David Busby), "Charismatic leadership and political process in Afghanistan", *Central Asian Survey* 5 (3-4), 1986.
- ELPHINSTONE (Mounstuart), *An Account of the Kingdom of Caubul*, Oxford, Oxford University Press, 1972, (1st ed. 1815).
- FOXLEY (Tim) *The Taliban's Propaganda Activities*, Stockholm: SIPRI, Issue, June 2007.
- GANNON (Kathy) "Secret 'Night Letters' Condemn Afghan Government as Traitors of Islam, Urge War on U.S." *Associated Press Worldstream*, March 20, 2002.
- GANT (Maj. Jim), "A Strategy for Success in Afghanistan: One Tribe at a Time." (No Date). (http://blog.stevenpressfield.com/wp-content/themes/stevenpressfield/one_tribe_at_a_time.pdf).
- GEERTZ (Clifford), *The Interpretation of Cultures*, Basic Books, 1973.
- GELLNER (Ernst), *Saints of the Atlas*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1969.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- GHANI (Ashraf) "Disputes in a court of Sharia, Kunar Valley, Afghanistan", *International Journal of Middle Eastern Studies* 15, 1983.
- GHANI (Ashraf) "Islam and State building in a tribal society: Afghanistan 1880-1901", *Modern Asian Studies* 12 (2), 1978.
- GIUSTOZZI (Antonio), *Koran, Kalashnikov, and Laptop: The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, Columbia University Press, August 2009.
- GIUSTOZZI (Antonio), "Afghanistan's National Army: Ambiguous Prospects for Afghanization", *Global Terrorism Analysis*, 1 May 2008.
- GIUSTOZZI (Antonio), ORSINI (Dominique) "Center-Periphery Relations in Afghanistan: Badakhshan between patrimonialism and institution-building" *Central Asian Survey*, 2009.
- GLATZER (Bernt) "The Pashtun Tribal System", in: G. Pfeffer/D. K. Behera (eds.), *Concept of Tribal Society*, Contemporary Society: Tribal Studies, Vol. 5, New Delhi: Concept Publishers, 2002.
- GREGORIAN (Vartan), *The Emergence of Modern Afghanistan*, Stanford Calif., Stanford University Press, 1969.
- HANIFI (Shah Mahmoud), "Henry George Raverty the Colonial Marketing of Pashto," in *Changing Conceptions of South Asia's Past: A Tribute to Thomas R. Trautmann*, Cythnia Talbot, ed. New Delhi: Yoda Press (in press; expected early 2010).
- HANIFI (Shah Mahmoud), *Connecting Histories in Afghanistan*, Ma . Columbia University Press, 2008.
- HAUNER (Milan) "One man against the Empire: the Faqir of Ipi and the British in Central Asia on the eve of and during the Second World War", *Journal of Contemporary History* 16 (1), 1981.
- HART D. (Ahmed, A. S.) (eds), *Islam in Tribal Societies*, London, Routledge and Kegan Paul, 1984.
- HOURCADE, Bernard, « Ethnie, nation et citadinité en Iran », in *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Editions du CNRS, Paris, 1988.
- Human Rights Watch, "Taliban Night Letter from Helmand Province," <http://www.hrw.org/campaigns/afghanistan/2006/education/letter2.htm>
<http://www.hrw.org/reports/2007/afghanistan0407/1a.htm>
- IGNATIUS (David) « Afghan Tribes to the Rescue? », *Washington Post*, Nov 22, 2009
- International Crisis Group, "Reforming Afghanistan's Police," August 2007, pg. 173.
- International Crisis Group, *Disarmament and Reintegration in Afghanistan*, Asia Report 65, September 2003
- International Crisis Group, *Pakistan's Tribal Areas: Appeasing the Militants*, Asia Report N°125 – 11 December 2006
- International Crisis Group, *Reforming Afghanistan's Police*, August 2007, pg. 173
- International Crisis Group, *Taliban Propaganda: Winning the War of Words*, Asia Report
- JOHNSON (Thomas H.) "The Taliban Insurgency and an Analysis of Shabnamah (Night Letters)," *Small Wars & Insurgencies*, vol. 18, 3, 2007, pp. 317–44
- JONES (Seth G), *Counterinsurgency in Afghanistan*, RAND
- KELLY (Justin), "How to Win Afghanistan," <http://www.quadrant.org.au/magazine/issue/2009/4/how-to-win-in-Afghanistan>
- KAKAR (Hasan), *The Pacification of the Hazaras of Afghanistan*, Afghanistan Council of the Asia Society, 1973, (Occasional paper n°4).
- KAKAR (Hasan) *Government and Society in Afghanistan: the Reign of Amir Abdur Rahman Khan*, Austin Texas, University of Texas Press, 1979.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- KILCULLEN (David), "It's still winnable, but only just", *Interesting Times*, 14 November 2008.
- KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla*, Oxford University Press, 1990
- KIMMAGE (Daniel) "The al-Qaeda Media Nexus," *RFE/RL Special Report*, 2008, p. 18
- KLEIN (Janet) *Power in the Periphery: The Hamidiye Light Cavalry and the Struggle over Ottoman Kurdistan, 1890-1914*, Unpublished PhD, Princeton University, 2002.
- LINDHOLM (Charles), *Frontier Perspectives. Essays in Comparative Anthropology*, Oxford, Oxford University Press, 1996.
- MALKASIAN (Carter) and MEYERLE (Jerry), "How is Afghanistan different from Al Anbar?" *CAN Analysis and Solutions* (February 2009): pp. 11, 5-6, 7.
- MALEY (William), *The Afghans Wars*, Palgrave, 2002.
- MARSDEN (Peter), *The Taliban. War, Religion and the New Order in Afghanistan*, London, New York, Zed Books, 1998.
- MATINUDDIN (Kamal), *The Afghan Phenomenon. Afghanistan 1994-1997*, Karachi/Oxford., Oxford University Press, 1999.
- McCALLISTER (William),"Operations in Pakistan's Tribal Areas", *Small Wars Journal*, pp. 7, 4. www.smallwarsjournal.com.
- McDOWALL (David), *A Modern History of the Kurds*, London, Tauris, 1996.
- MIAKHEL (Shahmahmood), *Advantages and Disadvantages of Supporting a Community Force: The History of the Arbaki System and Its Use in the Present Context of Afghanistan*, White Paper, Nov. 2008, <http://www.dawatfreemedia.org/english/index.php?mod=article&cat=Articles&article=22>
- MOHAMMED (Osman Tariq), *Tribal Security System (Arbakai) in Southeast Afghanistan*, London School of Economics, Crisis States Occasional Papers no. 7, 2008.
- MOREAU (Ron) and YOUSAFZAI (Sami), "Obama's Vietnam", *Newsweek*, February 2009, pp. 32-33.
- NATHAN (Joanna), "Reading the Taliban", in *Decoding the New Taliban*, Columbia University Press, December 2009.
- NAYLOR (Sean D.) "Insurgents in Afghanistan Have Mastered Media Manipulation," *Armed Forces Journal*, 2008.
- NAYLOR (Sean D.), "Forces in Discord," *Armed Forces Journal*, July 2009.
- NOELLE (Christine), *State and Tribe in Nineteenth-Century Afghanistan, The reign of Amir Dost Muhammad Khan (1826-1863)*, Curzon, 1997.
- POULLADA (Leon) *Reform and Rebellion in Afghanistan, 1919-1929: King Amanullah's Failure to Transform a Tribal Society*, Ithaca NY, Cornell University Press, 1973.
- PRESSFIELD (Steven), "It's the Tribes, Stupid." www.stevenpressfield.com .
- RAND Corporation, « The Long March: Building An Afghan National Army », May 2009.
- RASHID (Ahmad) "Letter from Afghanistan: Are the Taliban Winning?" *Current History*, January 2007, pp. 17-20
- Report on Progress toward Security and Stability in Afghanistan*, Report to Congress in accordance with the 2008 National Defense Authorization Act, June 2008.
- ROE (Major Andrew M), British Army, "To Create a Stable Afghanistan: Provincial Reconstruction Teams, Good Governance, and a Splash of History," *Military Review* (November-December 2005)
- RONFELDT (David), "Tribes First and Forever", RAND, December 2006
- RONFELDT (David), *Tribes—The First and Forever Form in Search of how Society Work*, December, 2006.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- ROSENAU (William) "Low-Cost Trigger-Pullers," RAND National Security Research Division (October 2008): p. 22.
- RUBIN (Barnett R.), *The Fragmentation of Afghanistan*, New Haven CT, London, Yale University Press, 1995.
- RUTTIG (Thomas) « Loya Paktia's Insurgency », in *Decoding the New Taliban*, Columbia University Press, December 2009.
- SAPPENFIELD (Mark), *To Fight Taliban, US Eyes Afghan Tribes*, 16 October 2008. www.csmonitor.com.
- SCHMEIDL (Susanne) and KAROKHAIL (Masood), 'The Role of Non-State Actors in 'Community-Based Policing – An Exploration of the Arbakai (Tribal Police) in South-Eastern Afghanistan', *Contemporary Security Policy*, 30:2, pp. 318 — 342.
- SHERMAN and DiDOMENICO, *The Public Cost of Private Security in Afghanistan*, Center on International Cooperation, New York University, 2009.
- SMITH (Graeme), "Inspiring tale of triumph over Taliban not all it seems" *The Globe and Mail*, September 2006.
- TAYLOR (Richard L.), "Tribal Alliances: Ways, Means, and Ends To Successful Strategy," Strategic Studies Institute (August 2005), p. 9.
- TAPPER (Richard) (ed.), *The Conflict of Tribe and State in Iran and Afghanistan*, London, Croom Helm, 1983.
- TAPPER (Richard) "Holier than You: Islam in Three Tribal Societies", in Akbar S. Ahmed, David M. Hart (eds), *Islam in Tribal Societies*, London, Routledge and Kegan Paul, 1984.
- TARIQ, (Mohammed Osman), *Tribal Security System (Arbakai) in Southeast Afghanistan*, Crisis States Research Centre, Dec. 2008.
- US Congress, "Report on Progress toward Security and Stability in Afghanistan," Report to Congress in accordance with the 2008
- WILDER (Andrew) « A House Divided? Analysing the 2005 Afghan Elections », *AREU*, December 2005.
- ZEMARAY (Daoud), *L'Etat monarchique dans la formation afghane*, Berne-Francfort, Peter Lang, 1982.

■ CHAPITRE III : IRAK - *SURGE*, STABILISATION, RETRAIT ? LES ENJEUX DE LA TRANSITION
PROGRESSIVE DE LA « CONTRE-INSURRECTION » US AU « RETRAIT »²⁶¹

« Tant qu'il y aura deux hommes, il y aura une chance pour que du fond de l'affrontement surgissent des formes imprévues de communication, du fond de l'irrationnel une rationalité nouvelle²⁶² »

Introduction

A supposer que la notion de « succès » puisse se définir par la mise en adéquation des objectifs recherchés à un instant T et les résultats produits à un instant T + 1 (et non l'inverse²⁶³), peut-on considérer le « *surge* » ou « sursaut » en Irak (2007-2009) comme ayant été un succès compte-tenu des objectifs de la contre-insurrection US tels que définis avec un degré minimal de cohérence à partir de 2005/2006, sur le plan doctrinal du moins ? Tel aurait pu notre être la question centrale de ce chapitre si le conflit armé en Irak n'avait pas été, et cela depuis son début en 2003, placé sous le signe à la fois d'arguments juridiques douteux et, de manière plus pertinente pour le présent propos, d'une inadaptation totale des moyens et des fins affichées.

La première remarque qui s'impose en effet face à cette question est qu'il est impossible d'y répondre de manières tranchée par l'affirmative ou par la négative pour la même et unique raison : il ne saurait être possible de parler de franc succès que dans la mesure où en 2006 – à la suite des nombreux erreurs commis notamment par les forces multinationales et les gouvernements irakiens successifs – les violences armées avaient atteint des niveaux d'une rare intensité. Parler d'un tel succès depuis 2008 serait donc en quelque sorte considérer que c'est un atout et un gage d'efficacité que de laisser une situation se dégrader (ou de la faire se dégrader) à un tel point qu'elle ne peut que s'améliorer par la suite. De la même façon et pour les mêmes raisons, il serait malhonnête de répondre par la négative puisqu'il est impossible de soutenir que les violences d'une part (tant les violences « inter-irakiennes » que les violences entre forces US et Irakiens), le degré d'autonomie des « Forces de sécurité irakiennes » (FSI) d'autre part, soient restés constants entre 2007 et 2010. De ce dernier point de vue, il faut indéniablement parler d'éléments de progrès.

Une fois posées ces remarques très générales mais nécessaires, le débat se tourne naturellement vers la question autrement plus intéressante de savoir quel a été la nature, les causes et les raisons de la réduction du niveau de violence et de l'impression de stabilité toute relative concomitantes avec la politique du « *surge* ». Quels en ont été les objectifs et les fins et dans quelle mesure y-a-t-il eu rupture ou non par rapport à la politique précédente ? Quels ont été les résultats produits et pourquoi ? Comment les forces « internationales », exclusivement américaines depuis le début 2009, tentent-elles de capitaliser sur ses dynamiques au travers de leurs activités de « conseil et d'assistance » aux FSI dans leurs activités de contre-insurrection/contre-terrorisme ? Et que conclure de la transition officielle de la mission militaire américaine de la « contre-insurrection » aux « opérations de stabilité » ?

On l'aura compris, la plus-value de cette étude sera de s'intéresser en priorité à l'enjeu de la fin du « *surge* » et du progressif retrait militaire américain de l'Irak. En effet, la recherche de terrain²⁶⁴ qui a été effectuée en Irak pour cette étude à Bagdad²⁶⁵ et à ad-Diwaniyah²⁶⁶ – et qui a donné lieu à une quarantaine d'entretiens (avec des militaires

²⁶¹ Pour la recherche de terrain de 2 semaines en Irak, à Bagdad et à Diwaniya, je tiens à plus particulièrement remercier Guillaume Pichard et l'IRSEM, le Colonel Luc Batigne et l'Ambassade de France en Irak et le Colonel Timothy William, le Major Roberto Salas et le Master Sergeant Gerry Aponte du *Stability Academy* (ex-Counter-insurgency and Stability Operations Centre/ COINSOC), Bagdad.

²⁶² HASSNER (Pierre), *La terreur et l'empire. La violence et la paix*, t. II, Paris : Seuil, 2003, p.202.

²⁶³ La précision est ici importante parce que, comme l'a souligné Murray Edelman, il y a une tendance dans le domaine des politiques publiques à inverser l'ordre logique et chronologique concernant la définition des problèmes et leur solution. Voir : EDELMAN (Murray), *Pièces et Règles du Jeu Politique*, Paris : Editions du Seuil, 1991.

²⁶⁴ Deux semaines au mois de septembre 2010.

²⁶⁵ « Zone Verte/ International Zone (IZ) », « Zone Rouge », Victory Base Complex...

²⁶⁶ FOB/COS Echo.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

et civils américains²⁶⁷ et irakiens) – a eu lieu en plein processus de départ des soldats américains de *US Forces-Iraq* (USF-I) prévu en principe pour décembre 2011. Mais au delà de cette raison pragmatique, il y a d'autres raisons de donner priorité à la période récente. En effet, il existe de nombreuses analyses universitaires, militaires ou de journalistes portant sur l'invasion de 2003²⁶⁸, des erreurs commises par les autorités civiles et militaires américaines et « multinationales²⁶⁹ », de l'émergence de l'« insurrection » irakienne, du « *international statebuilding* » en Irak à partir de 2004²⁷⁰, ou encore de la politique du « surge » à partir de 2007²⁷¹. Par conséquent, ce chapitre ne reviendra pas en détail sur ces éléments²⁷². Il faut également ici préciser que même s'il est généralement entendu que la « contre-insurrection » n'est pas exclusivement – ni même principalement – une activité militaire, nous nous focaliserons ici en priorité sur le rôle des militaires, principalement américains. Les thématiques du *statebuilding*, de la « démocratisation », du « *capacity-building* civil », de la « réconciliation nationale »... ne seront traités que de manière marginale et seulement lorsqu'ils intéressent les pratiques militaires.

Ce chapitre se proposera principalement de faire deux choses : d'abord, revenir sur les éléments du conflit irakien qui – avec le recul que permet aujourd'hui la perspective du retrait américain – semblent avoir été minorés dans les discours dominants et/ou « à chaud » sur l'actualité de 2004, 2005, etc. (première partie), et en particulier sur le « surge » et sa portée (deuxième partie) ; ensuite, analyser plus en détail ce qui s'est passé dans l'« après-surge », depuis janvier 2009, cela en analysant les « opérations de stabilité » US et les activités de « transition » des missions de sécurité des *US Forces Iraq/USF-I* vers les FSI (troisième partie).

I - Invasion, insurrection et contre-insurrection en Irak (2003-2007)

Il reste bien sûr de nombreuses « zones d'ombre » quant aux événements et aux décisions prises de part et d'autre dans les premières années du conflit irakien. Avec le recul, il y a néanmoins un certain nombre d'éléments sur lesquels il importe de mettre l'accent. Il ne s'agira donc pas ici de revenir sur les différentes « phases » du conflit irakien (ou des conflits irakiens, le pluriel est ici plus que justifié) que l'on peut distinguer : l'invasion et l'émergence de l'opposition militaire à la présence américaine (2003-2004) ; les batailles successives pour le contrôle et la reprise du contrôle des villes (Falloudjah, Ramadi, Najaf, Bassora, Kut, Sadr City, Tal Afar) entre 2004 et 2005 ; la radicalisation des violences « interconfessionnelles » (2006-2007) ; la politique du *new way forward* plus connue comme le « surge » (2007-2009)²⁷³. L'idée est ici d'avantage de proposer des éléments de contextualisation historique du « surge » tout en mettant les premières années en perspective par rapport à la phase actuelle.

1. Aspects d'une sociologie des conflits armés en Irak : « Moqawama » contre l'occupant, lutte à mort autour des (ou contre les) nouvelles institutions, « guerre contre le terrorisme »

Qu'est-ce qu'une « insurrection » dans le contexte irakien ? La question n'est pas que de forme. Elle est absolument cruciale et (donc) sujette à controverse. Avant l'invasion de l'Irak, « l'insurrection » était définie, dans la doctrine militaire américaine et occidentale, comme une opposition armée contre un gouvernement légitime ;

²⁶⁷ Entretiens menés à différents niveaux : état-major de USF-I, état-major de US Division Centre, état-major de Brigade et bataillon/ *task force* - ainsi que la composante « forces spéciales » relativement autonome - dans la zone « Centre » et « Sud » mais non au « Nord ».

²⁶⁸ HOOP SCHEFFER (Alexandra de), *Hamlet en Irak*, Presses du CNRS, 2007.

²⁶⁹ RICKS (Thomas E.) *Fiasco: the American Military Adventure in Iraq*, New York: Penguin, 2006.

²⁷⁰ ZAHAR (Marie-Joëlle), « Les risques du *nation building* "sous influence" : le cas de l'Irak et du Liban, *Critique Internationale*, n°28, juillet-septembre 2005, pp. 153-169

²⁷¹ Voir les travaux de Stéphane Taillat dont: TAILLAT (Stéphane) « Succès et limites de la stratégie du 'sursaut' en Irak (2007-2009) », Rapport en voie de publication pour l'IRSEM, février-juin 2010 ; pour des ouvrage de journalistes voir : WEST (Francis J. "Bing"), *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, NY, Random House, 2008; RICKS (Thomas E.), *The Gamble, General Petraeus and the Untold Story of the American Surge in Iraq*, Londres: Penguin Books, 2009.

²⁷² Pour une vue d'ensemble du conflit des premières années du conflit (jusqu'au « surge ») voir : Lieutenant-colonel GOYA (Michel) *Les armées du chaos*, Paris: Economica, 2008.

²⁷³ Bien sûr il ne s'agit ici que d'une proposition de séquençage du conflit parmi tant d'autres. Selon la dimension du conflit sur laquelle on veut insister, d'autres séquences apparaissent. On notera toutefois que les phases ici proposées mêlent différentes dimensions (politique américaine, violences « inter-irakiennes », « insurrection »).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

« *Insurgency* : an organized movement aimed at the overthrow of a constituted government through the use of subversion and armed conflict [...]; *Insurgent* : member of a political party that rebels against established leadership²⁷⁴ ». Il est par ailleurs généralement entendu que ce gouvernement représente l'Etat dont ce mouvement d'opposition armé est également issu. Même dans le vocabulaire du FM 3-24²⁷⁵, de décembre 2006, la guerre insurrectionnelle est surtout définie comme une « guerre intérieure²⁷⁶ ». Mais cette conception traditionnelle, lorsque considérée de manière stricte et rigoureuse, pose problème pour le cas de la guerre en Irak puisqu'il ne s'agissait pas avant tout d'une « guerre intérieure²⁷⁷ » et que les forces « multinationales » n'y étaient pas le gouvernement légitime, ni le *established leadership*. Lorsque l'on parle de « contre-insurrection » dans ce contexte, on nomme l'autre que l'on cherche à contrer (« l'insurrection ») mais on passe ainsi (volontairement ?) sous silence qui on est soi-même : le gouvernement légitime ? Un occupant légal ? Un occupant illégal ? Comme le « contre-insurgé » ne se définit pas lui-même indépendamment de l'adversaire, on ne peut pas non plus savoir qui est « insurgé » puisque, par construction et donc nécessairement, l'un ne peut être défini que par rapport à l'autre.

Qui est « insurgé » en 2003 ? Est-ce que ce sont les Irakiens qui ont pris les armes, après la chute de Saddam Hussein, contre les autorités politiques et militaires d'une puissance de toute évidence étrangère ? Est-ce que ce sont ceux qui ont continué à combattre les forces américaines ou même les forces de sécurité irakiennes (FSI) après le transfert formel de souveraineté à un gouvernement irakien après la dissolution de la *Coalition Provisional Authority* (CPA) le 28 juin 2004 ? Est-ce que ce sont ceux qui ont commis des attentats aveugles contre des civils désarmés ? On le voit, la question n'est pas évidente. Si l'on adopte la définition traditionnelle de manière stricte et restrictive, seuls ceux qui ont combattu le gouvernement irakien et ses représentants à partir du moment où celui-ci était « généralement » considéré comme clairement identifié, établi et « légitime » (disons à partir de 2004/2005) sont des « insurgés ». En d'autres termes, selon cette définition, la lutte armée contre la présence militaire américaine ne pouvait en aucun cas être considérée comme de l'« insurrection » avant le « transfert de souveraineté » du 28 juin 2004. Bien sûr, le FM 3-24 résout le problème en abandonnant la définition traditionnelle et en affirmant : « *an insurgency is an organized, protracted politico-military struggle designed to weaken the control and legitimacy of an established government, occupying power, or other political authority while increasing insurgent control*²⁷⁸ ». Mais si la définition de l'« insurrection » est aussi contextuelle, cela pose la question de sa solidité, de sa neutralité et de son autonomie par rapport à des agendas politiques toujours fluctuants.

Il y a un deuxième problème central aux notions d'« insurrection » et de « contre-insurrection » dans le cas d'*Operation Iraqi Freedom* (OIF). Elles y ont généralement été réservées dans le vocabulaire militaire américain aux groupes sunnites (à l'exception d'al-Qaïda en Irak/AQI défini comme « terroriste »), les groupes shiites étant systématiquement qualifiés de « milices » ou de « groupes spéciaux²⁷⁹ » mais presque jamais d'« insurgés ». Or, cette distinction entre « miliciens » et « insurgés » ne repose probablement sur rien de tangible, si ce n'est peut-être une volonté initiale d'appliquer l'interdiction des milices aux groupes shiites et kurdes (voie essentiellement judiciaire²⁸⁰), et de mener le combat armé contre les groupes sunnites (voie militaire), cela peut-être en suivant les conseils des hommes politiques irakiens arrivés avec les premières troupes américaines. L'Armée de Mehdi est ainsi depuis le début considérée comme une « milice shiite » et non comme un « groupe insurgé ». Le terme « groupes spéciaux » fait son apparition en 2007 lorsque certains éléments de l'Armée de Mehdi refusent d'appliquer le cessez-le-feu proclamé par son chef Sayyed Moqtada Sadr. Ces groupes ne peuvent être des « milices » puisque l'Armée de Mehdi

²⁷⁴ JP 1-02, *Department of Defence Dictionary of Military and Associated Terms*, 12 avril 2001, p. 207.

²⁷⁵ US Army and Marine Corps Field Manual 3-24/ MCWP 3-33.5., *Counterinsurgency*, 19 décembre 2006.

²⁷⁶ Peut-être le FM 3-24 vise là à faire oublier le terme de « guerre civile » considéré comme trop négativement connoté dans le contexte irakien de 2006.

²⁷⁷ L'« insurrection irakienne » ne peut être déconnectée de l'invasion et des puissances occupantes.

²⁷⁸ US Army and Marine Corps Field Manual 3-24/ MCWP 3-33.5., *Counterinsurgency*, 19 décembre 2006, Chapitre I.1.

²⁷⁹ Parmi les « groupes spéciaux », présumés issus de l'Armée de Mehdi, on compte aujourd'hui : *Asa'eb Ahl al-Haq*, *Kata'eb Hezbollah*, *Liwa al-Youm al-Mawud* etc.

²⁸⁰ Il s'agit d'abord du CPA Order 91 et du « Transitional Administrative Law (TAL) », la « constitution provisoire » décrétée par le *Iraqi Governing Council* (IGC). Le TAL interdit les milices et « autres forces armées en dehors de l'autorité de l'Etat ». Il y eut néanmoins un accord avec la CPA pour intégrer les milices ayant soutenu l'invasion américano-britannique au sein des forces de sécurité irakiennes. L'Armée de Mehdi refusa de désarmer et devint donc une « milice illégale » alors que la brigade Badr du CSRII intégra largement la police nationale irakienne, police devenant ainsi largement « milicianisée » comme allait le montrer son implication dans la violence « sectaire » de 2006.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

en est une ; ils ne peuvent être « terroristes » puisque AQI est « terroriste » ; ils ne peuvent être des « groupes insurgés » parce que ceux-ci sont sunnites. Il ne restera alors plus qu'à les appeler « groupes spéciaux » soutenus par l'Iran. On le voit, ce vocabulaire est généralement loin d'être neutre et scientifique. Il est au contraire largement lié aux impératifs politico-stratégiques de la politique américaine en Irak ainsi qu'aux forces politiques à la tête du gouvernement irakien. On le voit, le vocabulaire de l'insurrection et de la contre-insurrection, s'il semble moins subjectif et politiquement chargé que celui de terrorisme et de contre-terrorisme (et il l'est en grande partie), n'en est pas pour autant dénué de tout à priori normatif ou politique.

Il y a un troisième problème avec le terme de contre-insurrection lorsqu'appliqué au contexte spécifique du conflit irakien après 2003. La notion de contre-insurrection semble supposer l'antériorité de la menace insurrectionnelle, ou de l'insurrection tout court, par rapport à celle-ci. Rappelons que la notion de contre-insurrection émerge historiquement dans le contexte de guerres de décolonisation dans lesquels il semble faire sens (même si, avec le recul, un telle perspective est éminemment critiquable) de considérer « l'insurrection » comme violence « première » par rapport à la stratégie militaire qui viserait à la contrer sur un mode purement réactif²⁸¹. Or, l'engagement américain en Irak ne peut localement se présenter comme contre-violence faisant suite à une violence insurrectionnelle première. Dès lors, le terme de « contre-insurrection » masque que l'« insurrection » elle-même se présente comme « contre-occupation », c'est-à-dire comme réaction à une « occupation » et une « intervention » premières. Le notion-même de contre-insurrection fonctionne alors dans une certaine mesure comme structure de méconnaissance dans le cas du conflit irakien.

Et, encore, il faut rappeler que les actions militaires américaines en Irak entre 2005 et aujourd'hui n'ont été que de manière très partielle de la « contre-insurrection » aux dires des stratèges militaires américains eux-mêmes. De nombreuses opérations militaires menées par les forces multinationales se sont inscrites dans une logique strictement contre-terroriste dans le vocabulaire de l'administration Bush : des opérations punitives ou d'élimination ne tenant pas compte des motivations et griefs politiques qui ont fait naître ce « terrorisme ». Certaines démarches prises par les forces américaines se sont par ailleurs inscrites dans une logique d'« imposition de la paix » comme l'a affirmé Kilcullen, l'un des artisans de la mise en œuvre du « surge »²⁸². En effet, l'argument de l'impartialité dans la lutte entre « milices » shiites et « insurgés » sunnites a pu être utilisé à partir de 2006 pour justifier le soutien américain au mouvement sunnite du « Réveil d'al-Anbar », contre l'avis du premier ministre irakien, au nom de la nécessité affirmée de contrebalancer leur soutien simultané au gouvernement irakien dominé par les Shiites. En s'en tenant strictement à la lettre de la doctrine, il semble ici y avoir une « entorse » aux principes théoriques de la contre-insurrection dans lequel l'enjeu est en principe d'être ouvertement partial en faveur du gouvernement. Or, on semble là être davantage dans une logique d'« imposition de la paix » supposant une certaine impartialité, même si ce vocabulaire est désuet et partiellement décalé par rapport au conflit irakien.

Une fois ces précisions apportées, comment est-il dans ce chapitre possible de prétendre faire la sociologie de l'« insurrection » et de la « contre-insurrection » en Irak²⁸³ ? En réalité, nous essaierons ici de décrire et d'analyser la manière dont les militaires américains, et dans une moindre mesure les forces de sécurité irakiennes (FSI), ont tenté d'« emporter le succès » face à l'opposition armée en Irak, étant entendu que leurs objectifs n'ont jamais été absolument identiques, ni univoques.

²⁸¹ MOCKAITIS (Thomas R.), *British Counterinsurgency in the Post-Imperial Era*, Manchester: Manchester University Press, 1995; OLSSON (Christian) « Guerre totale et force minimale, Histoire et paradoxes des 'cœurs et des esprits' », *Cultures & Conflicts*, n°67, 2007, pp. 35-63 ; également : « Afghanistan et Irak. Les origines coloniales des guerres anti-terroristes » in BIGO (Didier), BONELLI (Laurent), DELTOMBE (Thomas) *Au Nom du 11 Septembre*, Paris, la Découverte 2008, pp.49-62.

²⁸² KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford: Oxford University Press, 2009.

²⁸³ La difficulté conceptuelle et opérationnelle de définir clairement l'« insurrection » et la « contre-insurrection » n'a rien à voir avec un quelconque goût universitaire pour la spéculation abstraite qui inhiberait l'action. Elle est parfaitement partagée entre universitaires et militaires comme le montrent les désaccords parfois très tranchés entre bureaucraties militaires, et parfois entre personnes au sein d'une même bureaucratie, sur la question de savoir quelle est la différence ou la synonymie entre stabilisation, contre-insurrection, contre-terrorisme, guerre révolutionnaire, LIC, MOOTW, contre-guérilla, contre-rébellion, guerre non-conventionnelle, asymétrique, irrégulière etc.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Mais alors comment analyser ce conflit sociologiquement ? Les analyses de la part de sociologues spécialistes de l'Irak ne sont pas pléthore, mais elles existent²⁸⁴. Ce que l'on en retiendra pour les besoins de ce rapport est que le(s) conflit(s) irakien(s) depuis 2003 semble(nt) être façonnés par ce que Pierre-Jean Luizard a appelé la « question irakienne » et Charles Tripp les luttes autour des récits ou « narratifs » (*narrative*) sur l'Etat irakien²⁸⁵. Dans les deux cas, il s'agit des controverses politiques particulièrement aiguës autour de l'identité et du fondement de l'Etat irakien depuis le mandat octroyé au Royaume-Uni en 1920 par la SDN et son indépendance formelle en 1932 en tant que Royaume Hachémite. Ces controverses n'ont généralement pas empêché les stratégies et les intérêts des forces politiques de converger autour du pouvoir central à Bagdad, ce dernier parvenant alors à capter les allégeances politiques à son profit (ou au minimum à les inscrire dans son « orbite ») et à diffuser les principes organisateurs de son « narratif » dominant au sein de la société politique irakienne par une politique volontariste. Ces controverses – nourrissant les craintes d'une instabilité permanente – ont cependant contribué à l'émergence d'un Etat systématiquement autoritaire et coercitif, tout en étant traversé par des réseaux de patronage étendus (aidé en cela par les ressources pétrolières), multiples et instables. Les phases de violences politiques, internes et/ou externes, ont ainsi été récurrentes.

On peut ici distinguer trois dimensions, analytiquement distinctes mais empiriquement inséparables, à ces « narratifs » autour de la « question irakienne ». Elles permettent dans une certaine mesure d'éclairer le conflit irakien, qu'elles ont façonné depuis 2003, même si leur importance semble avoir été variable dans le temps. 1/ La première dimension est la résistance nationaliste face à l'occupation coloniale qui a permis d'inscrire *a posteriori* la révolte de 1920²⁸⁶, contre l'occupation britannique et qui se solda d'après les estimations des historiens par plus de 8 000 morts côté irakien²⁸⁷, dans le cadre d'un récit d'autant plus nationaliste que son cadre de référence est inséparable de cette occupation. On retrouve bien sûr ce récit, inscrivant la « résistance face à l'occupation » au cœur du projet politique irakien, dans une partie importante de l'opposition armée (tant « l'insurrection sunnite » que le « milicianisme sadriste ») à la présence américaine et multinationale. 2/ La deuxième dimension est la question de l'identité de cet Etat, légitimant les luttes armées entre réseaux, factions, groupes et communautés porteurs de différentes « narratifs ». Cette dimension a pris une saillance particulière avec l'invasion de 2003 puisqu'il était entendu, depuis le début, qu'elle mettrait fin à la domination historique de l'Etat irakien par les élites sunnites²⁸⁸, donnant ainsi d'emblée une signification « ethno-confessionnelle » au projet américain de *regime-change*. Nous retrouvons ici les violences politiques dites « interconfessionnelles » (entre Shiites et Sunnites, contre les Chrétiens ou les Yazidis, entre courants du Sunnisme etc.), ainsi que celles dites « ethniques » (entre Arabes et Kurdes, Kurdes et Turcomans, etc.). 3/ La troisième dimension est la référence constante à des solidarités identitaires transnationales, régionales et/ou internationales, dépassant le seul cadre irakien, solidarités justifiant trois types de postures : a/ le projet panarabe de reconfigurer l'ordre régional arabe (et majoritairement sunnite) sous la houlette de l'Etat irakien ou de mobiliser le panarabisme régional au profit de la minorité sunnite qui exercerait le pouvoir en Irak ; b/ le nationalisme irakien distinct du nationalisme arabe que l'on retrouve traditionnellement dans des parties significatives de la majorité shiite désireuse de cultiver « l'identité séparée » de l'Irak, au besoin en cherchant le soutien notamment de l'Iran, mais généralement sans se compromettre avec le Khomeynisme (et le *Velayet-e Faqih*) et sans rien remettre en cause du particularisme irakien en tant qu'Etat majoritairement arabe et shiite²⁸⁹ ; c/ enfin, la remise en question de l'Irak en tant que tel (en tant qu'Etat) au profit d'une autre communauté politique plus large ou différente (Oumma, Kurdistan...). L'impact de cette dimension transnationale peut se lire dans le conflit irakien qui nous intéresse au travers des instrumentalisation réciproques entre forces politiques irakiennes et Etats étrangers, du rôle (négligeable)

²⁸⁴ On pourra ici se reporter notamment à : BOZARSLAN (Hamit), « Etats, communautés et marges dissidentes en Irak », *Critique Internationale* n°34, janvier-mars 2007, pp. 17-27 ;

²⁸⁵ LUIZARD (Pierre-Jean) *La Question irakienne*, Paris : Fayard 2004 ; TRIPP (Charles), *A History of Iraq*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008.

²⁸⁶ Cette révolte était majoritairement shiite, notamment dans le centre et le sud du pays, mais certaines communautés sunnites se sont également jointes au mouvement.

²⁸⁷

²⁸⁸ En réalité, sous Saddam Hussein, par un clan takriti (al-Majeed) dont l'écrasante majorité des sunnites était exclue.

²⁸⁹ Voir notamment : BENRAAD (Myriam) *L'Irak*, Paris : le Cavalier bleu, 2010.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

de combattants étrangers²⁹⁰, au travers du refus de certaines marges dissidentes d'accorder toute légitimité à un champ politique spécifiquement irakien quel qu'il soit, etc.

Le point crucial qu'il est ici important de répéter est que les trois dimensions susmentionnées sont inséparables dans les faits : la lutte armée contre la « menace extérieure » (« l'occupant américain », les « Persans », « Al-Qaïda »...) est généralement inséparable des luttes autour des (voire contre les) nouvelles institutions politiques ; les solidarités transnationales peuvent donner lieu à des compromis entre rivaux à l'échelle irakienne, ou au contraire fissurer une alliance strictement nationale, etc. Dans ces conditions, même s'il est tentant de ne considérer qu'une ou deux de ces dimensions comme relevant de l'« insurrection » au sens propre, cela est impossible si l'on entend ainsi désigner tel ou tel groupe armé. Par ailleurs, si les récits historiques autour de la « question irakienne » - et les forces politiques qui les sous-tendent - sont importants, d'autres variables entrent bien sûr également en compte dans ce conflit. Enfin, il faut noter que le fait de dire que la recrudescence de violences politiques en Irak après 2003 s'inscrit dans des « narratifs » qui y ont structuré les luttes politiques depuis la création de l'Etat, ne signifie bien évidemment pas que l'invasion de 2003 n'en a pas été le déclencheur et parfois même le moteur. Cela veut tout simplement dire que les forces intervenantes, victimes d'une série de décisions politiques et militaires reposant sur des postulats naïfs²⁹¹, ont attisé involontairement des violences politiques qui s'inscrivent dans des trajectoires historiques et des « narratifs » bien antérieurs à 2003. Comme la souligné Peter Harling insistant sur la deuxième dimension exposée ci-dessus : « *L'influence américaine a [...] été décisive dans les luttes symboliques qui ont été initiées après le renversement du régime autour de la signification des nouvelles institutions [...]. Cette lutte symbolique a annoncé une guerre civile généralisée*²⁹² ». En d'autres termes, ce n'est pas simplement le renversement de Saddam Hussein qui explique les développements ultérieurs (notamment les violences « inter-irakiennes ») selon un schéma bien connu. Il faut aussi – et surtout – tenir compte des interactions complexes suscitées par la rencontre entre une présence militaire étrangère (et pas n'importe laquelle puisque les Etats-Unis étaient une des cibles privilégiées de la rhétorique martiale du régime précédent) et la trajectoire historique de l'Etat irakien.

Il reste ici à analyser ce que le terme « insurgé » est très rapidement venu à désigner en Irak dans le discours militaire américain : le phénomène de la lutte armée contre la présence multinationale et américaine. De ce point de vue, il convient en effet de préciser que la notion d'« insurgé » a eu l'important mérite pragmatique de marginaliser ou de limiter l'utilisation du terme jusque là utilisé de manière indiscriminée par l'administration Bush : celui de « terrorisme »...

2. Considérations sur la « Moqawama » et effets pervers du discours américain initial sur le « terrorisme » irakien

Il existe toute une littérature sur l'« insurrection irakienne » telle que désignée par les forces armées occidentales, « *al-Moqawama* » (la « Résistance ») telle qu'elle s'auto-définit généralement²⁹³. Cette littérature traite généralement à la fois de ses organisations, réseaux ou groupes, ses prouesses techniques et tactiques et ses idéologies. Il n'est pas question ici de revenir sur ces éléments qui pourraient chacun faire l'objet d'un chapitre. En effet, même en ne considérant que la lutte armée contre la présence militaire américaine et « multinationale », l'« insurrection » a été (et est dans une certaine mesure encore) plurielle, changeante et évolutive. C'est certainement ce en quoi le conflit irakien s'est distingué dès le début de la guerre en Afghanistan : contrairement au caractère relativement unitaire des Taliban, il n'y a jamais eu d'opposition armée unitaire (du point de vue de l'organisation politique, de la coordination militaire, de l'affiliation idéologique, etc.) à la présence multinationale ou américaine en

²⁹⁰ HEGGHAMMER (Thomas), « Combattants saoudiens en Irak : modes de radicalisation et de recrutement », *Cultures & Conflits* n°64, 2006, pp. 111-127.

²⁹¹ DORRONSORO (Gilles), HARLING (Peter), « la guerre américaine en Irak et en Afghanistan: entre vision messianique et ajustements tactiques », *Politique Etrangère*, n°4, hiver 2005, pp.857-866.

²⁹² HARLING (Peter), « Les dynamiques du conflit irakien », *Critique internationale*, n°34, 2007, p. 35-36.

²⁹³ Voir notamment: HASHIM (Ahmed S.) *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*. Ithaca: Cornell University Press, 2006; International Crisis Group, « *In their own words : reading the Iraqi insurgency* », Middle East Report n°50, 15 février 2006; GUIDERE (Mathieu), « l'Irak ou la terre promise des jihadistes », *Critique Internationale*, n°34, janvier-mars 2007, pp. 45- 60 ;

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

l'Irak après l'effondrement du régime baathiste. Bien sûr, il y a eu des structures de coordination plus ou moins symboliques, des velléités d'unification et des prétentions au *leadership*²⁹⁴, mais elles n'ont jamais ne serait-ce que commencé à prendre forme.

Même si tous les groupes se sont revendiqués avant tout de l'Islam politique, cela ne constitue bien évidemment pas un facteur suffisant d'unification. C'est d'ailleurs, dans une certaine mesure, tout le contraire. Compte-tenu de la nécessité purement opérationnelle pour les différents groupes de l'opposition armée de pouvoir coopérer de manière ponctuelle (parfois tout en se combattant) face aux forces américaines, on peut avancer l'hypothèse que l'Islam a été mis en avant par tous les groupes, et cela surtout dans leur dénomination officielle, précisément parce que c'est le seul point sur lequel tous pouvaient s'entendre à condition de ne pas rentrer dans les détails de leur agenda²⁹⁵. La représentation la plus fréquente est alors que l'insurrection irakienne a été, et est, à la fois locale et réticulaire, ses réseaux dépassant souvent le cadre strictement national irakien pour prendre une dimension régionale et transnationale²⁹⁶. Dans la mesure où ce chapitre n'entend bien sûr pas se limiter à une analyse de la « *Moqawama* irakienne », il se bornera à esquisser quelques réflexions d'ordre général sur ce phénomène complexe qui a souvent été simplifié pour le faire rentrer dans les catégories d'analyse véhiculées par les acteurs du conflit.

La première remarque qui s'impose est que, en particulier au début du conflit, le rôle des « extrémistes étrangers », notamment par opposition aux « nationalistes irakiens », a été largement exagéré tant pour ce qui concerne le rôle des iraniens dans la *Moqawama* shiite (Armée de Mehdi notamment) que pour les jihadistes étrangers au sein de l'« insurrection sunnite²⁹⁷ ». De manière générale, le rôle de la mouvance « Al-Qaïda en Irak » (AQI) – ou de groupes censés lui être proche – a semblé avoir été exagéré au sein de l'« insurrection sunnite²⁹⁸ ». Le rôle des étrangers au sein d'AQI semble également avoir été largement surestimé²⁹⁹. L'exemple du jordanien Abou Moussab as-Zarkaoui et de ses liens supposés avec Ben Laden est de ce point de vue illustratif. On sait maintenant que, jusqu'en octobre 2004 – date à laquelle le Jordanien aurait « officiellement » prêté allégeance à Ben Laden – ces liens étaient quasi-inexistants et qu'ils sont restés bien faibles sur le plan idéologique par la suite³⁰⁰. Par ailleurs, son rôle a été systématiquement surestimé, et cela dès 2003, dans les attentats contre des civils étrangers. Prenons les attentats contre l'ONU en août 2003 et le CICR en octobre de la même année. On sait aujourd'hui qu'ils ont été revendiqués et commis par des groupes ex-baathistes³⁰¹. C'est cependant immédiatement la figure totalement inconnue en Irak de as-Zarkaoui qui a été pointée du doigt par les services américains, au point de le faire apparaître comme la figure la plus crédible de la lutte contre la présence étrangère. On peut alors penser, comme beaucoup le font, que as-Zarkaoui et AQI ont essentiellement été une prophétie auto-réalisatrice de la communication américaine³⁰², renforçant considérablement le rôle du jordanien, et de la mouvance s'identifiant à lui. Cela ne veut d'ailleurs pas dire que les services américains ont eu conscience qu'ils renforçaient ainsi le courant qaédiste en Irak. On peut au contraire penser que l'autoréalisation de la prophétie les a confortés dans leurs convictions initiales (convictions devenant ainsi de moins en moins fausses). Mais cela n'empêche pas que lorsqu'il sera tué en juin 2006

²⁹⁴ Sous la houlette des Sadristes, d'AQI, d'Ezzat Ibrahim al-Douri etc.

²⁹⁵ International Crisis Group, « *In their own words: reading the Iraqi insurgency* », Middle East Report n°50, 15 février 2006.

²⁹⁶ HEGGHAMMER (Thomas), « Combattants saoudiens en Irak : modes de radicalisation et de recrutement », *Cultures & Conflits* n°64, 2006, pp. 111-127.

²⁹⁷ Ainsi on notera par exemple qu'en 2004, le « terroristeologue » Bruce Hoffman n'envisageait pas d'autres hypothèses qu'une insurrection composée de loyalistes baathistes et de combattants étrangers. Voir : HOFFMAN (Bruce), « *Insurgency and Counterinsurgency in Iraq* », Occasional Paper, Rand Corporation, National Security Research Division, juin 2004.

²⁹⁸ Il est évident qu'AQI est aujourd'hui l'alibi universel qui permet de justifier ou d'expliquer toute violence, quelle qu'elle soit, en Irak. Elle permet ainsi, dans certains cas avérés, de dissimuler sinon les auteurs de attaques, du moins leurs commanditaires. Cela ne veut d'ailleurs pas du tout dire qu'il n'y a pas des cellules combattantes se revendiquant d'AQI. Celles-ci existent bien, commettent leur lot de violences mais sont vraisemblablement également l'objet d'instrumentalisations multiples.

²⁹⁹ HEGGHAMMER (Thomas), *op. cit.*

³⁰⁰ HADDAD (Rayan) « Al Qaïda/ Hezbollah : la concurrence à distance entre deux logiques d'action jihadistes différentes pour la captation des cœurs et des esprits de l'Umma », *Cultures & Conflits*, n°66, été 2007, pp. 157-177

³⁰¹ Notamment *Jaish Mohammed*, supposé lié à Ezzat Ibrahim al-Douri.

³⁰² BONNEFOY (Laurent) « *Le mythe Al-Zarkaoui, ou la légitimation de la guerre en Irak* » in BIGO (Didier), BONELLI (Laurent), DELTOMBE (Thomas) *Au Nom du 11 Septembre*, Paris : la Découverte 2008, pp.320-333 ; Pour un ouvrage journalistique sur ce thème : NAPOLEONI (Loretta), *Insurgent Iraq, Al Zarqawi and the New Generation*, Londres, Constable, 2005.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

dans un bombardement américain, après s'être fait de nombreux ennemis au sein de l'« insurrection », sa mort n'aura que relativement peu d'effets sur l'activisme de la mouvance qu'il aura incarné.

La deuxième remarque est que la distinction entre insurgés nationalistes/laïcs s'en prenant essentiellement aux forces américaines d'une part, salafistes et internationalistes tuant des civils d'autre part, a été largement exagéré. Bien sûr, il ne fait aucun doute qu'AQI – ou plus exactement des groupuscules se revendiquant d'AQI puisque cette mouvance n'a jamais existé comme organisation structurée et hiérarchique – a été impliqué dans nombre d'attentats contre des civils, en particulier chiites (même si ce type d'attentats n'ont jamais été revendiqués). Mais il n'est pas sûr que d'autres forces politiques n'aient pas parfois pu commanditer, soutenir ou participer à ces attaques dans le but d'empêcher que les nouvelles institutions puissent imposer leur ordre et contrôler la situation. En d'autres termes, encore une fois, AQI a toujours été un réseau relâché susceptible d'être instrumentalisé par différents intérêts et groupes, sans homogénéité interne. Alors pourquoi cette distinction a-t-elle été exagérée ? Dans la mesure où, depuis 2007, de nombreux groupes ont déposé les armes et se sont formellement réconciliés avec le nouveau régime irakien, on peut penser que les militaires américains ainsi que le gouvernement irakien ont eu intérêt à affirmer qu'il y avait toujours eu une différence de nature entre ces groupes de la résistance honorable mais vaine, les nationalistes, et ceux se battant non pas pour l'Irak mais pour une *Umma* abstraite, les salafistes. Pour pouvoir faire usage d'une amnistie sélective, pour justifier la coopération avec d'anciens membres de l'opposition armée que l'on avait jadis démonisés, on peut penser qu'il fallait tracer une ligne claire entre insurgés « conciliables » et « irréconciliables ». Cette distinction est pourtant partiellement fautive puisque l'on sait qu'une grande partie de ces groupes qui ont déposé les armes dans la province d'al-Anbar pour coopérer avec les militaires américains se revendiquaient auparavant d'AQI au du moins de la *Shura al-Mujahdeen* (en 2006) incluant AQI.

Enfin troisième fautive évidence, l'idée que les attentats massifs contre des civils, en particulier chiites, n'avaient aucune rationalité et ont contribué à l'émergence du « mouvement du réveil d'al-Anbar », la révolte de *sheikh* sunnites contre AQI et au profit du « surge ». Il est clair que la rationalité de ces attentats était de durcir les oppositions identitaires en déclenchant des représailles chiites contre la minorité sunnite, ainsi susceptible de se tourner vers tout groupe susceptible de la défendre, en particulier AQI. Il n'est d'ailleurs pas impossible d'affirmer que ces attentats ont effectivement contribué à renforcer la posture AQI au sein de la communauté sunnite jusqu'en 2007 plutôt que de l'affaiblir. Comment expliquer l'émergence du « mouvement du réveil » dans ces conditions ? Certainement, il y a eu une forte inquiétude de la part de *sheikh* tribaux face à une mouvance AQI de moins en moins tolérante, notamment vis à de groupes armés aux relents plus laïcs³⁰³. Il y avait également bien sûr un intérêt bien compris de la part des chefs tribaux de renforcer leurs prérogatives en négociant des avantages pour eux et leurs clients. Mais il ne faut pas sous-estimer le sentiment général que les pouvoirs de la communauté chiite s'étaient considérablement accrus du fait de la collaboration entre certains partis chiites et les forces américaines et que, dans un contexte où le retrait des militaires américains était évoqué, il était important pour beaucoup de représentants sunnites de rééquilibrer les relations entre Sunnites et Chiites avant ce départ.

Que reste-t-il aujourd'hui (septembre 2010) de l'« insurrection » en Irak ? Il faut d'abord noter qu'avec le retrait progressif des militaires américains et leur réclusion sur des grandes bases, elle est de moins une « insurrection » contre la présence étrangère et de plus en plus soit une contestation, parfois violente, du nouveau régime politique irakien (notamment, mais pas seulement, par des groupes sunnites); soit une tentative de remettre en question les équilibres internes à ce régime en dénonçant l'incapacité gouvernementale à fournir les services publics considérés comme essentiels (notamment, mais pas seulement, par les sadristes). De ce point de vue, l'hypothèse de l'émergence d'un nouveau groupe de la résistance strictement anti-américaine dans la province de Ninive, et issue d'un des grandes confréries soufi, est hautement improbable³⁰⁴, même si d'autres groupes ou mouvances plus ou moins structurés – voire de simples prête-noms – tels qu'AQI, l'Armée Islamique en Irak (AII) ou *Ansar al-Islam*³⁰⁵ maintiennent une présence dans les provinces majoritairement arabes du nord de l'Irak (Ninive,

³⁰³ Les « Brigades de la révolution de 1920 », l'Armée *al-Rashidin*, le Front Islamique de la Résistance Irakienne (JAMI), le Hamas irakien ou encore une partie de l'Armée Islamique en Irak (AII)...

³⁰⁴ JRTN pour *Jaish Rajal al-Tariqah al-Naqshbandiyya* : « les hommes de l'armée du chemin d'al-Naqshbandiyya ».

³⁰⁵ Anciennement : *Jaish/ Jamaat Ansar al-Sunnah*.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Diyala, Salaheddin, etc.)³⁰⁶. Certes, il est théoriquement possible, mais peu probable, que Sayyed Moqtada Sadr décide de réformer l'Armée de Mehdi s'il venait à être exclu du jeu politique irakien, mais compte-tenu de son caractère désormais incontournable, son poids électoral et potentiellement militaire, un tel scénario semble écarté.

3. Les mécanismes de l'ascension aux extrêmes du conflit, les facteurs aggravants, les effets de prophétie auto-réalisatrice et de prophétie auto-négatrice

Il est évident que les « troupes multinationales » commandées par la CJTF-7 et à partir de mai 2004 la Multinational Force–Iraq (MNF-I) ont commis de nombreuses erreurs de jugement compte-tenu de leurs objectifs. C'est également le cas pour la *Coalition Provisional Authority* (CPA) jusqu'à juin 2004. Les exemples abondent : la dissolution indiscriminée des anciennes forces de sécurité irakiennes/FSI (*CPA order n°2*) ; la dé-baathification à outrance (*CPA order n°1*) et le démantèlement de l'Etat irakien ; les sévices, mauvais traitement et autres faits de torture³⁰⁷ ; le recours à une force « excessive » et « contre-productive », notamment mais pas seulement par les militaires US ; l'application relativement timorée des techniques de maintien de la paix – à la fois naïves et déconnectées des dynamiques du conflit – par les autres composantes nationales de la MNF-I, notamment mais pas seulement par la Division Multinationale Centre et Sud... autant d'éléments bien connus sur lesquels ce chapitre ne reviendra pas³⁰⁸.

Il y a néanmoins une question de fonds qui a lieu ici d'être posée rétrospectivement : s'agit-il là de facteurs conjoncturels qui de manière combinée ont produit un effet de seuil favorable à l'émergence d'une « guerre asymétrique » bien plus létale que la « guerre conventionnelle » du printemps 2003³⁰⁹, ou cet effet de seuil était-il inévitablement franchi par le fait même de l'invasion compte-tenu de facteurs structurels tels que la trajectoire historique de l'Etat irakien, de l'ordre régional et du rôle qu'y jouent les Etats-Unis depuis plus d'un demi-siècle ? La façon simple de répondre à la question (ou de ne pas y répondre) est de dire que les seuls facteurs structurels ont certainement suffi à mettre en branle une seconde « ascension aux extrêmes » après l'invasion proprement dite, mais que seuls les facteurs conjoncturels parviennent à expliquer la succession en apparence aléatoire de périodes d'accalmie relative et de pics de violence. Il convient ici peut-être de revenir sur deux mécanismes, bien connus de la tradition sociologique, du conflit qui aident à en analyser les fluctuations : les prophéties auto-réalisatrices (*self-fulfilling prophecy*) et les prophéties auto-négatrices (*self-defeating prophecies*).

Les effets de prophétie auto-réalisatrice (*self-fulfilling prophecy*) ont souvent été soulignées à propos du conflit irakien, et cela pas seulement par des sociologues et politologues³¹⁰ mais aussi par la doctrine et les penseurs militaires de la contre-insurrection : on part en guerre contre le « terrorisme » en 2003 et donc on l'attise comme l'a souvent souligné Kilcullen ; on dit qu'al-Qaïda était implanté en Irak avant 2003 et donc l'idéologie qaédiste s'y implante effectivement après 2003 ; on dit que as-Zarkaoui était un « terroriste » important donc il le devient effectivement, etc. Cette idée de prophétie auto-réalisatrice a été popularisée par la doctrine américaine COIN sous la forme de formules tout à fait intéressantes (les fameux « paradoxes de la COIN ») : « à trop se protéger, on se met en danger », en d'autres termes en cherchant à se prémunir d'un risque on est susceptible de l'actualiser ; « plus on utilise la force, moins elle est efficace », en d'autres termes plus on agit comme si l'adversaire est politiquement invincible, plus il est susceptible de le devenir ; « parfois, la meilleure des actions est l'inaction »... En somme, il est parfois « contre-productif » – terme extrêmement fréquent désormais dans le vocabulaire militaire américain – de lutter contre une insurrection par la violence physique directe plutôt que par une approche indirecte. Tout homme du

³⁰⁶ Voir notamment: International Crisis Group, *Iraq's New Battlefield: The Struggle over Ninewa*, MENA Report N°90, 28 septembre 2009.

³⁰⁷ Le « scandale d'Abu Ghraïb » révélé en avril 2004, le « massacre de Haditha » de Novembre 2005 ; les meurtres et viol de Mahmoudiya en 2006, pour ne mentionner que les plus connus. Pour une discussion sur les victimes civiles: KAHN (Colin H.) « In the Crossfire or the crosshairs? Norms, Civilian Casualties and US Conduct in Iraq » *International Security*, Vol.32, n°1, été 2007 : 7-46;

³⁰⁸ Pour un compte-rendu de ces éléments voir: RICKS (Thomas E.) *Fiasco: the American Military Adventure in Iraq*, New York: Penguin, 2006.

³⁰⁹ Cette thèse semble être celle du film *Green Zone*.

³¹⁰ BIGO (Didier), BONELLI (Laurent) 2007, « Preventing violent radicalisation and terrorist recruitment in the EU. The threat to Europe by radical Islamic terrorist groups », Secrétariat général du Parlement européen : Notes du Parlement européen ; LINDEMANN (Thomas) « Des guerriers pour faire la paix. L'Armée américaine en Irak », *Cultures & Conflicts*, n°67, 2007 p. 13-35.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

rang en Irak sait désormais qu'à trop lutter « contre un symptôme », sans s'intéresser « au problème sous-jacent », on est susceptible de renforcer ce « symptôme » : c'est bien l'idée sous-jacente à celle de « prophétie auto-réalisatrice » que l'on retrouve fréquemment dans la littérature sociologique.

Mais à trop insister sur cet effet, on en oublie un autre relativement évident aussi dans le cas de l'Irak, celui de la prophétie auto-négatrice qui est le contraire complémentaire de l'effet précédent : parfois, la prédiction a pour effet d'empêcher sa réalisation ou éloigne davantage sa réalisation. Ainsi, entièrement acquis à l'idée que les forces multinationales seraient accueillies à bras ouverts en Irak, en tant que « forces de libération », les coalisés ont dès le début presque tout fait pour produire ou renforcer l'effet inverse : tirer sur des manifestations spontanées de civils sans armes avec l'idée que ce ne pouvait être que des « ennemis du peuple irakien », des *Anti-Iraqi Forces* (AIF) ; non planification de la transition et de l'après-invasion³¹¹, en particulier dans le domaine du maintien de l'ordre et de la protection des infrastructures publiques (on pense aux pillages du Musée national de Bagdad) ; démantèlement de l'appareil d'Etat, etc.

Est-ce à dire que l'on a vu tout et son contraire en Irak, les prophéties auto-réalisatrices comme les prophéties auto-négatrices ? En réalité, les deux ont un dénominateur commun : la propension de la part de la CJTF-7 et de la MNF-I à s'enfermer dans des schémas et des convictions rigides et manichéens, l'absence d'esprit critique, d'humilité et de doute quant au projet réel ou affiché de venir apporter la « liberté et la démocratie » en renversant un régime « tyrannique » et « soutenant le terrorisme ». Le dénominateur commun est la notion de prophétie, de prophète, qui empêche toute capacité d'adaptation (celle-ci supposant l'autocritique). Paradoxalement, c'est en feignant de connaître le futur que les forces de la MNF-I ont négligé la nécessité de planifier. Planifier, se projeter dans des futurs multiples et incertains, est en effet tout le contraire du messianisme prophétique. Pour le dire autrement, mais cela a déjà assez dit, la « stratégie d'invasion » était une stratégie sans relation stratégique, une stratégie avec un ennemi mais sans dialectique des volontés³¹². Ainsi, lorsque les stratégestes ont découvert l'« insurrection » en 2003-2004, on entendait souvent l'idée révélatrice qu'il s'agissait d'« *un thinking enemy* », un ennemi qui réfléchit et qui s'adapte, comme si avant 2004 tous les ennemis avaient été incapables de réflexion et donc d'interaction...

4. La doctrine COIN et son application en Irak avant le « surge » : ruptures, continuités et blocages...

Quand est-ce que la « contre-insurrection », telle que formalisée par la doctrine COIN (FM 3-24), a commencé avec une certaine systémativité en Irak ? Le but de la question n'est pas ici de revenir sur les problèmes de définition, mais plutôt de voir quand une approche un tant soit peu cohérente et désignée en tant que « contre-insurrection » a émergé en Irak. En effet, on sait que la planification militaire américaine, mais aussi britannique, avait après l'invasion proprement dite prévu une période de « stabilisation » post-conflit sur le modèle de la Bosnie ou du Kosovo, éventuellement dans un premier temps marquée par des opérations de guerre urbaine (*Military Operations in Urban Terrain/MOUT* ou *Fighting in Build-Up Areas/FIBUA*) contre des loyalistes du régime déchu (*Former Regime Loyalists/FRL*). Mais les scénarios envisagés n'entrevoient pas la possibilité que ces combats puissent être sous-tendus par une dynamique politique autonome permettant de les qualifier comme « insurrection ». Alors, sans ici rentrer dans les détails des stratégies américaines « d'adaptation » à la contre-insurrection bien analysées ailleurs³¹³, depuis quand parle-t-on d'insurrection et de contre-insurrection en Irak ? Il y a plusieurs éléments de réponse à apporter. Tout d'abord, on connaît le rôle en quelque sorte précurseur du général David Petraeus et de la 101^{ère} Division aéroportée dans la province de Ninive dès l'été 2003³¹⁴. Ce qui est moins bien connu est que, de sources convergentes, les militaires britanniques ont joué un rôle relativement actif de diffusion auprès des forces américaines de leur doctrine de contre-insurrection³¹⁵, largement marquée par l'expérience en Irlande du Nord, cela dès 2003-

³¹¹ Du moins au sens où, en principe, la planification militaire ne doit pas se borner à n'envisager que le *best-case scenario*.

³¹² Général DESPORTES (Vincent), *La guerre probable, penser autrement*, Paris : Economica, 2000.

³¹³ TAILLAT (Stéphane) « Adaptation et Apprentissage: les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue Française de Science Politique*, vol.58, n°5, octobre 2008, pp.773-794.

³¹⁴ Lieutenant-colonel GOYA (MICHEL), « Démocratie 101 », *Cahiers du CESAT*, octobre 2006, pp. 29-35.

³¹⁵ Notamment: *Army Field Manual Volume V – Operations Other Than War, Counter-Insurgency Operation* (part II, III and IV), 1995.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

2004³¹⁶. Pour le reste, la lutte anti-insurrectionnelle de la MNF-I était pendant cette période largement *ad-hoc*, improvisée et variable dans le temps et dans l'espace. Le général George W. Casey, premier commandant de la MNF-I, a également joué un rôle important dans l'harmonisation au niveau opératif, harmonisation non pas théorique et doctrinale mais pratique, des approches anti- ou contre-insurrectionnelles en Irak, ce qui lui a été peu reconnu par la suite parce qu'il s'opposait à l'augmentation des effectifs américains (le « surge »), croyant avoir assez de temps pour entraîner des forces de sécurité auto-suffisantes et autonomes avant un processus de retrait vu comme imminent. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il faille minorer le rôle joué par Petraeus dans la formalisation, la popularisation, et la mobilisation de soutiens politiques pour cette approche d'une part, et l'application agressive de cette doctrine combinée à l'augmentation limitée des effectifs à partir de 2007 d'autre part. Mais le changement a été davantage graduel que généralement reconnu.

Concernant les nombreux blocages, cette section insistera principalement sur un point. Il est aujourd'hui fréquent d'accuser implicitement le général John Abizaïd d'avoir en quelque sorte retardé l'émergence d'une doctrine et d'une approche un tant soit peu cohérente en la matière en énonçant sa « théorie de l'anticorps », très prégnante jusqu'en 2005-2006. Cette « théorie » postule que les forces américaines doivent être vues comme un anticorps dans un corps biologique³¹⁷. De manière caricaturale, elle stipule que les forces multinationales ne doivent sortir de leurs bases que lorsqu'un « corps étranger » (l'insurrection) se propage au sein du « corps politique » irakien. Le reste du temps, elles doivent rester enfermées dans leurs FOBs (*Forward Operating Bases*), pour ne pas provoquer ou irriter inutilement la population irakienne. Cette théorie est quelque peu mal nommée puisque si on veut prendre la métaphore biologique au sérieux, ce serait beaucoup plus fidèle à la réalité sociologique du conflit irakien de considérer que les forces « multinationales » étaient le corps étranger, et l'« insurrection », l'anticorps réagissant à celui-ci. Peut-être était-ce là l'idée initiale du général américain d'origine libanaise, idée rapidement révisée pour ne pas que l'on puisse croire qu'il insinuait que les forces « multinationales » étaient une « infection ». Ou peut-être ce flou était largement présent y compris dans l'esprit de ceux, le général Abizaïd en tête, qui avaient énoncé cette théorie. Un certain nombre d'anecdotes significatives semblent aller dans le sens de cette dernière hypothèse³¹⁸ : lorsque des militaires américains à la recherche d'« insurgés irakiens » demandent par le biais de leur interprète à des civils irakiens s'ils avaient vu des « étrangers » (sous-entendant ainsi que l'« insurgé » ne pouvait être qu'un jihadiste saoudien ou yéménite), ces mêmes civils auraient parfois répondu : « Oui, vous ! ».

Comme il l'a été souligné, la « théorie » attribuée à Abizaïd aurait – selon une représentation fréquente – retardé l'émergence d'une contre-insurrection efficace puisque cette dernière reposerait sur le quadrillage et le « contrôle de populations », le fait de vivre « au sein de la population irakienne » et de ne pas s'enfermer dans une posture de « protection de la force » au sein de FOBs lourdement protégés. Cette théorie serait donc fautive dans l'absolu puisqu'elle empêche la collecte de renseignements et « coupe » les forces armées de la population environnante. Pourtant, le général Petraeus avait eu une idée similaire lorsqu'il disait que toute « force de libération » a un « temps de demi-vie » au-delà de laquelle elle devient « force d'occupation³¹⁹ ». En d'autres termes, la seule présence durable et excessivement visible d'une « force étrangère » assurant des fonctions de police au sein d'un Etat souverain génère inévitablement des résistances et des oppositions (Petraeus a cependant ajouté un degré de subtilité à cette théorie : le temps du conflit est compressible, extensible, voire réversible et donc la contre-insurrection peut permettre de « gagner du temps »). Kilcullen, un des artisans de la mise en œuvre de la stratégie du « surge », a réitéré cette idée au travers de ce qu'il appelle la « guérilla accidentelle³²⁰ ». La « théorie de l'anticorps »

³¹⁶ Voir notamment: CHIN (Warren) "Examining the Application of British Counterinsurgency Doctrine by the American Army in Iraq", *Small Wars and Insurgencies*, vol. 18, n°1, mars 2007: 1-26; MANSOOR (Peter) *Baghdad at Sunrise, A Brigade Commander's War in Iraq*, New Haven & London: Yale University Press, 2008.

³¹⁷ Pour une bonne présentation voir: TAILLAT (Stéphane) « Occupants ou libérateurs ? Les forces armées occidentales en Irak et en Afghanistan », *Défense nationale et sécurité collective*, n°11, 2008, p.124-131.

³¹⁸ RICKS (Thomas E.), *The Gamble, General Petraeus and the Untold Story of the American Surge in Iraq*, Londres: Penguin Books, 2009.

³¹⁹ Général PETRAEUS (David H.) "Learning Counterinsurgency: Observations from Soldiering in Iraq", *Military Review*, janvier-février 2006, pp.45-55

³²⁰ La "guérilla accidentelle" est celle qui est causée, comme par accident, par une intervention militaire antérieure à l'émergence de cette guérilla. Voir: KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford: Oxford University Press, 2009.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

sans le nom semble également être l'idée phare du retrait progressif actuel des forces américaines d'Irak. Ce qu'il faut donc souligner est que l'intuition d'Abizaïd était peut-être pertinente mais qu'en 2003, il était déjà trop tard pour l'appliquer : l'invasion avait déjà eu lieu³²¹. Pour résumer, on peut dire que l'idée d'Abizaïd, en dépit de ses approximations, de ses limites pratiques en 2004 et de ses amendements successifs (notamment l'idée de l'élasticité du temps du conflit), est généralement implicitement partagée, parfois par ceux-là mêmes parmi les militaires américains qui la critiquent de manière indiscriminée.

II - Le *surge* en rétrospective : mythe ou plan providentiel ?

Il ne s'agira pas dans cette section de revenir en détail sur le « *surge* », ses origines et ses effets, thèmes auxquels une excellente étude très complète de l'IRSEM a déjà été consacrée par Stéphane Taillat³²². Tout comme pour la première section, il s'agira ici d'insister sur quelques questions et éléments importants, souvent minorés dans les discours dominants, et qui vont nous permettre d'introduire les résultats de la recherche de terrain en Irak. En effet, si depuis 2008, beaucoup parlent d'un succès en demi-teinte de la stratégie contre-insurrectionnelle américaine, la question des causes de ce « retournement de situation », à la suite des échecs patents de la période précédente, continue à opposer différents auteurs. Il semble par ailleurs que l'idée selon laquelle le « *surge* » aurait produit des « succès » au niveaux « tactiques » et « opératif », mais pas vraiment au niveau politique, doive être questionnée. Elle est peut-être globalement pertinente si l'on confond les niveaux « tactique » et « opératif » avec l'objectif de réduction des niveaux généraux de violence et si l'on réduit le niveau politique en Irak à l'objectif d'une « réconciliation nationale » impulsée par le gouvernement irakien. Mais cette distinction, propre à la tradition stratégique et militaire occidentale, ne tient pas si l'on considère les reconfigurations politiques du « local » et les dynamiques politiques sous-jacentes à l'« amélioration de la sécurité ». Il est alors utile de revenir sur un certain nombre de points.

1. « Impuissance de la puissance » ou « puissance de l'impuissance » ?

Qu'est-ce que le « *surge* » ? Une phase du conflit ? Une variation arithmétique des effectifs américains³²³ ? Un changement de politique et d'approche générale ? Le fait est qu'il n'y a pas de réponse univoque à la question et qu'il est par conséquent très difficile d'établir des corrélations entre les différents aspects des changements dans la politique américaine³²⁴ d'une part, au déclin relatif dans les violences observées vers la fin 2007 et de manière plus évidente en 2008 d'autre part. Cela est d'autant plus le cas que des changements non-quantifiables sont également à prendre en compte tels qu'un « ton » (pour reprendre un terme cher au général Petraeus) différent dans la communication politique, une moindre « arrogance » vis-à-vis des différentes demandes sociales et politiques émanant de la société irakienne, etc. ; cela sans pour autant que l'approche devienne moins coercitive par rapport à l'année précédente (elle devient dans tous les cas plus « offensive »). Ainsi, le « *surge* » ne doit pas seulement être analysé au travers des décisions prenant effet au début 2007. Elle peut également être vue comme le moment où la doctrine FM 3-24 de 2006 devient déterminante dans la stratégie générale mise en œuvre par la MNF-I. En d'autres termes, il y a peut-être plus un effet de seuil qu'une véritable rupture. Il faut donc aussi se méfier de la mythologie qui

³²¹ Il ne s'agit pas ici de « défendre Abizaïd » mais tout simplement de dire que tous les penseurs militaires sur la guerre en Irak s'accordent globalement (parfois sans le savoir) sur l'intuition tant décrite du général Abizaïd. Une exception notable de ce dernier point de vue est la fameuse idée de G.W. Bush et du général Sanchez de l'Irak comme « aimant du terrorisme », idée que l'on peut résumer caricaturalement comme suit : les « terroristes » en Irak après 2003 allaient de toutes les manières attaquer les Etats-Unis et la seule différence introduite par l'invasion de 2003 est qu'ils étaient attirés en Irak, ou ils pouvaient combattre les forces américaines directement, plutôt que de devoir aller aux Etats-Unis pour ce faire. Comme un papier tue-mouches, le pourrissement de la situation en Irak en 2004, 2005 a permis d'attirer et d'engluer les « terroristes » plutôt que de les voir attaquer le territoire américain. C'est une critique frontale à l'idée d'Abizaïd, mais aucun théoricien de la contre-insurrection n'a pris cette hypothèse au sérieux.

³²² TAILLAT (Stéphane) « Succès et limites de la stratégie du 'sursaut' en Irak (2007-2009) », Rapport en voie de publication pour l'IRSEM, février-juin 2010. On pourra ici également se reporter aux deux rapports de l'International Crisis Group: *Iraq after the Surge I: The New Sunni Landscape*, Middle East Report N°74, 30 avril 2008; *Iraq after the Surge II: The Need for a New Political Strategy*, Middle East Report N°75, 30 avril 2008.

³²³ L'envoi de plus de 30 000 hommes supplémentaires en plus des 130 000 initiaux, 5 brigades du *US Army* (qui atteindra ainsi 20 Brigade Combat Teams/ BCT en Irak) et plusieurs bataillons de Marines. Les forces américaines en Irak atteindront ainsi jusqu'à 170 000 hommes et femmes.

³²⁴ Il faut ici aussi mentionner les importants changements de personnel, notamment la nomination du général Petraeus à la tête de MNF-I.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

s'est construite autour du « surge » et dans lequel, conformément à une certaine tradition hagiographique militaire, le général Petraeus apparaît comme l'homme providentiel qui sauva les Etats-Unis et l'Irak de la catastrophe inévitable³²⁵. Cette mythologie, probablement inévitable compte-tenu des moyens qui sont mis au service de l'image de l'institution militaire aux Etats-Unis, pose problème pour des nombreuses raisons. La plus importante, pour cette étude, est qu'elle tombe dans les mêmes travers que l'approche militaire techno-centrée qui avait prévalu en 2003 : elle fait abstraction de toute relation stratégique, de toute dialectique des volontés, et empêche ainsi de voir l'évolution d'ensemble du conflit (et pas seulement d'une des parties à ce conflit) ainsi que les changements de stratégie de la part des acteurs irakiens.

Par ailleurs, si le « surge » n'a rien de providentiel c'est aussi parce qu'il s'inscrit dans une évolution du conflit³²⁶. On ne peut comprendre ses prémisses sans comprendre la situation antérieure de 2005-2006. Il s'agit d'un moment crucial puisque la lutte contre la rébellion, essentiellement sunnite mais également shiite, semble avoir montré son inefficacité quasi-totale et que, selon nombre de sources, les rebelles sont désormais assurés de leur « victoire »³²⁷. Les stratèges américains eux-mêmes prennent conscience du « fiasco » face à la radicalisation continue et régulière de la violence³²⁸. Dans ce contexte « d'impuissance de la puissance », la stratégie américaine abandonne définitivement ce qu'il restait des références aux objectifs politico-stratégiques originellement poursuivis en Irak – démocratisation, dé-baathification, contre-terrorisme, etc. – pour se concentrer quasi-exclusivement sur la notion de « contre-insurrection ». Un des tours de force de la stratégie contre-insurrectionnelle en Irak va alors être de recentrer formellement la stratégie interventionniste sur la réduction de la violence, et cela y compris du point de vue énoncé par le Président américain. En d'autres termes, ce sont les critères même de la « victoire » qui sont subrepticement transformés et avec eux la donne politique du conflit. En se concentrant sur la « contre-insurrection », les militaires peuvent – dans une certaine mesure – abandonner certains des objectifs initiaux qui attisent le conflit pour négocier la cessation des hostilités avec l'« ennemi », étant entendu que la « contre-insurrection » est définie comme suppression de « l'insurrection » mais non forcément des « insurgés³²⁹ », ni de leurs objectifs politiques. Ainsi, l'hypothèse veut que si on ne l'emporte pas militairement sur l'ennemi, il suffit de décider de changer le critère de la « victoire » et donc, dans une certaine mesure, la donne politique du conflit. C'est ce qui semble avoir été fait en Irak au travers de négociations secrètes (engagées dès 2004/2005 mais devenant plus ambitieuses en 2007) avec l'opposition armée non qaediste³³⁰, d'abord par les Britanniques puis par les Américains, mais aussi avec les différentes branches du Baath irakien à Amman. On notera, même si c'est relativement anecdotique, que 5 groupes de l'opposition armée sunnite³³¹ constitueront à ce moment, en octobre 2007, une alliance politique (appelé PCIR en anglais pour *Political Council of Iraqi Resistance*) dans le but de négocier les termes du retrait américain, négociations qui furent effectivement entamés selon les forces américaines et selon le porte-parole de ce groupe mais sans qu'il soit possible de connaître la suite de celles-ci.

Ces négociations participeront de la dynamique qui conduira les militaires américains à soutenir le processus des *Sahwa* (ou les « conseils du réveil ») dans l'Anbar, les *Concerned Local Citizens* – CLC selon le terme utilisé exclusivement par les militaires américains, ou encore les *Sons of Iraq-Sol/Abna'a al-Iraq* selon le terme utilisé par ces mouvements en dehors d'al-Anbar. Il s'agit d'un mouvement complexe, tantôt tribal, tantôt simplement localiste (notamment à Bagdad), regroupant dans l'écrasante majorité des cas des chefs et des groupes sunnites, souvent issus des milieux de l'opposition armée, mais désormais (s'ils ne l'étaient pas avant) opposés à la mouvance AQI autant qu'au gouvernement à Bagdad, et acceptant par conséquent de recevoir une aide financière et militaire américaine en

³²⁵ GENTILE G., 2010, « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army », *Sécurité Globale*, n°10, pp. 21-34.

³²⁶ Egalement: TAILLAT (Stéphane) « Succès et limites de la stratégie du 'sursaut' en Irak (2007-2009) », Rapport en voie de publication pour l'IRSEM, février-juin 2010.

³²⁷ International Crisis Group, « *In their Own Words: Reading the Iraqi Insurgency* », Middle East Report n°50, 15 février 2006.

³²⁸ HASHIM (Ahmed S.), *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*. Ithaca, Cornell University Press, 2006 ; RICKS (Thomas E.), *Fiasco: the American Military Adventure in Iraq*, New York: Penguin, 2006. Voir également: US DoS/ MNF-I, "Provincial Stability Assessment", 31 janvier 2006.

³²⁹ DOBBINS (James), "Iraq: Winning the Unwinnable War", *Foreign Affairs*, vol. 84, n°1, janvier-février 2005, p. 16-25.

³³⁰ Il s'agit là, dans une certaine mesure, d'un changement crucial dans le conflit

³³¹ Dont l'Armée Islamique en Irak et J.A.M.I., tous deux réputés proche du Baath.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

échange d'une cessation des activités « insurrectionnelles ». Il y a dès lors, de la part des militaires américains, une redéfinition subreptice de l'ennemi avec le glissement de la lutte acharnée contre « tout insurgé » à une logique dans laquelle on lui accorde certains avantages à condition qu'il cesse le combat. L'idée sous-jacente est ainsi que la frontière entre « ennemi » et « ami » est affaire de « manœuvre politique » et non fixée dans la seule relation de « manœuvre militaire », idée qui peut sembler banale, mais qui ne l'était pas dans le contexte du discours politique sur la « guerre contre le terrorisme ». Si 2003 apparaît alors comme le moment de l'« impuissance de la puissance » selon la formule de Bertrand Badie utilisée, notamment, pour décrire l'incapacité américaine à traduire la « victoire » sur les forces armées irakiennes en succès politique³³², la dynamique sous-jacente au « surge » semble illustrer l'idée inverse, celle de la « puissance de l'impuissance ». En effet, c'est l'échec d'une lutte anti-insurrectionnelle trop centrée sur les moyens militaires traditionnels, qui explique en partie la tentative de suppléer à l'échec de la « manœuvre militaire » par la « manœuvre politique » (ou en réalité par une mise en cohérence des deux).

2. Le cœur politique du surge : la perspective du retrait définitif des forces étrangères, les luttes politiques autour de l'après-occupation, la politique américaine d'« impartialité active »

On ne peut certainement comprendre le « surge » – où plutôt les effets qui lui sont attribués à tort ou à raison – si on le conçoit uniquement par référence à l'augmentation, on l'a vu relativement limitée (plus de 30 000 hommes ajoutés aux quelques 130 000 précédents), des effectifs au sol. Cela peut sembler être une évidence.³³³ Mais dire que le « surge » dans toutes ses composantes (quantitatives et qualitatives) ne peut être compris par référence aux troupes supplémentaires n'est pas uniquement dire que c'est ce que ces troupes ont pu faire qui est important. C'est surtout dire que c'est, on l'a vu, une nouvelle donne politique qui a prévalu. Il ne s'agit pas ici de rentrer dans une polémique stérile sur le fait de savoir si le « même résultat » aurait pu être obtenu sans augmenter les effectifs, voire en réduisant les effectifs ou en les retirant entièrement tout de suite. La réponse est évidemment négative puisque cela reviendrait à dire que les troupes américaines et multinationales n'ont eu aucun impact, quel qu'il soit, sur la situation en Irak. Donc il va de soi que l'argument n'est pas là. Il est plutôt de dire que si l'on veut comprendre la « manœuvre politique » concomitante de l'augmentation des effectifs, on peut la comprendre sans faire directement référence à ces troupes supplémentaires.

Il y a ici trois éléments cruciaux et largement liés. D'abord, le « surge », en tant que moment dans le déroulement du conflit irakien, on le dira jamais assez, est le moment où le retrait américain devient tangible de part et d'autre du conflit. Le message désormais envoyé par les militaires US est en substance que le départ des troupes de la MNF-I est éminent (jusqu'à rien de nouveau par rapport au discours de 2005/2006) et qu'il s'agit désormais de « passer le relais » aux Irakiens acceptant de « prendre ce relais » et donc de coopérer avec la MNF-I. Il s'agit donc d'une proposition de retrait, mais surtout d'une invitation à contribuer positivement à ce retrait sachant que les degrés de violence atteints en 2006 le rendent impossible dans l'immédiat. Tout groupe continuant le combat contre les forces multinationales ne fera que de se priver de l'opportunité de jouer un rôle dans l'Irak post-retrait³³⁴. Donc le retrait devient tangible, mais il ne s'agit pas de n'importe quel retrait dans n'importe quelles conditions, mais d'un retrait conditionné, négocié, fondé sur un compromis politique et progressif. La stratégie du « surge » est donc une stratégie d'escalade militaire (centrée essentiellement sur Bagdad et ses « ceintures ») mais surtout une invitation à un retrait négocié, les deux étant liés. Insister sur le rôle du retrait sans rentrer dans les détails des évolutions de la vie politique irakienne sur cette période peut sembler abusivement schématique si l'on n'y ajoute pas les deux autres éléments.

De manière relativement évidente, l'accent mis sur un retrait conditionné et progressif, mais néanmoins imminent et total, a pour ainsi dire inévitablement fait changer le point d'équilibre symbolique du conflit en la faveur

³³² BADIE (Bertrand), *L'impuissance de la puissance, Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Fayard, Paris, 2004.

³³³ De la même façon, c'est un truisme de dire que ce n'est pas les nouvelles routes dans le Kunar afghan qui y ont produit un effet (au demeurant fort limité). C'est ce que le processus de construction de ces routes a permis de faire, et la manière dont ces routes ont fonctionné, qui a eu un impact.

³³⁴ On retrouve ces éléments dans tous les comptes-rendus écrits par des journalistes sur le « surge ». Voir notamment : WEST (Francis J. "Bing"), *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, NY, Random House, 2008.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

des luttes autour de l'Irak post-retrait³³⁵. A quoi bon combattre une force qui se retire alors que, ce faisant, on se prive de toute possibilité de faire en sorte que ce retrait soit organisé de la meilleure façon compte tenu des objectifs que l'on recherche ? L'exemple évident qui vient ici à l'esprit est le Hezbollah libanais qui a cessé toute forme d'attaque contre Tsahal au moment où celle-ci mettait fin à son occupation du Sud du Liban/Liban Sud. Se penser comme « résistance légitime » ne dispense pas de négocier secrètement ou ouvertement, directement ou indirectement, avec « l'occupant honni » de façon à ce que les deux (en réalité bien plus que deux) « s'y retrouvent ». Il faut ici en effet se départir de tout manichéisme, dans un sens ou dans l'autre. La MNF-I, tout comme les divers acteurs irakiens, pour ne mentionner que ces deux « ensembles », avaient tous un intérêt à ce que le retrait soit ordonné, progressif, bien réfléchi, l'objet du conflit devenant alors de savoir comment les bénéfices symboliques et matériels de ce retrait devaient être répartis. Ni les éléments les plus néoconservateurs ou fondamentalistes de l'administration Bush, ni les éléments les plus salafistes, sadristes ou baathistes de ceux parmi l'opposition armée qui ne remettaient pas en question l'Etat irakien en tant qu'Etat, n'avaient intérêt aux deux scénarios-catastrophe de la guerre perpétuelle entre MNF-I et « insurgés » et du retrait précipité et irréfléchi, cela en dépit de toute rhétorique éventuellement contraire³³⁶.

Le dernier élément est là aussi évident. La stratégie américaine dans le chaos de 2003 et 2004 avait été de soutenir toute force qui en retour soutenait la présence multinationale quelle qu'en soit la raison. Il ne s'agissait pas là de la part des stratèges civils et militaires américains d'une quelconque préférence idéologique pour l'agenda du CSRII³³⁷ par rapport à l'idéologie Baath, mais d'un « pragmatisme » excessivement court-termiste et cela d'autant plus qu'il était renforcé par la désillusion que forçait la situation sur le terrain lorsque comparée aux « lendemains qui chantent » initialement promis par l'administration Bush. La CPA et la coalition se pensaient peut-être parfois comme « impartiaux » dans leur pragmatisme, mais ce faisant ils étaient inévitablement perçus comme hostiles aux Arabes sunnites³³⁸. En forçant peut-être un peu le trait : se penser comme « impartial » parce qu'acculé à un « pragmatisme » de court-terme, condamne à être perçu comme partial. S'il y avait donc bien une carte importante du jeu politique irakien que détenait la présence américaine et multinationale en Irak au moment du « surge », c'était celui de contrebalancer les effets pernicieux de leur impartialité passive (partiale dans ses effets) au profit d'une « impartialité » plus active (plus proportionnelle dans ses effets).

De nombreuses forces politiques irakiennes étaient sensibles à cette nouvelle posture américaine. A force de s'enfermer dans une double lutte contre les nouvelles institutions irakiennes et contre la présence multinationale, les groupes arabes sunnites ne pouvaient que constater qu'ils avaient perdu en importance dans le jeu politique strictement national, notamment face aux grands partis chiites et kurdes. Ainsi en novembre 2006, le porte-parole influent de l'Armée Islamique en Irak (AII) – le « Dr. Ibrahim Al-Shamary » – avait exposé sur al-Jazeera sa théorie de la double occupation de l'Irak : l'occupation iranienne d'abord (visant explicitement les « milices qui détruisent les Sunnites »), l'occupation américaine ensuite. On peut penser qu'une telle déclaration laisse entendre qu'il peut devenir nécessaire d'instrumentaliser une « occupation » contre une autre, d'autant plus qu'il y en a une qui se dit « provisoire ». Il faut ici aussi évoquer la décision de Sayyed Moqtada As-Sadr de proclamer un cessez-le-feu unilatéral à la fin du mois d'août 2007, reconduit en février 2008, puis à l'issue des opérations à Bassora et à Sadr City en mars-avril 2008, démontrant ainsi sa volonté de renforcer sa position dans sa lutte contre d'autres factions politiques, chiites comme sunnites. Le déclin des niveaux des violences politiques (y compris « interconfessionnelles ») en 2008 tient donc paradoxalement aussi à une transformation du conflit irakien de plus en plus centré sur l'opposition – et

³³⁵ En réalité, ce changement a été progressif et même s'il est reconnu ouvertement en 2007 par la « diplomatie » menée par la MNF-I, ces conditions de possibilité se trouvent dans la recrudescence des violences « inter-irakiennes » et la véritable « purification ethnique » de certains quartiers de Bagdad en 2006.

³³⁶ Il est intéressant de noter que la majorité des groupes « insurgés » combattaient pour forcer le départ des forces multinationales, tout en précisant que ce départ ne pouvait et ne devait pas être immédiat et précipité. Voir : International Crisis Group, « *In their own words : reading the Iraqi insurgency* », Middle East Report n°50, 15 février 2006.

³³⁷ Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, désormais appelé le Conseil suprême islamique irakien (CSII). Il s'agit certainement du groupe qui est le plus proche du Khomeynisme que l'on puisse être en Irak, même si personne en Irak (contrairement au Liban) n'adhère ouvertement au principe du *Velayet e-Faqih*.

³³⁸ Ahmed S. Hashim note toutefois la présence de préjugés idéologiques hostiles aux Sunnites dans les discours de certains stratèges néoconservateurs. Voir : HASHIM (Ahmed S.) *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*. Ithaca: Cornell University Press, 2006.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

l'« équilibre de la puissance » – entre forces politiques irakiennes plutôt que sur l'opposition aux Etats-Unis. En effet, après l'année noire de la violence « interconfessionnelle » que fut 2006³³⁹, la majorité des quartiers mixtes de Bagdad avaient disparus en tant que tels et, dans le reste du pays, la territorialisation accrue des communautés sunnites et chiites³⁴⁰ avait instauré un équilibre précaire contribuant – peut-être inévitablement – au déclin de la violence intercommunautaire. Cet équilibre participait certainement aussi du déclin dans les attaques contre la coalition en 2008, la MNF-I devenant un allié potentiel et provisoire contre la faction irakienne adverse. Bien sûr, cette lutte politique et armée de plus en plus « inter-irakienne », cette fragmentation de la société politique irakienne, n'était pas inévitable ou naturelle. Elle a été la conséquence de l'invasion et de la politique de la CPA, de la CJTF-7 puis de la MNF-I qui a affaibli l'emprise réelle de « Bagdad » sur les différentes forces politiques irakiennes mais qui n'a pas pour autant réussi à la faire disparaître comme enjeu de lutte et donc comme « centre de gravité » symbolique de la vie politique irakienne³⁴¹.

3. Le rôle du tribal flip et l'échec partiel de la loi d'amnistie, tous deux antérieurs au surge et impulsés par des acteurs irakiens

Un des éléments qui a changé dans la politique américaine du « *new way forward* » en Irak, est l'engagement ouvert et officiellement assumé avec des chefs locaux se revendiquant souvent d'une légitimité tribale (mais pas toujours comme le montrent les CLC à Bagdad). Ce processus a conduit ces chefs à assumer directement le contrôle de leur zone d'implantation – à condition que la « tribu » ou le comité local soit territorialisé – de façon à y protéger les habitants et combattre AQI. En établissant une relation de « donnant-donnant » entre forces américaines (donnant de l'argent et des armes...) et chefs locaux (s'engageant à arrêter toute activité anti-américaine et anti-gouvernementale ainsi qu'à combattre AQI), cette politique générale a pu contribuer à réduire les niveaux de violence. Surtout ce que va permettre cette politique, c'est de retirer les FSI, en majorité chiites, des régions à forte majorité sunnite où leur présence ravive les tensions. En ce sens, il est correct de dire que cette politique renvoie la question des relations entre centre et périphérie, entre FSI et communautés locales, à un futur indéterminé – cela du moins dans certaines régions.

Deux remarques s'imposent ici concernant le mouvement des « fils de l'Irak » (*Abna'a al-Iraq*) comme il est maintenant appelé de manière relativement systématique par les Irakiens. D'une part, l'amorce de cette politique de cooptation en principe sélective mais qui deviendra en réalité relativement générale en 2007, remonte à 2005-2006 avec les expériences du Colonel Dale Alford à al-Qaïm (2005) et du Colonel MacFarland à ar-Ramadi (2006). On peut même la faire remonter à 2004 si l'on y inclut les tentatives avortées : un accord qui aurait, dès le début 2004, été négocié entre des officiers du renseignement militaire de l'*US Army* et des membres de la puissante tribu al-Dulāimi dans la province d'al-Anbar aurait été rejeté par la CPA³⁴². En tout état de cause, ces pratiques de cooptation sont bien antérieures au « surge ». Mais ce n'est qu'avec le « surge » qu'elles deviennent politique officielle, impliquant une certaine systématité, en particulier (mais pas seulement) dans les provinces à forte présence sunnite³⁴³. D'autre part, et plus centralement encore, le soutien américain à ces « milices » locales et statiques ne veut en aucun cas dire que ce sont les militaires américains qui ont été à l'origine de l'idée d'armer des « milices » levées par des *sheikh*. Ce sont généralement ces derniers qui ont fait des propositions en ce sens aux militaires américains, jusque-là généralement sans succès. Le mouvement a donc dans une certaine mesure été initié par des acteurs irakiens mais a, à chaque fois, été « cassé dans l'œuf » par la hiérarchie américaine. Ainsi, ce qui a été appelé le « réveil d'al-Anbar »

³³⁹ Avec un pic significatif après l'attentat contre la Mosquée d'Or de Samarra en février 2006. Voir : BENRAAD (Myriam) « L'Irak dans l'abîme de la guerre civile », *Politique étrangère*, n°1/ 2007, p.13-26.

³⁴⁰ En d'autres termes l'homogénéisation « confessionnelle » et parfois « ethnique » des quartiers et districts.

³⁴¹ TRIPP (Charles), *A History of Iraq*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008; Le rapport de Stéphane Taillat va également en ce sens : TAILLAT (Stéphane) « Succès et limites de la stratégie du 'sursaut' en Irak (2007-2009) », Rapport en voie de publication pour l'IRSEM, février-juin 2010.

³⁴² McFATE (Montgomery), JACKSON (Andrea V.) « The Object beyond War : Counterinsurgency and the four tools of Political Competition », *Military Review*, janvier-février 2006, p. 56-69.

³⁴³ A l'exception des « zones disputées » considérées comme trop instables du point de vue « interethnique » et où les Peshmegas voient d'un mauvais œil cette politique consistant à armer des Arabes.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

(*Sahwa*) à partir de 2006 a, en réalité, été la dernière mais la plus connue (puisqu'aujourd'hui soutenue par les autorités américaines) d'une série d'initiatives lancées par des *sheikh* locaux. Cependant, rapidement, la bienveillance des militaires américains vis-à-vis de ces groupes est parfois allée en 2007 jusqu'à l'autorisation ou la tolérance au moins tacite de leurs « exécutions extrajudiciaires » de membres présumés d'AQI³⁴⁴.

Il est souvent affirmé que le renforcement de la présence américaine en Irak en 2007 a été un succès au niveau « tactique » et « opératif », mais que la dimension politique de la « réconciliation nationale » relève des Irakiens eux-mêmes et n'a donc pas pu être affecté par le « surge » militaire. Dans ce contexte, il est utile de rappeler les « occasions ratées » au travers desquelles la présence civilo-militaire américaine a non seulement participé de la dynamique de la violence sur le « terrain », mais a également dans une certaine mesure bloqué la « réconciliation nationale ». En juin 2006, donc à un moment où l'Irak est théoriquement souverain, le Premier ministre irakien, al-Maliki, présente un « Plan de réconciliation nationale » à l'Assemblée nationale irakienne. Ce plan découle des recommandations faites le 21 novembre 2005 par la Conférence préparatoire du Caire sur la réconciliation nationale en Irak, conférence entre représentants des diverses forces politiques irakiennes sous le parrainage de la Ligue Arabe. Le plan en 28 points initialement présenté par le chef de gouvernement irakien à l'Assemblée nationale comprenait des mesures considérées comme importantes du point de vue de l'objectif recherché de « réconciliation », comme la réhabilitation d'une partie importante des membres des anciennes FSI et la remise en question de la dé-baathification agressive de l'après-invasion. Mais les aspects du plan qui, au dire des représentants de l'opposition armée eux-mêmes à l'époque, étaient les plus susceptibles de favoriser la réconciliation, à savoir l'amnistie générale pour tous les combattants n'ayant pas tué de civils irakiens (mais ayant éventuellement tué des « militaires étrangers »), furent éliminés du plan final sous les pressions insistantes... du Congrès américain. Le plan finalement voté, en 24 points, était ainsi en pratique vidé des éléments qui auraient pu ramener l'opposition armée à la table des négociations avec le gouvernement irakien, et d'ailleurs, le plan est resté relativement inconnu. Cela ne veut pas dire que le plan de réconciliation finalement adopté ne contenait pas de principe d'amnistie du tout, mais tout simplement que sa formulation est extrêmement vague puisqu'il exclut les « meurtres » et les actes de « terrorisme » sans autre précision. Il est alors un peu paradoxal (mais pas entièrement faux pour autant) que le changement d'approche du général Petraeus en 2007 soit crédité du « retournement de situation » de 2008 puisque, en soutenant le mouvement des « fils de l'Irak », il a contribué à faire ce qu'un certain nombre d'hommes politiques américains avaient empêché le gouvernement irakien de faire en 2006 : faire passer la « pilule » de l'amnistie pour les « insurgés irakiens » s'étant contentés de combattre les militaires de la MNF-I, cela en profitant d'un mouvement en apparence tribal mais « cachant » bien souvent en son sein des « brigades » entières d'anciens membres de l'opposition armée. Il est également paradoxal que le même premier ministre qui avait voulu faire voter le plan de réconciliation initial en 28 points, s'est en 2007 vivement opposé à plusieurs reprises au soutien apporté par les militaires américains au mouvement des « fils de l'Irak ».

La force principale du mouvement des « fils de l'Irak » a, de ce point de vue, peut-être été précisément de permettre une amnistie de fait, mais non de droit, à des fractions importantes de l'« insurrection ». Cela a été fait en rendant l'amnistie (ciblée et de facto) partiellement imperceptible³⁴⁵, notamment au Congrès américain. Si partiellement pertinente, cette interprétation impliquerait que le mérite principal de Petraeus aurait été de surmonter en 2007 un obstacle que les représentants en théorie souverains de l'Etat irakien n'avaient pas réussi à surmonter un an auparavant : celui du manichéisme, d'une part, importante de la classe politique américaine quand il s'agit des « terroristes » qui auraient combattu des militaires américains. En tout état de cause, la question de savoir s'il y a eu une amnistie *de facto*³⁴⁶ pour certains groupes armés ayant tué des soldats américains reste politiquement sensible pour les militaires américains, même s'il est relativement indéniable sur le plan factuel que tel a été le cas.

³⁴⁴ WEST (Francis J. "Bing"), *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, NY, Random House, 2008.

³⁴⁵ Par une politique comparable à celle du « *don't ask, don't tell* » appliqué aux homosexuels dans les forces US, mais cette fois-ci appliqué, de manière toute aussi pragmatique (ou hypocrite), aux *Abna'a al-Iraq*.

³⁴⁶ Au sens où les militaires américains ne déposent pas systématiquement plainte (loin s'en faut) auprès d'une cour irakienne lorsqu'ils découvrent que des membres des « fils de l'Irak » ou des FSI ont participé, dans le passé, à des attaques contre eux.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

4. Face à la guerre civile : protéger la population ?

Il a souvent été dit que l'objectif du « surge », et plus généralement de toute contre-insurrection efficace, est de « protéger la populations locale contre les insurgés », idée qui a pu être critiquée ailleurs³⁴⁷. En Irak, la prétention américaine à protéger les populations ou à faire protéger la population à partir de 2006 (avec la publication de la doctrine COIN FM 3-24), dans la mesure où elle n'a pas été que de pure forme, a pris trois formes principales. Premièrement, la composante de loin la plus importante est certainement l'acceptation, le financement et l'armement limité de « milices locales », qu'elles soient tribales ou non, pour qu'elles puissent protéger les communautés ayant accepté de collaborer avec les militaires américains contre les groupes « maximalistes » combattant simultanément les Américains, les Shiites et les partis parlementaires sunnites (AQI et tous les groupes regroupés dans l'Etat Islamique en Irak). Ce point a déjà été abordé.

Deuxième composante, l'établissement progressif de murs de béton et de barbelés autour de certains quartiers de Bagdad (et dans une moindre mesure d'autres villes), tel le quartier sunnite d'Adhamiya complètement encerclé, avec l'objectif affiché de « protéger » les habitants contre les « milices » et les « insurgés ». Leur rôle a donc été de « fabriquer des fronts dans une guerre sans fronts »³⁴⁸ et de permettre aux forces de sécurité irako-américaines de maximiser leur contrôle sur les habitants de Bagdad en rendant le réseau dense de check-points dans la capitale de plus en plus efficace dans le contrôle et la surveillance de la mobilité. Il faut également mentionner les projets en 2005 et 2006, et donc parfois antérieurs à la doctrine FM 3-24, d'emmurer complètement Bagdad afin d'isoler la ville du reste du pays, et d'empêcher ainsi l'infiltration d'« insurgés » sunnites dans Bagdad depuis sa périphérie et de « miliciens » shiites dans les quartiers sunnites. Il est très difficile de dire dans quelle mesure et comment ces constructions ont été perçues par les habitants de Bagdad, notamment dans leur rapport complexe à la notion de protection, mais ils ont été crédités d'une partie de la baisse de la « violence confessionnelle » – notamment entre adhérents des deux branches principales de l'Islam – à partir de 2008, et donc à partir du moment où *de facto* la plupart des quartiers véritablement « mixtes » de Bagdad avaient disparus en tant que tels (à l'exception, notamment, du quartier de Karadah)³⁴⁹.

Enfin troisième composante – de loin la plus médiatisée – revendiquée comme s'inscrivant dans le cadre de cette contre-insurrection « population-centrée » visant à « protéger les civils » et largement inspirée par les opérations du Colonel MacMaster à Tal Afar en 2005 : la prolifération sur le territoire irakien de petites bases avancées, soit américaines (*combat outposts* ou COPs), soit irako-américaines (*joint security stations* ou JSS), différentes des grandes bases isolées dans les zones rurales ou inhabitées (les fameuses *forward operating bases* ou FOBs) par le fait que leur but affiché n'est pas principalement de protéger les militaires contre les attaques, mais surtout de maximiser le contact avec les habitants environnants par des patrouilles régulières. L'idée mise en avant a été de « vivre parmi la population » dans le but de la « séparer des insurgés » et de recueillir des renseignements sur les groupes armés. La démultiplication de ces COPs/JSS a été notamment permise par la « violence sectaire » qui, en déplaçant les minorités, a dans de nombreuses provinces « libéré » des maisons facilement investies par les soldats américains et irakiens.

5. Orientalisme ou influence posthume de Saddam Hussein : un facteur tribal surestimé ?

Il est aujourd'hui fréquent de souligner que tout est « tribal » dans la vie politique et sociale en Irak, et le terme de « *wasta* » (terme qui désigne l'autorité ou l'influence du *sheikh*) est devenu quasi-banal dans le langage militaire américain. On peut cependant noter à propos de la « tribu » en Irak qu'il s'agit d'une réalité variable dans l'espace – traditionnellement rurale puisqu'elle jouait dans les premières décennies de l'Etat le rôle de relai du pouvoir central dans les campagnes – et dans le temps. Charles Tripp note ainsi : « *tribe' and the 'tribal shaikh' in Iraqi history*

³⁴⁷ OLSSON (Christian) « Contre-insurrection et 'Responsabilité de protéger' : panacée ou supercherie ? », *Sécurité Globale*, n°10, 2010, pp.65-74.

³⁴⁸ CULLATHER (Nick), « 'The Target is the People': Representations of the Village in Modernization and US National Security Doctrine », *Cultural Politics*, vol. 2, n°1, 2006, p. 29-48.

³⁴⁹ Mais il ne serait certainement pas faux de considérer que ces murs ont en même temps participé à/ hâté l'homogénéisation ethnique de certains quartiers.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

[...] have played various roles under different regimes, many of which have tried to use them to extend the power and reach of the centre. In these circumstances, they have been incorporated into the narrative of the regime in question, whether in the Hashemite Iraq under the monarchy, the Iraq of Saddam Hussain or the fragmented Iraq that emerged after 2003 under US Auspices. Other regimes have tried to write the tribal leaders out of the history of Iraq. However, in all cases the very attention paid to the question of lineage and status associated with tribal identity has helped to transform them, inscribing into the notion of 'tribal identity' different meanings for individual Iraqi at different moments of their history³⁵⁰». La même chose vaut bien sûr pour les catégories ethniques et confessionnelles.

De ce point de vue, on peut noter qu'il y a eu un renforcement notable du rôle des relations tribales, d'abord à la suite de l'embargo sur l'Irak en 1990 qui a affaibli les capacités de redistribution de l'Etat central et ensuite, surtout, à partir de 2003 avec la fragmentation du champ politique irakien. Mais c'est aussi le sens même de la « tribu » qui semble changer progressivement à partir de 2003 et plus encore avec le « surge ». La « tribu » n'est plus ce système de relations par lequel l'Etat central contrôle les zones rurales puisque cet Etat a, dans ce rôle de distributeurs de ressources, largement été supplanté par les forces américaines, et cela en particulier pour ce qui concerne les *sheikh* sunnites dans l'Anbar. Par ailleurs, il faut noter que la tribu, plutôt que d'être avant tout un acteur collectif, est de manière générale un paramètre – au même titre que le clan, la confession, l'appartenance ethnique – dans les réseaux de solidarité multiples (*'asabiyya*) structurant la société irakienne.

Il ne s'agit donc pas ici de nier l'importance sociologique des solidarités, des hiérarchies et des relations tribales dans certaines régions d'Irak, la province d'al-Anbar et les « ceintures du sud » de la capitale étant de ce point de vue certainement emblématiques. Mais il n'est pas à exclure que l'insistance, dans les discours des militaires américains, sur l'importance de la tribu en Irak doive également être attribuée à une « déformation » découlant de la « distance culturelle » ressentie par eux. Il est par ailleurs clair que la stratégie militaire du « surge » a sélectivement considéré la tribu comme réalité locale première, comme clef de voûte sociologique de la pacification à mener. On peut penser que l'affinité originelle de la contre-insurrection coloniale avec des grilles de lecture anthropologiques particulièrement portées sur l'instrumentalisation du « levier tribal » n'y ait pas été pour rien dans cette stratégie. De même, une tradition intellectuelle « orientaliste » au sens d'Edward Saïd³⁵¹ semble également avoir joué un rôle prépondérant, ce dont témoigne cette citation de la part d'un romancier, scénariste et – à ses heures perdues – analyste militaire américain Steven Pressfield : « *If we want to understand the enemy we're fighting in Iraq, the magic word is "tribe." Islam is not our opponent in Baghdad or Fallouja. We delude ourselves if we believe the foe is a religion. The enemy is tribalism articulated in terms of religion. [...] the clash of East and West is at bottom not about religion. It's about two different ways of being in the world. Those ways haven't changed in 2300 years. They are polar antagonists, incompatible and irreconcilable. The West is modern and rational; its constituent unit is the nation. The East is ancient and visceral; its constituent unit is the tribe... [...] You can't make deals with a tribal foe; they won't be honored. You can't buy them; they'll take your money and despise you. The tribe can't be reasoned with. Its mind is not rational, it's instinctive. The tribe is not modern but primitive. The tribe thinks from the stem of its brain, not the cortex. Its code is of warrior pride, not of Enlightenment reason [...]*³⁵² ».

Il faut aussi noter le mimétisme dont certains militaires ont fait preuve dans ce contexte de « tribalisation » de la contre-insurrection. On remarquera ainsi la circulation d'anecdotes mettant en avant le statut honorifique de *sheikh* que certains officiers américains auraient acquis³⁵³, figure classique de la littérature coloniale qui ne renseigne en rien sur la signification de cet « adoubement tribal ». Par ailleurs, alors que le paiement de « réparations » par les militaires US en cas de « bavures » a été justifié par les lois tribales (alors qu'en toute rigueur, celle-ci ne s'appliquerait qu'entre « membres de tribus »), des approches spécifiquement « tribales » de la contre-insurrection ont été développées pour jouer sur les ressorts liés au sens de « l'honneur et de la honte » des « tribaux »³⁵⁴. Des effets de prophétie auto-réalisatrice ne sont pas à exclure dans la « tribalisation » effective de la politique irakienne qui s'en est

³⁵⁰ TRIPP (Charles), *A History of Iraq*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008, p.2.

³⁵¹ SAÏD (Edward) *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 2003.

³⁵² PRESSFIELD (Steven) « It's the Tribes, Stupid », octobre 2006. www.d-n-i.net/fcs/pressfield/tribes.htm, téléchargé en septembre 2008.

³⁵³ MANSOOR (Peter) *Baghdad at Sunrise, A Brigade Commander's War in Iraq*, New Haven & London: Yale University Press, 2008.

³⁵⁴ McCALLISTER (William S.), "Pamphlet: COIN and Irregular warfare in a Tribal Society", Applied Knowledge International (AKI), 2007.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

suivie³⁵⁵. David Kilcullen, le *Senior Advisor* du général Petraeus et docteur en anthropologie, est venu donner crédit à cette interprétation en soulignant que les militaires américains se sont trompés en assignant une identité tribale réifiée aux milices dites « tribales³⁵⁶ ». Selon lui, l'identité « tribale » ne serait qu'une « identité contingente » liée à un effet de positionnement contre AQI dans un contexte de lutte pour la survie physique et non une identité constante dans le temps et de nature essentielle³⁵⁷.

Il y a un dernier facteur sur lequel il faut ici insister pour rendre compte de cette « tribalisation » de la contre-insurrection US en Irak. En effet, depuis le début du « surge », l'idée a émergé chez certains militaires américains qu'il fallait s'inspirer des méthodes de « pacification » jadis utilisées par Saddam Hussein. Deux éléments étaient ici mis en avant. Premièrement, face à la contestation de son pouvoir à partir de 1991, d'abord liée à l'issue de la guerre et ensuite à la moindre capacité de son régime à se légitimer et à acheter les allégeances grâce à la manne pétrolière, Saddam Hussein avait accepté de renforcer le pouvoir des *sheikh*, notamment au travers du système de justice tribal de plus en plus reconnu par l'Etat³⁵⁸. Deuxièmement, pour « sécuriser » la capitale, les services secrets et les gardes républicains avaient renforcé leur présence dans la « ceinture sud » de la capitale (*southern belt*). Ces deux éléments se retrouveront dans le « surge » : la reconnaissance ou l'*empowerment* de l'autorité tribale des *sheikh* ; l'accent mis sur les « ceintures » de la capitale, et notamment celle du Sud aussi désignée par les militaires US comme le « triangle de la mort » (autour de Latifya, Mahmudiya, Yousoufiya). Cette influence posthume de Saddam Hussein sur la stratégie américaine, évidente pendant le « surge », n'était pas pour autant nouvelle. On l'observe en effet également dans les forces de « police spéciale », directement affiliées au ministère irakien de l'intérieur, formées et entraînées par les forces spéciales américaines en 2004 et en 2005. Celles-ci comprenaient en effet dans un premier des anciens de la garde républicaine et des forces spéciales de Saddam Hussein.³⁵⁹ Nombre d'entre elles furent recrutées en 2004 par le ministre de l'intérieur Falah al-Naqib du gouvernement d'al-Alawi, notamment au travers de son oncle Adnan Thabit. Dans un contexte où le souci des troupes américaines était le manque d'effectifs en Irak, l'idée était en effet de transférer certaines missions de contre-guérilla à ces unités paramilitaires, à l'image de ce qui fut fait en Amérique centrale et du Sud dans le contexte des « conflits de basse intensité » des années 1980³⁶⁰. Certaines de ces forces de polices spéciales furent dissoutes en 2006 et les baathistes en avaient de toutes les manières déjà été évincés par le premier ministre al-Jaafari en 2005. On notera toutefois que de nombreux hiérarques de l'ancien régime restent en place dans les forces de sécurité ou ont été progressivement rétablis à partir de 2006/2007. Ils y perpétuent leur esprit de corps qui s'inscrit dans le temps long de la construction de l'Etat irakien, mais sans toujours avoir abandonné les pratiques du régime précédent...

6. Les ratios troupes/population dans la contre-insurrection : une fausse « bonne idée » ?

Une des hypothèses qui a influencé le « surge » – conçu dans sa dimension d'augmentation somme toute limitée des effectifs américains (30 000 sur 130 000) – a été celle de l'« arithmétique de la contre-insurrection » souvent évoquée par le lieutenant-colonel John Nagl³⁶¹ : l'idée quelque peu simpliste selon laquelle il existerait un

³⁵⁵ HARLING (Peter), « Les dynamiques du conflit irakien », *Critique Internationale*, n°34, janvier-mars 2007, p. 29-43. Un point de vue similaire a été défendu par Stéphane Taillat, concernant tant la « tribalisation » que l'« ethnicisation » de l'Irak dans l'après 2003 : TAILLAT (Stéphane) « Communautarisation, tribus et terrain humain : la contre-insurrection américaine en Irak » in BRICET DES VALLONS (Georges-Henri) (dir) *Faut-il brûler la contre-insurrection ?* Paris : Choiseul, 2010.

³⁵⁶ L'idée que les relations « inter-ethniques » ou « inter-tribales » constituent la clef de voûte de la politique irakienne tient davantage des dynamiques internes au monde des experts politiques et militaires américains que de la réalité sociologique irakienne. C'est en tout cas l'hypothèse qui a été avancée par Ghassan Salamé, conseiller de l'ONU en Irak en 2003 et 2004. SALAME (Ghassan) « Uses and misuses of legitimacy in Iraq », présentation lors du colloque « *Nationbuilding, Statebuilding & International Intervention* », Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI/Science Po, Paris), 15 Octobre 2005.

³⁵⁷ Intervention de David Kilcullen au colloque international « *Guerres irrégulières/ Irregular Warfare* » organisée par l'ESM de St-Cyr, 13 mai 2009.

³⁵⁸ LUIZARD (Pierre-Jean) *La Question irakienne*, Paris : Fayard 2004.

³⁵⁹ Voir notamment : FULLER (Max) « For Iraq the Salvador Option Becomes Reality », *Centre for Research on Globalisation*, 2 juin 2005 <http://www.globalresearch.ca/articles/FUL506A.html> (téléchargé en juin 2008); Lieutenant-colonel GOYA (Michel) *Les armées du chaos*, Paris: Economica, 2008.

³⁶⁰ C'est le concept de *Foreign Internal Defence* – FID, selon la terminologie des forces spéciales.

³⁶¹ FICK (Nathaniel C.), NAGL (John A.) « Counterinsurgency Field Manual: Afghanistan Edition », *Foreign Policy*, <http://www.foreignpolicy.com>, janvier/ février 2009, téléchargé en mars 2009.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

rapport optimal fixe de proportionnalité, un ratio applicable à n'importe quel contexte, entre des « populations à pacifier » et les forces « de pacification », cette proportion étant souvent estimée à 20 soldats ou policiers pour 1000 individus³⁶². Cette idée trouverait ses origines dans les expériences coloniales britanniques (notamment en Malaisie) et aurait également été appliquée de manière approximative en Irlande du Nord, puis aussi dans une certaine mesure en Bosnie et au Kosovo. Mais de manière générale, cette idée d'« arithmétique de la contre-insurrection » aurait également été inspirée par les effectifs policiers déployés au sein des pays occidentaux (entre 2 et 4 pour mille habitants) que l'on aurait majorés compte-tenu des violences propres aux situations « insurrectionnelles »³⁶³.

Il est évident que ce ratio n'a pas du tout été appliqué à l'augmentation des effectifs constitutive du « surge » en Irak, mais l'idée était tout de même de s'en rapprocher, notamment en comptabilisant les FSI en expansion ainsi que les milices statiques des « fils de l'Irak » (entre 100 000 et 120 000 hommes au plus au début 2008). Ainsi, cette idée de « l'arithmétique de la contre-insurrection » reste extrêmement prégnante dans la pensée militaire sur la contre-insurrection, au point d'être parfois évoquée pour expliquer la situation de plus en plus difficile pour l'OTAN en Afghanistan, ou pour expliquer pourquoi l'augmentation très limitée des troupes américaines en Afghanistan en 2010 (parfois appelée « *uplift* » pour la distinguer du « *surge* ») va changer la donne du conflit.

Mais cette idée d'un ratio idéal entre forces de sécurité et population dans la contre-insurrection, cette idée d'un rapport de proportionnalité fixe transposable à toute situation de guerre « insurrectionnelle » ou « civile », doit être remise en cause. Le meilleur exemple pour illustrer cela est l'opération *Mushtarak* à Marjah, dans le Helmand afghan, en 2010. En effet, les 15 000 militaires américains déployés à Marjah pour « sécuriser » un ensemble de villages de peut-être 60 000 habitants n'y ont pas pu emporter le succès (voir le chapitre de Gilles Dorronsoro) et surtout, n'ont pas significativement contribué à un meilleur contrôle de cette zone. Pourtant à Marjah, on a observé un ratio incroyable de 1 sur 4, plutôt que le 1 sur 20 généralement conseillé par les experts partisans de l'arithmétique susmentionnée. Le succès aurait donc du être quasi-garanti s'il y avait un rapport de causalité linéaire entre nombre de militaires et/ou de policiers patrouillant une zone d'une part et degré de pacification de la dite zone d'autre part. Pour nuancer ici un propos qui peut sembler un peu tranché autrement, notons que l'augmentation des effectifs au sol a cependant – toutes choses restant égales par ailleurs – un bénéfice relativement généralisable du point de vue de la doctrine de la contre-insurrection : le fait d'augmenter la proportion de la composante militaire au sol par rapport aux autres composantes (notamment Air), et ainsi de rendre moins probable un recours systématique aux bombardements aériens généralement peu précis, « appropriés » ou « proportionnels ». En d'autres termes, au risque de généraliser un peu, on peut penser que moins grande est la proportion de troupes au sol, plus tentante est l'option des bombardements aériens aux cibles peu précises, ce que beaucoup considèrent comme contraire à la doctrine COIN.

III - Les enjeux de la « transition » de la contre-insurrection US à la « stabilisation » et au retrait des troupes étrangères (2009-2011)

La dernière des 5 « *surge brigades* » de l'US Army quitte l'Irak en juillet 2008. A cette date, il y a pourtant encore 147 000 militaires US en Irak, soit 17 000 de plus que le 1^{er} janvier 2007 quand le « surge » est décidé, cela notamment pour des raisons de taille variable de chacune des brigades. La période qui suit sera, d'un point de vue politique, celle de négociations irako-américaines autour des conditions du retrait et de la reprise de contrôle progressive de toutes les opérations par les FSI. Le 1^{er} janvier 2009 commence la « transition » de la « contre-insurrection US » aux « opérations de stabilité US » dans laquelle, progressivement, les militaires américains recentrent officiellement leurs activités sur le « conseil », « l'assistance » et la « formation » des FSI censées mener elles-mêmes le combat lorsque nécessaire.

Le « transfert de souveraineté » à l'Etat irakien, formellement réalisé le 28 juin 2004 au moment de la dissolution de la CPA, est donc en réalité encore en cours dans le domaine des « opérations de sécurité » au travers de

³⁶² QUINLIVAN (James T.) "Force Requirements in Stability Operations" *Parameters*, hiver 1995, p. 59-69.

³⁶³ QUINLIVAN (James T.) "Burden of Victory: The Painful Arithmetic of Stability Operations", *RAND Review*, vol.27, n°2, été 2003, p. 28-29.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

cette « transition ». Or, cette idée est en soi un paradoxe. La souveraineté d'Etat – et cela au moins depuis Jean Bodin au XVI^e siècle – est par définition entendu comme ce qui ne se délègue, ne se transfère pas. Sous ce rapport, l'enjeu concret de la « transition » est de savoir comment rendre crédible aux yeux des Irakiens que c'est leur gouvernement qui est désormais « *in charge* » et qu'il ne s'agit pas d'une simple sous-traitance par la puissance américaine des missions de sécurité intérieure aux forces irakiennes. Il est en effet clair qu'il ne suffit pas d'abandonner le terme de FOB pour *Contingency Operating Stations* (COS) et de rebaptiser la MNF-I, devenue strictement américaine, *United States Forces – Iraq* (USF-I) pour qu'un changement d'attitude ait lieu de part et d'autre. Il convient alors de voir les efforts que l'USF-I a fait pour modifier le comportement des militaires US, les enjeux du retrait en cours, les difficultés rencontrées et les problèmes posés.

1. Transition à quoi ? Transition comment ?

Avant d'essayer d'apporter des éléments de réponse, au moins provisoires, à la question de savoir ce que « stabilisation » et « transition » peuvent bien vouloir dire dans le contexte de l'Irak de l'après « surge », il convient rapidement de voir quelles en sont les composantes politico-juridiques³⁶⁴. La composante la plus importante est certainement l'accord sur le retrait des troupes américaines, appelé *Security Agreement* (S.A.) par les civils et militaires américains. Le nom systématiquement utilisé par la partie irakienne se traduit en Anglais par *Withdrawal Agreement*, « Accord sur le Retrait », dénomination dont on notera qu'elle est plus proche du nom officiel du document³⁶⁵ que « *Security Agreement* » ou S.A. Cet accord ne doit en aucun cas – comme cela est souvent le cas – être confondu avec un quelconque *Status of Forces Agreement* (SOFA) – qui suppose généralement une présence militaire américaine permanente à l'instar des forces américaines en Corée du Sud, ce qui n'est pas le cas en Irak où l'objectif affiché est bien celui du retrait définitif. Par ailleurs, un SOFA ne permet en principe pas aux forces américaines de mener des opérations de combat et de détention en temps normal, ce qui est le cas du S.A. L'accord encadre en principe ces opérations de combat par la double obligation de coordination et d'accord du gouvernement irakien. Il existerait néanmoins, selon le chef du bureau de suivi de l'accord à l'état-major d'USF-I, un *Gentlemen's agreement* confidentiel entre les forces US et le gouvernement irakien d'al-Maliki sur ce qui peut être fait sans accord explicite de la part de ce gouvernement.

Suivant l'accord, la mission des troupes US serait d'aider l'Etat irakien à « maintenir la sécurité et la stabilité en Irak, incluant la coopération dans la conduite d'opérations contre Al-Qaeda et d'autres groupes terroristes, groupes illégaux et ce qui subsiste (*remnants*) de l'ancien régime » (art.4.1). On notera que cette définition américano-irakienne commune de la mission des forces de MNF-I/USF-I depuis le 1^{er} janvier 2009 n'inclut plus les notions d'insurrection et de contre-insurrection, élément qui a certainement contribué à l'abandon progressif de ces termes par les militaires US au profit de celui de « stabilisation ». Les fouilles, arrestations et opérations de détention menées par les militaires américains sont quant à elles en principe encadrées par l'obligation d'avoir un mandat d'une cour irakienne (*arrest/ detention/ search warrant*), sauf dans le contexte d'opérations de combat ou en cas de « flagrant délit ». Mais même dans ces derniers cas, il faut un mandat pour une détention au-delà de 24 heures.

Cet accord, négocié et signé (le 31 décembre 2008) par l'administration Bush en fin de mandat, fixe 3 dates importantes sur la période de janvier 2009 à décembre 2011. D'abord, l'entrée en vigueur de l'accord, le 1^{er} janvier 2009. Ensuite, le retrait des forces militaires « de combat³⁶⁶ » américaines – en pratique les *brigade combat teams* (BCT) – des villes et des centres de population irakiens le 30 juin 2009, date du « jour de la souveraineté irakienne » (art. 24.2³⁶⁷). Finalement, dernière date inscrite dans l'accord, le retrait de l'ensemble du contingent militaire

³⁶⁴ Cependant, le *Strategic Framework Agreement for a Relationship of Friendship and Cooperation between the United States of America and the Republic of Iraq*, signé au même moment que le S.A., ne sera pas abordé ici. Il s'agit en effet plus d'une déclaration d'intention quant aux relations futures plutôt que d'un texte ayant des implications immédiates et directes.

³⁶⁵ Le titre officiel anglais est : *Agreement Between the United States of America and the Republic of Iraq On the Withdrawal of United States Forces From Iraq and the Organization of Their Activities during Their Temporary Presence in Iraq*.

³⁶⁶ Terme on ne peut plus vague pour une *US Army* qui considère que « *All units must be able to do [combat] ops* » et le font souvent effectivement en Irak en tant que « *non-combat forces* ».

³⁶⁷ « *All United States Combat Forces shall withdraw from Iraqi cities, villages and localities...* »

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

américain pour pas plus tard que le 31 décembre 2011 (art. 24.1.³⁶⁸). Ce processus inscrit dans l'accord est généralement considéré comme décrivant la « transition » en Irak, c'est-à-dire la progressive prise en charge des opérations policières et militaires par les FSI.

On notera ici trois choses importantes à propos de l'accord. Premièrement, il a été justifié par le fait que la résolution n°1790 du CS de l'ONU ne prolonge la présence de la MNF-I que jusqu'au 31 décembre 2008. Mais en même temps, le S.A. ne « couvre » pas les composantes non-américaines de la MNF-I. Une loi distincte stipule que les composantes « multinationales » qui restent en Irak doivent être parties avant le 31 juillet 2009. La plupart d'entre elles se retireront en 2008, et le 30 avril 2009, le Royaume-Uni annonce la fin de ses « opérations de combat » à Bassora. Le 1^{er} janvier 2010, la MNF-I devient officiellement *US Forces Iraq* (USF-I)³⁶⁹, mais en réalité, il n'y a plus que des troupes américaines en Irak à partir d'août 2009. Toujours est-il que le S.A. ne concerne que les troupes américaines.

Deuxièmement, les entretiens menés avec des personnes directement impliquées dans la négociation de l'accord côté américain, confirment que ce sont les autorités irakiennes qui ont insisté pour qu'il y ait une date de retrait officielle de toutes les forces américaines, cela alors même que les négociateurs américains préféreraient sinon une présence plus prolongée, du moins un cadre plus flexible et conditionnel pour le retrait final et définitif des troupes américaines³⁷⁰. L'idée qui prévaut est alors que le gouvernement américain a « fait une concession » à l'Irak en acceptant, contre son intention initiale, de retirer toutes ses troupes en décembre 2011. Si la version officielle veut que ce soit une « concession », on peut penser – mais ce n'est qu'une hypothèse – qu'il était mieux pour le gouvernement irakien que celui-ci apparaisse comme celui qui a « poussé » les forces US à partir plutôt que comme celui qui a « prolongé l'occupation » de 2009 à 2011. Le S.A. a en effet suscité des manifestations anti-américaines à Bagdad rassemblant, fait plus que rare, Sunnites comme Chiites.

Enfin, troisième remarque, il s'agit d'un accord très asymétrique. Il a été voté par l'Assemblée nationale irakienne et est donc loi contraignante pour la partie irakienne. Elle n'est cependant pas un traité pour le gouvernement américain et n'a donc pas de caractère contraignant pour les Etats-Unis, du moins au sens de la contrainte purement juridique. On notera d'ailleurs, que l'accord stipule que les Etats-Unis « respecteront » les lois irakiennes (art. 3 & 4.3. du S.A.), mais que selon le bureau de suivi de l'accord à l'état-major d'USF-I et les conseillers juridiques à l'Ambassade, cela ne veut pas dire qu'ils s'y plieront : « *to respect is not to comply* » (!). A la question de savoir d'où provient cette asymétrie, les *legal advisers* qui ont été rencontrés à l'Ambassade américaine à Bagdad nous ont donné différents types de réponses. Tous ont cependant affirmé que cela n'avait pas d'incidence puisque la volonté politique du gouvernement américain était bien d'honorer les termes du S.A.

La deuxième composante de la « transition », mis à part le S.A., est constituée d'un ensemble de décisions purement politiques de la part de l'administration Obama. Celles-ci auraient vocation à souligner l'imminence du retrait. Il s'agit d'abord du retrait définitif des « troupes combattantes US » (terme on ne peut plus ambigu) mettant fin à *Operation Iraqi Freedom* (OIF) le 1er septembre 2010 au profit d'une nouvelle opération, *Operation New Dawn* (« nouvelle aurore »)³⁷¹. Autre décision politique sans lien direct avec le S.A., la décision de faire passer les troupes américaines en Irak en-dessous de la barre des 50 000 le 31 août 2010 pour montrer que, effectivement, le processus de retrait est en cours. Il est important de souligner que cette composante politique de la « transition » témoigne à la fois de la volonté de l'administration Obama d'en finir avec la « guerre en Irak » (et pas seulement de respecter un accord négocié et signé par son prédécesseur) et du fait qu'elle semble considérer que les conditions et l'évolution politique en Irak permettent de respecter non seulement la lettre, mais aussi l'esprit du S.A. En d'autres termes, même si le S.A. pose des délais et des dates indépendamment des conditions sur le terrain³⁷², il ne semble pas que

³⁶⁸ « *All the United States Forces shall withdraw from all Iraqi territory no later than December 31, 2011.* »

³⁶⁹ Cela a la suite d'une fusion du commandement de MNF-I et des commandements subordonnés de la Multi National Security Transition Command-Iraq (MNSTC-I) et du commandement Multinational Corps-I (MNC-I) en charge de la coordination tactique.

³⁷⁰ On notera toutefois que la prise de contrôle des différentes provinces par les FSI a suivi un processus déterminé selon le respect de certaines conditions liées « à la stabilité et à la sécurité », et cela depuis juillet 2006 où la première province (al-Muthana) est transférée au contrôle provincial irakien.

³⁷¹ Pour l'occasion, le général Raymond Odierno cède la place en tant que commandant de USF-I au général Lloyd Austin.

³⁷² Il faut toutefois noter que des amendements à l'accord peuvent être posés si les deux parties en décident ainsi.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

l'administration Obama ait considéré que les termes de l'accord soient trop contraignants ou trop hâtifs compte-tenu de ces dernières.

On notera cependant que le Chef d'état-major des armées (CEMA) irakien, le général Babaker Zebari, a récemment déclaré que le retrait des forces américaines était trop rapide compte-tenu du degré d'autonomie des forces armées irakiennes. Certains de nos interlocuteurs non-américains ont cru voir dans cette déclaration une tentative de la part de certaines composantes de USF-I d'influencer leurs partenaires irakiens dans le sens du maintien des troupes américaines en dépit de l'accord et contre la volonté du gouvernement américain. Cette interprétation peut paraître sinon plausible, du moins possible. Mais on peut tout autant considérer que le CEMA, un Kurde proche de Massoud Barzani, ayant combattu le pouvoir central pendant l'essentiel des années 1980, n'a probablement aucun intérêt à voir son meilleur allié partir et a, au contraire, toutes les raisons de se méfier de FSI (à majorité arabes) trop autonomes.

Mais on ne saurait en rester à cette approche purement politico-juridique de la « transition », d'autant plus qu'elle n'a pas permis d'aborder l'autre concept-fétiche du processus en cours : les « opérations de stabilité » (*stability operations*). En effet, en même temps que le S.A. entre en vigueur en janvier 2009, les forces de USF-I changent progressivement leur approche en remplaçant progressivement les *brigade combat teams* (BCT), organisés et entraînés pour la « contre-insurrection » dans sa dimension offensive et cinétique, par des *advise and assist brigades* (AAB), dont la structure interne est censée refléter l'objectif non plus de mener directement des opérations de « contre-insurrection », mais d'aider les FSI à mener elles-mêmes les opérations qu'elles jugent nécessaires ou que les cours de justice irakiennes leur ordonnent de mener. C'est ce à quoi il est fait référence lorsqu'il est dit qu'il n'y a plus de « troupes de combat US » en Irak. On notera toutefois que, mis à part quelques innovations institutionnelles, ces brigades ne sont pas sensiblement différentes des précédentes. Ce point est important parce que les AAB maintiennent la capacité de mener des opérations de combat, ce qu'elles font avec ou sans les FSI, mais formellement toujours avec l'aval d'une cour de justice irakienne ou minimalement après avoir consulté leurs interlocuteurs irakiens.

2. *Leading from behind ou la guerre de Darth Vader*

L'apport principal du « surge » au sens restrictif d'augmentation limitée des troupes américaines en Irak, et cela aux dires mêmes des commandants américains, a été de donner un répit aux « nouvelles » institutions irakiennes, à commencer par les FSI. Ce répit aurait permis d'augmenter leurs effectifs, de les consolider sur le plan organisationnel et de renforcer leur autonomie et leur pleine prise en charge de la situation en vue du retrait. C'est ce qui a parfois été appelé le « *real surge*³⁷³ ». C'est cette évolution, cette transition, qui serait actuellement en cours. Elle donnerait lieu à deux paradoxes centraux pour les troupes américaines, paradoxes mis en avant par les responsables rencontrés au bureau J-3.5 (« opérations futures ») de l'état-major d'USF-I. Le premier paradoxe consiste dans le fait de devoir travailler activement à ne pas se rendre indispensable, à se rendre superflu (« *work yourself out of a situation* »). Ce paradoxe est en quelque sorte le pendant du paradoxe initial d'une invasion justifiée par le désir d'exporter la démocratie et la liberté par la force. Comme l'avait souligné le lieutenant-colonel John Nagl en 2003 : « nous les regardons depuis des barbelés et eux essayent de comprendre pourquoi nous sommes ici, ce que nous voulons. De manière presque inconcevable pour beaucoup d'entre eux, je pense que ce que nous voulons pour eux est le droit de prendre leur propres décisions, de vivre des vies libres³⁷⁴ ».

Le deuxième paradoxe de la « transition » est le fait que des forces américaines habituées et socialisées à concevoir toutes leurs missions comme des « missions de combat » (même quand il n'y a pas « combat ») doivent désormais les concevoir ostentatoirement comme du « non-combat » (même quand il y a « combat »). Il est évident qu'au-delà de la rhétorique politique, les forces US participent encore à des opérations de combat et, en ce sens,

³⁷³ Le 28 février 2010, il y avait officiellement environ 669 000 personnes dans les FSI du ministère de l'intérieur, de la défense et du *Iraqi National Counter Terrorism Force* (ou INCTF). Le nombre exact de militaires sous l'autorité du ministère de la défense n'est plus diffusé depuis 2009. Voir : « Measuring Stability and Security in Iraq », Report to Congress, 29 avril 2010.

³⁷⁴ Lieutenant-colonel Nagl cité dans MAASS (Peter), « The Counterinsurgent », *The New York Times Magazine*, 11 janvier 2004, téléchargé en juin 2008 : <http://www.petermaass.com/>

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

l'expression « non-combat troops » ne signifie pas grand chose. Mais on ne peut pas pour autant forcément parler d'hypocrisie puisque, premièrement, ces opérations seraient rarement unilatérales et, quand elles sont conjointes, elles seraient planifiées de façon à renforcer l'autonomie des forces irakiennes et surtout à communiquer aux audiences irakiennes que les institutions irakiennes sont « *in charge* ». Beaucoup de militaires américains rencontrés en Irak sont en effet convaincus que la moindre visibilité de leur présence contribue à apaiser les tensions dans le pays, ce qui va dans le sens d'une revanche discrète de la « théorie de l'anticorps » d'Abizaïd (cf. supra).

Une expression souvent rencontrée à propos de la « transition » est que les forces américaines doivent « *lead from behind* », expression qui sonne presque comme « avancer masqué » même si ce n'en est pas le sens. L'expression peut donc sembler excessivement cynique si on l'interprète littéralement. Mais elle témoigne peut-être surtout des paradoxes inhérents à cette mission. Une métaphore parfois entendue à ce propos est que les FSI sont les « Troupes impériales » de la « Guerre des Etoiles » : elles combattent toutes seules, en première ligne, l'ennemi ; les forces américaines, telles Darth Vader, ne rentrent en scène qu'une fois le combat terminé pour inspecter les lieux et constater la victoire. Cette métaphore (qui va également dans le sens d'« avancer masqué ») est certainement plus ludique que véritablement éclairante. Mais à supposer qu'elle soit pertinente, elle s'appliquerait à l'ensemble des activités de « *monitoring, mentoring, capacity-building, partnering...* » mis en place par les autorités américaines. Les organigrammes des différents ministères irakiens révèlent en effet que tous les postes à responsabilité (chef de département notamment) sont systématiquement « doublés » ou « *partnered* » par un « conseiller américain ». Sans aller jusqu'à parler d'un « *shadow state* » américain, et tout en sachant que cette pratique n'a absolument rien d'unique (elle est extrêmement fréquente, notamment dans la politique de l'UE³⁷⁵), cette tutelle soulève tout de même des questions sur le degré d'autonomie réelle de l'administration irakienne par rapport à ces *mentors*, parfois publics mais souvent privés ; parfois militaires mais souvent civils.

La transition des *brigade combat teams* (BCT) propres à la « phase de contre-insurrection » au *advise & assist brigades* (AAB) de la « phase de stabilisation/transition », a donné lieu à une innovation institutionnelle au sein des « brigades standard » : les *stability transition teams* (STT). On peut les comprendre comme une évolution des *transition teams* (TT) créées dans les premières années de la guerre en tant qu'unités mixtes irako-américaines permettant d'entraîner les FSI (MiTT pour les militaires irakiens, NPTT pour la police nationale, BTT pour le département pour la protection des frontières ou DBE³⁷⁶...) tout en menant le combat conjointement contre l'opposition armée. Les STT travaillent également avec la police nationale irakienne³⁷⁷, l'armée et les gardes-frontières. Elles ont cependant un certain nombre de spécificités qui varient de région en région puisqu'il s'agit encore largement d'un concept expérimental. La différence centrale entre STT et TT semble être que ces premières sont intégrées au sein d'une brigade américaine (AAB) plutôt que d'être autonomes. Par ailleurs, les STT se contentent en principe de soutenir les « opérations de combat » menées par les FSI plutôt que d'opérer au sein des unités irakiennes pour y remplir des positions laissées vacantes. Si les divisions ou brigades irakiennes³⁷⁸ ont besoin de logistique ou d'un soutien direct (« opération conjointe ») pour une « opération de combat », cela passe en priorité par le personnel STT qui transmet la demande à la *task force* de niveau bataillon auquel il est rattaché. En d'autres termes, le soutien et le conseil, y compris dans le domaine du « combat conjoint », reste en principe au niveau le plus bas possible plutôt que de remonter au commandant de brigade américain. La demande ne remonte que si la *task force* n'a pas les ressources nécessaires ou s'il y a un désaccord de principe sur l'opération à mener³⁷⁹. Si un commandant américain veut demander aux FSI de mener une opération de combat, la même procédure est suivie à peu de choses près et – il

³⁷⁵ Voir notamment : CHANDLER (David), *Empire in Denial, the Politics of State-building*, Londres, Pluto Press, 2006; Du même auteur également: *From Kosovo to Kabul, Human Rights and International Intervention*, Londres: Pluto Press, 2002.

³⁷⁶ *Department of Border Enforcement*.

³⁷⁷ On notera ici, comme il se doit, qu'en vertu du *posse committatus act*, les forces armées fédérales des Etats-Unis ne sont pas censées s'engager dans des activités de police ou de formation de police, que ce soit aux Etats-Unis ou à l'étranger. Il s'agit là d'un principe qui a été contourné de manière systématique dans le contexte des guerres en Afghanistan et en Irak.

³⁷⁸ Les unités en dessous du niveau brigade ne travaillent pas directement avec les STT.

³⁷⁹ Au niveau stratégique, la coordination entre forces US et irakiennes pour les opérations de combat se fait au niveau d'un *Joint Military Operations Coordination Committee* (JMOCC). Si un désaccord persiste à ce niveau il doit être tranché, au niveau politique, par un *Joint Ministerial Committee* américano-irakien.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

est toujours précisé lorsque l'on pose la question – qu'*in fine* ce sont les « Irakiens qui décident³⁸⁰ ». La raison d'être du maintien des échanges opérationnels au niveau le plus bas possible dans la hiérarchie militaire est apparemment que c'est le niveau ou la « connectivité » et « l'habitude de travailler ensemble » est la plus forte entre le personnel irakien et américain. Sans rentrer trop dans les détails ici, on peut noter que les demandes (dans les deux sens) ne concerneraient que des « opérations ponctuelles » qui ne seraient généralement pas menées unilatéralement par les forces américaines³⁸¹, n'impliqueraient que des « *focused missions*³⁸² » et éviteraient les « grosses opérations³⁸³ ».

Les STT sont relativement expérimentales et varient beaucoup selon les brigades et selon le contexte local. On peut cependant remarquer qu'une approche commune est censée les définir : elles doivent refléter le fait que la mission est « ISF-oriented » (de *Iraqi Security Force*, ISF) plutôt que d'être « centrée sur l'adversaire » (*enemy-centric*) ou sur le « milieu » (*terrain-oriented*). En principe, dans la coopération, le grade des militaires américains doit être plus bas que celui des Irakiens, cela pour signifier que les premiers sont le « partenaire junior » et les derniers le « partenaire principal ». Au-delà de ces pratiques, il est intéressant de noter que trois Américains au moins (2 militaires et 1 diplomate) ont insisté sur le fait qu'un des avantages d'établir des relations de proximité entre militaires US et irakiens est que la proximité géographique rend les attaques anti-américaines moins probables. Le raisonnement est que beaucoup de groupes armés ne voudraient combattre que la présence américaine et que, par conséquent, en rapprochant géographiquement et socialement Américains et Irakiens, les attaques déclinent automatiquement. Un diplomate travaillant sur un FOB/COS nous a ainsi affirmé que depuis que les FSI étaient présentes sur la base, les tirs de mortier et de roquettes avaient connu un déclin notable (on notera toutefois que le jour d'après, une roquette est tombée sur la base). Un autre aspect de l'argument est que lorsque les militaires US travaillent étroitement avec les unités irakiennes, ces dernières se sentiraient plus responsables – ou moins indifférentes – vis-à-vis de la sécurité de leurs « partenaires américains ». La relation de protection serait ainsi en quelque sorte inversée par rapport au discours traditionnel sur la « protection des populations locales » par les forces intervenantes.

3. *Senior partners, friends, allies... Les forces de sécurité irakiennes comme battlespace principal des forces armées américaines ?*

Le processus de « reconstitution » de FSI après 2003 a été riche en échecs et en revirements, en particulier en ce qui concerne les forces armées. Alors que le plan initial était de former une « nouvelle armée » après la dissolution des forces de sécurité du régime baathiste, la montée en puissance de l' « insurrection » contraint rapidement à un certain nombre d'innovations dont la création d'un *Iraqi Civil Defence Corps* (ICDC). Cette force, tirée des factions politiques du *Iraqi National Congress*, sera exclusivement aux ordres de la CJTF-7. En juin 2004, l'ICDC deviendra *Iraqi National Guard* (ING) pour marquer le « transfert de souveraineté ». Mais cette expérience a été largement considérée comme un échec, notamment à cause de taux de désertion élevés. L'ING a ainsi été fondue dans l'armée irakienne renaissante en 2005.

Actuellement, on l'aura compris, le « battlespace » des 50 000 troupes américaines en Irak n'est officiellement plus une hypothétique « insurrection » mais bien les FSI qu'il s'agit de former, d'entraîner, de conseiller, au besoin en combattant avec elles, mais de préférence en combattant « derrière » elles. Ces forces de sécurité sont donc, en des termes récurrents et ostentatoirement bienveillants, les « partenaires, les amis et les alliés » des forces américaines. Mais est-ce que l'on peut vraiment dire que les intérêts des FSI et celles des troupes d'USF-I convergent globalement ? Au risque de généraliser, il est certain que les FSI ont un intérêt matériel et financier (mais pas

³⁸⁰ Cette phrase fréquente traduit davantage une déclaration d'intention qu'elle n'est représentative de la réalité actuelle. En effet, les FSI sont avant tout des forces qui sont étroitement surveillées par leur « partenaire américain ». On notera toutefois que le principe en est inscrit dans le SA (art. 4.2.) : « *All such military operations that are carried out pursuant to this Agreement shall be conducted with the agreement of the Government of Iraq [...]* » et (art 4.3.) « *All such operations shall be conducted with full respect for the Iraqi Constitution and the laws of Iraq [...]* ».

³⁸¹ Sauf exception, notamment lorsqu'il s'agit de « *countering indirect fire* » : intervenir contre le tir de mortiers et de roquettes.

³⁸² Donc pas des « patrouilles de présence ». Les seules patrouilles que font les militaires US, et cela conjointement, dans la zone d'opération de la US Division-Centre – incluant la province d'al-Anbar et le « Triangle de la mort » - sont en principe du « *focused intelligence patrolling* ».

³⁸³ Sauf dans les « zones disputées » (Ninive, Diyala...).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

forcément symbolique) à une coopération avec les forces américaines tant que ces dernières ne posent pas trop de conditions. Par ailleurs, si elles y ont intérêt, cela ne veut pas pour autant dire qu'elles en ont forcément besoin pour garantir leur survie institutionnelle. Elles sembleraient en effet déjà fonctionner de manière relativement autonome³⁸⁴ sur le plan opérationnel. Les militaires américains rencontrés, notamment au sein des STT et des TT, ne perçoivent pas leur rôle comme indispensable (« *critical* ») et considèrent souvent qu'ils ne sont que des « facilitateurs ». Personne ne croit au scénario de la guerre civile totale causant un effondrement du régime et une dissolution des FSI en factions se combattant les unes les autres. La raison en est relativement simple. Ce scénario n'avait semblé possible en 2006 que parce que l'« ancienne garde », qu'elle soit baathiste ou non (d'ailleurs généralement baathiste par pur opportunisme sous Saddam Hussein), avait été globalement exclue des FSI. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Selon un taux qui revient fréquemment dans les entretiens avec des « conseillers » américains auprès de l'armée irakienne, 60% de cette dernière serait composée de membres de l'armée d'avant 2003³⁸⁵. Certes, une partie de l'ancienne hiérarchie militaire demeure exilée en Jordanie ou en Syrie et certains attendraient une hypothétique approbation de « Bagdad » pour réintégrer l'armée, mais les continuités sont néanmoins fortes d'après les entretiens menés. Les raisons qui ont poussé beaucoup de membres de l'« ancienne armée » à réintégrer la « nouvelle armée » semblent relativement claires, en dépit des attaques dont ils continuent à faire l'objet. Les forces armées, et cela depuis la création de l'Etat irakien, sont largement le moyen par excellence de l'ascension sociale et plus fréquemment – au travers de l'école interarmées d'état-major irakien – de la reproduction des élites. L'esprit de corps y est très développé et les continuités historiques y transcendent largement les nombreuses ruptures qu'a connues l'histoire politique du pays³⁸⁶. Ainsi, les militaires américains rencontrés en Irak ont tous souligné que les procédures et la structure interne des forces armées irakiennes étaient encore très largement influencées par une tradition militaire britannique remontant à l'époque de la monarchie. Cela ne contredit d'ailleurs pas l'idée selon laquelle il y aurait eu, depuis l'invasion, un rééquilibrage en la faveur de Shiites au sein de l'armée (et plus généralement des forces de sécurité). Mais il faut ici éviter toute caricature. L'armée sous Saddam Hussein était majoritairement shiite, y compris aux heures les plus sombres de la guerre contre l'Iran³⁸⁷. Elle le reste aujourd'hui. Cela ne veut pas dire que rien n'a changé. Ce qui semble avoir changé est la composition de la hiérarchie militaire. Traditionnellement, et cela depuis la création de l'Irak (et avant dans les provinces – *vilayet/wilaya* plus exactement – mésopotamiennes de l'Empire ottoman), les hommes du rang étaient majoritairement shiites et les officiers supérieurs très majoritairement sunnites. Aujourd'hui, la hiérarchie militaire semble d'avantage être à l'image de la population irakienne dans son ensemble du point de vue « ethno-confessionnel » (du moins en ne considérant que les officiers généraux du commandement des forces terrestres irakiennes).

Il faut ici noter que le métier militaire en Irak, aujourd'hui comme avant, semble recouvrir une réalité sociale et professionnelle à la fois vaste et hétérogène. Outre les forces armées irakiennes proprement dites (armée, marine, air), la police nationale du ministère de l'intérieur et les forces du *Department of Border Enforcement* (DBE, également sous le ministère de l'intérieur) – sans parler des « bataillons de protection » des chefs politiques, communautaires et militaires – ont tous le statut militaire. La police nationale³⁸⁸, officiellement 46 580 personnes en 2010³⁸⁹, est largement une force paramilitaire, voire militaire. Elle n'a pas de prérogatives judiciaires et ne se préoccupe pas de criminalité de droit commun (pas plus que l'armée irakienne ou les forces américaines), cela par opposition aux autres forces de polices³⁹⁰. Qu'il y ait des risques spécifiques attachés à cette militarisation générale

³⁸⁴ La première opération militaire à avoir été décidée à la suite d'une initiative exclusivement irakienne est censée avoir été l'opération « *Charge of the Knights* » au printemps 2008 contre l'Armée de Mehdi et des « groupes spéciaux » shiites dans la ville de Bassora. On notera toutefois qu'il est généralement considéré que l'opération faillit tourner au fiasco avant que les Américains n'interviennent et que des négociations avec Moqtada Sadr et l'Iran soient entamées.

³⁸⁵ Si cette estimation était affectée par la subjectivité des interlocuteurs américains, cela ne pourrait que vouloir dire qu'elle devrait être plus élevée encore.

³⁸⁶ TRIPP (Charles) *A History of Iraq*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

³⁸⁷ LUIZARD (Pierre-Jean) *La Question irakienne*, Paris : Fayard 2004.

³⁸⁸ La police nationale est souvent appelée « Police fédérale » par les interlocuteurs américains.

³⁸⁹ « Measuring Stability and Security in Iraq », Report to Congress, 29 avril 2010.

³⁹⁰ Notamment celle de l'*Iraqi Police Service* (IPS, la police civile et territoriale) et celles de la *Facilities Protection Service* (sécurité portuaire, du pétrole, électricité, stations de police, 17 000 policiers et 77 000 « contractors » selon les chiffres officiels américains de 2010), largement distribuée sous l'autorité de différents ministères...

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

des FSI ne semble échapper à personne. Cependant, en théorie, la police nationale a vocation à être une force intermédiaire entre la « police civile » et l'armée. L'objectif officiel est qu'elle puisse, dans un premier temps, reprendre progressivement le contrôle des villes au fur et à mesure que l'armée (et les forces du DBE) se focaliseraient de plus en plus sur les frontières extérieures et, dans un deuxième temps, céder la place à la police civile. Mais la « primauté de police » – si elle reste l'objectif officiel – ne fait pas illusion dans aucune des provinces irakiennes dans la mesure où elle impliquerait la primauté de la « police civile », non celle de la police nationale (et même celle-ci s'efface pour l'heure face à l'armée dans beaucoup de régions d'Irak).

Comment les militaires américains perçoivent-ils leurs « partenaires » irakiens ? Sans prétendre avoir fait des entretiens avec un échantillon particulièrement représentatif, plusieurs éléments ressortent de la recherche en Irak concernant l'armée irakienne : la grille de lecture est unanimement culturaliste, attribuant tous les défauts de comportement à une « culture arabe et islamique ancestrale ». Mais la critique plus concrète adressée à l'armée irakienne concerne plusieurs points : une corruption jugée importante ; une hiérarchie considérée comme trop figée et un trop grand centralisme dans la prise de décision ; une grande méfiance entre personnes de différentes composantes « ethno-confessionnelles » conduisant à une rétention d'information à tous les niveaux et une dégradation générale des relations professionnelles. Un interlocuteur américain évoque l'omniprésence supposée de la mémoire des purges sous Saddam Hussein et la manière dont elle continuerait à nourrir la méfiance entre différentes factions au sein des FSI dans un contexte d'instabilité politique. De manière moins dramatique, beaucoup ont évoqué un manque de coordination³⁹¹ et de planification, une peur de prendre des décisions importantes lorsqu'elles affectent l'équilibre entre « communautés », une propension à « vouloir socialiser avant de se mettre au travail » plutôt que l'inverse ; le refus de s'adapter au changement (notamment le rôle de l'informatique), etc. Cette perception vient souvent justifier une volonté d'inciter les « partenaires irakiens » à un certain mimétisme vis-à-vis de la « culture militaire américaine » sans pour autant que l'on sente une grande « crédulité » de ce point de vue (on revient alors à l'argument culturaliste susmentionné). En même temps, la perception générale est que le niveau de compétence de l'armée irakienne est de loin plus élevée que celle des polices irakiennes, de loin plus élevée également que celle de l'armée afghane, qu'elle fonctionne bien mieux que l'administration irakienne de manière générale. Enfin, elle est souvent considérée comme insuffisamment « agressive » et « proactive » dans la lutte contre les « insurgés et les terroristes », insuffisance notamment attribuée aux tensions intercommunautaires.

Concernant les polices, deux éléments ressortent clairement des entretiens avec les « conseillers » militaires américains : d'une part les lacunes criantes en matière de techniques d'investigation et d'enquête ainsi que de compétences judiciaires ; d'autre part l'« infiltration » de la police civile, essentiellement par des sadristes, dans le Sud et le Centre-Sud. Mais notons ici que ce terme d'« infiltration » est très peu clair si on n'y ajoute pas d'autres spécifications. En effet, il ne permet pas de distinguer deux logiques différentes : d'abord la logique de patronage (clientélisme), dans laquelle les FSI seraient avant tout perçues, au sein de certains réseaux de pouvoir et d'accumulation, comme un vecteur de distribution de ressources financières, matérielles et symboliques au travers des emplois qu'elle permettent de créer ; ensuite la logique proprement dite de « noyautage politique » visant à mettre ces forces de sécurité au service d'un agenda politique indépendant de leur chaîne de commandement formel comme aux heures les plus sombres de 2006 quand certaines unités de « police spéciale », en particulier celles « infiltrées » par l'organisation Badr, agissaient en véritablement escadrons de la mort³⁹². Le premier phénomène ne doit pas être sous-estimé, puisqu'il s'inscrit dans la trajectoire historique de l'Etat irakien depuis sa création³⁹³ ; à l'inverse, le deuxième phénomène est probablement souvent surestimé puisque le terme d'« infiltration » semble laisser entendre que cette logique prévaut toujours et dans tous les cas. Mais quelque soit le cas de figure, ce phénomène inquiète largement les militaires US. En même temps, il y a également la conscience que les sadristes bénéficient d'une grande légitimité politique dans les provinces du Sud. Ainsi selon les mots d'un « conseiller »

³⁹¹ Ce manque de coordination est imputé aux Irakiens en dépit de la mise en place, largement sous l'influence des forces américaines, de Provincial Joint Coordination Committees (PJCC) censées permettre à la nébuleuse des FSI de communiquer et de coopérer à l'échelle des provinces (hors Bagdad où la structure est un peu différente).

³⁹² MAASS (Peter) "The Salvadorization of Iraq", *The New York Times Magazine*, 1^{er} mai 2005, <http://www.petermaass.com/> (téléchargé en juin 2007); TRIPP (Charles) "Militias, Vigilantes, Death Squads", *London Review of Books*, vol.29, n°2, 25 janvier 2007.

³⁹³ TRIPP (Charles), *A History of Iraq*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

américain travaillant avec la police irakienne dans le Sud du pays : « *il est difficile de lutter contre la présence de JAM [Armée de Mehdi] dans les forces de sécurité parce que Moqtada est davantage perçu comme un nationaliste légitime que comme un insurgé au niveau provincial, et cela y compris par des groupes politiques qui ne le soutiennent pas forcément* ».

4. Les incohérences de la stratégie de statebuilding américaine, le rôle des contractors et le difficile passage de relais des militaires aux diplomates

La chaîne de commandement actuellement en charge de la « transition » et de la « stabilisation » en Irak, notamment depuis la création d'USF-I, semble bien plus cohérente que celle en charge de la « contre-insurrection » ou « stabilisation » en Afghanistan. La raison en est en apparence simple puisque, mis à part une composante OTAN relativement embryonnaire³⁹⁴ (NTM-I pour *NATO Training Mission in Iraq*) en dehors du cadre formel d'USF-I, elle est quasi-exclusivement américaine. Cela ne veut pas dire que nombre de pays (dont la France) et d'organisations internationales n'ont pas des programmes bilatéraux ou multilatéraux de formation des FSI, de « réforme du secteur de la sécurité » (RSS) ou encore de « *capacity-building* » institutionnel selon la terminologie anglo-saxonne en vogue. Mais d'une part cela reste quantitativement et financièrement relativement peu important par rapport aux programmes américains, d'autre part cela n'est généralement pas pris en compte dans le discours américain sur ce qui relève de la « transition » ou de la « stabilisation » en Irak. Ainsi, pour ces raisons, l'« unité de l'effort » américain en Irak a pu être maintes fois mise en avant dans les entretiens faits pour cette étude à Bagdad et ad-Diwaniya avec des militaires et diplomates américains. La conclusion qui en était souvent tirée était que, du fait notamment de cette « cohérence », de cette « unité de l'effort », la stabilisation de l'Irak allait être un succès alors que les évolutions en Afghanistan iraient dans un sens radicalement inverse. Personne n'a cherché à dire que c'était le seul facteur ou même l'élément le plus important dans l'explication du différentiel entre ces deux pays, mais c'était certainement considéré comme un facteur crucial³⁹⁵. Il est néanmoins nécessaire de relativiser considérablement l'idée de « l'unité de l'effort » et de « l'unité de commandement » américain en Irak, et cela indépendamment de toute comparaison avec l'Afghanistan. Dans l'espace imparti à cette section, il importera d'insister sur deux éléments importants qui contredisent partiellement cette « unité de l'effort » proclamée : d'une part l'incohérence relative des chaînes hiérarchiques formelles de prise de décision; d'autre part le flou absolu introduit par le rôle important accordé aux *contractors*, ces employés de sociétés militaires et de sécurité privées, dans la « *stability transition* ».

Le premier élément a plusieurs dimensions. Le *commanding general* (CG) d'USF-I, le général Austin, a sous son commandement 3 *deputy CG* ou DCG. Un pour les « opérations » (DCG-O Robert W. Cone), un pour le soutien et la logistique (DCG-S Edward Cardon) et un pour le « Advising and Training » (DCG-A&T Michael D. Barbero). Le général Michael D. Barbero est le commandant du *Iraqi training and advisory mission/ ITAM*³⁹⁶ et du NTM-I (OTAN), tous deux engagés dans la formation, l'entraînement et le conseil aux FSI au niveau « opératif ». Cependant, au niveau des brigades (AAB) et des bataillons américains au travers de l'Irak, ce sont les *stability transition teams* qui sont chargées de la formation, de l'entraînement et du conseil aux FSI. Or celles-ci sont sous le commandement non pas du DCG-A&T comme on aurait pu le croire, mais du DCG-O – le général Cone³⁹⁷. Il y a ici un premier niveau de duplication et/ou d'incohérence possible, si n'est bien sûr que les 3 DCG sont commandés par le CG Lloyd Austin. Mais ce qui complique davantage la mission de « stabilisation, de transition, d'entraînement et de conseil », c'est qu'il y a en théorie une transition progressive de cette mission de formation, notamment de la police, au Département d'Etat américain et plus

³⁹⁴ On notera toutefois une contribution importante des Carabiniers italiens à la formation de la police nationale irakienne à laquelle la France ne participe pas.

³⁹⁵ Un autre facteur, souvent mentionné, est le fait qu'en Irak le but des autorités américaines serait de « décentraliser » un Etat trop centralisé au profit des provinces alors que dans le cas de l'Afghanistan il s'agirait de faire le contraire, connecter les districts et les provinces à un plan d'ensemble piloté par le gouvernement afghan. L'argument sous-jacent est donc qu'il est plus facile de « fédéraliser » un Etat jadis unitaire et centralisé que de faire l'inverse.

³⁹⁶ Anciennement le *Multinational Security Transition Command* ou MSTC-I créée en juin 2004 et dans un premier temps commandé par le général Petraeus.

³⁹⁷ Ce « détail » apparemment étrange de la chaîne de commandement de USF-I a été justifié, dans le cadre des entretiens faits pour cette étude, par le fait que l'entraînement, le conseil, la formation...sont au cœur d'« Operation New Dawn ». En d'autres termes, ces missions sont au cœur des « Opérations », ce sont des missions « opérationnelles » décisives et cruciales (« *mission-critical* »).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

particulièrement au *Bureau of International Narcotics and Law Enforcement* (INL) de ce dernier. Or la coordination entre USF-I et INL, sans même parler d'intégration, est minime si l'on pense que toute la mission devra théoriquement relever, en décembre 2011, du seul Département d'Etat³⁹⁸. Ce manque de coordination est dans la droite lignée de la tendance, observée depuis le début du conflit irakien, des militaires américains à prendre en charge eux-mêmes les activités civiles³⁹⁹ et cela sans qu'il y ait de véritable coordination avec le « *lead agency* » théorique de ces activités. La différence est toutefois que la transition de ces activités, d'USF-I à l'Ambassade US, doit en principe être terminée dans un an. Toutes les hypothèses sont alors permises sur la réalité ou non de la fin de la mission purement militaire en décembre 2011. S'il y a, en effet, peu de doutes sur le fait que les forces de l'USF-I en tant que telles seront retirées conformément à « l'accord de sécurité » (S.A.), il n'est pas pour autant certain que le NTM-I (OTAN) en fasse de même. Il n'est alors pas impossible qu'une composante militaire américaine importante puisse rester en Irak au travers de l'OTAN. On aura l'occasion d'y revenir.

Le deuxième élément qui va à l'encontre du principe de l'« unité de l'effort » dans la formation et le conseil aux FSI, et cela de manière plus flagrante encore que l'élément précédent, est le recours aux fameux *contractors*, ces employés des sociétés militaires et de sécurité privées. La recherche menée en Irak dans le cadre de cette étude a permis d'en rencontrer un certain nombre ainsi que leurs partenaires irakiens et américains. L'impression univoque qui en ressort est le « flou total » quant à leurs attributions, leurs activités et leur chaîne de commandement. Dans le domaine de la formation de la police et des gardes-frontières irakiens, deux entreprises se partagent l'essentiel des *contractors*, MPRI et Dyncorps, pour l'essentiel au travers de trois types de contrats (*police advisor/PA*, *police advisor trainer/PAT*, *law enforcement personnel/LEP*). Du fait de la très faible attractivité de ce type d'emplois (et cela en dépit de salaires plus qu'attractifs) et de l'absence quasi-totale de contrôle de qualité (en dépit des *contracting officers* de l'administration américaine), les niveaux de compétence sont généralement très bas de l'aveu de tout le monde et, de plus, relativement déconnectés du salaire perçu.

Du point de vue de la « cohérence », le problème réside dans le fait que, pour ce qui concerne les *contractors* travaillant pour les forces de police et du DBE, ils sont sous contrat avec leur entreprise qui elle-même a été contractée par le Département d'Etat américain. Or, ces *contractors* travaillent étroitement avec les militaires américains, notamment avec les STT, pour former et entraîner les FSI. Donc s'il y a un désaccord entre les *contractors* et les STT sur la formation, celui-ci ne peut être résolu qu'en faisant remonter l'information à la hiérarchie militaire. Celle-ci doit alors saisir le Département d'Etat. Ce dernier transmettra sa décision à l'entreprise en question. L'entreprise pourra alors, le cas échéant, transmettre de nouvelles directives aux *contractors*. Mais ce schéma est principalement théorique puisque les commandants des STT n'ont généralement pas connaissance de la procédure à suivre en dépit de leur grade élevé (colonel). En d'autres termes, la perception – théoriquement fautive – qu'ont les militaires des STT du problème est qu'ils doivent travailler avec des *contractors* qui peuvent faire (et ne pas faire) ce qu'ils veulent, sans le moindre recours possible contre eux. Sur ce point, les aspects recueillis lors de la recherche de terrain en Irak semblent aller dans le sens de l'idée que le recours aux sociétés militaires privées (tel qu'il est mis en œuvre) est souvent contre-productif, cela non seulement dans la « contre-insurrection⁴⁰⁰ », mais également et peut-être surtout – comme l'ont montré Leander et Davant – dans la « stabilisation » et le « *statebuilding*⁴⁰¹ ».

³⁹⁸ De la même façon, les *embedded* PRTs ou ePRT en Irak sont dirigés par le Département d'Etat, sont localisés sur des bases militaires, mais ne coordonnent quasiment pas leurs activités ni avec la brigade qui les accueille, ni avec les STT au sein de cette brigade. On notera toutefois que militaires et civils travaillent ensemble au sein du PRT puisque le chef d'équipe est diplomate mais son *deputy* (vice-chef) est militaire.

³⁹⁹ Notamment le rétablissement des « services publics essentiels » - *Sewer, Water, Electricity, Thrash/SWET* – souvent financé par le *Commander's Emergency Response Programme/ CERP*.

⁴⁰⁰ OLSSON (Christian) « les relations houleuses entre SMP et tenants de la contre-insurrection », *Sécurité Globale*, juin 2009, pp.67-80.

⁴⁰¹ LEANDER (Anna), *African States and the Market for Force: The Destabilizing Consequences of Private Military Companies*, *Journal of Peace Research*, vol. 42 n°5, 2005, pp. 605-622. AVANT (Deborah D.), *The Market for force : the consequences of privatising security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005; FRIEDRICHS (Jörg) et FRIESENDORF (Cornelius), « Privatized Security Cripples Statebuilding, Iraq is a Case in Point », *The American Interest*, été 2009, p. 43-48.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

5. La pérennité du contre-terrorisme « conjoint » ?

La coopération entre forces US et FSI, dans des opérations offensives conjointes, concerne en priorité non plus la « contre-insurrection » mais le « contre-terrorisme ». La raison de ce « retour en arrière » dans la terminologie utilisée n'est pas claire. Certains évoquent le fait que les FSI ne font pas la distinction entre « l'insurrection » et le « terrorisme » et ne parlent que de « contre-terrorisme ». Pourtant, il existe en principe des traductions approximatives de « contre-terrorisme » et de « contre-insurrection » en Arabe (respectivement *Mukafahat al-Erhab* et *Mukafahat al-Tamarod*). Lorsque la question a été posée à des militaires américains et des interprètes irakiens, une explication fréquente de ce discours centré sur le « contre-terrorisme » a été que l'incapacité de l'administration irakienne à fournir les « services publics essentiels » aurait rendu tout « contre-insurrection » (censée être multidimensionnelle) irakienne vaine. Pourtant, nombre de « conseillers américains » affirment qu'au niveau de l'état-major et du commandement opérationnel des forces terrestres irakiennes il y a une forte conscience de la nécessité de ne pas se contenter d'une approche coercitive pour au contraire essayer de « conquérir les cœurs et les esprits ». Mais ce que prescrit la doctrine FM 3-24, l'approche du « *clear, hold, build* » est rendu caduc dans le cas des FSI (mais la phase du « build » laissait également à désirer pour les militaires américains) par l'incapacité à mettre en œuvre une reconstruction pilotée par le gouvernement irakien, celle-ci ne parvenant pas à fournir les « biens publics essentiels ». Certes, les FSI conjointement avec les forces armées US ont essayé de mettre en œuvre des approches de « prévention structurelle », notamment par des petits projets de reconstruction dans le cadre d'un *out-reach programme* récent dans la *southern belt* de Bagdad et de la province de Babil/Babylone. Mais cela semble rester très limité.

On peut évoquer d'autres hypothèses pour expliquer le retour en force de la phraséologie contre-terroriste dans les discours militaires irakiens et américains. Il peut en effet sembler que l'avantage du terme « terrorisme » est de dépolitiser l'ennemi, de le renvoyer à une altérité radicale plutôt que d'essayer de comprendre ses motivations politiques⁴⁰². Une hypothèse possible est alors que le terme d'« insurrection », en insistant sur la dimension politique du mouvement, est potentiellement susceptible d'attiser les divisions communautaires au sein des FSI. Mais plus centralement encore, l'hypothèse de loin la plus crédible est qu'il s'agit là d'un effet de la législation irakienne. En effet, dans la mesure où les opérations offensives et les détentions nécessitent une décision de justice, et que de ce point de vue c'est clairement le « terrorisme » qui désigne les cibles potentielles de l'armée, de la police nationale et des autres FSI (à l'exclusion de la police civile), ce terme s'est automatiquement imposé⁴⁰³.

Lorsque l'on mentionne le contre-terrorisme conjoint des FSI et des forces US, il est impossible de ne pas évoquer toute la nébuleuse irakienne de services spéciaux, forces spéciales et de forces de polices spéciales censée participer de la lutte contre le terrorisme. Ainsi le *Counter-Terrorism Service*⁴⁰⁴ (CTS), directement sous le bureau du premier ministre (même si son statut précis est juridiquement très peu clair), dispose d'un *Iraqi National Counter-Terrorism Force*, INCTF, lui aussi formellement indépendant tant du ministère de l'intérieur que de la défense, même s'il intègre progressivement des éléments de la police nationale. L'INCTF inclut un commandement contre-terroriste (CTC, le commandement opérationnel de la lutte contre le « terrorisme ») et deux brigades des *Iraqi Special Operation Forces* (ISOF). Il faut également mentionner les *Emergency Response Units* et les différents *Special Weapons and Tactics* (SWAT) teams de la police nationale irakienne, sur le modèle américain à la différence près qu'ils sont souvent formés par des A-Teams des forces spéciales US : the *Hillah* SWAT, Ramadi SWAT etc. Mais tout cela est encore très évolutif et les prérogatives des uns et des autres encore relativement peu claires. Certes, les FSI de manière générale (à l'exclusion de la police civile embryonnaire) se focalisent sur la lutte contre le « terrorisme ». Mais ce qui distingue ces éléments strictement contre-terroristes, c'est leur liberté totale de mouvement sur l'ensemble du territoire irakien : leurs opérations ne tiennent pas compte des frontières entre zones de contrôle⁴⁰⁵, cela à l'image des forces

⁴⁰² BIGO Didier, « La voie militaire de la « guerre au terrorisme » et ses enjeux », *Cultures & Conflits*, n°44, 2001, pp.5-18 ; SOMMIER (Isabelle), *Le terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000.

⁴⁰³ D'ailleurs, comme il l'a déjà été noté, le S.A. ne mentionne aucunement la notion d'insurrection ou de contre-insurrection.

⁴⁰⁴ Dans la mesure où les dénominations officielles arabes de ces différents services sont extrêmement évolutives, nous avons ici choisi de nous en tenir aux termes et acronymes américains.

⁴⁰⁵ Par exemple, les divisions de l'armée irakienne ont des zones de contrôle qu'ils doivent absolument respecter, notamment parce que la composition « ethno-confessionnelle » des divisions est censée être adaptée à la population habitant leur zone...

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

spéciales américaines de la *Joint Special Operations Task Force/JSOTF* en Irak. Il s'agit donc là, d'après ce qu'il semble, de la composante des FSI où l'influence américaine, notamment des forces spéciales, est la plus prégnante.

6. Scénarios envisagés et incertitudes

La confiance relative dans la capacité des FSI à assurer la pérennité du régime actuel n'empêche pas une forte inquiétude quant à la situation intérieure du pays, inquiétude que semblent partager les forces tant irakiennes qu'américaines. Tout le monde s'accorde sur le fait qu'il y a de fortes tensions internes et une frustration grandissante vis-à-vis d'une administration qui ne parvient pas à garantir les services publics qui fonctionnaient généralement mieux sous l'embargo de l'ONU. Mais l'idée qui est attribuée aux états-majors irakiens par les militaires US et leurs interprètes irakiens est que la violence interne ne deviendra un problème pour la « stabilité du régime » que si elle est instrumentalisée par des puissances extérieures (et il ne s'agit pas ici que de l'Iran). La peur est que « *des puissances sunnites comme l'Arabie Saoudite et des puissances shiites telles que l'Iran se mènent une guerre par procuration sur le territoire irakien en instrumentalisant des groupes irakiens* ». Parfois cette idée est résumée par le fait que selon la hiérarchie de l'armée irakienne la « *menace extérieure serait plus grande que la menace intérieure* », perception qui est généralement considérée par les militaires US comme la preuve que l'Irak évolue dans le bon sens. Sous ce rapport, le point crucial à ne pas oublier est que, s'il y a indéniablement instrumentalisation d'acteurs irakiens par des acteurs extérieurs (les Etats-Unis en tête), il y a tout autant instrumentalisation de soutiens extérieurs par des forces politiques irakiennes dont il n'y a aucune raison de croire qu'elles soient dupes des « jeux régionaux ». La distinction entre des Etats qui voudraient « fomenter une guerre civile en Irak » d'une part et une société irakienne « tendant à la stabilité » sans ces agendas régionaux d'autre part, est donc largement fallacieuse⁴⁰⁶. Les ingérences extérieures rendent certainement l'équation politique irakienne plus complexe, mais pas inévitablement plus « instable » par nature.

L'idée que la menace viendrait principalement de l'extérieur prédisposerait l'armée irakienne à vouloir se concentrer sur la protection des frontières, pour laisser la « sécurité intérieure » d'abord à la police nationale dans les villes et ensuite à la police civile, ce à quoi elle est officiellement encouragée par les autorités américaines. Ainsi, les STT américaines disent essayer d'encourager les FSI à évoluer, autant que possible, vers une primauté policière. Mais ils ne sont pas pour autant toujours crédibles pour ce faire : les STT travaillant avec la police sont souvent composées de militaires d'active n'ayant aucune expérience ni de la police (même de la police militaire), ni du droit pénal et des procédures judiciaires. De ce point de vue, s'il est difficile aujourd'hui de dire que les militaires américains jouent un rôle actif, direct et intentionnel dans la militarisation générale des FSI, il n'en demeure pas moins que leur capacité à infléchir cette tendance est pour la moins très limitée. Cependant, le principe de l'Etat de droit (*Rule of Law*) serait, d'après les militaires américains rencontrés, plus ou moins déjà respecté dans la mesure où les forces irakiennes se plieraient aux mandats d'arrêt et ordres de détention émanant des tribunaux irakiens (en réalité, nombre de sources semblent indiquer le contraire⁴⁰⁷). On peut cependant noter que, en vertu de la souveraineté du gouvernement irakien, la conformité des pratiques des FSI au droit irakien et international n'est jamais vérifiée par les forces américaines (les prisons ne sont pas inspectées, la libération des prisonniers après la période de 24h en l'absence d'une décision de justice non plus...). L'argument avancé de ce point de vue est que les forces américaines ne peuvent plus se comporter ouvertement en puissance tutélaire. Mais cela ne permet pas d'écarter les nombreux soupçons qui pèsent sur les FSI en matière de respect du droit irakien comme des traités auxquels l'Irak est partie.

Deux incertitudes majeures doivent ici être abordées rapidement. D'abord, celle des « zones disputées » dans les provinces de Kirkuk, Ninive et Diyala où les relations et équilibres intercommunautaires sont l'objet de luttes de pouvoir et de déplacements internes (volontaires ou involontaires). Jusqu'à maintenant, la stratégie du gouvernement irakien comme de l'administration américaine a été de renvoyer la question de leur statut à un futur indéterminé mais

⁴⁰⁶ Il semble ainsi qu'un certain nombre d'acteurs irakiens, à commencer par les deux principaux partis kurdes, n'ont pas intérêt à voir émerger un gouvernement fort, reposant sur un processus de « réconciliation nationale » pleinement abouti, ou même un gouvernement capable de gouverner sur l'ensemble du territoire irakien.

⁴⁰⁷ On pourra ici se reporter aux différents rapports d'*Amnesty International* sur le thème.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

cette temporisation n'empêche pas des tentatives de transformer les équilibres locaux. En effet, les forces de sécurité dans ces provinces sont partiellement constituées de Peshmergas qui y ont étendu leur « zone de contrôle », souvent au prix de fortes tensions tant avec les forces de sécurité aux ordres de Bagdad⁴⁰⁸, qu'avec les habitants non-Kurdes (Arabes et Turcomans). Afin de tenter de réduire ses tensions tout en défendant les intérêts de leurs alliés kurdes en Irak, les militaires américains ont parfois mis en place des unités mixtes pour un tiers arabes, un tiers kurdes et un tiers américaines, mais cela n'a fait que de déplacer le conflit au sein des FSI et a ainsi exacerbé des tensions qui inquiètent fortement les autorités US.

La deuxième zone d'incertitude concerne les « Fils de l'Irak » (et leur pendant féminin : « les Filles de l'Irak » ou *Banat al-Iraq*). En effet, il semble désormais plus ou moins acquis que nombre des promesses faites aux partis sunnites en 2005 et 2006, notamment concernant la révision de la forme fédérale de l'Etat⁴⁰⁹, ne seront pas tenues. Dans ce contexte, c'est les « Fils de l'Irak » qui dans l'immédiat semblent dans certaines régions constituer le vecteur principal d'intégration des communautés sunnites au sein du « nouveau régime » à défaut d'avoir un processus de « réconciliation nationale » par le haut : depuis la transition de ces « Fils de l'Irak » entre octobre 2008 et avril 2009, ceux-ci sont exclusivement financés par le ministère de l'intérieur irakien et leurs interlocuteurs privilégiés sont les FSI⁴¹⁰. Leurs paiements sont cependant souvent retardés ou suspendus (au moment du séjour de recherche en Irak, cela faisait plus de deux mois que le ministère de l'intérieur n'avait pas payé leurs soldes), les tentatives de les intégrer à raison de 20% dans les forces de sécurité ont été une déception avec des contrats souvent précaires (de courte durée). Les emplois gouvernementaux⁴¹¹ ou les formations professionnelles qui leur sont proposés sont souvent considérés comme peu viables et un certain nombre d'entre eux ont été arrêtés et condamnés pour des raisons qui peuvent sembler politiques. Si l'on ajoute à cela l'absence de gouvernement issu des élections législatives du 7 mars 2010, et donc l'incertitude quant à la représentation au sein du futur gouvernement de la minorité sunnite, on comprend la peur récurrente qu'une partie des « Fils de l'Irak » se (re)tourne vers les quelques groupes armés sunnites qui restent actifs⁴¹², sans pour autant qu'il y ait d'éléments permettant d'accréditer cette hypothèse.

Conclusion : retour au protectorat ou retrait des troupes US en décembre 2011 ?

Éléments de synthèse :

Ce chapitre a essentiellement mis l'accent sur l'après-« surge » (depuis 2009) notamment parce que c'est la séquence du conflit sur laquelle il y a eu le moins d'analyses jusqu'à présent. Cependant, plus largement, ce chapitre a insisté sur trois aspects : premièrement, les éléments de mise en contexte du conflit qui sont généralement minorés par les approches dominantes ; deuxièmement, les mécanismes qui expliquent les évolutions du conflit concomitantes de la politique du « surge » et notamment la baisse tendancielle des niveaux généraux de violence ; enfin, troisièmement, les transformations du mode d'intervention américain en Irak dans le contexte du retrait progressif des troupes occidentales depuis 2009.

Concernant le premier aspect, il apparaît que les notions d'insurrection et de contre-insurrection sont loin d'être évidentes concernant le conflit irakien. Cela était en particulier le cas pendant les premières années du conflit lorsque la notion de « gouvernement légitime » était controversée. De plus, les expressions de « groupes insurgés »,

⁴⁰⁸ Les Peshmergas font théoriquement partie de l'armée irakienne. Mais ils ne sont que stationnés dans la Région autonome kurde, son aux ordres d'un ministère des Peshmergas au sein du gouvernement régional kurde et fonctionnent en grande partie sur le budget kurde. Les autorités américaines et kurdes tentent de faire intégrer d'avantage les Peshmergas à l'armée irakienne mais, s'ils réussissent, cela voudra dire que les Peshmergas fonctionneraient entièrement sur le budget fédéral tout en n'obéissant qu'aux ordres du gouvernement régional kurde, ce que le gouvernement irakien veut éviter.

⁴⁰⁹ Le régime irakien actuel n'a pourtant rien d'une fédération. On semble plutôt avoir un Etat extrêmement centralisé (mais relativement impuissant) au Centre et au Sud et un Etat irakien inexistant, une indépendance de fait, dans la région kurde.

⁴¹⁰ Notamment au travers des *check-points* conjoints avec l'armée et la police nationale irakiennes.

⁴¹¹ Au début 2010, il était considéré que 40% des SoI avaient un emploi public. Voir : « Measuring Stability and Security in Iraq », Report to Congress, 29 avril 2010.

⁴¹² Voir : HTAT Baghdad, « Baghdad SOI Transition Study », unclassified, 2010.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

de « milices » et de « groupes spéciaux » ont tendu à se côtoyer dans le discours militaire américain, rendant ainsi l'objet insurrectionnel on ne peut plus flou. Il est par conséquent important de souligner que le chapitre consacré à l'Irak a volontairement adopté une définition large et flexible de l'insurrection et de la contre-insurrection.

En ce qui concerne l'analyse sociologique des conflits irakiens (ou des aspects et dimensions multiples du conflit irakien), nous avons essayé de montrer que les formes de violence politique qui se sont développées en Irak après 2003 s'inscrivent et s'interprètent tous dans le contexte des récits contestés qui ont structuré les luttes politiques en Irak depuis la période du protectorat britannique dans les années 1920. Ces récits, et les dynamiques politiques auxquels ils sont liés, concernent trois aspects: les fondements de la « nation irakienne » dans la résistance à l'occupation ; les luttes entre « narratifs » rivaux pour le pouvoir central ; les solidarités transnationales et internationales impliquant des groupes ou acteurs irakiens.

Mais dire que la violence politique en Irak s'inscrit dans la trajectoire historique de l'Etat irakien, ne signifie bien évidemment pas que l'invasion de 2003 n'en a pas été le déclencheur et parfois même le moteur. Cela veut au contraire dire que les forces intervenantes ont souvent involontairement attisé des violences politiques dont les conditions de possibilité se trouvent dans une histoire au long cours.

Cela signifie donc aussi que ce n'est pas simplement le renversement de Saddam Hussein qui explique les développements ultérieurs (notamment les violences « inter-irakiennes ») selon un schéma bien connu. Il faut aussi – et surtout – tenir compte des interactions complexes suscitées par la rencontre entre une présence militaire étrangère et la trajectoire historique de l'Etat irakien.

Concernant le deuxième aspect, les évolutions du conflit irakien pendant et à la suite du « surge » américain (2007-2009) doivent être analysées comme « moment » où la dynamique des conflits politiques internes à la société irakienne l'emporte définitivement sur la logique d'opposition à la présence militaire étrangère, aidée en cela par la perspective du retrait et par le changement de l'approche politique américaine.

Les évolutions subséquentes du conflit, à commencer par le déclin significatif des niveaux généraux de violence à partir de la fin 2007, découlent donc davantage de la dynamique propre du conflit (dont le « surge » fait partie) que de la stratégie contre-insurrectionnelle américaine proprement dite. Cette dernière a néanmoins joué un rôle central en permettant de réviser à la baisse les buts de guerre américains et en amorçant un soutien relativement systématique aux groupes armés des « fils de l'Irak », soutien qui participe de la dynamique de fragmentation de la société politique irakienne.

Mais cela ne veut pas dire que l'Irak court inévitablement aujourd'hui vers la fragmentation « tribale » ou « ethnique » puisque, précisément, les luttes politiques tournent autour du « centre » en tant qu'enjeu et objet de lutte. Le repli sur le « local » est généralement défensif plutôt que sous-tendu par un projet politique affirmatif.

Il n'en demeure pas moins qu'une telle dynamique, endogène à la relation conflictuelle, ne peut pas être simplement reproduite en transposant des approches, des techniques, des effectifs, voire le général Petraeus lui-même, de l'Irak vers l'Afghanistan.

Concernant le dernier aspect, il est aujourd'hui quasi-certain que personne n'osera ouvertement remettre en question le principe du retrait des troupes d'USF-I *stricto sensu* en décembre 2011. En effet, il faut souligner que l'administration Obama a en commun avec la classe politique irakienne de ne pas montrer le moindre signe de vouloir ralentir le retrait des forces américaines.

Par ailleurs, personne ne semble croire au scénario de la guerre civile totale causant un effondrement du régime et une dissolution totale des forces de sécurité irakiennes (FSI). Ce scénario n'avait semblé possible en 2006 que parce que l'« ancienne garde » avait été globalement exclue de ces forces. Cela n'est plus le cas aujourd'hui.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Les FSI (tout comme l'ensemble des ministères « régaliens ») sont néanmoins étroitement surveillées par leur « partenaire américain » et si elles permettent de garantir la pérennité du régime à Bagdad, du moins face aux groupes armés non-étatiques, elles demeurent relativement impuissantes face à la criminalité de droit commun et aux violences politiques quotidiennes affectant les civils. Par ailleurs, les tensions et luttes internes aux FSI ne doivent pas être sous-estimées.

Deux incertitudes majeures demeurent (outre celle affectant les alliances gouvernementales potentielles) :

1/D'abord, celle des « zones disputées » où les relations et équilibres intercommunautaires sont l'objet de luttes de pouvoir, de déplacements internes (volontaires ou involontaires) et de tensions entre Peshmergas et unités aux ordres de Bagdad.

2/Ensuite, celle du futur des « Fils de l'Irak » qui ont dans certaines régions constitué le vecteur principal d'intégration des communautés sunnites au sein du « nouveau régime » à défaut d'avoir un processus de « réconciliation nationale » par le haut. Or, leurs paiements sont souvent retardés, les tentatives de les intégrer dans les FSI ont été une déception et un certain nombre d'entre eux ont été arrêtés pour des raisons qui semblent politiques.

Retour au protectorat ou retrait des troupes US en décembre 2011 ?

Les spécialistes de l'histoire irakienne se sont livrés à l'exercice consistant à établir des parallèles entre l'invasion, le mandat et la tutelle britanniques sur l'Irak entre 1914 (date à laquelle les forces britanniques débarquent à Bassora pour atteindre Bagdad en 1917) et la révolution de 1958 qui renverse la Monarchie Hachémite d'une part, la période actuelle de tutelle américaine d'autre part⁴¹³. Il est vrai que cet exercice ne manque pas de séduire tant les parallèles sont nombreux : l'invasion justifiée par des valeurs en apparence libérales, la résistance fragmentée à celle-ci, la propension des forces « intervenantes » à affaiblir cette dernière dynamique en jouant sur le « levier tribal » et en s'appuyant sur la caste des officiers supérieurs du régime précédent, l'option finalement choisie par l'« intervenant » de l'*indirect rule* et du « gouvernement à distance » passant notamment par l'insertion de « conseillers » dans les administrations locales... Bien sûr cela ne veut pas dire que l'histoire se répèterait, serait cyclique ou qu'il faille en tirer des grandes leçons quant à l'état d'esprit, soit libéral et démocratique des Britanniques (à supposer que l'invasion de 2003 le soit), soit colonial et cynique de la coalition menée par les Etats-Unis (à supposer que le mandat britannique l'ait été).

Il y a néanmoins un élément que ces deux expériences mettent en lumière de manière particulièrement suggestive : il ne suffit pas que de nombreux secteurs associés à l'exercice du pouvoir en Irak aient intérêt au maintien d'une puissance étrangère sur leur territoire, pour que cet intérêt puisse être verbalisé, défendu ouvertement ou même simplement avoué. Il est aujourd'hui clair qu'une partie significative de la « nouvelle » élite politique à Bagdad – tout comme certains membres de l'ancienne hiérarchie au sein des « nouvelles » FSI – ont un intérêt matériel au maintien des troupes américaines en Irak au-delà du 31 décembre 2011. Il ne s'agit pas là de dire que les Etats-Unis les couvrent forcément de largesses ou les manipulent (même si une telle interprétation ne serait pas complètement erronée), mais tout simplement qu'à partir du moment où les forces armées américaines – avec leurs moyens et leurs ressources incomparables – se déploient sur un territoire, qu'elles le veuillent ou non, elles deviennent inévitablement partie intégrante de « l'équation politique » sur celui-ci. Mais, en même temps, il ne suffit pas que beaucoup y aient intérêt (et le considèrent ainsi) pour que cela devienne légitime ou simplement dicible aux yeux d'audiences irakiennes plus larges. Une somme d'intérêts sectoriels convergents ne suffit pas toujours à créer une norme sociale. Et les normes modernes de la souveraineté d'Etat et de l'indépendance nationale⁴¹⁴, pour ne mentionner que celles-ci, continuent à rendre la coopération avec les forces américaines symboliquement et politiquement (voire physiquement) risquée en Irak.

⁴¹³ On se reportera ici en priorité à l'ouvrage de LUIZARD (Pierre-Jean) *La Question irakienne*, Paris : Fayard 2004 et TRIPP (Charles), *A History of Iraq*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008.

⁴¹⁴ Que ce soit la nation arabe, irakienne etc.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Ainsi, s'il est aujourd'hui quasi-certain que personne n'osera ouvertement remettre en question le principe du retrait des troupes de USF-I en décembre 2011 ce n'est pas tant parce que personne ne voudrait qu'elles restent⁴¹⁵, que parce qu'aucun homme politique n'osera probablement passer dans l'histoire comme celui qui aura permis ou encouragé le maintien de troupes étrangères au « Pays des deux rivières ». De ce point de vue, le *Security Agreement* (S.A.), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, avait bien sûr l'avantage d'avoir été approuvé par l'Assemblée nationale irakienne, diluant ainsi la responsabilité politique considérablement. Mais, plus important encore, cet accord était précisément présenté par le gouvernement irakien, non pas comme celui qui permet de prolonger la présence militaire US du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2011, mais comme celui qui contraint les Etats-Unis à accepter une date-buttoir pour un retrait devenu inévitable. Dans ce contexte, il faut souligner que l'« administration Obama » a en commun avec la classe politique irakienne de ne pas montrer le moindre signe de vouloir ralentir le retrait des forces américaines⁴¹⁶. Il n'est pas impossible que ce consensus apparent entre professionnels de la politique américains et irakiens inquiète certaines bureaucraties militaires américaines et/ou irakiennes. Les récentes déclarations du CEMA irakien vont certainement dans ce sens⁴¹⁷. Mais la réussite d'un tel agenda est peu probable concernant les troupes de USF-I pour les raisons qui viennent d'être exposées.

Reste alors notamment l'hypothèse, possible, d'une reconversion des troupes américaines de USF-I au sein du NTM-I (OTAN) non directement concerné par le S.A., leur permettant alors de rester au-delà de décembre 2011... Mais quoiqu'il en soit, il faut certainement relativiser l'importance du retrait de décembre 2011 dans la mesure où le maintien de « conseillers » américains – souvent civils et/ou privés – au sein des différents ministères et services irakiens est acquis d'avance et que le département d'Etat américain dispose déjà de ressources considérables dans le pays. En d'autres termes, en toute hypothèse, les bureaucraties américaines continueront à avoir une influence politique d'autant plus significative sur les évolutions futures du pays, qu'elle sera invisible à la grande majorité des Irakiens...

Bibliographie du chapitre 3

BONNEFOY (Laurent) « *Le mythe Al-Zarkaoui, ou la légitimation de la guerre en Irak* » in BIGO (Didier), BONELLI (Laurent), DELTOMBE (Thomas) *Au Nom du 11 Septembre*, Paris : la Découverte 2008, pp.320-333

BENRAAD (Myriam) « L'Irak dans l'abîme de la guerre civile », *Politique étrangère*, n°1/ 2007, p.13-26.

BENRAAD (Myriam) « Irak : turbulences politiques et retrait militaire », *Politique étrangère*, n°3/ 2010, p. 635-646.

BENRAAD (Myriam) *L'Irak*, Paris : le Cavalier bleu, 2010.

BOZARSLAN (Hamit), « Etats, communautés et marges dissidentes en Irak », *Critique Internationale* n°34, janvier-mars 2007, pp. 17-27.

CHIARELLI (Peter W.) MICHAELIS (Patrick R.) « Winning the Peace, The Requirement for Full-Spectrum Operations », *Military Review*, juillet-août 2004, pp. 13-26

CHIN (Warren) « Examining the Application of British Counterinsurgency Doctrine by the American Army in Iraq », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 18, n°1, mars 2007: 1-26

CULLATHER (Nick), « 'The Target is the People': Representations of the Village in Modernization and US National Security Doctrine », *Cultural Politics*, vol. 2, n°1, 2006, p. 29-48.

⁴¹⁵ Ou que personne n'aurait accumulé des ressources financières, matérielles, voire symboliques, grâce à la présence américaine.

⁴¹⁶ A la question de savoir s'il y a la possibilité que des troupes américaines restent en Irak après décembre 2011 en dépit du S.A., l'ensemble des militaires américains rencontrés en Irak ont cependant précisé que cela n'était pas probable mais possible, que cela supposait soit un nouvel accord, soit un amendement du S.A., et que le gouvernement irakien devrait alors en faire la demande auprès du gouvernement américain mais qu'il n'était pas du tout certain que ce dernier réponde positivement à une telle demande.

⁴¹⁷ On notera ici que présence militaire britannique à pu être maintenue en Irak après l'indépendance formelle du pays dans les années 1930 parce qu'elle s'appuyait sur la caste des officiers supérieurs irakiens.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- DAWOD (HOSHAM), BOZARSLAN (Hamit) (dir.), *La société irakienne, communautés, pouvoir et violence*, Paris : Karthala, 2003
- DORRONSORO (Gilles), HARLING (Peter), "la guerre américaine en Irak et en Afghanistan: entre vision messianique et ajustements tactiques", *Politique Etrangere*, n°4, hiver 2005, pp.857-866.
- FRIEDRICH (Jörg) et FRIESENDORF (Cornelius), « Privatized Security Cripples Statebuilding, Iraq is a Case in Point », *The American Interest*, été 2009, p. 43-48
- GENTILE G., 2010, « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army », *Sécurité Globale*, n°10, pp. 21-34.
- Lieutenant-colonel GOYA (Michel) *Les armées du chaos*, Paris: Economica, 2008.
- CHIARELLI (Peter W.) MICHAELIS (Patrick R.) "Winning the Peace, The Requirement for Full-Spectrum Operations", *Military Review*, juillet-août 2004, pp. 13-26
- GUIDERE (Mathieu), « l'Irak ou la terre promise des jihadistes », *Critique Internationale*, n°34, janvier-mars 2007, pp. 45- 60
- GUIDERE (Mathieu), HARLING (Peter), « Qui sont les insurgés irakiens ? », *Le Monde Diplomatique*, mai 2006 p. 14-15
- HADDAD (Rayan) « Al Qaïda/ Hezbollah : la concurrence à distance entre deux logiques d'action jihadistes différentes pour la captation des cœurs et des esprits de l'Umma », *Cultures & Conflits*, n°66, été 2007, pp. 157-177
- HARLING (Peter), « Les dynamiques du conflit irakien », *Critique internationale*, n°34, 2007, p. 35-36.
- HASHIM (Ahmed S.), *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Ithaca: Cornell University Press, 2006;
- HEGGHAMMER (Thomas), « Combattants saoudiens en Irak : modes de radicalisation et de recrutement », *Cultures & Conflits* n°64,2006, pp. 111-127.
- HOOP SCHEFFER (Alexandra de), *Hamlet en Irak*, Presses du CNRS, 2007.
- International Crisis Group, « *In their own words: reading the Iraqi insurgency* », Middle East Report n°50, 15 février 2006.
- International Crisis Group: *Iraq after the Surge I: The New Sunni Landscape*, Middle East Report N°74, 30 avril 2008
- International Crisis Group: *Iraq after the Surge II: The Need for a New Political Strategy*, Middle East Report N°75, 30 avril 2008
- KAHL (Colin H.) « In the Crossfire or the crosshairs? Norms, Civilian Casualties and US Conduct in Iraq » *International Security*, Vol.32, n°1, été 2007 : 7-46
- KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford: Oxford University Press, 2009.
- LAURENS (Henry) *L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du golfe à la guerre d'Irak*, Paris : Armand Collin, 2004
- LAURENS (Henry), *L'Empire et ses ennemis. La question impériale dans l'histoire*, Paris : éditions du Seuil, 2009
- LEENDERS (Reinoud), Au delà du "Pays des deux fleuves": une configuration conflictuelle régionale?", *Critique Internationale*, n°34, janvier-mars 2007, pp. 61-78
- LINDEMANN (Thomas) « Des guerriers pour faire la paix. L'Armée américaine en Irak », *Cultures & Conflits*, n°67, 2007 p. 13-35
- LUIZARD (Pierre-Jean) *La Question irakienne*, Paris : Fayard 2004
- MANSOOR (Peter) *Baghdad at Sunrise, A Brigade Commander's War in Iraq*, New Haven & London: Yale University Press, 2008.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- McCALLISTER (William S.), "Pamphlet: COIN and Irregular warfare in a Tribal Society", Applied Knowledge International (AKI), 2007.
- McFATE (Montgomery), JACKSON (Andrea V.) « The Object beyond War: Counterinsurgency and the four tools of Political Competition », *Military Review*, janvier-février 2006, p. 56-69.
- NAPOLEONI (Loretta), *Insurgent Iraq, Al Zarqawi and the New Generation*, Londres, Constable, 2005.
- OLSSON (Christian) « Guerre totale et force minimale, Histoire et paradoxes des 'cœurs et des esprits' », *Cultures & Conflits*, n°67, 2007, pp. 35-63
- OLSSON (Christian) « Afghanistan et Irak. Les origines coloniales des guerres anti-terroristes » in BIGO (Didier), BONELLI (Laurent), DELTOMBE (Thomas) *Au Nom du 11 Septembre*, Paris, la Découverte 2008, pp.49-62.
- OLSSON (Christian) « les relations houleuses entre SMP et tenants de la contre-insurrection », *Sécurité Globale*, juin 2009, pp.67-80
- OLSSON (Christian) « Contre-insurrection et 'Responsabilité de protéger' : panacée ou supercherie ? », *Sécurité Globale*, n°10, 2010, pp.65-74.
- OURDAN (Rémy), "Enquête et reportages au Cœur de la guérilla en Irak", *Le Monde* (dossier p. I,II, III et IV), Samedi 23 Octobre 2004
- KILCULLEN (David) "Twenty-eight articles: Fundamentals of Company-level Counterinsurgency", *Military Review*, mai-juin 2006, pp. 134-139
- Général PETRAEUS (David H.) "Learning Counterinsurgency: Observations from Soldiering in Iraq", *Military Review*, janvier-février 2006, pp.45-55
- RICKS (Thomas E.), *Fiasco: the American Military Adventure in Iraq*, New York: Penguin, 2006.
- RICKS (Thomas E.), *The Gamble, General Petraeus and the Untold Story of the American Surge in Iraq*, Londres: Penguin Books, 2009.
- SAÏD (Edward) *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 2003.
- TAILLAT (Stéphane) "Adaptation et Apprentissage: les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak", *Revue Française de Science Politique*, vol.58, n°5, octobre 2008, pp.773-794.
- TAILLAT (Stéphane) « Occupants ou libérateurs ? Les forces armées occidentales en Irak et en Afghanistan », *Défense nationale et sécurité collective*, n°11, 2008, p.124-131.
- TAILLAT (Stéphane) « Succès et limites de la stratégie du 'sursaut' en Irak (2007-2009) », Rapport en voie de publication pour l'IRSEM, février-juin 2010.
- TAILLAT (Stéphane) « Communautarisation, tribus et terrain humain : la contre-insurrection américaine en Irak » in BRICET DES VALLONS (Georges-Henri) (dir) *Faut-il brûler la contre-insurrection ?* Paris : Choiseul, 2010
- TRIPP (Charles), *A History of Iraq*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008
- TRIPP (Charles) "Militias, Vigilantes, Death Squads", *London Review of Books*, vol.29, n°2, 25 janvier 2007
- WASINSKI (Christophe) « CounterPunch contre Counterinsurgency. Plagiat et contestation anthropologique à propos du nouveau manuel contre-insurrectionnel des forces armées américaines », *Cultures & Conflits*, n°70, octobre 2007, p. 133-149
- WEST (Francis J. "Bing"), *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, NY, Random House

**INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À
PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN**

■ CONCLUSIONS GÉNÉRALES

*“As we all know, there is no such thing as a « standard » counterinsurgency. [...] the nature of counterinsurgency is not fixed, but shifting [...] This means that there is no standard set of metrics, benchmarks or operational techniques that apply to all insurgencies or remain valid for any single insurgency throughout its life-cycle. And there are no fixed “laws” of counterinsurgency, except for the sole and simple requirement to first understand the environment [...]”*⁴¹⁸

Insurrection et contre-insurrection

Cette citation, ici quelque peu écourtée pour les besoins du présent propos, rappelle utilement trois choses importantes que les chapitres de cette étude ont permis de mettre en exergue de différentes manières. Le premier élément concerne la notion d'« insurrection ». En effet, ce que dit Kilcullen sur la « contre-insurrection » s'applique tout autant à l'« insurrection » : elle ne fait pas référence à un ensemble délimité de techniques ou de tactiques. En effet, le concept d'insurrection n'est pas un concept militaire⁴¹⁹. Comme l'a montré Raphaël Pouyé, il s'agit d'une notion politique, à la fois au sens où elle est politiquement connotée (mais toute évocation de la violence l'est), et – plus centralement – au sens où la pratique de violence qu'elle désigne s'inscrit invariablement dans un type bien particulier de relation politique.

Ainsi, selon l'historien militaire Thomas R. Mockaitis, la notion de « guérilla » peut être décrite au travers de tactiques et de techniques militaires, et cela de manière relativement déconnectée d'éléments de contextualisation proprement politiques. A l'inverse, les phénomènes qu'il analyse en termes d'« insurrection » sont intimement liés à un contexte socio-historique particulier qu'il assimile à la « modernité politique⁴²⁰ ». Ce dernier contexte peut – pour les besoins de cette démonstration – être décrit au travers de deux dimensions intimement liées : d'une part, le renforcement des ressources des bureaucraties d'Etat et un affermissement des dispositifs de contrôle territoriaux qu'elles déploient ; d'autre part, la démocratisation des luttes autour du pouvoir politique formel, la montée du nationalisme (notamment dans les colonies) et la politisation des luttes sociales... C'est dans le contexte de ces luttes que la notion d'« insurrection » prend sens.

Qu'elle soit dénoncée ou qu'on y appelle, qu'elle appelle à des réformes ou qu'elle adopte un projet révolutionnaire, qu'on la considère comme un concept scientifique ou qu'on y voit une simple rhétorique politique, l'« insurrection » décrit un type particulier de relation politique (dont l'autre pôle serait la « contre-insurrection »), situé dans le temps et l'espace, et non un « style » de combat armé.

Le deuxième élément concerne le préfixe du terme « contre-insurrection » : « contre ». Il y a en effet deux interprétations possibles. Selon une première interprétation, dans la « guerre insurrectionnelle » comme dans toute guerre, les ennemis réciproques cherchent à se « contrer » mutuellement. Mais alors pourquoi utiliser un terme, la « contre-insurrection », dans lequel on nomme l'adversaire indépendamment de soi (« l'insurrection ») mais pas soi-même (le « contre-insurgé ») indépendamment de l'adversaire ? Pour le dire autrement, avec la notion de « contre-insurrection » on nomme l'ennemi mais non l'ami, on nomme l'autre mais non soi-même. Le problème n'est alors pas seulement qu'on occulte l'identité du « contre-insurgé » (et donc de l'« insurgé » puisque l'un se définit par opposition à l'autre) mais aussi – et surtout – qu'on perd la dimension dialectique, la relation de réciprocité, qui définit traditionnellement la guerre.

⁴¹⁸ KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford: Oxford University Press, 2009. p.183

⁴¹⁹ Militaire au sens d'une profession liée à un savoir-faire technique dans le domaine du combat armé.

⁴²⁰ MOCKAITIS (Thomas R), *British Counterinsurgency: 1919-1960* London: Macmillan, 1990

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

Selon une deuxième interprétation, le seul but de la « contre-insurrection » est de faire cesser une violence adverse, c'est la « contre-insurrection » comme *counter-warfare*⁴²¹. Mais force est bien de constater qu'en Afghanistan et en Irak, cette interprétation n'est pas opérante. Si l'objectif en Irak en 2006 avait simplement été de faire cesser une insurrection anti-américaine, la meilleure des stratégies aurait été le retrait immédiat. Comme pour toute guerre, l'objectif américain n'était bien sûr pas seulement de faire cesser la violence adverse (celle-ci étant, pour l'essentiel, un moyen en vue d'une fin), mais de contrer les objectifs politiques de tout ou partie des forces adverses de façon à faire prévaloir tout ou partie de ses propres objectifs politiques, étant entendu que la guerre ne pouvait que se terminer par un compromis complexe. Dès lors, le couple insurrection/contre-insurrection ne peut et ne doit pas être pensé en rupture à la définition clausewitzienne de la guerre⁴²². En effet pour peu que l'on veuille bien lire Clausewitz indépendamment de son interprétation jominienne, il peut permettre d'éclairer la « contre-insurrection » sans pour autant justifier l'anéantissement total de l'ennemi.

Le troisième et dernier élément, découlant des deux premiers, est qu'il ne se dégage pas de techniques, de tactiques et de procédures « ayant fait leurs preuves » et transposables d'un « terrain » à un autre dans la « contre-insurrection ». Cette dernière est largement indéterminée puisqu'elle ne peut être pensée indépendamment (notamment) des objectifs politiques que les parties au conflit cherchent à promouvoir. Comme aime à le rappeler David Kilcullen, le terme « contre-insurrection » a été utilisé historiquement pour décrire des pratiques allant de la campagne d'extermination à la campagne de vaccination, étant entendu qu'il ne s'agit pas là simplement de deux modes tactiques différents servant une même stratégie ou un même objectif politique⁴²³. Il a ainsi soutenu que ce qu'il avait essayé de faire en tant que *Senior Advisor* du général Petraeus en Irak devait être décrit comme de la « stabilisation », terme qui lui semblait plus précis que celui de « contre-insurrection »⁴²⁴.

Lorsque l'on dit qu'il n'y a pas *a priori* un ensemble de tactiques, de techniques ou de procédures pertinentes pour toute « contre-insurrection », cela ne veut pas pour autant dire qu'elles soient toutes également adaptées ou inadaptées. L'idée est plutôt que les nombreuses innovations institutionnelles qui ont accompagné les tentatives d'adaptation des forces armées américaines à l'esprit de la nouvelle doctrine COIN ne dispensent pas d'une réflexion proprement politique sur les objectifs et les effets recherchés en Afghanistan et en Irak. Dans ce type de guerre dans laquelle la « victoire totale » ou la capitulation sans conditions est exclue⁴²⁵, la manœuvre militaire ne vaut que pour autant qu'elle est fonction d'une « manœuvre politique » et non l'inverse⁴²⁶.

Ces trois éléments sont importants dans la mesure où ils permettent de souligner que le conflit « insurrection/contre-insurrection » reste, malgré une rhétorique et une pratique parfois policières, avant tout « guerre ». Dès lors, en quoi la guerre en Irak se distingue-t-elle de celle en Afghanistan ?

Afghanistan et Irak

Il reste donc ici à aborder la dernière partie de la citation de Kilcullen : « comprendre l'environnement ». Il est en effet important de mettre en exergue les différences et les similarités entre les « terrains » afghan et irakien qui éclairent dans une certaine mesure les raisons pour lesquelles la transposition partielle d'approches, de tactiques et de techniques de l'Irak vers l'Afghanistan peine (et c'est un euphémisme...) à y susciter une réduction comparable des niveaux de violence.

Il y a bien sûr des éléments bien connus de différence : la superficie plus grande (pour une population numériquement comparable) et la géographie moins propice de l'Afghanistan par rapport à l'Irak ; une frontière

⁴²¹ C'est la traduction officielle en anglais de « maîtrise de la violence » telle qu'énoncée par le Général Loup Francart et Jean-Jacques Patry, traduction souvent utilisée par Kilcullen. Voir : FRANCART (Loup), *Maîtriser la violence, une option stratégique*, Paris : Economica 1999.

⁴²² Voir notamment l'entretien avec le Colonel Benoît Durieux, commandant du 2^e REI, dans *Le Monde* (supplément : le Monde des Livres) du 29 janvier 2010.

⁴²³ Intervention de David Kilcullen au colloque international « Guerres irrégulières/ *Irregular Warfare* » organisé par l'ESM de St-Cyr, 13 mai 2009.

⁴²⁴ Mais il y a d'excellentes raisons de trouver le concept de stabilisation tout aussi insatisfaisant.

⁴²⁵ HOLSTI (Kalevi J.), *The State, War and the State of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

⁴²⁶ SMITH (Rupert), *The Utility of Force, The Art of War in the Modern World*, Allan Lane, Londres, 2005.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

afghano-pakistanaise bien plus difficile à surveiller, à cause du relief surtout, que les frontières irakiennes passant – sauf dans la Région autonome kurde – essentiellement par des zones désertiques dégagées et peu habitées⁴²⁷ ; la fragmentation interne de l'ISAF par rapport à la MNF-I (problème d'unité de commandement, de *caveats* etc.) ; le soutien actif aux Talibans de la part de fractions significatives de l'armée et des services de renseignement (ISI) pakistanais et qui n'est en rien comparable au soutien iranien aux « groupes spéciaux » irakiens dans la mesure où ces derniers sont toujours restés politiquement marginaux⁴²⁸ ; le cadre principalement rural du conflit afghan par opposition à la prégnance du fait urbain dans la guerre d'Irak...

D'autres éléments souvent mis en avant ont été contredits par cette étude. Il est en effet fréquent de considérer que la différence majeure réside dans le fait que la société afghane serait structurellement rétive à tout projet étatique et centralisateur par opposition à un Irak marqué par une forte tradition jacobine. On souligne alors volontiers la « connectivité » interne et externe de la société irakienne en l'opposant à une société afghane marquée par la prééminence éternelle du fait local. Mais d'une part Gilles Dorronsoro a montré qu'il n'en est rien concernant l'Afghanistan : il y a au contraire une forte « demande d'Etat » et une grande connectivité, mobilité et évolutivité de la société afghane. D'autre part, le chapitre sur l'Irak a permis de montrer que l'Etat y revêt toujours une certaine ambiguïté : les projets très centralisateurs dans lesquels il s'incarne sont toujours aussi liés à des « stratégies politiques défensives » visant à contrer des « narratifs » alternatifs dont on redoute que les protagonistes puissent prendre le contrôle de ce même Etat. La thèse du « jacobinisme irakien » doit donc être quelque peu nuancée.

En quoi résident alors les différences principales qui se dégagent au terme de cette étude ? Dans l'exposition de ces différences, nous insisterons sur le concept de « narratif » (que l'on pourrait traduire par « récit ») tel qu'utilisé par Charles Tripp⁴²⁹ dans son histoire politique de l'Irak⁴³⁰. Trois éléments, intimement liés, doivent ici être soulignés.

- 1/ Premièrement, la dynamique de fragmentation de l'opposition armée est bien plus forte en Irak qu'en Afghanistan. En Irak, « l'insurrection » a toujours été divisée (au point que l'utilisation du singulier semble déplacée), les motifs d'opposition aux troupes multinationales et/ou au gouvernement irakien étant intimement liés à des conflits politiques internes à l'opposition armée et à dimension nationale (notamment au niveau « macro-ethnique » pour reprendre la terminologie de G. Dorronsoro). Cela n'est pas le cas en Afghanistan où ces conflits, bien sûr également présents, perdent en saillance et s'effacent même partiellement au niveau national⁴³¹.
- 2/ Deuxièmement, les facteurs d'unification de l'opposition armée sont bien plus fortes en Afghanistan qu'en Irak : le récit sur le « jihad défensif » offre une « plateforme » politique relativement univoque et cohérente aux Talibans. A l'inverse, la signification politique du « narratif » islamique/jihadiste invariablement adopté par les différents groupes irakiens est profondément sujet à controverse dans le contexte de l'histoire du pays, cela notamment dans la mesure où le « soulèvement » antibritannique de 1920, principalement (mais pas seulement) dans le Sud majoritairement chiite, est parfois considéré – partiellement à tort – comme l'élément principal qui a conduit les autorités de tutelle britanniques à mettre en place un embryon d'Etat dominé par les officiers sunnites et cela dès 1921.

Les deux éléments précédents signifient que l'opposition armée est bien plus unitaire en Afghanistan qu'elle ne l'est (ou qu'elle ne l'a été) en Irak.

⁴²⁷ Le grillage construit par l'Arabie Saoudite le long de la frontière avec l'Irak (construction en cours) en témoigne.

⁴²⁸ Il faut ici noter que la politique iranienne en Irak ne s'est jamais limitée à cette dimension puisque le gouvernement iranien a généralement simultanément soutenu le gouvernement irakien.

⁴²⁹ TRIPP (Charles), *A History of Iraq*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

⁴³⁰ Il convient cependant de rappeler que, par opposition à la conception désincarnée du « narratif » qui sous-tend souvent la « communication stratégique » de type contre-insurrectionnel (*strategic communication, strategic messaging*), ces « narratifs » ne valent que pour autant qu'ils sont : 1/ énoncés par des locuteurs autorisés pour ce faire ; 2/ liés à des intérêts et à des luttes symboliques internes aux audiences qu'ils visent. Comme l'a souligné le politologue Thomas Risse, « les idées ne flottent pas librement dans le vide ».

⁴³¹ Ainsi, d'un point de vue théologico-politique, le projet Taliban n'est pas sensiblement différent de celui par exemple de Khan, Sayyaf, Khalili, Rabbani ou d'autres commandants issus des rangs de l'opposition armée antisoviétique et partiellement cooptés par le régime Karzai.

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

- 3/ Le troisième élément, intimement lié aux deux premiers, concerne la dynamique d'ensemble des deux conflits. En effet, les évolutions du conflit irakien pendant et à la suite du « surge » américain (2007-2009) doivent être analysées comme « moment » où la dynamique des conflits politiques internes à la société irakienne l'emporte définitivement sur la logique d'opposition à la présence militaire étrangère, aidé en cela par la perspective du retrait et par le changement de l'approche politique américaine. De ce point de vue, quand on sait qu'à l'été 2006, une centaine de cadavres était retrouvée tous les jours dans les rues de la seule ville de Bagdad, il est évident qu'il s'agit de deux types de conflits radicalement différents. Cela ne veut d'ailleurs pas dire que l'Irak court inévitablement aujourd'hui vers la fragmentation « tribale » ou « ethnique » puisque, précisément, les luttes politiques tournent autour du « centre » en tant qu'enjeu et objet de lutte. Le repli sur le « local » est généralement défensif plutôt que sous-tendu par un projet politique affirmatif⁴³². Il n'en demeure pas moins qu'une telle dynamique, endogène à la relation conflictuelle, ne peut pas être simplement reproduite en transposant des approches, des techniques, des effectifs, voire le général Petraeus lui-même, de l'Irak vers l'Afghanistan. Il s'agit là bien sûr d'une évidence qui est claire pour les stratèges de l'ISAF, mais elle a le mérite de poser avec acuité la question des marges de manœuvre dont disposeraient encore l'ISAF à l'heure actuelle.

De quelques perspectives futures...

Compte-tenu des conclusions précédentes, des trois chapitres de cette étude et de l'actualité du conflit armé afghan, il semble pertinent de centrer les quelques recommandations de cette étude sur les marges de manœuvre proprement politiques qu'il reste à l'ISAF en Afghanistan et qui conditionnent l'« utilité » de l'usage de la force militaire dans le cadre de ce conflit. Les quelques éléments de recommandation ici présentés s'inspirent largement de l'étude récente que G. Dorronsoro a consacré à ce thème⁴³³ :

1/ L'absence de solution militaire à l'impasse stratégique dans laquelle se trouve actuellement l'ISAF est généralement reconnue par les stratèges occidentaux. Dès lors, la stratégie actuellement poursuivie consiste à essayer d'affaiblir militairement le mouvement Taliban tout en soutenant les tentatives de la part du gouvernement Karzai d'entamer des négociations avec son *leadership* à Quetta. Cette approche fondée dans l'idéal sur la simultanéité du combat militaire et de négociations politiques est, en tant que telle, cohérente et cela d'autant plus que, dans le contexte afghan, négocier et combattre simultanément relève de l'évidence sociale. Cependant, certaines des approches actuellement explorées pour affaiblir les Taliban vont directement à l'encontre de l'objectif politique recherché de renforcer l'Etat afghan (au-delà du seul régime de Karzai). L'idée d'armer des milices, de jouer sur le « levier tribal », de démultiplier les groupes armés, voire de fragmenter le mouvement Taliban de l'intérieur – cela en s'inspirant de la contre-insurrection US en Irak – peut s'avérer particulièrement contre-productif dans le contexte afghan. En effet, le rapport de force militaire entre le gouvernement Karzai et l'ISAF d'une part, les Taliban d'autre part, ne peut être un atout dans une logique de négociation politique qu'à condition qu'il n'y ait pas davantage de fragmentation interne aux deux « camps ». Or, ces approches ont précisément pour effet de faire échapper davantage le conflit au contrôle de ces « camps ». Elles risquent ainsi de saper les fondements des institutions afghanes ainsi que de tout accord futur. Les mêmes approches n'ont pu être appliquées en Irak que dans la mesure où l'Etat irakien, ne serait-ce qu'au travers de son armée et de son corps des officiers, était autrement moins fragile (en dépit des apparences) que ne le sont les institutions afghanes. En somme, dans le contexte actuel afghan, le renforcement de tendances centrifuges risque de rendre tout accord politique caduc d'avance.

2/ Tout en jouant simultanément sur le rapport de force militaire et les négociations politiques au niveau stratégique, des logiques de coopération avec les Talibans peuvent être développées au niveau strictement tactique par les organisations internationales et les ONG (avec le soutien actif ou passif des troupes de l'ISAF) de façon à dépoliariser le jeu politique. Compte-tenu des objectifs de l'ISAF, il importe de maintenir le rapport de force militaire

⁴³² Le cas de la Région autonome kurde est un cas particulier et une exception de ce point de vue.

⁴³³ DORRONSORO (Gilles) « Afghanistan : en quête d'un accord politique », Washington DC : Carnegie Endowment of International Peace (CEIP, 2010).

INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN

de façon à amorcer les négociations tout en évitant la polarisation qui ne fait que de renforcer les logiques d'alliance entre les Talibans afghans et des groupes plus radicaux au Pakistan.

3/ Le gouvernement afghan est en position de faiblesse et, s'il peut jouer un rôle dans la prise de contact avec le *leadership* Taliban, il n'est pas pour autant certain qu'il ait intérêt à ce que des négociations aboutissent à un accord de partage du pouvoir. Par ailleurs, toute négociation avec les Taliban devra inclure le Pakistan. Dans ces conditions, les gouvernements des pays membres de l'OTAN doivent également participer activement de la logique de négociation puisque la première des conditions que poseront les Taliban à un accord éventuel est le retrait de l'ISAF en échange de possibles garanties politiques et militaires quant à la « non-sanctuarisation » future du territoire afghan...